Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex — BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14343 – 6 F — VENDREDI 8 MARS 1991 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le discours de M. Bush devant le Congrès et les conséquences de la guerre du Golfe

Le pape loin de Jérusalem

DÈS le lendemain de son élection en 1978, Jean-Paul II avait émis le souhait de se rendre à Jérusalem, comme l'avait fait, en 1964, son prédécesseur Paul VI. Et pourtant, jamais ce pape, en quarante-six voyages à travers le monde, n'a fait étape dans la Ville sainte, accusant ainsi la distance entre Jérusalem, la ville des prophètes, et Rome, la ville des diplomates.

A l'issue d'un synode extraordinaire au Vatican, réunissant notamment des évêques catholiques du Proche-Orient et du Maghreb, Jean-Paul II a réitéré son souhait de se rendre en Israël. Mais on ne voit pas par quel miracle une telle visite du chef de l'Eglise catholique, qui n'a pas été possible depuis vingt-sept ans, le deviendrait au lendemain d'une guerre qui a remis à vif toutes les tensions politiques et religieuses au Proche-Orient.

Le Vatican ne reconnaît pas Israël. Conformément à sa tradition diplomatique, il n'établit pas de relations formelles avec des pays dont les frontières sont contestées : la Jordanie est dans le même cas que l'Etat hébreu. Qui plus est, le pape fait précéder toute reconnaissance d'Israël d'une avancée décisive en faveur du règlement de la question palestinienne et de l'établissement d'un statut particulier pour la ville de Jérusalem, garantissant le libre accès des Lieux saints.

LA communauté juive, qui soupçonne le pape de ne pas comprendre ce qui la lie à la terre même d'Israël, n'admet pas ces subtilités diplomatiques, encore moins le chaud et le froid que Rome fait souffler sur le dialogue judéo-chrétien, amorcé par Jean XXIII et le dernier concile. Jean-Paul II a reçu au Vatican MM. Arafat et Waldheim, et même s'il a été le premier évêque de Rome à franchir le seuil de la synagogue de sa ville, il a tardé à intervenir dans l'affaire du carmel d'Auschwitz.

Autant en Europe, dans la lutte contre le communisme, ce pape polonais, par sa parole et ses voyages, a pu jouer un rôle dynamique, autant, loin de son terrain naturel, en Amérique latine et au Proche-Orient, ses positions apparaissent parfois floues. Légitimement inquiet du sort des minorités chrétiennes du monde arabe, il n'a pas été en mesure d'influer vraiment sur les événements qui ont déchiré le Liban depuis 1975. Dans le conflit du Golfe, il a été long à intervenir et, quand il l'a fait, tout en se défendant d'être un « pacifiste », il a pris de nettes distances avec les partisans d'un règlement militaire de la question koweïtienne.

PERSONNE ne reprochera au pape de ne pas avoir choisi le camp des vainqueurs, encore moins de plaider en faveur de la justice pour toute la région, en particulier pour les Palestiniens et les Libanais. Nul ne lui reprochera non plus de vouloir relancer le dialogue entre les trois grandes religions monothéistes, dont il est le premier pape de l'Histoire à avoir une conscience aussi aiguë.

N'y a-t-il pas cependant un certain paradoxe, de la part de Jean-Paul II, à défendre des positions plutôt favorables aux Arabes et à reposer au même moment sa candidature pour un voyage à Jérusalem ? Décidément inclassable, ce pape n'hésite pas à ramer à contre-courant, quitte à prendre le risque de ne pas toujours se faire bien comprendre.

Israël s'inquiète des intentions des États-Unis au Proche-Orient

« Le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe », a déclaré, mercredi 6 mars, le président George Bush, devant le Congrès américain, qui l'a ovationné après qu'il eut tiré les leçons de la guerre et envisagé l'avenir sur de nouvelles bases de paix. Le secrétaire d'Etat, James Baker, devait entamer jeudi une tournée au Proche-Orient pour tenter de trouver les moyens de stabiliser la région. Il est attendu avec une certaine inquiétude à Jérusalem, où le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a affirmé jeudi qu'il y avait des « divergences » entre Israël et les Etats-Unis sur le principe de l'« échange de territoire contre la paix », souligné par M. Bush.

En attendant M. James Baker...

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Le temps presse ; une occasion à ne pas manquer ; le moment est exceptionnel... Les expressions peuvent être différentes, l'impression est la même : pour de nombreux responsables israéliens, qu'ils appartiennent au gouvernement conservateur de M. Shamir ou à l'opposition travailliste, la période de l'après-guerre du Golfe risque d'être cruciale pour l'Etat juif.

Ses dirigeants vont devoir faire preuve d'imagination au lieu et place de la politique du dos rond menée avec obstination depuis près de deux ans. Cette politique d'attentisme absolu avait culminé il y a un an lorsque M. Shamir mit en échec la médiation tentée par M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, pour donner un début de réalité à l'initiative « à tiroirs » laborieusement concoctée par le gouvernement de Jérusalem en avril 1989 : pourparlers avec « des » Palestiniens sur un projet d'élections dans les territoires occupés, afin de désigner « des » interlocuteurs pour négocier, ensuite, un régime d'autonomie intérimaire, avant la discussion finale – dans trois, cinq ou dix ans – sur le statut définitif de la Cisjordanie et de la bande de Gaza... L'arrivée de M. Baker à Jérusalem – prévue pour mardi 12 mars – est redoutée par les uns, attendue avec espoir par les autres. M. Shamir est de ceux qui la redoutent. Il sait que M. Baker, qui ne passe pas pour un partisan du *statu quo* au Proche-Orient, a aujourd'hui beaucoup plus d'arguments qu'il y a deux ans. Mais comme on ne se refait pas à soixante-quinze ans, et qu'il ne veut accepter sous aucun prétexte d'entendre parler d'Etat palestinien, d'OLP ou de conférence internationale, on peut faire confiance à M. Shamir pour faire la sourde oreille, gagner du temps, en revenir au plan de 1989, quitte à contester pratiquement tout interlocuteur palestinien.

JACQUES AMALRIC et ALAIN FRACHON

Lire la suite, ainsi qu'un entretien avec le président israélien, page 4

Fort ralentissement de la croissance en France

Alors que le gouvernement avait prévu une croissance de 2,7 % pour 1991, l'INSEE estime que la progression du produit intérieur brut français ne sera, au cours du premier semestre 1991, que de 1,5 % en rythme annuel.

Pour l'institut national de la statistique, le ralentissement en cours est davantage lié à la faiblesse du dollar, aux taux d'intérêt élevés et à la récession américaine et britannique qu'aux effets de la crise du Golfe.

Le net ralentissement de l'activité économique française, amorcé dès l'an dernier (la progression du PIB était passée de 3,7 % en 1989 à 2,8 % en 1990), se poursuit au premier semestre 1991, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Il devrait se traduire par la fin du mouvement de création d'emplois, qui avait marqué les deux années passées. Principales causes de ce coup de frein à la croissance : la récession américaine et les problèmes que rencontre l'unification allemande. Le gouvernement fédéral reste cependant optimiste et prévoit une croissance de 2,5 % à 3 % pour l'Allemagne de l'Ouest en 1991. Aux Etats-Unis, l'administration et les opérateurs à Wall Street sont confiants dans une sortie très rapide de la récession. Les conjoncturistes sont plus prudents.

Lire nos informations et les articles de SERGE MARTI et de LUC ROSENZWEIG page 25

Retrouver l'Europe

par André Fontaine

Pas un mot sur l'Europe, donc, dans l'allocution de François Mitterrand, dimanche 3 mars, sur la fin de la guerre du Golfe. Venant d'un homme qui avait obtenu de haute lutte, à l'automne, en plein accord avec Helmut Kohl, l'accélération des deux négociations sur l'union économique et l'union politique, et qui ne se cachait pas de vouloir étendre à la défense et à la sécurité les compétences de la Communauté, l'omission est surprenante. On a peine à se satisfaire de l'explication officieuse selon laquelle il ne voyait pas bien quoi dire de neuf sur le sujet. D'autant plus que, comme *le Monde* l'a aussitôt relevé, le chef de l'Etat a employé une nouvelle fois le mot directement emprunté à l'héritage gaullien, de *« rang »* (1). Et qu'il a repris l'idée, longtemps mise en avant par le général, d'un sommet des « grands ».

Il a suggéré, il est vrai, que ce sommet se déroule dans le cadre du Conseil de sécurité, ce qu'avait déjà proposé Harold Macmillan, alors premier ministre de la reine Elizabeth, lors de la crise provoquée au Proche-Orient par la révolution irakienne du 14 juillet 1958. Mais la différence est faible : ceux qui comptent vraiment, au Conseil, ce sont les cinq membres permanents, ceux qui disposent du droit de veto... et, accessoirement, de la bombe atomique.

Cette configuration perpétue celle qui découlait tout naturellement, en un temps où le tiers-monde n'existait pas encore, de la défaite du Reich et du Japon.

Lire la suite page 7

(1) Sous le titre « Le rang », de Gaulle écrit au début du deuxième chapitre du troisième tome de ses *Mémoires de guerre* : *« Vers la France libérée, tous les Etats portaient leurs regards. Cette nation, que depuis tant de siècles on voyait à la première place... dans quel état reparaissait-elle, quelle route allait-elle prendre, à quel rang la reverrait-on ? »* A rapprocher de ce que disait Michelet : *« Les nations se classent comme des animaux. La France, elle, est une personne. »*

Une vingtaine de journalistes disparus en Irak devaient être libérés

Un délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Koweït a annoncé, jeudi 7 mars en milieu de journée, que l'armée irakienne était en mesure de lui remettre, dans l'après-midi, près d'une vingtaine de journalistes (dont une quinzaine de Français) portés disparus depuis dimanche dans la région de Bassorah, ainsi que deux mille Koweïtiens déportés de l'émirat pendant l'occupation irakienne. *(Lire page 6.)*

LIVRES ◆ IDÉES

Le monde fêlé de Buzzati

■ La réunion de cent vingt-cinq récits du romancier italien met en valeur son génie du fantastique... et parfois les défaillances de son écriture.
■ Yeats réconcilié ? ■ Retrouver Dickens. ■ La pluralité des Lumières. ■ L'hymne aux perles de Seda. ■ « La vie du langage », par Denis Slakta. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Autopsie d'un sommeil agité ». ■ La chronique de Nicole Zand : « Un conte cruel d'Afrique du Sud ».

pages 17 à 24

AFFAIRES

La délicate restructuration des banques nippones

■ La leçon d'épargne populaire du Québec. ■ Francfort, une place financière incontournable. ■ Le pari du second marché. ■ Querelle de famille chez ELM-Leblanc.

pages 29 à 31

MAX GALLO

Le regard des femmes

ROMAN

Le regard d'une femme, ce peut être le destin d'un homme.

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Une meilleure surveillance des grossesses
Le nombre des examens prénataux obligatoires devrait passer de quatre à sept — page 11

Duel électoral à Biarritz
Le maire sortant, M. Bernard Marie (RPR), contraint d'affronter M. Didier Borotra (CDS), le 10 mars — page 10

« Henry », un film de John McNaughton
L'épopée d'un tueur maniaque — page 13

Le choléra, nouvelle plaie de l'Amérique latine
Les spécialistes redoutent une extension de l'épidémie — page 12

La Journée de la femme
Un entretien avec Mme Catherine Trautmann, maire de Strasbourg — page 2

L'agitation en URSS
La grève des mineurs s'étend — page 9

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

M 0147 - 0308 0 - 6,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

La Journée de la femme

Un entretien avec Mme Catherine Trautmann

« C'est à travers la politique que se défendent les droits »

A l'occasion de la Journée de la femme, vendredi 8 mars, Mme Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg et parlementaire européen, revendique haut et fort son combat pour la défense des droits de la femme. Seule femme en France à la tête d'une commune de plus de 100 000 habitants, Mme. Trautmann a été également la première femme du Bas-Rhin à être élue à l'Assemblée nationale (législatives de 1986). Mariée, deux enfants, cette femme de quarante ans a la réputation en Alsace de quelqu'un d'énergique, qui n'a pas pour habitude de tergiverser.

« Pensez-vous qu'il y ait encore besoin d'une Journée de la femme ?

– Aussi longtemps que les femmes n'auront pas acquis l'égalité avec les hommes, une telle célébration sera nécessaire. Nous ne devons pas cesser de rappeler qu'il existe toujours des phénomènes d'exclusion, malgré les améliorations qui ont été apportées avec les lois sur l'avortement et l'accès au marché du travail. Ce sont les femmes qui sont les plus nombreuses parmi les demandeurs d'emploi, et il n'y a pas, en réalité, un égal accès à toutes les formations et à tous les métiers. C'est à travers la politique que se défendent les droits. Si du point de vue social les femmes ont réussi à franchir des étapes décisives, il faut qu'elles puissent s'appuyer sur une représentation suffisante dans les sphères de pouvoir. Plus que jamais, les femmes ont besoin du 8 mars pour se convaincre que dans la société qui est la nôtre, on peut reculer rapidement, si on n'y prend pas garde.

– Autant dire que vous êtes surprise lorsqu'il y a des femmes élues ou nommées à des postes importants ?

– Oui, car il s'agit de situations exceptionnelles. Mon élection à la mairie de Strasbourg a été une surprise et on m'a systématiquement présentée en soulignant le caractère d'exception. Aujourd'hui, j'aspire à une certaine banalisation, même s'il m'est difficile de gommer le fait que je sois entourée d'une large majorité d'hommes, ce qui ne correspond pas à la réalité sociale, puisque les femmes composent plus de 50 % de la société. Cet exercice est d'autant plus difficile qu'on attend toujours une femme au tournant. Ce qui n'est pas nécessairement négatif en ce sens que les femmes sont conduites à se montrer combatives, tenaces et persuasives.

– Mais que peut faire une femme à la tête d'une grande ville pour que les choses changent réellement ?

– Mes administrés attendent de moi que je puisse résoudre les grands dossiers comme les questions de vie quotidienne. Les femmes souhaitent que la municipalité fasse un travail de reconnaissance de leurs activités qui ne sont pas suffisamment valorisées. La ville doit donc prendre en compte ces différentes situations pour adapter les équipements (jardins d'enfants, heures d'ouverture des bibliothèques...), qui sont trop peu souvent conçus en fonction des contraintes des femmes.

Nous avons aussi la nécessité de nous montrer particulièrement vigilants à l'égard du sexisme à l'embauche. Cette attitude est encore tellement marquée qu'elle conduit certains chefs d'entreprise à se plaindre des congés de maternité et à éviter l'emploi de jeunes femmes, parce qu'elles risquent d'être enceintes. Les femmes victimes de violences ont également droit à la création d'un environnement susceptible de les soutenir et de leur éviter de devenir des cas sociaux.

– Vous semblez dire qu'il y a d'un côté le parti des femmes et de l'autre celui des hommes. Est-ce à dire que la condition de femme est plus importante que les convictions politiques ?

– J'ai hésité, en 1977, entre un engagement dans les mouvements féministes et une adhésion au PS. Mon choix a été dicté par ma conviction qu'un parti de gauche pouvait se mobiliser pour défendre les droits de la femme. D'autant que je suis persuadée que se constituer en groupe de pression ne suffit pas pour revendiquer une part de pouvoir. Ce qui importe, c'est que mon parti continue de comprendre qu'il a représenté un énorme espoir pour les femmes. Elles en attendaient des progrès et des changements en profondeur. Aujourd'hui, elles jugent le PS aux résultats et s'en détournent parce qu'elles considèrent que le parti ne leur a pas assez ouvert les portes. Nous, les socialistes, nous devons cesser de parler de quotas et peut-être faire comme le SPD allemand : donner aux femmes les moyens de se réunir, de s'exprimer, d'avoir leur propre existence. Je vais continuer d'œuvrer dans ce sens au sein du parti, en utilisant l'influence qui est la mienne.

– Comment conciliez-vous vos rôles de responsable politique, de femme et de mère de famille ?

– Je revendique une certaine ambition, je ne m'en cache pas. Comme le dit ma fille aînée, c'est qu'à ma façon je trouve une partie de mon bonheur dans les responsabilités politiques. Peut-être est-ce parce que je suis convaincue que les femmes peuvent apporter un élément de transformation de la vie publique et politique dans ce pays. Mais il faut avoir, sur le plan familial, la capacité de s'organiser et surtout il faut pouvoir compter sur la complicité et la confiance de ceux qui vous sont les plus chers. Il ne s'agit pas de vivre son aventure de façon solitaire, comme une espèce de phénomène. La clé de l'équilibre consiste, je crois, à maîtriser le degré de son engagement.

« La critique fuse beaucoup plus vite »

– Est-ce que dans votre activité quotidienne de maire, le fait d'être une femme est vraiment un handicap ?

– Il est certain que la critique fuse beaucoup plus vite à l'égard d'une femme : elle est trop élégante, pas assez ; trop séductrice ou pas suffisamment ; trop féminine ; trop masculine ; etc. Pourtant, je ne me plains pas, moi qui me retrouve la plupart du temps environnée de pingouins dans les réunions : ils sont tous pareils, ils ont tous des complets-vestons, des cravates, évidemment personne ne voit si la cravate est unie, rayée ou fleurie. Plus sérieusement, il est vrai que c'est sans doute un handicap. Mais c'est en même temps un atout. Le handicap étant dans l'esprit des autres, il s'agit de susciter l'étonnement, en adoptant une attitude nouvelle, ce qui conduit à une réceptivité plus grande et, donc, à mieux faire admettre le changement. Regardez les femmes qui couvraient la guerre du Golfe, elles ont remarquablement effectué leur travail. C'était pour moi constater, une fois de plus, que les femmes répondent présent lorsqu'on leur en donne l'occasion.

– Et vous-même, serez-vous présente aux élections régionales de l'année prochaine ?

– Le fait d'être le maire de Strasbourg m'amène déjà à prendre ma part dans les dossiers régionaux. Ma ville joue une carte maîtresse en Alsace. Nous devons affirmer notre rôle de pôle d'interconnexion à la fois ferroviaire, routier, fluvial, intellectuel et culturel. Mon but est de répondre à ce qu'attendent mes concitoyens, qu'ils soient Strasbourgeois ou Alsaciens. C'est dans les deux ans qui viennent que les choses se joueront. Mais que je sois présidente de la région ou pas ne changera rien à mon cahier des charges de maire de Strasbourg. »

Propos recueillis par
MARCEL SCOTTO

Mort-naissance d'un poète maudit

par Claude Fischler

EBLOUIS par les stars vivantes, nous sommes fascinés par leur mort. L'émotion qui entoure celle de Serge Gainsbourg ne donne sans doute pas lieu à des effets de masse et de mass-media comparables aux rituels funéraires et commémoratifs dédiés en leur temps à Piaf, Claude François ou Elvis Presley. Mais elle semble prolonger et dépasser la renommée de Gainsbourg vivant, marquer une seconde et plus grande consécration. La célébration posthume, de *Libération* à *Paris-Match*, semble réunir, mais aussi dépasser, tous les publics successifs et variés de l'auteur-compositeur-chanteur-provocateur : celui, juvénile, de la culture clip, reggae, rap, avec ses gourmandises d'anticonformiste et de transgression ; celui, un peu vieillissant, des nostalgiques du *Poinçonneur des Lilas*, de la *Javanaise*, et de la « bonne chanson française » des années 50.

Gainsbourg admirait Boris Vian. Comme lui, il exerce sur l'adolescence une sorte de fascination romantique moderne : la transgression et la provocation apparaissent comme le masque de la tendresse pudique. Mais on voit l'émotion gagner des publics que l'on aurait pu croire choqués par les provocations du scandaleux Gainsbourg et peu sensibles aux arts du clip, aux détournements de *Marseillaise* et à l'érotisme fétichiste... Gainsbourg lui-même ne se voyait que comme un artiste mineur, faute d'avoir maîtrisé l'art pour lui majeur, la peinture. Or sa mort révèle ou inaugure une popularité majeure et soudain dépouillée de controverse.

Le sort de toutes les stars, ces héros, ces demi-dieux, fascine. Leurs amours, leurs souffrances, leurs secrets nous hissent provisoirement dans leurs limbes, tout en les rabaissant au rang des mortels ordinaires. D'où notre curiosité, notre attention vorace aux rumeurs et légendes qui les entourent. La mort sanctifie tout ; celle des stars les starifie encore, scelle leur éternité, même pour les étoiles de deuxième grandeur dont l'éternité n'est que passagère. La mort d'une célébrité talentueuse mais scandaleuse, provocatrice et douloureuse, fait certes taire les détracteurs, éteint les rancœurs comme, en droit pénal, elle éteint l'action publique.

Mais il y a, dans le cas de Gainsbourg, davantage : elle débarrasse de l'embarras que causaient les provocations régressives et agressives, les éructations scatologiques et éthyliques. Elle offre l'oubli dans la commémoration, pour certains même le pardon ; elle soulage de la gêne des transgressions. En fait, elle leur donne une sorte de légitimité, de grandeur *a posteriori* : elle les transcende en créativité douloureuse.

Avec la mort, la vie de l'artiste auto dépréciateur, auto destructeur se transcende en destin mythique de poète maudit. L'art mineur y retrouve une figure majeure et Jack Lang invoque le mythe rimbaldien.

Gainsbourg, nous dit *Libération*, portait toujours un diamant noir que lui avait offert Jane Birkin, une pierre soudain doublement symbolique : la mort extrait le diamant noir de sa gangue, le laisse briller de tous ses feux.

► Claude Fischler, sociologue, est l'auteur de « l'Homnivore », Odile Jacob.

Cour internationale de justice

Le droit de dire le droit

par Olivier Russbach

LE droit international n'aura remporté la guerre faite en son nom que dès le moment où la Cour internationale de justice sera enfin mise en mesure de remplir le rôle que lui confie la Charte de l'ONU. Le droit, en effet, ne vit que dans les tribunaux, et faire ce constat ne revient pas à agiter l'épouvantail du « gouvernement des juges ». Selon la formule utilisée par le professeur Géraud de la Pradelle dans son cours d'introduction au droit, *« il ne se développe que dans le contentieux »*. Sans contentieux, sans procès, sans juges pour dire le droit, le droit reste théorique : il ne s'applique pas, ne se vérifie pas ; il n'a aucune vie et ne sert qu'à alimenter des rhétoriques politiques qui s'opposent, qu'à soutenir par le verbe et la force des intérêts qui le nient.

Cela est aussi vrai pour le droit international. Au point que, dès 1947, une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU affirmait qu'il était *« de toute première importance qu'il soit le plus largement fait appel à la Cour de La Haye pour le développement progressif du droit international »*. Nous étions alors, après la deuxième guerre mondiale et le procès de Nuremberg, aux premiers jours de ce qui devait être - déjà ! - le « nouveau » droit international.

Mais là est le principal obstacle au droit international : les Etats lui refusent l'accès à la justice. Et lorsque la justice est saisie par les particuliers de questions de droit international, elle se dérobe. Si le droit international demande, certes, encore beaucoup d'efforts et de créativité pour devenir plus performant, cet obstacle n'est pas d'ordre juridique, il est d'ordre politique : il s'agit du manque de volonté des Etats de s'adresser à la justice.

Depuis août 1990, alors même que le droit international entrait dans tous les foyers et qu'il était sur les lèvres de tous les généraux, de tous les hommes politiques, aucun tribunal n'a été consulté, aucun ancien juge de la Cour de La Haye n'a jamais fait partie des groupes d'experts rivalisant sur les plateaux de télévision. Et la Cour elle-même, qui est pourtant un organe principal de l'ONU au même titre et au même rang que le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale ou le secrétariat général, a été soigneusement tenue à l'écart de tous les efforts menés pour le droit, au nom du droit. Ce n'est que le 15 janvier, à quelques heures du début des hostilités, que le ministre des affaires étrangères d'un des pays coalisés pour le droit, en l'occurrence M. Roland Dumas, devant la commission des affaires étrangères du Sénat qui lui posait la question, a reconnu que *« le différend territorial qui opposait l'Irak au Koweït aurait pu être soumis à la Cour internationale de justice »*.

Exploiter la procédure consultative

Cette Cour doit être, aujourd'hui, immédiatement associée au règlement de la crise au Moyen-Orient et, dès demain, pouvoir se pencher sur toutes les autres questions juridiques posées ailleurs. Par la force des choses, le Conseil de sécurité, organe politique limité à quinze et surtout à cinq représentants d'Etats souverains et rivaux, ne peut guère rendre la justice. Les intérêts compétitifs de ses membres, les stratégies politiques poursuivies, ne lui donnent pas la crédibilité nécessaire pour cela, et il n'y est au demeurant pas habilité. Chargé certes du maintien de la paix et de la sécurité internationale, il a d'énormes pouvoirs de police qu'il ne s'agit pas de contester sans une refonte radicale de la Charte. *Mais la Charte elle-même*, telle qu'elle est aujourd'hui, et telle qu'elle peut, dès lors, être utilisée sans réforme et sans retard, donne au Conseil de sécurité la possibilité de consulter la Cour internationale *« sur toute question juridique »*.

Il appartient donc aux Etats qui composent le Conseil de donner toute sa mesure à la procédure consultative de la Cour internationale. Dans l'esprit des auteurs de la Charte, de telles consultations devaient être un instrument de résolution des conflits et, pour aborder sérieusement les problèmes qui se posent aujourd'hui, sa crédibilité est plus sûre que celle de l'organe politique et du gendarme de l'ONU. Le statut de la Cour précise, en effet, qu'elle est, elle, composée de *« quinze magistrats indépendants, élus sans égard de leur nationalité parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international »*.

Ces professionnels du droit international doivent, dès maintenant, prendre la relève des militaires et des politiques. Ils doivent nous guider et guider nos gouvernements sur les suites conformes au droit international qu'il convient de donner à la crise déclenchée par Saddam Hussein et aux problèmes plus profonds qu'elle a rappelés à notre attention ; sur la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes et la reconnaissance, par Israël et les Etats-Unis, du droit des Palestiniens à constituer un Etat ; sur les procédures de contrôle des armements nucléaires et chimiques dans la région et dans le monde, telles que ces procédures sont fixées dans le droit international ; sur la répartition des compétences entre les différents organes de l'ONU dans le processus de rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région ou plutôt de création des conditions nécessaires à cet objectif...

Les auteurs de la Charte avaient eux-mêmes bien mesuré à quel point le droit international, pour ne pas rester cantonné dans les vœux pieux des lendemains de guerre, exigeait au préalable une volonté politique. Ils ont posé en effet dans le préambule de ce texte l'obligation des Etats de *« créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international »*.

La crise puis la guerre du Golfe ont révélé l'absence de ces conditions, et dès lors la défaillance de la communauté internationale face à *cette obligation de 1945. Du* renforcement de la Cour internationale et de l'influence que pourront avoir les citoyens sur leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci s'en remettent plus sérieusement à l'organe judiciaire principal des Nations unies dépendra l'avenir du droit international. Qui risquerait, sinon, de rester un des leurres historiques de cette guerre.

► Olivier Russbach est avocat, président de l'association européenne Droit contre raison d'Etat, directeur de Droit international 1990.

Autour des "Aventures de la liberté"
le débat
BHL / DEBRAY

GLOBE

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأصل

M. Ge

« Le moment est
a dé

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Dans un discours devant le Congrès

M. George Bush célèbre la victoire américaine et esquisse les bases de la paix

S'exprimant devant les deux chambres du Congrès, qui l'ont longuement ovationné, mercredi 6 mars, le président George Bush, au faîte de sa popularité, a tiré les leçons de la guerre et esquissé les nouvelles bases de la paix.

Une paix qui passe par le règlement des conflits au Proche-Orient, et dont le défi politique sera plus difficile à gagner.

Remerciements aux généraux et aux soldats alliés

Le président George Bush, après avoir déclaré que l'*« agression »* irakienne avait été vaincue et que la guerre était *« finie »*, a remercié mercredi 6 mars, sous les ovations du Congrès, tous les soldats et généraux alliés, avec une mention particulière pour le général Norman Schwarzkopf.

M. Bush a également mentionné les noms des généraux français Michel Roquejoffre, britannique Peter de La Billiere et saoudien Khaled ben Sultan. Il a aussi souligné le rôle du secrétaire à la défense Dick Cheney et du chef d'état-major interarmes Colin Powell et, *« plus important, tous ceux qui ont servi sur le terrain »*. Mais c'est le général Schwarzkopf, commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, qui a eu la vedette, même s'il n'était pas présent en personne. Une ovation a salué l'homme que M. Bush a qualifié de *« monument de calme au milieu de la Tempête du désert »*.

Les remerciements du président américain auront sans doute eu un auditeur particulièrement attentif en la personne du général Thomas Kelly, le porte-parole de l'état-major interarmes américain, âgé de cinquante-huit ans et qui doit prendre sa retraite vendredi. Devenu au cours des briefings sur le conflit du Golfe une véritable star médiatique, le général s'était fait remarquer pour son sens de l'humour grinçant et de la repartie. Prié un jour de dire si l'utilisation de B-52 pour bombarder les rampes de missiles Scud ne revenait pas à écraser une mouche avec un marteau-pilon, il avait répondu : *« Je pense que c'est une façon très agréable de tuer une mouche. »* – (AFP, Reuter.)

WASHINGTON

de notre correspondant

« Le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe. » Sur la lancée de sa victoire contre l'Irak, le président Bush paraît décidé à s'engager dans une entreprise politiquement beaucoup plus difficile pour un président américain, mais sans encore proposer d'idées ou d'approches nouvelles pour y parvenir. Devant les deux chambres du Congrès, réunies pour rendre hommage au président-commandant en chef et célébrer le triomphe d'une Amérique *« transformée »* par son succès dans le Golfe, mercredi 6 mars, M. Bush a de nouveau proclamé son désir d'agir. Il a rappelé les principes de base dans la politique américaine, largement inappliqués depuis des décennies : la mise en œuvre des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et l'échange *« des territoires contre la paix »*. Il a aussi souligné que *« la géographie à elle seule ne pouvait garantir la sécurité »* et que cette sécurité ne reposait plus seulement *« sur la puissance militaire »*, deux remarques qui paraissent adressées au gouvernement israélien, invité à modifier ses positions traditionnelles.

M. Bush a aussi souligné qu'un *« compromis »* était nécessaire et que *« la terreur ne menait nulle part »*. Mais le président américain n'est pas allé au-delà de ces généralités, sinon pour dire que le secrétaire d'Etat, James Baker, qui doit se rendre dans la région ces jours prochains, aurait mission d'*« écouter »* et d'offrir des *« suggestions »*. Les Etats-Unis souhaitent apparemment promouvoir des efforts parallèles pour normaliser les relations entre les Etats arabes et Israël et pour trouver une solution au problème palestinien. Mais, s'ils souhaitent dissuader le gouvernement de M. Shamir d'utiliser de nouvelles tactiques dilatoires, les responsables américains semblent également très soucieux de ne rien faire qui puisse le heurter. M. Baker était bien prêt, pendant son séjour en Israël, à rencontrer des Palestiniens, mais ceux-ci ne semblent pas être parvenus à adopter une attitude commune. Et l'administration, après avoir donné son feu vert à une garantie de prêts portant sur 400 millions de dollars destinés à aider à l'installation de nouveaux immigrants soviétiques, vient de proposer à Israël une aide supplémentaire de 650 millions de dollars destinée, celle-là, à dédommager l'Etat juif pour les frais induits par la guerre du Golfe. (Le gouvernement de Jérusalem avait réclamé 1 milliard de dollars, l'administration, initialement très réticente, avait proposé moitié moins, avant de transiger pour un chiffre intermédiaire, dans le souci d'éviter que le Congrès, où démocrates et républicains font traditionnellement assaut de générosité à l'égard d'Israël, ne prenne l'affaire en main et ne lui impose une somme plus élevée.)

Un souci de progrès

M. Bush n'a guère été plus précis lorsqu'il a évoqué un autre de ses objectifs prioritaires, celui d'assurer la sécurité dans la région du Golfe. Il a simplement indiqué, de manière plus catégorique que d'autres responsables américains avant lui, que cette sécurité ne passait pas par *« le stationnement de forces terrestres américaines dans la péninsule Arabique »*.

M. Bush a en revanche parlé d'une participation américaine à des *« manœuvres conjointes »* impliquant des forces terrestres et aériennes, et d'une présence renforcée de la marine américaine dans le Golfe. Surtout, il a fait ce que l'on attendait de lui et annoncé que *« dans les deux heures »* qui suivraient son discours les premiers contingents de soldats américains quitteraient l'Arabie saoudite *« direction les Etats-Unis »*. La date du début du rapatriement, qui s'étendra sans doute sur six mois, était un secret de Polichinelle maintenu par les porte-parole officiels pour laisser au président Bush le privilège d'annoncer la bonne nouvelle.

Le président souhaite aussi éviter que les pays du Proche-Orient ne s'engagent dans une nouvelle course aux armements. Mais là aussi, il est resté très vague, évoquant seulement un *« contrôle de la prolifération des armes de destruction massive et des missiles »* qui les transportent. M. Bush avait lui-même expliqué il y a quelques jours qu'un embargo général sur les armes était exclu, les Etats-Unis entendant être en mesure de répondre aux besoins de leurs alliés. Outre Israël, qui bénéficie d'un traitement privilégié, l'administration souhaite satisfaire les désirs de plusieurs de ses partenaires arabes de la coalition – l'Arabie saoudite et l'Egypte en particulier, – et le marché proche-oriental est infiniment tentant pour une industrie américaine de l'armement revigorée par les succès spectaculaires obtenus par ses produits sur le terrain. Le seul embargo proposé pour l'instant concerne donc l'Irak, qui doit *« faire l'objet d'une vigilance particulière »*, et *« ne pas avoir accès aux instruments de la guerre »*.

Par la même occasion, M. Bush a redit que les Etats-Unis n'avaient jamais considéré le peuple d'Irak comme leur ennemi. Mais s'il a bien entendu fustiger le comportement de Saddam Hussein, qui, *« ce soir, marche au milieu des ruines »*, il n'a pas réitéré son appel au renversement du dictateur, et n'a pas fait la moindre allusion aux révoltes en cours dans plusieurs villes irakiennes.

Le quatrième objectif défini par M. Bush pour la région est d'encourager son développement économique, *« dans un souci de paix et de progrès »*. Mais là encore, il n'est pas allé au-delà de la déclaration d'intention. Lors d'une récente conférence de presse, il avait formellement exclu qu'*« un seul centime »* de l'argent des contribuables américains aille à la reconstruction de l'Irak. Les Etats-Unis ont par ailleurs décidé de réduire substantiellement leur aide aux pays qui n'ont pas rejoint les rangs de la coalition anti-irakienne, en particulier le Yémen (l'un des pays les plus pauvres de la région), la Tunisie et probablement la Jordanie (aucune décision formelle n'a encore été prise pour ce dernier pays, dont le cas est officiellement *« en cours de révision »*).

Le jour de gloire

En esquissant ainsi ses intentions pour l'avenir, M. Bush a voulu éviter de limiter son apparition devant le Congrès à une célébration de la victoire, de la sienne et de celle de son pays. Mais les interminables acclamations qui ont salué son arrivée et les passages les plus patriotiques de son discours ont amplement prouvé que pour son auditoire, comme pour l'opinion américaine, l'important était ailleurs. C'était bien le jour de gloire de George Bush, le *« sommet de sa présidence »*, selon l'expression préférée des commentateurs, un hommage empressé rendu par les élus du peuple à un homme devenu, par la grâce d'une guerre gagnée avec des pertes minimes, immensément populaire.

Les applaudissements, bien sûr, dépassaient la personne de M. Bush : à travers lui, l'Amérique s'acclamait elle-même et célébrait sa force et son prestige retrouvés, effaçait, pour un temps, des années de frustration et de doute, remettait à sa place ses rivaux aux performances purement économiques, comme le Japon ou l'Allemagne, incapables, eux, de mener le monde *« au nom du droit et de la justice »*.

Plus prosaïquement, les élus républicains engrangeaient le bénéfice de leur soutien au président et à la guerre (*« J'ai soutenu le président »*, proclamaient des badges accrochés au revers de leur veston, badges jaunes, bien entendu, la couleur des rubans qu'on accroche un peu partout pour préparer l'accueil des soldats). *Quant aux démocrates, ils* applaudissaient tout aussi fort pour faire oublier qu'eux, dans leur majorité, s'étaient opposés à la guerre. Ce sont d'ailleurs les leaders démocrates du Congrès qui avaient invité M. Bush à venir au Capitole pour cet hommage exceptionnel, cinq semaines seulement après sa précédente visite, à l'occasion du traditionnel discours sur l'état de l'Union : au-delà du coup de chapeau au président, il s'agissait pour eux de s'associer à une victoire devenue celle de la démocratie américaine tout entière. Et de tourner la page, dans l'espoir de ramener rapidement le débat sur un terrain beaucoup moins favorable à M. Bush : celui de l'état de la société et de l'économie américaine.

Mais, bien entendu, ni le chef de l'exécutif, ni les républicains n'entendent leur laisser le champ libre. M. Bush a profité de son discours pour esquisser une défense de ses performances sur le front intérieur et pour fixer, fût-ce en termes très vagues, de nouveaux objectifs : *« les transports et le crime »*, c'est-à-dire la lutte contre le crime. Et il a mis en demeure les élus de coopérer : *« Si nos forces ont pu gagner la guerre terrestre en cent heures, alors à coup sûr ce Congrès pourra passer la législation adéquate en cent jours. »* La rhétorique martiale et les références à l'opération « Tempête du désert » n'ont pas fini de résonner dans le discours politique américain.

JAN KRAUZE

Le retour des premiers soldats

Le président George Bush a déclaré mercredi soir 6 mars, dans un discours prononcé devant le Congrès, que le premier contingent de soldats américains stationnés dans le Golfe devait quitter l'Arabie saoudite avant minuit (6 heures, heure de Paris, jeudi).

Selon le Pentagone, ce sont 7 168 hommes et femmes qui devaient commencer à quitter le sol saoudien jeudi. Ce premier contingent est constitué d'environ 900 femmes et d'hommes de la 24e division d'infanterie mécanisée stationnée, à Fort-Stewart (Géorgie). Ils devraient arriver vendredi ou samedi.

Deux brigades de cette division mécanisée faisaient partie des premières forces américaines déployées en Arabie saoudite. Rompue aux combats dans le désert, cette division était arrivée avec 290 chars M-1 Abrams armés de canons de 105 mm et 275 véhicules de combat Bradley. Le général Barry McCaffrey, commandant de cette division, est un parachutiste qui avait été grièvement blessé lors de la guerre du Vietnam.

La 2e brigade de la 82e Airborne devait elle aussi quitter le sol saoudien jeudi. Cette division d'élite sera restée deux cent dix jours dans le Golfe. Elle avait franchi la frontière irakienne seize heures avant le déclenchement de l'offensive terrestre.

Pour le chef de l'Etat américain, il s'agit là *« du début d'un flux continu de troupes américaines rentrant à la maison »*. – (AFP.)

« Le moment est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe » a déclaré le président des Etats-Unis

Voici les principaux points du discours prononcé mercredi soir 6 mars, au Congrès, par le président George Bush.

• Les leçons de la guerre

« Nous avons gagné la guerre. Nous avons libéré un petit pays, dont beaucoup d'Américains n'avaient jamais entendu parler, du joug de l'agression et de la tyrannie, et nous n'avons rien demandé en échange (...). Maintenant nous rentrons chez nous, fiers, confiants, la tête haute. Nous avons beaucoup à faire chez nous et à l'étranger, et nous le ferons. Nous sommes américains » (...).

– Notre coalition hors du commun doit à nouveau œuvrer en commun pour forger un avenir qui ne soit jamais plus retenu en otage par le côté le plus sombre de la nature humaine (...).

– Pour tout ce que Saddam Hussein a fait à son propre peuple, aux Koweïtiens et au monde entier, Saddam et ceux qui l'entourent doivent rendre des comptes (...).

– Le peuple d'Irak (...) n'a jamais été notre ennemi. Mon espoir est qu'un jour, nous l'accueillerons à nouveau en ami dans la communauté des nations (...).

• Les objectifs de la paix

– Notre engagement en faveur de la paix au Moyen-Orient ne s'arrête pas avec la libération du Koweït. Ce soir, laissez-moi définir quatre objectifs-clefs :

– Premièrement, nous devons travailler ensemble à mettre sur pied des accords de sécurité mutuelle dans la région (...). Nos amis et alliés auront la responsabilité première de la sécurité régionale (...). L'Amérique est prête à travailler avec eux pour assurer la paix.

– Cela ne signifie pas [qu'il faille] *maintenir des forces terrestres américaines dans la péninsule d'Arabie, mais cela signifie une participation américaine à des manœuvres communes impliquant des forces terrestres et aériennes. Et cela signifie le maintien d'une présence navale crédible dans la région, comme nous l'avons fait pendant quarante ans (...).*

– Deuxièmement, nous devons agir pour contrôler la prolifération des armes de destruction massive et les missiles utilisés pour les envoyer. Il serait tragique que les nations du Moyen-Orient et du Golfe (...) s'embarquent dans une nouvelle course aux armements. L'Irak requiert une vigilance particulière. Jusqu'à ce que l'Irak convainque le monde de ses intentions pacifiques (...) il ne doit pas avoir accès aux intruments de guerre.

– Troisièmement, nous devons travailler à créer de nouvelles occasions pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient (...). La géographie seule ne peut garantir la sécurité et la sécurité ne repose pas sur la seule puissance militaire (...).

– Israël et plusieurs pays arabes ont pour la première fois affronté ensemble le même agresseur. Désormais, il devrait être clair pour toutes les parties que faire la paix au Moyen-Orient demande des compromis (...).

– Une paix globale doit être fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies et le principe du territoire en échange de la paix. Ce principe doit être élaboré pour assurer la sécurité et la reconnaissance d'Israël et, en même temps, les droits politiques légitimes des Palestiniens. Toute autre solution manquerait aux deux critères d'équité et de sécurité. Le moment est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe (...).

– La recherche de solutions aux problèmes du Liban, du conflit israélo-arabe et dans le Golfe doit aller de l'avant, avec une vigueur nouvelle et détermination (...).

– Quatrièmement, nous devons favoriser le développement économique pour le bien de la paix et du progrès (...).

– En répondant à ces quatre défis, nous pouvons construire les bases de la paix. J'ai demandé au secrétaire d'Etat James Baker de se rendre au Moyen-Orient pour commencer ce processus. Il s'y rendra pour écouter, pour sonder, pour offrir des suggestions et pour faire progresser la recherche de la paix et de la stabilité (...).

• Un nouvel ordre mondial

– A tous les défis offerts par cette région du monde, il n'y a pas de solution unique, pas de réponse seulement américaine (...).

– Maintenant, nous voyons apparaître un nouvel ordre mondial (...). Un monde où les Nations unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs. Un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme sont respectés par toutes les nations (...).

– Il y a quelque chose de noble, de majestueux dans cette fierté, ce patriotisme que nous ressentons ce soir (...). Ce soir en Irak, Saddam Hussein marche parmi les ruines, sa machine de guerre écrasée (...). Le Koweït est libre, les Etats-Unis et leurs alliés ont réussi le premier test de l'après-guerre froide sur la voie d'un nouvel ordre international. »

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Israël avant la visite du secrétaire d'Etat américain

« Il faut profiter d'une nouvelle atmosphère pour parler directement aux pays arabes »

nous déclare le président Haïm Herzog

Le président Haïm Herzog intervient rarement dans la vie politique de son pays. Ce travailliste, ancien général, ancien représentant d'Israël à l'ONU, est soucieux de ne pas s'immiscer dans les affaires du gouvernement, de rester dans les limites d'une fonction de représentation qui se situe au dessus de la bataille politique. Pourtant, quelques jours après la fin de la guerre et avant la venue dans la région du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, il a voulu, dans un entretien accordé au *Monde*, tirer les leçons du conflit du Golfe – et il l'a fait d'une manière qui n'aurait pas déplu au premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir.

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

« Je pense qu'il y a aujourd'hui une nouvelle atmosphère au *Moyen-Orient »*, dit le président Herzog, estimant que la tâche principale des Etats-Unis doit être d'en profiter pour favoriser des contacts entre les pays arabes et Israël . *« Washington doit user d'une influence plus prépondérante que jamais pour inciter les pays arabes à nouer des liens, serait-ce timidement, avec l'Etat hébreu. Voilà ce qu'on attend de M. Baker, pas qu'il vienne avec un nouveau plan. C'est par là qu'il faut commencer, par établir des ponts, des points de contact entre nous et les Etats arabes et non pas chercher à convoquer une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU – on y ferait rien, sauf des discours »*, assure M. Herzog.

Menace la plus importante : les islamistes

Il convient volontiers « *ne pas être d'accord là-dessus* » avec M. Mitterrand qui préconise la réunion d'une ou plusieurs conférences internationales de paix sur le Proche-Orient. « *Le temps des intermédiaires est passé*, tranche le président israélien ; *il faut parler directement avec les pays arabes. Après tout, il y a maintenant une expérience commune avec certains d'entre eux : pendant deux mois, tous les soirs, on vivait à l'unisson à Dhahran, Tel-Aviv ou Ryad, dans l'attende des Scud irakiens* » et « *on entend maintenant les Koweïtiens qui disent comprendre ce qu'est notre problème avec Arafat et les Palestiniens.* »

Cette « *nouvelle atmosphère* » doit être mise à profit pour commencer par le plus facile entre Arabes et Israéliens, aux yeux de M. Herzog, c'est-à-dire pour amorcer un début de coopération technique et économique : « *Si l'on veut aller trop vite (...) si l'on veut régler d'un coup la question palestinienne, alors on se trompe.* »

Sans expliciter plus avant ce qui pourrait bien inciter lesdits pays arabes à améliorer leurs relations avec l'Etat hébreu – sinon, précisément, des progrès sur la question palestinienne – M. Herzog estime que les Occidentaux se sont régulièrement trompés dans la région, qu'il s'agisse de l'Afghanistan, de l'Iran ou bien de l'Irak. Selon lui, « *obsédés par les jets de pierres, ici, en Cisjordanie et à Gaza* », à vrai dire obnubilés par la question palestinienne, « *ils ne voient pas que le problème le plus important dans la région est celui de la menace islamiste* ».

Pourtant, il faudra bien un jour s'attaquer à la question palestinienne, « *certes importante* », mais M. Herzog juge que l'on bute toujours sur un obstacle majeur : celui de la représentation des Palestiniens.

Victimes d'une « *guerre civile entre groupes rivaux* », en Cisjordanie et à Gaza notamment, soumis « *au règne de la terreur* », « *quels sont ceux d'entre eux*, demande M. Herzog, *qui oseront dire publiquement qu'ils entendent chercher des arrangements avec les Israéliens ?* » Il relève cependant avec optimisme le fait que l'OLP sorte plutôt mal en point de cette crise, affaiblie et discréditée auprès des Etats-Unis, et que les Palestiniens « *commencent à se rendre compte qu'Arafat est un échec* ».

J. A. et A. Fr.

En attendant M. James Baker

Suite de la première page

Que M. Baker, d'abord, fasse la démonstration de la nouvelle influence des Etats-Unis dans la région en intercédant à Ryad, dans les émirats du Golfe et en Syrie pour obtenir une normalisation « à l'égyptienne » des relations avec Israël. Comme le processus risque d'être long, M. Shamir – disent ses critiques – espérerait ainsi arriver jusqu'à l'automne, c'est-à-dire jusqu'à l'ouverture informelle de la campagne électorale de M. George Bush pour l'obtention d'un second mandat, une période peu propice traditionnellement à de trop fortes pressions sur Israël.

Ce schéma attentiste n'est pas suffisant pour ceux qui se situent à la droite de M. Shamir et qui font partie de son gouvernement. C'est pourquoi ils ont tenté, il y a quelques jours, d'obtenir l'annulation pure et simple de l'initiative de 1989. M. Rehavam Zeevi, dit « Gandhi », récemment coopté par M. Shamir et qui réclame le « *transfert* » des Palestiniens de Cisjordanie au-delà du Jourdain, était bien sûr de ceux-là, avec le général Ariel Sharon, ministre du logement. Ils n'ont pas été entendus, mais M. Sharon a récidivé dans la tentative de sabotage en annonçant la construction, en 1991, de plus de mille logements sur les hauteurs du Golan, ce territoire placé sous administration israélienne mais dont la restitution à Damas est la clé d'une éventuelle normalisation israélo-syrienne.

L'importance des partis religieux

A la gauche de M. Shamir – si l'on peut dire, – mais toujours au sein de son parti, le Likoud, on se rend compte que les atermoiements du vieux premier ministre risquent de créer une crise avec Washington et ne sont pas à la hauteur des événements. Dans l'attente des propos que tiendra M. Baker, on entend rendre vie au projet d'autonomie intérimaire pour les territoires occupés et lui donner quelque crédibilité. M. Dan Meridor, ministre de la justice, enfant chéri et protégé de M. Shamir, est de ceux-là.

« *Tout*, dit-il, *peut aller très vite, car l'actuelle direction de l'OLP s'est déconsidérée en soutenant Saddam Hussein et sera sans doute changée grâce à l'intervention des Egyptiens et des Saoudiens. Avec ou même sans processus électoral en Cisjordanie et à Gaza, des responsables palestiniens existent avec lesquels nous pouvons nous entendre rapidement sur une très large autonomie des territoires. Ce mouvement devrait aller de pair avec l'établissement de meilleures relations – formelles ou non – avec les Etats du Golfe, peut-être la Syrie et sans doute la Jordanie. Et vous verrez qu'après cinq ou dix années de cohabitation entre Palestiniens et Israéliens le problème se posera d'une toute autre façon qu'aujourd'hui.* » M. Meridor, qui connaît les limites de son mentor, cherche à influencer la politique de M. Shamir pour ne pas rater aujourd'hui le train de l'Histoire et pour s'en prévaloir demain.

C'est un comportement d'héritier lucide (il a quarante-quatre ans) et qui se veut responsable. La position d'un David Lévy, ministre des affaires étrangères depuis un an et ouvertement critique de M. Shamir, est d'une autre nature : c'est celle d'un concurrent qui entend succéder le plus tôt possible à M. Shamir s'il parvient, d'abord, à contrer les ambitions d'un Moshe Arens, le ministre de la défense. Ces médiocres rivalités de personnes – même s'il est vrai que M. Lévy est beaucoup plus sensible à l'air du temps que le premier ministre qu'il veut détrôner – n'ajoutent guère à la clarté d'un débat où les coups sont souvent « tordus » mais qui restera pourtant fondamental au cours des semaines voire des mois qui viennent.

Le Parti travailliste, dont la décomposition s'accélère depuis qu'il a quitté le gouvernement d'union nationale il y a un an, n'échappe pas à cette règle de la politique intérieure israélienne, qui *prend racine dans* un système électoral strictement proportionnel, à base de listes nationales. D'où l'importance des petits partis religieux, notamment, dont le Likoud s'assure le soutien – mais demain les travaillistes pourraient faire de même – en en satisfaisant les exigences les plus rétrogrades ou les plus extravagantes. Voilà pourquoi, à deux semaines de la guerre du Golfe, l'affaire politique numéro un a pu être un débat sur l'interdiction de l'élevage du porc sur le territoire israélien. Voilà pourquoi, après-demain, le Likoud pourrait très bien faire échouer tel ou tel processus de paix grâce aux voix d'appoint de groupuscules religieux dont les fidèles sont exemptés de service militaire pour mieux se consacrer à la prière...

« Besoin d'un de Gaulle »

En attendant, les deux frères ennemis du Parti travailliste, MM. Shimon Pérès et Itzhak Rabin, se livrent, eux aussi, aux joies de la concurrence. Connu maintenant comme l'éternel perdant (« *Un homme qui a des idées mais qui est un des plus mauvais politiciens du pays* », affirme peu charitablement un observateur qui ne lui est pas hostile), M. Pérès s'est empressé de présenter un nouveau plan de paix qui écarte un Etat palestinien mais relance le projet de confédération jordano-palestinienne. Car le roi Hussein, bien qu'il se soit aligné sur l'Irak, a retrouvé en Israël, dès la fin des combats dans le Golfe, l'indulgence de presque tous.

On se réjouit même ouvertement de voir sa popularité remonter dans les territoires occupés, du fait de ses positions pro-irakiennes, et on admire sa capacité à « surfer » sur une mer déchaînée qui en aurait englouti bien d'autres. Il est toujours bienvenu, lorsqu'on est à court d'idées, dans un plan de paix, même si les rôles qu'on lui réserve varient beaucoup : pour les uns, il devra être le berger vigilant et sévère des Palestiniens, qu'ils soient installés dans son royaume ou sur la rive occidentale du Jourdain ; pour les autres, il finira mal, son royaume deviendra cet Etat palestinien tant craint, la Cisjordanie pouvant alors être englobée dans l'ensemble israélien.

Si le général Sharon est des seconds, M. Shimon Pérès est des premiers. Mais qu'importe : ce dernier a *trop déçu par le passé pour* convaincre aujourd'hui. Il a trop manœuvré, trop biaisé, trop « cohabité » avec le Likoud. N'a-t-il pas, cette semaine, « sorti » son plan surtout pour profiter de la présence à l'étranger du général Rabin, son grand rival. On comprend mieux, dans ces conditions, la grande plainte de nombre d'intellectuels israéliens, qui craignent que leurs dirigeants ne sachent pas saisir l'occasion qui va peut-être se présenter : « *Nous avons besoin d'un de Gaulle et nous n'avons que de petits malins, qui ne songent qu'à se maintenir en place ou parvenir au pouvoir !* »

« Eviter une nouvelle guerre »

Dieu sait, cependant, si ces intellectuels ont été échaudés par le ralliement palestinien à Saddam Hussein, par les cris de joie venus des territoires occupés chaque fois qu'un Scud atteignait Tel-Aviv, par le récit des atrocités infligées aux Koweïtiens par les Irakiens – « *s'ils sont capables de faire ça à des Arabes, imaginez ce qu'ils nous feraient...* »

Sur ce fond de découragement, le mini-coup d'éclat tenté il y a deux semaines par M. Moshe Shahal, un membre respecté, sinon très en vue, de la génération intermédiaire de la direction travailliste, n'en est que plus intéressant. Cet ancien ministre du gouvernement d'union nationale, qui ne se veut ni faucon ni colombe, s'est tout simplement prononcé pour la création d'un Etat palestinien à condition qu'il soit démilitarisé, que ses dirigeants acceptent solennellement (et en arabe, pour éviter toute contestation ultérieure !) le principe de l'existence d'Israël et qu'ils renoncent à la loi du retour.

« *L'heure*, explique cet homme de raison, *n'est plus aux petits pas, aux interminables négociations pour savoir avec qui on va négocier dans plusieurs années. Il faut des gestes spectaculaires, pour profiter du moment, il faut du courage politique et c'est ce qui manque le plus. Je suis un réaliste, c'est pourquoi je propose qu'on teste une fois pour toutes la volonté des Arabes d'accepter notre droit à exister. C'est le seul moyen d'éviter une nouvelle guerre, qui ne se fera pas qu'avec des armes conventionnelles.* » Dans ce souci de « créer l'événement », M. Shahal travaille à l'organisation d'un vaste colloque, fin avril à Jérusalem, ouvert à tous les partis et auquel il entend faire participer MM. Henry Kissinger, Edouard Chevardnadze, George Shultz, Jimmy Carter.

A l'image de ce paysage politique équivoque, la plus grande confusion paraît régner dans l'esprit de nombre d'Israéliens. L'heure est aux interrogations contradictoires. Certes, les Occidentaux sont intervenus avec succès dans la région, mais l'auraient-ils fait si c'était la survie d'Israël qui avait été en jeu ? Certes, les territoires occupés n'ont pas empêché les Scud d'atteindre Tel-Aviv, mais a-t-il été prouvé, pour autant, que le contrôle de la Cisjordanie *ne servait en rien* à la défense d'Israël ? A cette question, de très nombreux Israéliens répondraient par la négative. Certes, les Etats-Unis ont démantelé une des armées les plus menaçantes pour l'Etat hébreu, mais il n'est pas sûr, paradoxalement, que le sentiment de sécurité ait progressé dans le pays.

La fin de la guerre a été accueillie avec soulagement, bien sûr, mais sans manifestation de joie ostensible. Comme si le fait d'avoir été la cible des missiles balistiques, couplé avec l'interdiction politique de pouvoir répliquer (sauf à risquer un grave conflit avec l'allié américain), avaient confirmé la fin de la « période héroïque ». Israël s'est trouvé dans un monde complexe où les valeurs absolues inculquées par les pères fondateurs – assurer sa propre défense, ne compter que sur ses seules forces – ont été singulièrement relativisées.

JACQUES AMALRIC et ALAIN FRACHON

Pour « provoquer un électro-choc à un moment exceptionnel »

Un dirigeant travailliste suggère de créer un État palestinien démilitarisé dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Tranchant sur l'incessante et déprimante bataille que se livrent MM. Shimon Pérès et Itzhak Rabin à la tête du parti, une voix nouvelle s'est fait entendre ces derniers jours dans l'opposition travailliste : celle de M. Moshe Shahal.

Député depuis le début des années 70, ministre de l'énergie dans le dernier gouvernement d'union nationale, M. Shahal – originaire d'Irak – dit qu'il a voulu mettre les pieds dans le plat, « *provoquer un électro-choc à un moment exceptionnel* » dans l'histoire du conflit israélo-arabe.

Au sortir de la guerre, alors que les pays arabes doivent beaucoup aux Etats-Unis, qui, à leur tour, leur sont redevables de leur participation à la coalition anti-Saddam, « *nous allons bénéficier*, expliqua-t-il, *d'une courte période de bonne volonté pour tenter de résoudre le conflit* ». Il faut « marquer le coup », faire un geste théatral, généreux « *comme on les apprécie dans la région* », déclare-t-il.

A la condition que les Palestiniens renoncent au « droit au retour », qu'ils respectent toutes les garanties de sécurité dont l'Etat hébreu a besoin et concluent un accord qui soit « *final et définitif* », M. Shahal propose qu'Israël accepte la création d'un Etat palestinien – démilitarisé – en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. C'est une position de principe plus qu'un plan en détail.

Comme il n'a jamais appartenu au camp des « colombes », qu'il passe pour un réaliste, avec une réputation d'avocat à succès bien établie, la proposition a surpris. M. Shahal explique qu'il faut « *arrêter de parler de procédure* », qu'il est temps de dire la vérité, de poser les problèmes de fond, de cesser de chercher des interlocuteurs introuvables : « *J'ai dit à Itzhak Shamir qu'il ne trouverait jamais de Palestiniens sionistes* » ; de leur côté, si les Palestiniens, « *qui, une fois de plus, ont fait le mauvais choix, répondaient positivement à une telle offre, ils pourraient faire pencher l'opinion israélienne* ».

« *Si les Palestiniens sont prêts à des concessions, c'est maintenant*, poursuit-il, *alors qu'ils prennent la réalité* [de leur échec] *en pleine figure* ».

Face à cette situation, conclut M. Shahal, « *il faut savoir proposer un grand dessein, arrêter de parler comme un diplomate, même si ce n'est pas populaire. (...) On verra si les pays arabes relèvent le défi et reconnaissent enfin le droit à l'existence d'Israël* ».

J. A. et AL FR.

EN BREF

□ **ÉGYPTE : réouverture des musées et monuments.** – Le ministre égyptien de la culture a annoncé, mardi 5 mars, la réouverture de centaines de musées et de sites historiques qui avaient été fermés au public l'été dernier, au début de la crise du Golfe, par crainte d'attentats. Le secteur du tourisme égyptien, dans son ensemble, a perdu entre 2,5 et 3 milliards de dollars depuis le mois d'août 1990. – *(Reuter.)*

□ **Environ 22 500 appels de familles de militaires au SIRPA.** – La cellule d'information des familles de militaires, mise en place par le ministère de la défense au SIRPA pour les informer de la situation du dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, a cessé, mercredi 6 mars, de répondre aux appels. Elle aura reçu, au total, 22 500 appels.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4 138

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

La formation d'une force arabe de maintien de la paix

La prééminence du rôle de la Syrie au Proche-Orient se confirme

M. Roland Dumas a indiqué mercredi 6 mars que la France soutenait le principe d'une force arabe d'interposition qu'ont arrêté à Damas les ministres des affaires étrangères des pays du Conseil de coopération du Golfe, d'Egypte et de Syrie.

BEYROUTH

de notre correspondant

Après une rencontre entre la troïka européenne (composée des chefs des diplomaties luxembourgeoise, italienne et néerlandaise) et ces huit ministres arabes mercredi à Damas, M. Farouk Al Chareh, le ministre syrien des affaires étrangères, a affirmé que le groupe des huit et la CEE partagent le souhait qu'une conférence internationale sur le Proche-Orient se tienne sous les auspices des Nations unies.

La troïka devait se rendre jeudi en Israël pour y rencontrer des dirigeants israéliens et des personnalités palestiniennes.

Les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahrein, Oman, Emirats arabes unis) se sont associés aux deux principaux pays arabes ayant participé à la guerre du Golfe, la Syrie et l'Egypte, pour créer une force arabe de maintien de la paix appelée à se substituer aux troupes de la coalition anti-irakienne après leur retrait.

A l'issue de deux journées de travaux à Damas, les ministres des affaires étrangères des huit pays ont estimé que « *la présence des forces arabes égyptiennes et syriennes en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Golfe constitue le noyau d'une force de paix arabe chargée de la sécurité et de la paix des pays du Golfe et un modèle garantissant la sécurité de défense globale* ». Les ministres ont précisé dans leur document qu'ils « *cherchent à faire du Proche-Orient une région d'où sont exclues toutes les armes de destruction massive, notamment nucléaires* ».

Ce document, qui est plus qu'une simple proclamation puisqu'il entrera en vigueur dès qu'il aura été entériné par les pays concernés, prévoit également des liens économiques entre les pays riches du Golfe (ceux du CCG) et leurs deux partenaires.

L'existence d'un axe Arabie saoudite-Egypte-Syrie se trouve donc confirmée, le rôle de chef de file revenant à Damas. Ni l'Arabie saoudite, qui sort affaiblie de la crise, ni l'Egypte, dont le régime apparaît ébranlé pour les observateurs, ne sont au devant de la scène. En revanche, le président syrien Hafez El Assad commence à cueillir les fruits de son risque – bien – calculé, d'autant qu'il est le seul à entretenir des relations avec l'Iran, autre pôle de puissance du Golfe. Le président Assad devait recevoir jeudi le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati.

En se réunissant à Damas, plutôt que dans la capitale de l'un de ses six pays membres ou au Caire, le CCG a d'ailleurs consacré la prééminence de la Syrie dans la phase de l'après-guerre et le succès de la politique du président Assad.

LUCIEN GEORGE

هكذا من الأصل

Bienvenue dans le ciel de France
et bonne chance à nos concurrents.

AIR INTER

400 vols par jour. 35 destinations.

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

La situation en Irak et au Koweït

Les troubles continuent dans les deux villes saintes chiites de Karbala et Nadjaf

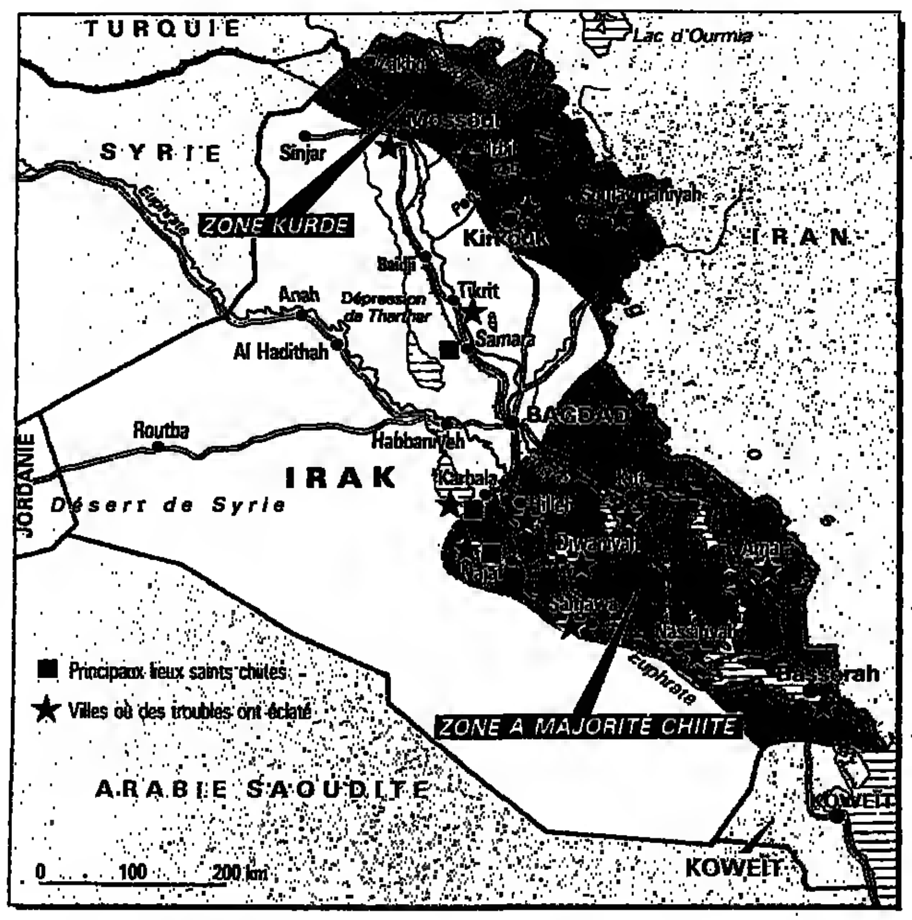
Les troubles continuent en Irak et sont particulièrement violents dans deux villes saintes de l'islam chiite, Karbala et Nadjaf, bien que les forces gouvernementales reprennent le dessus dans le sud du pays, a annoncé, mercredi 6 mars, le département d'Etat à Washington.

« Les combats les plus violents actuellement semblent avoir lieu dans et aux alentours des villes saintes chiites de Karbala et Nadjaf, qui sont apparemment restées aux mains des forces antigouvernementales toute la journée de mardi », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Il a ajouté que d'importantes forces, dont celles de la garde Républicaine, l'unité d'élite de l'armée, essayent de reprendre le contrôle de ces villes situées au sud de Bagdad (Karbala est à 80 kilomètres, Nadjaf à 150).

Ailleurs, les troubles les plus importants ont été signalés à Hillah, non loin de Karbala, et dans le Kurdistan, à Kirkouk, Souleimaniyah et Ranya, a dit M. Boucher. *« Le gouvernement semble en train de reprendre le contrôle, au moins partiel, de plusieurs villes, particulièrement dans le sud-est du pays*, a-t-il déclaré, *mais même dans ces villes (...) des violences sporadiques et des troubles persistent. »*

Des responsables américains à Ryad ont confirmé ces informations en soulignant que les soldats de la garde républicaine avaient eu recours aux chars, aux mitrailleuses et peut-être même à l'artillerie pour réprimer l'insurrection de Bassorah. Dans le même temps, des affrontements ont eu lieu dans six villes au moins avec la Garde républicaine et d'autres unités, selon ces sources.

Un officier américain a indiqué que la garde républicaine a été chassée de la ville chiite de Karbala, au sud-ouest de Bagdad, qui abrite le mausolée du troisième imam chiite, Hussein. Selon cet officier, des manifestants opposés au régime y ont mis le feu à des immeubles et ont défilé dans les rues. Il a précisé que le gouvernement irakien a envoyé des troupes fraîches pour tenter de mater les troubles dans la ville.



Les forces fidèles au régime ont par ailleurs arrêté des civils à Nadjaf, où des manifestants avaient mis le feu en début de semaine à des bâtiments officiels, ont indiqué les responsables américains. En outre, des hélicoptères ont été dépêchés à Kumayt, dans le sud du pays, pour mettre un terme à des combats de rue.

Les troupes de Bagdad encerclent par ailleurs des dissidents dans la ville de Zubeir, au sud-ouest de Bassorah, et des unités de la garde républicaine se préparent à se diriger sur Amara (à l'ouest), selon ces mêmes sources. A Nassiriyah, dans le sud de l'Irak, les troubles *« se sont calmés »*. Des troubles ont également été signalés das les villes de Qal'at Salib et Fouhoud, ainsi qu'à Samara et dans la ville kurde de Souleimaniya (nord de l'Irak), selon les responsables américains. D'autre part, le fils de M. Saddam Hussein, Ouday, a qualifié, dans un éditorial du nouveau journal *Al Baas* dont il est le rédacteur en chef, les affirmations selon lesquelles il a été tué à Bassorah de *« croassements de corbeaux et d'aboiements de chiens »*.

La nomination d'un cousin du président Saddam Hussein, M. Ali Hassan Al Majid, au ministère de l'intérieur laisse entendre que la situation est particulièrement grave en Irak. Homme à poigne, qui s'est particulièrement distingué en réprimant le mouvement kurde dans le nord de l'Irak – il a reçu le surnom de *« boucher du Kurdistan »*, – M. Al Majid a eu l'occasion de mettre en application ses méthodes de répression particulièrement cruelles au Koweït dont il fut pour un temps le gouverneur. Le fait qu'il cumule le ministère de l'intérieur avec celui de l'administration locale – qui n'en font plus qu'un – signifie qu'il a reçu non seulement la mission de rétablir l'ordre, mais également celle de reconstruire l'Irak.

La crainte que les troubles qui ébranlent le sud du pays ne gagnent la capitale a amené les autorités irakiennes à déployer des commandos de la garde républicaine dans les rues de Bagdad et à mettre en place des barrages aux abords de la ville. Les correspondants autorisés à travailler à Bagdad n'ont constaté aucune signe de révolte dans la capitale au cours de la semaine écoulée. Mais ils disposent cependant de certaines preuves démontrant l'émergence d'une opposition à Saddam Hussein dans la capitale, ce qui était encore impensable voilà huit semaines. Plusieurs habitants ont ainsi déclaré que des troubles avaient eu lieu le week-end dernier à Saddam-City, un quartier populaire d'un million d'habitants, à majorité chiite. Les habitants, dont les témoignages restent partiels, parlent d'échanges de tirs entre manifestants et forces de sécurité, mais ne font pas état de morts. Des portraits de M. Saddam Hussein ont été maculés de boue et les correspondants étrangers ont pu voir la police en train d'effacer les mots *« A bas Saddam »* inscrits à la peinture noire sur un mur.

L'Irak a d'autre part donné quarante-huit heures à tous les correspondants étrangers pour quitter Bagdad. Aucune raison officielle n'a été fournie à l'appui de cette décision. Peter Arnett, qui a pu représenter CNN à Bagdad pendant toute la durée de la guerre, a cependant précisé que certains journalistes pourraient être autorisés à y revenir dans une dizaine de jours. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Envoi d'une mission de l'ONU dans l'émirat pour évaluer pertes et dommages

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a décidé, mercredi 6 mars, d'envoyer au Koweït une mission d'évaluation des pertes humaines et matérielles dues à l'occupation irakienne.

La mission, d'une dizaine de personnes, sera dirigée par un ancien sous-secrétaire général de l'ONU, M. Abdulrahim Farah, avec un mandat très précis : évaluation des pertes en vies humaines, enquête sur les pratiques irakiennes à l'encontre de la population civile au Koweït et évaluation des dégâts commis sur les infrastructures du pays.

Réclamée par le gouvernement koweïtien, la mission sera composée d'experts venant de plusieurs agences spécialisées de l'ONU, parmi lesquelles l'OMS (santé), l'UNESCO (culture) et l'UNICEF (enfance). M. Farah devrait arriver sur place, avec son équipe, à la fin de la semaine. Auparavant, le secrétaire général de l'ONU avait chargé l'un de ses adjoints, M. Martti Ahtissaari, d'une mission humanitaire au Koweït et en Irak.

Cependant, le ministre britannique de la défense, M. Tom King, a indiqué que les alliés avaient commencé à arrêter des soldats irakiens soupçonnés d'avoir commis des atrocités pendant l'occupation du Koweït. Les alliés, a-t-il ajouté devant la commission de la défense des Communes, ont toujours clairement indiqué que les Irakiens convaincus d'atrocités en assumeraient personnellement la responsabilité et que certains d'entre eux pourraient être traduits devant la justice du Koweït.

Le grand nombre de prisonniers de guerre qui ne veulent pas rentrer en Irak, a encore déclaré M. King, risque de poser de graves problèmes aux alliés. Ils sont actuellement interrogés par le Comité international de la Croix-Rouge. Or, a-t-il dit, *« une proportion très élevée ne souhaitent pas retourner »* chez eux. D'après les autorités britanniques, les prisonniers concernés pourraient être considérés comme apatrides et placés sous la responsabilité de l'Arabie saoudite.

De son côté, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a fait état mercredi d'*« informations »* sur des violences à l'encontre de Palestiniens résidant au Koweït. *« Ce qui nous inquiète surtout (...). C'est le sort des quelque 150 000 Palestiniens qui ont traditionnellement vécu au Koweït »*, a déclaré M. Douglas Stafford, directeur adjoint du HCR. Il a mentionné des renseignements sur des arrestations de Palestiniens soupçonnés d'avoir coopéré avec l'occupant irakien. Il a, d'autre part, déclaré que 17 000 Irakiens avaient fui vers les pays voisins de l'Irak, dont 10 500 en Iran et 4 000 en Turquie. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Visite du premier ministre britannique.** – M. John Major, premier ministre britannique, est arrivé, mercredi 6 février, au Koweït. Il est le premier chef de gouvernement occidental de la coalition anti-irakienne à visiter l'émirat depuis la fin des hostilités. M. Major venait de Moscou, où il a eu des entretiens avec le président Mikhaïl Gorbatchev. Sa visite d'une journée au Koweït intervient en pleine course aux contrats pour la reconstruction de l'émirat ravagé par sept mois d'occupation par l'Irak et six semaines de guerre. – *(Reuter.)*

"l'Aube se lève à l'Est"
Václav Havel
Interrogatoire à distance
– autoportrait d'un président peu ordinaire –
184 pages 89 FF
Dif. Dis. Dupuis
Harmattan Inter. Médicis
éditions de l'aube

Nouvelle rencontre entre commandants alliés et irakiens

Des officiers irakiens réunis en délégation devaient rencontrer jeudi 7 mars à Ryad leurs homologues alliés pour discuter des prisonniers de guerre et des personnes portées disparues, a annoncé un responsable militaire américain. Les discussions devaient aussi porter sur les trente-sept journalistes occidentaux disparus dans le sud de l'Irak.

Cette réunion fait suite à la libération de 294 prisonniers de guerre irakiens alors que 35 soldats alliés retenus par les troupes irakiennes sont arrivés mercredi après-midi dans la capitale saoudienne à bord d'un appareil de la Croix-Rouge. Le porte-parole du commandement américain à Ryad, le général Richard Neal, a déclaré que les Irakiens ont été *« très honnêtes »* dans leurs libérations de prisonniers de la coalition, laissant entendre que tous avaient probablement été libérés.

Le général Neal a toutefois noté que plusieurs soldats américains (28 selon les derniers chiffres du Pentagone) étaient encore portés disparus. Quatorze d'entre eux le sont depuis la disparition de leur quadrimoteur AC-130 Spectre au dessus du théâtre des opérations koweïtien, mais les forces américaines croient avoir localisé l'épave de cet avion au large de la côte du Koweït, a-t-il dit.

Le général Neal a enfin déclaré que les opérations de lutte anti-mines se poursuivaient dans les eaux du nord du Golfe et qu'environ 900 installations pétrolières diverses étaient toujours en feu au Koweït.

L'envoi de dragueurs de mines allemands

A ce sujet, le gouvernement allemand a indiqué mercredi à Bonn qu'il allait envoyer une flotille de dragueurs de mines dans le Golfe pour tenter d'éliminer les centaines de mines qu'y a laissé l'Irak. *« Avec cette forme d'aide humanitaire, le gouvernement contribue à la restauration de la paix dans le Golfe »*, a déclaré le porte-parole du gouvernement Dieter Vogel. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que des dragueurs de mines allemands seront utilisés de manière opérationnelle. Selon Bonn, le nombre des mines marines placées par l'Irak est d'environ 1 200.

Le gouvernement allemand a répondu à une demande des Etats-Unis, a précisé M. Vogel, qui a estimé que la mission de la Bundesmarine était compatible avec la Constitution très restrictive de l'Allemagne, puisque la guerre est désormais finie. La flottille sera composée de cinq dragueurs de mines et de deux navires d'approvisionnement et restera sous commandement allemand. Elle avait été déployée dans l'est de la Méditerranée dès les premières semaines de la crise du Golfe.

A Bruxelles, l'Alliance atlantique a annoncé qu'elle allait rapatrier rapidement les avions de combat qu'elle avait déployés depuis janvier en Turquie pour protéger ce pays contre une éventuelle attaque irakienne. L'Alliance va également *« mettre fin progressivement »* à d'autres mesures de protection qu'elle a prises depuis le début de la crise du Golfe : surveillance navale et aérienne de la Méditerranée et déploiement de batteries anti-aériennes en Turquie, ajoute un communiqué de l'OTAN. Les 42 avions de combat stationnés depuis début janvier sur les bases aériennes turques de Diyarbakir et Erhaç (sud-est du pays) *« regagneront leurs bases habituelles dans un avenir très proche »*, précise le communiqué.

A Londres, le ministre de la défense, M. Tom King, a indiqué que la guerre du Golfe avait fait 36 morts du côté britannique dont 17 ont été tués au combat. Huit autres soldats sont d'autre part portés manquants dont cinq membres de la Royal Air Force et trois membres des forces spéciales (SAS). Selon le ministre, 43 militaires britanniques ont été blessés dont 9 sont dans un état grave ou très grave.

Côté irakien enfin, un porte-parole militaire a annoncé mercredi que dix divisions de l'armée irakienne constituées après l'invasion du Koweït allaient être démantelées. *« La situation prévalant après le 2 août 1990 a rendu nécessaire la formation de nouvelles divisions, en plus des forces terrestres »*, a-t-il dit. *La situation ayant maintenant changé, il a été décidé de démanteler »* 10 divisions. – *(AP, AFP, Reuter.)*

Libération annoncée d'une vingtaine de journalistes disparus dans la région de Bassorah

L'Irak a fait savoir, jeudi 7 mars, en début d'après-midi, la libération prochaine d'une vingtaine de journalistes occidentaux portés disparus depuis dimanche dans la région de Bassorah. Une trentaine de journalistes étaient signalés manquants mercredi.

D'autres journalistes s'étaient ajoutés, à la liste, déjà longue, de ceux dont on demeurait sans nouvelles depuis le week-end dernier. Ainsi, le quotidien brésilien *O Estado de Sao Paulo* a annoncé qu'un journaliste et un photographe n'avaient pas donné signe de vie depuis cinq jours.

Un journaliste de la radio norvégienne NRK et un photographe du quotidien *Dagbladet* n'ont pas non plus regagné l'Arabie saoudite dimanche comme prévu. Des envoyés spéciaux américains à Dhahran affirment par ailleurs que trois de leurs collègues ont disparu. Trois autres, dont on était sans nouvelles, ont téléphoné mercredi à leur rédaction.

A Téhéran, le mouvement chiite irakien d'opposition SAIRI (Assemblée suprême de la révolution islamique de l'Irak) a affirmé mercredi que les journalistes étrangers étaient aux mains des forces irakiennes. *« A la suite de nos investigations concernant les journalistes français, italiens et autres, nous sommes parvenus à la conclusion qu'ils sont maintenant entre les mains des forces du régime irakien au sud de Bassorah »*, a déclaré la SAIRI, qui précise qu'elle enverra les preuves dont elle dispose aux *« autorités compétentes »*.

Mais dans un autre communiqué contradictoire avec le précédent – et diffusé, celui-là, à Genève – une personnalité qui prétend représenter le même mouvement chiite a déclaré que ce mouvement *« avait accueilli vingt et un journalistes »* portés manquants dans le Sud irakien. L'envoyé spécial du quotidien britannique *The Independent*, seul correspondant étranger à avoir pu entrer à Bassorah – et en ressortir – a cependant affirmé ne pas avoir trouvé trace de ses confrères.

Selon un groupe d'opposition au régime de M. Saddam Hussein cité par l'agence américaine AP, des musulmans chiites irakiens ont été informés qu'un groupe de cinq journalistes étrangers avait été vu lundi sur la route allant de Bassorah à Abdul-Khassib, une ville contrôlée par la Garde républicaine. *« Ils étaient escortés par des hommes en civil de la sécurité et par deux soldats »*, a déclaré un porte-parole du groupe. *« L'un des soldats avait une caméra brisée à la main. Les hommes de la sécurité portaient eux aussi des caméras »*, a-t-il ajouté, sans pouvoir toutefois fournir des indications sur la nationalité des journalistes concernés.

L'intervention de M. Gorbatchev

Mercredi, M. Mikhaïl Gorbatchev a donné des instructions à ses représentants en Irak pour qu'ils prêtent leur concours aux recherches effectuées pour retrouver les journalistes portés disparus, a déclaré son porte-parole, M. Serguei Grigoriev. Le Kremlin a publié un communiqué précisant que *« toutes les institutions soviétiques appropriées ont été autorisées à fournir toute assistance possible dans la localisation de ce groupe et, si nécessaire, pour obtenir sa libération »*.

A Paris, le ministère des affaires étrangères a annoncé mercredi que la France avait *« saisi les autorités soviétiques »*, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ainsi que les états-majors des forces alliées dans le Golfe. L'URSS représente les intérêts français en Irak depuis la rupture des relations diplomatiques. Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, Moscou devait intervenir auprès du gouvernement irakien et le CICR a pris les contacts nécessaires. M. Daniel Bernard a par ailleurs souligné, à propos des témoignages reçus, qu'ils ne sont *« pas confirmés »*. *« Il y a énormément de rumeurs contradictoires sur la question de savoir où ces personnes se trouvent »*, a-t-il remarqué.

Mercredi soir, le ministre français des affaires étrangères a indiqué sur RTL que, bien que n'ayant encore reçu *« aucune réponse officielle »* aux démarches diplomatiques entreprises, il avait *« bon espoir dans les heures qui viennent de parvenir à en savoir davantage »* sur le sort des journalistes. M. Dumas a précisé qu'il avait demandé à l'Iran *« d'user de son influence »*.

Les Etats-Unis ont demandé le même jour à l'Irak et à l'URSS leur aide pour localiser et obtenir le retour des disparus. Quatre responsables d'entreprises de presse américaines ont de leur côté demandé au président George Bush de dire à Bagdad que les troupes alliées ne se retireraient pas du théâtre des opérations irakien tant que la question des journalistes ne serait pas éclaircie. *« La période d'après-guerre ne peut pas commencer tant que la question des journalistes disparus n'est pas résolue »*, ont-ils écrit.

Au quartier général américain de Ryad, le général Neal, porte-parole des forces américaines, a déclaré mercredi : *« Nous sommes préoccupés par la disparition de vingt-cinq à trente journalistes. Nous pensons que le département d'État est déjà à pied d'œuvre pour résoudre cette question. »* – *(AFP, Reuter, AP.)*

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Retrouver l'Europe

Suite de la première page

Peut-elle subsister loogtemps maintenant que les vaincus d'hier sont deveous si riches que, sans leur concours financier, les Etats-Unis, endettés jusqu'à l'os, n'nuraient pu venir à bout de Saddam Hussein ? Il est bautement significatif que l'URSS, qni vit de plus en plus aux crocbets de l'Allemagne, n'ait pas hésité, dès l'an dernier, à suggérer que celle-ci se vnie attribuer un siège au Conseil.

L'idée a fait son chemin à Bonn, mais Rnland Dumas a eu récemment l'occasinn, parlant devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, de déclarer qu'elle n'était pas *« réaliste »* et qn'il n'était pas question pour la France de s'y rallier. Du coup, son collègue allemand, Hans-Dietrich Genscher, vient de dire au *Wall Street Jnurnal* qn'il serait pleinement satisfait si la France et la Grande-Bretagne commençaient à exprimer devant le Conseil de sécurité des vues qui soient *« davantage à la dimensinn de l'Europe »*.

Comme l'a souligné Jean-Marie Colombani (2), l'affaire est d'importance. Autant que la nécessité, cnpieusement invoquée, de faire respecter le droit internntional – mais après tout on ne compte pas les cas où il a été violé ailleurs, – elle a certaioement joué un grand rôle dans la décision de François Mitterrand d'engager la France à fond, dès le 2 août, dans la crise du Golfe. Comme si c'était à ses yeux la cooditinn non certes suffisante, mais en tnut état de cause nécessaire ponr continner d'être considéré cnmme uo « grand », pour avoir une chance de jouer un rôle dans la constructino de la paix.

Un tel comportement est assez vnisin de celui des Britanniques, même s'il faut faire la part, les cnncernant, de leur attachement instinctif, par gros temps, aux cousins d'outre-Atlantiqoe. Mais le fait demeure qn'après la bordée de commentaires aigres-doux qu'avait valus à la France, dans la presse d'outre-Manche, le parti pris élyséen de cultiver la *« différence »*, les rapports entre Paris et Londres se sont maiotenant considérablement détendus.

« Nos deux pays ont toujours été en guerre, sauf lorsqu'ils se sont trouvés alliés contre un ennemi commun », a pu dire un jour de Gaulle à un ambassadeur britannique (3). Le dernier en dete des *« ennemis communs »* venant de mordre à son tour la poussière, l'Histoire va-t-elle une fois de plus conforter ce sombre jugement ? On a peine à le croire maintenant que le souriant Jnhn Major n remplacé la fière Maggie : il éprouve manifestement à plaire antant d'agrémeot qu'elle à déplaire. La similitude des attitudes des deux gonvernements, au cours de ces dernières semaines, ne signifie-t-elle pas à l'évidence qn'ils ont pris cooscience de l'analogie de leurs situations respectives ?

Des caractéristiques très voisines

A la différence de l'Allemagne et de l'Italie, dont l'unité date d'un siècle et demi, la leur remonte à la nnit des temps. Elle a fondé dans les deux cas une identité nationale fnrte, à laquelle il leur est d'antant plus difficile de renoncer complètement que partout les nations *« se vengent »*, pour reprendre l'expressino d'Alain Minc, d'avnir été sacrifiées à l'idéologie. L'une et l'autre ont encore en commun d'avoir dominé le monde et de ne plus avoir les moyens d'y prétendre. Ce qui antorise une certaine oostalgie, la conservation de quelqnes coofettis impériaux, et la recherche, par le biais do Commonwealth ou de la francophonie, des moyens de garder un maximum d'influence en un temps où le pétrole, l'effervescence démographique, ou plus simplement le travail acharné prnpulsent d'autres mastodontes sur le devant de la scène. La possessioo de la bombe et le siège au Conseil de sécurité consacrent en fait et en drnit ce *« rang »* nn peo particulier snr lequel elles se sitnent.

Ce double privilège ne facilite guère à première vue l'appartenance à une Europe doot François Mitterrand comme Valéry Giscard d'Estaing soulignaient chacun à sa manière, il n'y a pas si longtemps, la *« vocation fédérale »*. L'égalité, dans de telles conditions, n'est évidemment concevable que dans le sens très particulier que lui donnait George Orwell dans sa *Ferme des animaux*, à savoir que certains y sont *« plus égaux que d'autres »*. Sanf tout de même à constater qu'entre les divers Etats membres de la CEE la différence de nature des ambitions peut limiter la portée pratique des concurrences : celles de la France et de la Grande-Bretagne étant d'abord politiques ; celles de l'Allemagne, de l'Italie et du Benelux, plus économiques.

Le fait est en tout cas qu'après comme avant sa réunificatinn, et contrairement à ce que certains craignaient, la République fédérale est toujnurs aussi allergique à la possession d'armes nucléaires. Elle l'est même, plus généralement, comme on vient de le voir n propos de l'Irak, à l'idée de se battre. Faut-il le déplnrer ? Que devons-nous redouter le plus, de la part de notre grande voisine ? Un excès de paeifisme, confinant au neutralisme, ou un retour an militarisme ?

Des partenariats rejetés

Les Américains, quant à eux, n'hésitent pas. Ils o'ont pas les mêmes souvenirs que nnus, et beancoup, de surcroît, ont du sang allemand ; ils sont très agacés dn refus de Bnnn d'envnyer des troupes dans le Golfe, et ils n'ont pas perdu de temps pour en tirer la conelusino : comme le rappelle l'*Economist*, lorsque Bush a commencé à parler de soo fameux nouvel nrdre internatinnal *(NWO*, pour *New Wnrld Order)*, il envisageait de le faire reposer sur trois *« partenariats »* des Etats-Unis : avec l'Europe, coodnite *(led)* par l'Allemagne unie, avec le Japoo et avec l'*URSS*. Ils sont tous trois aujnurd'hui récusés : ponr cause d'absentéisme militaire dans les deux premiers cas, de décomposition avancée dans le dernier. Lorsque Genscher s'est reodu à Washington il y a quelques jours pour essayer, en proposant un plan de paix, de se réinsérer dans le processus, on l'a écouté poliment, sans plus.

La tendance actuelle, outre-Atlantiqne, est à décréter que le moode est devenn « mnnopolaire », ce qui, dn point de vue de la physique élémentaire, constitne une innovatinn particulièrement audacieuse. Autrement dit, que la responsabilité de le faire marcber incombe prinritairement aux Etats-Unis et à leur président, tnut anréolé de son snccès dans une guerre qn'il a lui-même qualifiée de *« juste »*.

Ne nous faisons pas trop d'illusions

Il se trouve que l'bnmme George Bnsh parait plus à l'aise dens ce rôle prestigieux, où il croit, après plusieurs de ses prédécesseurs, accomplir les desseins de la Providence, qne dans des magouilles internes auxquelles rien ne l'a préparé. Tnut donne dnne à penser qu'une fnis retnmbé le fracas des armes il va continuer de se battre pnur essayer de *« rendre le monde »*, comme le vnulait le président Wilson en 1917, *« sûr pour la démocratie »*.

Nés de la fusion de toutes sortes d'éléments nationaux, aux origines et aux caractéristiques extrêmement diverses, mais rassemblés par une cnmmune croyance dans les valeurs démocratiqnes, les Etats-Unis ne constituent-ils pas une sorte de préfiguratinn d'un nrdre mondial ? Leur langue n'est-elle pas en train de devenir, sous une fnrme il est vrai un pen abâtardie, le point de passage nbligé de la communicatinn à l'intérienr du *« village planétaire »* ?

Reste à savnir s'il est *a)* possible, *b)* souhaitable, qu'une seule natinn, si grande soit-elle, assume à elle seule l'essentiel de la responsabilité de la paix mondiale. Sauf à considérer, avec le futurologue Francis Fukuyama, que l'Histoire est finie, il est difficile, dans les deux cas, de répondre par l'affirmative : tout mooopole suscite en effet sa contestation, toote puissance s'affaiblit à s'étaler, et elle tend à se ramifier.

La seule ébancbe existante d'un ordre moodial, c'est bien entendu le système des Nations unies, sur lequel s'étaient entendus les vainqueurs de 1945. On ne peut que se féliciter des efforts aujnurd'bui entrepris, en profitant de la fin de la guerre froide, pour le remettre sur pied. Mais qui trop embrasse mal étreint : une structure purement « mondiale » serait vouée à l'inefficacité. Aussi bien la Charte a-t-elle prévu des relais régionaux.

De ce point de vue, l'Europe est irremplaçable : quand ce ne serait que parce que les membres de la Commnnauté et, plus largement, ceux du Cnnseil de l'Eurnpe nnt réussi depuis quarante ans à substituer dans leurs rapports le règne du droit à celui de la fnrce. Il n'est sûrement pas trop tard pour que les Donze remettent d'nn même cœur sur le métier l'nuvrage aujourd'bui négligé.

Ne nnus faisons pas trop d'illusions sur l'ampleur et la durée dn erédit que vaudra à la France, ontre-Atlantique, sa participatinn active à la croisade contre l'Irak : la reconnaissance est une denrée éminemment périssable. Regardons plntôt ce que font les Britanniqnes, dnnt la situatinn, nn n essayé de le mnntrer, est, à tant d'égards, comparable à la nôtre : qne fait Jnhn Majnr ? Il négocie discrètement, de la même manière que l'on négocie un virage, ce que l'*Economist* déjà eité appelle sa *« Re-entry »* dans la CEE, mot que ne tradnit pas exactement notre *« rentrée »*.

Plus que jamais, c'est seulement en jnuant la carte européenne que nos pays, y compris le nôtre, ont une chance de se faire entendre, de peser d'un poids véritable dans la recherebe, ô combien difficile, d'un minimum d'ordre international. De montrer que l'unité peut faire bon ménage avec la diversité. De fnurnir nne structure d'accueil aux natinns de l'Est aujnurd'bui orphelines. Et, enfin, d'essayer de convaincre le monde arabo-islamique, à qui cette perspective fait si peur, que le retour de la paix n'implique pas nécessairement qu'il n'y ait pour la garantir qu'un seul gendarme, et que celui-ci soit américain...

ANDRÉ FONTAINE

2) *Le Monde* du 5 mars.

3) Pour citer encore Michelet, que de Gaulle a dû décidément beaucoup lire : *« La guerre des guerres, le combat des combats, c'est celui de la France et de l'Angleterre. Le reste est épisode. »*

P.S. – Une confusion m'a fait dater de janvier 1945 le discours de Roosevelt sur les quatre libertés cité dans mon article du 21 février (« D'un désordre à un autre »). Il s'agit en réalité, comme a bien voulu nous le signaler le toujours vigilant M. Bernard Sinsheimer, de son message au Congrès du 6 janvier 1941.

□ **Visite du ministre cbinois des affaires étrangères à Budapest.** – Le premier ministre hnngrois a évoqué le « printemps de Pékin » en recevant le ministre ehinnis des affaires étrangères, a indiqué mercredi 6 mars la presse de Budapest. M. Jozsef Antall a déclaré que le souvenir de l'écrasement du mnuvement étnit *« encore vivace dans l'esprit du peuple hnngrois »*, qui en a été *« profnndément choqué »*. Mardi, M. Qiao Qiehen avait dû rennncer à assister à une réunion du Parlement, les dépntés du Fidesz (radicaux écologistes) ayant nnnnncé qu'ils quitteraient les lieux dès son arrivée. – *(AFP.)*

□ **CEE : M. Wilfried Martens, premier ministre belge, renonce à la présidence de la Cnmmission européenne.** – Le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a annnncé dans un entretien publié jeudi 7 mars par le quotidien *le Soir* qu'il serait à nouveau tête de liste du CVP (Parti social-chrétien flamand) lors des élections législatives de 1992 et qu'il *« resterait dans la politique belge dans les quatre années qui viennent »*. M. Martens était jusqu'à présent supposé briguer la successinn de M. Jacques Delnrs, le mandat du président de la Commission européenne arrivant à terme le 31 décembre 1992.

DES DIESEL QUI CONSOMMENT AUSSI PEU, ÇA POUSSE À LA CONSOMMATION.

3,9 L*

RENAULT 5 FIVE
2 versions Diesel à partir de 62 400 F
Modèle présenté : Renault 5 Five D - 3 p.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 3,9 l - à 120 km/h : 5,7 l
en cycle urbain : 5,7 L

4,1 L*

RENAULT CLIO
5 versions Diesel à partir de 68 600 F
Modèle présenté : Renault Clio RL 1,9 D - 3 p.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 4,1 l - à 120 km/h : 5,7 l
en cycle urbain : 6,6 L

4,6 L*

RENAULT 19
3 versions Diesel à partir de 80 200 F
Modèle présenté : Renault 19 TD - 5 p.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 4,6 l - à 120 km/h : 6,2 l
en cycle urbain : 7,3 L

4,6 L*

RENAULT 19 CHAMADE
3 versions Diesel à partir de 80 200 F
Modèle présenté : Renault 19 Chamade TD.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 4,6 l - à 120 km/h : 6,2 l
en cycle urbain : 7,3 L

4,5 L*

RENAULT 21 4 PORTES
4 versions Diesel à partir de 93 500 F
Modèle présenté : Renault 21 TD - 4 p.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 4,5 l - à 120 km/h : 5,9 l
en cycle urbain : 7,4 L

4,5 L*

RENAULT 21 5 PORTES
4 versions Diesel à partir de 93 500 F
Modèle présenté : Renault 21 TD - 5 p.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 4,5 l - à 120 km/h : 5,9 l
en cycle urbain : 7,4 L

4,8 L*

RENAULT 21 NEVADA
7 versions Diesel à partir de 99 200 F
Modèle présenté : Renault 21 NEVADA TD.
5 places avec option galerie de toit.
Consommation aux 100 km : à 90 km/h : 4,8 l
à 120 km/h : 6,2 l - en cycle urbain : 7,4 L

5,2 L*

RENAULT 25
3 versions Diesel à partir de 127 600 F
Modèle présenté : 25 GTD.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 5,2 l - à 120 km/h : 7,1 l
en cycle urbain : 8,7 L

5,1 L*

RENAULT ESPACE
3 versions Diesel à partir de 148 400 F
Modèle présenté : Renault Espace Turbo D.
Consommation aux 100 km :
à 90 km/h : 5,1 l - à 120 km/h : 7,2 l
en cycle urbain : 8 L

* CONSOMMATION À 90 KM/H AUX 100 KM. PRIX AM 91, CLÉS EN MAIN AU 1/1/91.

RENAULT LES VOITURES À VIVRE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la reprise du procès de Winnie Mandela

Deux témoins accablent la « dame au fouet »

Le procès de Winnie Mandela et de ses trois co-accusés, ajourné le 14 février afin de donner le temps à la police de retrouver un témoin à charge disparu, a repris, mercredi 6 mars, à Johannesburg. La police n'a pas retrouvé M. Gabriel Pelo Mekgwe. La tentative d'obtenir l'extradition du Botswana de trois autres co-accusés en fuite n'a pas abouti. Les efforts entrepris par la police pour mettre la main sur M. Katiza Cebekhulu, le quatrième co-accusé en fuite qui avait défié la justice en posant pour les photographes sur les marches du Palais de Justice, sont restés vains.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le procureur, M. Jan Swanepoel n'a pas moins annoncé, au début de l'audience, que le procès pouvait continuer puisque deux des trois principaux témoins à charge, MM. Kenneth Kgase et Thabiso Mono, revenant sur leur décision, avaient finalement accepté de témoigner. La peur d'être emprisonnés pour entrave à la bonne marche de la justice aurait incité les deux hommes à accepter de se présenter à la barre. Ce que précisément ils avaient refusé de faire, début février, invoquant la disparition du troisième témoin et leurs craintes de futures vengeances.

M. Swanepoel n'a pas précisé quels types d'assurances avaient été données à MM. Kgase et Mono dont les témoignages vont être de la première importance puisque tous les accusés ont plaidé *« non coupables »* au début de ce procès où ils sont jugés pour *« enlèvements »* et *« coups et blessures volontaires avec préméditation »*. M. Kgase n'a oublié aucun détail.

« Pas digne de vivre »

Dans la même déclaration qu'il avait faite au cours du procès de Jerry Richardson, condamné à mort, le 8 août, pour le meurtre du jeune Stompie Seipei, il a réaffirmé que Winnie Mandela l'avait frappé et fouetté avec le même acharnement qu'elle avait mis à taper sur MM. Mono et Mekgwe et le jeune Stompie, tout juste âgé de quatorze ans.

« Vous n'êtes pas digne de vivre », avait lancé Mme Mandela aux quatre jeunes séquestrés dans une pièce de sa maison de Diepkloof à Soweto, a rapporté M. Kgase en commençant son récit. *« Elle m'a demandé mon nom et d'où je venais, si j'avais de la famille à Soweto. Elle m'a accusé d'être un ami du révérend Paul Verryn et de couvrir les activités homosexuelles qu'il aurait eues avec les autres. Puis elle a accusé Stompie d'être « un vendu » et Mekgwe et Mono de coucher avec Paul Verryn »*, s'est souvenu M. Kgase, précisant que tous les quatre avaient alors nié ces accusations.

« Elle m'a alors attrapé par les cheveux en me demandant pourquoi je faisais « cela », puis elle m'a donné un coup de poing sur l'œil gauche. J'ai nié. Elle m'a frappé de nouveau avant de se tourner vers Stompie, de l'attraper par l'épaule et de le frapper deux fois. Elle s'en est prise ensuite à Mono et Mekgwe, leur demandant pourquoi ils couchaient avec Paul », a raconté M. Kgase, précisant que Mme Mandela les frappait chaque fois qu'ils niaient.

« Nous avons ensuite été cognés par tout le monde dans cette pièce, pendant longtemps. Je ne peux plus me rappeler quand ils ont arrêté, mais je me souviens qu'à ce moment-là, Mme Mandela sifflait un air et dansait en rythme. Elle avait un sjambok (large fouet) *à la main et a soudain recommencé à me frapper »*, a expliqué M. Kgase en continuant à donner des précisions sur les sévices subis par Stompie jusqu'à ce que celui-ci avoue avoir *« vendu quatre camarades »* pour éviter d'être *« noyé dans un lavabo »*.

Le docteur Martin Connell qui avait examiné MM. Kgase, Mekgwe et Mono, à la demande du Révérend Paul Verryn, après leur agression, a longuement expliqué que la nature des blessures qu'il avait relevées correspondait parfaitement aux déclarations des jeunes gens. Le procès devait continuer, jeudi, par les dépositions des témoins à charge et le contre-interrogatoire des avocats de la défense.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ALGÉRIE

Le principal syndicat met en garde le gouvernement contre la « flambée des prix »

Une sévère mise en garde contre la *« flambée des prix »* a été adressée, mercredi 6 mars, au gouvernement par le principal syndicat, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Dans une déclaration, celle-ci affirme qu'elle *« refuse, rejette et combattra toute politique qui fait supporter aux travailleurs, et à eux seuls, les coûts sociaux des réformes économiques et de la reprise de la croissance »*. A son avis, cette *« situation est porteuse, dans l'immédiat, des plus graves menaces pour la paix sociale et la stabilité du pays »*.

Dans une lettre adressée à M. Mouloud Hamrouche, le premier ministre, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Abdelaziz Belkhadem, affirme, de son côté, que le *« citoyen ne supporte plus l'effet des augmentations des prix et ses retombées quotidiennes »*. Cette lettre distribuée aux députés et rendue publique constitue, selon les médias locaux, une démarche sans précédent et a une *« signification politique certaine »*.

Hormis ceux d'une vingtaine de produits dits de base, les prix ont connu, ces dernières semaines, des hausses brutales. Les cigarettes, les transports, les médicaments, les matériaux de construction, les appareils électroménagers et l'ensemble des produits industriels ont connu des augmentations allant de 50 à 200 %. Pour les autorités locales, ces augmentations sont la rançon du passage d'une économie administrée, qui ne tenait pas compte des coûts réels dans la fixation des prix de vente, à une économie de marché. *(AFP.)*

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE S A
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguo, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS PP.Paris RP
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ____________ Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ____________
Localité : ____________ Pays : ____________
111 MON 02
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

EN BREF

□ **KENYA : au moins 175 réfugiés somaliens trouvent la mort dans un naufrage.** – Cent-soixante-quinze réfugiés somaliens ont péri, vendredi 1er mars, près de Malindi, au cours du naufrage de leur navire qui faisait route vers le Kenya, depuis le port de Kisimayo. Selon le quotidien, *The Standard*, qui a fait état de cette nouvelle, mercredi, le bilan pourrait s'alourdir. En effet, plusieurs corps n'ont pas encore été dégagés du boutre, le « MV Rama », qui a été drossé à la côte après une panne de machines et a sombré sur la barrière de corail. Plus de 500 personnes ont été secourues par les sauveteurs ou ont gagné le rivage à la nage. – *(AFP.)*

□ **TUNISIE : mort de Habib Chatti.** – Ancien secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), M. Habib Chatti est décédé, mercredi 6 mars, à l'âge de soixante-quinze ans, des suites d'une opération à cœur ouvert à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris. M. Chatti avait notamment été ministre des affaires étrangères de janvier 1974 à décembre 1977. Il avait été élu, en octobre 1979, secrétaire général de l'OCI pour un mandat de cinq ans, qui avait été renouvelé une fois. – *(AFP.)*

□ **Report du sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA).** – Le sommet des chefs d'Etat des cinq pays-membres de l'UMA (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie et Libye) qui devait avoir lieu, dimanche 10 mars, à Tripoli, a été reporté, a annoncé, mercredi, l'agence de presse algérienne APS, sans donner la raison de cette décision et sans annoncer de nouvelle date. Prévu à l'origine la dernière semaine de janvier, ce sommet avait été alors reporté en raison de la guerre du Golfe. – *(Reuter.)*

AMÉRIQUES

ARGENTINE : selon plusieurs organes de presse espagnols

Des proches du président Menem seraient impliqués dans des affaires de drogue

Des familiers et des collaborateurs du président argentin Carlos Menem seraient actuellement poursuivis par la justice espagnole pour leur participation présumée à un trafic de drogue et à un *« blanchiment »* d'argent, selon des informations de la revue *Cambio 16*, corroborées par la télévision publique espagnole (TVE).

Selon TVE, dans son journal de mercredi soir, Karim et Amira Yoma, beau-frère et belle-sœur du président Menem, seraient mêlés à une affaire de trafic de cocaïne, en Argentine, en Uruguay et aux Etats-Unis. L'instruction est entre les mains du juge Baltazar Garzon.

Selon *Cambio 16*, une enquête est également diligentée sur la personne de l'ex-mari de Amira, le colonel Ali Ibrahim, chef des douanes en Argentine et sur celle du secrétaire d'Etat argentin pour les affaires hydrauliques, Mario Caserta.

Aucune confirmation de ces accusations n'avait pu être obtenue mercredi de source judiciaire officielle espagnole.

A Buenos-Aires, le président Menem s'est insurgé contre ces versions et a démenti de la manière la plus catégorique la participation des membres de sa famille ou de ses collaborateurs à un quelconque trafic de drogue. – *(AFP.)*

□ **VENEZUELA : l'épave du DC-9 retrouvée.** – L'épave du DC-9 de la compagnie Linea Aeropostal Venezolana qui avait disparu, le 5 mars, entre Maracaïbo et Santa-Barbara-del-Zulia, au Venezuela, a été retrouvé dans les Andes vénézuéliennes (*le Monde* du 7 mars). Il n'y aurait aucun survivant parmi les trente-sept passagers et les cinq membres d'équipage qui se trouvaient à bord. La cause de la catastrophe n'est pas encore établie.

9 et 10 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 à 19 heures
VENTE - ÉCHANGE
MINERAUX
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES
HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren, PARIS-15e

ASIE

INDE : la démission du gouvernement de M. Chandra Shekhar

Des élections générales semblent inévitables

La démission du premier ministre indien, M. Chandra Shekhar, ouvre une nouvelle crise politique et institutionnelle. Le président du Parti du Congrès (I), M. Rajiv Gandhi, a fait part de son refus de former un nouveau gouvernement. L'organisation d'élections générales semble donc inévitable.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Une fois encore, le président de l'Union indienne va devoir tirer les conséquences de la faillite des partis politiques : il y a quatre mois, la chute du gouvernement de M. V. P. Singh avait provoqué une crise semblable. Le chef de l'État, M. Ramaswamy Venkataraman, ne semble plus avoir aujourd'hui d'autre solution que de dissoudre le Parlement. Cette décision, qui devait être annoncée jeudi 7 février, apparaissait inéluctable depuis l'annonce du refus de M. Rajiv Gandhi de former un nouveau gouvernement.

Devant la démission du premier ministre, M. Venkataraman a, théoriquement, la possibilité de demander au chef du parti qui a la plus large représentation parlementaire – le Congrès (I) de M. Gandhi – de faire valoir ses prétentions à former une nouvelle majorité. Une telle solution aurait eu la préférence du président, dont l'hostilité envers l'organisation d'élections générales est connue : depuis un an, de multiples crises secouent l'Inde, et il craint qu'une nouvelle campagne électorale ne se déroule dans un climat de violences.

Cette option, qui consisterait à résoudre « en douceur » la crise actuelle, se fonde notamment sur une curieuse réalité institutionnelle : M. Chandra Shekhar a toujours théoriquement une majorité, puisque le Congrès (I) ne lui a pas retiré officiellement son soutien. Dans les faits, il en est tout autrement. Au bout de cent dix-sept jours d'exercice du pouvoir, M. Shekhar, premier ministre ultraminoritaire, s'estime contraint de renoncer à ses fonctions, en raison de l'attitude hostile de plus en plus marquée du Congrès à son encontre.

Un prétexte dérisoire

M. Shekhar en avait assez des *« humiliations »* que lui imposait le parti du fils de l'ancien premier ministre Indira Gandhi. Son pouvoir effectif de plus en plus rogné par les diktats successifs de M. Gandhi, il a choisi de brusquer les échéances en demandant au chef de l'Etat de dissoudre le Parlement et en prévenant qu'en aucun cas son parti ne soutiendrait celui de M. Gandhi si ce dernier s'avisait de vouloir lui succéder.

Cette tournure des événements met M. Gandhi dans l'embarras. Son parti a dominé la vie politique indienne (avec une interruption en 1977) depuis l'indépendance de l'ancien empire des Indes, en 1947. Battu lors des élections de novembre 1989, notamment à la suite d'une succession de scandales qui n'épargnaient pas son chef, il s'est abstenu de revendiquer le pouvoir lors de la chute de M. V. P. Singh, en novembre 1990, estimant que son audience au sein de l'électorat n'avait pas été rétablie.

Comme rien ne prouve que cet objectif soit aujourd'hui atteint, le parti de M. Gandhi semblait poursuivre ces derniers mois une stratégie visant à obliger M. Shekhar à accepter une transition du pouvoir sans crise majeure. Celle-ci est maintenant ouverte, notamment parce que, outre M. Shekhar, tous les autres partis politiques – le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), les partis communistes et le Janata Dal de M. Singh – ont officiellement demandé au chef de l'Etat d'organiser de nouvelles élections.

M. Gandhi est donc pris à son propre piège : le motif invoqué pour lancer une nouvelle offensive contre M. Shekhar (la présence de deux policiers qui *« espionnaient »* son domicile) est bien sûr dérisoire. D'autant que le premier ministre avait immédiatement proposé qu'un groupe d'enquête parlementaire désigne les responsables de cet *« espionnage politique »*.

Guerre d'usure

Le Congrès a donc choisi un prétexte mince pour mettre fin à une situation qu'il ne supportait plus. Il l'a fait à un moment où l'Inde traverse une phase de fragilité. Les crises régionales (Assam, Pendjab, Cachemire) s'approfondissent, la crise religieuse, avec les surenchères hindouistes du BJP, est latente, et la situation économique franchement mauvaise.

Le Parlement devait se prononcer dans quelques jours sur l'adoption d'un budget provisoire qui, compte tenu de l'attitude du Congrès, risquait de ne pas être approuvé. L'incertitude est désormais accrue : faute d'un vote rapide ou d'une législation par ordonnances, l'Etat ne sera plus en mesure de payer ses fonctionnaires.

Voilà qui n'est pas de nature à restaurer la crédibilité financière de New-Delhi au moment où un nouveau prêt de plusieurs milliards de dollars est sollicité auprès du Fonds monétaire international (FMI). La guerre d'usure entre le chef du gouvernement et un parti dont dépendait sa survie politique s'est déclenchée pratiquement dès la prise de fonctions de M. Shekhar. Dernier exemple : le report du budget général, imposé par M. Gandhi, qui ne voulait pas d'une politique d'austérité, pourtant rendue nécessaire par la crise du Golfe et les exigences du FMI. A de multiples occasions, le premier ministre a dû se plier ainsi au « chantage » de son puissant parrain politique.

M. Gandhi n'a pas hésité, d'autre part, à multiplier les initiatives sur le plan diplomatique, même si, s'agissant de la crise du Golfe, celles-ci étaient sans effet. Mais cela a contribué à miner la crédibilité du premier ministre. Ce dernier a courbé l'échine aussi longtemps que sa volonté de conserver un pouvoir longtemps attendu l'emportait. Cet équilibre fragile vient de se rompre. Une rupture qui illustre crûment la mauvaise santé politique de la *« plus grande démocratie du monde »*.

LAURENT ZECCHINI

THAÏLANDE

Le nouveau cabinet est dominé par des militaires et des techniciens

Le nouveau premier ministre thaïlandais par intérim, nommé par les militaires après leur coup d'État du 23 février dernier, a présenté, mercredi 6 mars, la liste de son gouvernement au roi Bhumibol, qui l'a approuvée.

M. Anand Panyarachun se trouve à la tête d'un cabinet composé en majorité de civils, mais où les portefeuilles-clés restent aux mains des militaires. Ainsi, l'intérieur, la défense, un des trois postes de vice-premiers ministres et deux postes de vice-ministres des communications (ministère traditionnellement très richement doté) sont confiés à des officiers généraux. Des spécialistes ont été chargés de ministères techniques comme les finances, le commerce et l'industrie.

Voici la liste des principaux membres du gouvernement : *vice-premiers ministres* : MM. Sanoh Unakul et Meechai Ruechupan, général de police Pao Sarasin ; *ministres rattachés au premier ministre* : MM. Kasem Kasemsri, Paichit Uataweekul, Meechai Veeravaitaya et Saisuree Chutikul ; *défense* : amiral Prapat Krisanachan ; *affaires étrangères* : M. Arsa Sarasin (*vice-ministre* : M. Wichien Wattanakul) ; *intérieur* : général Isaraponse Noonpakdi ; *finances* : M. Sutbee Singsaneh ; *industrie* : M. Sippanond Kettbat ; *commerce* : M. Amaret Sila-on ; *communications* : M. Nukool Prachuabmoh ; *agriculture* : M. Anat Arpapirom ; *éducation* : M. Kor Sawadpanit ; *justice* : M. Prapas Uaychai. – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

ALBANIE

L'agitation continue autour des ambassades occidentales à Tirana

Plusieurs milliers d'Albanais manifestaient de nouveau, *mercredi 6 mars*, dans la soirée, à Tirana, lançant des pierres contre la police qui tirait des balles à blanc. Des personnes venues de province grossissaient la foule des manifestants qui tentaient de se rapprocher du quartier des ambassades, gardé par un imposant dispositif policier. L'un des responsables du Parti démocratique (opposition), M. Eduard Selami, joint par téléphone, a déclaré au *Monde* mercredi après-midi que plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées devant les légations occidentales dans l'espoir d'obtenir des visas pour fuir le pays. *« Mais la police a encerclé les ambassades et tiré*, a-t-il ajouté, *la situation est extrêmement tendue. »* De source diplomatique occidentale, on indique que la police a tiré en l'air et l'on n'avait pas connaissance de victimes.

Les Albanais ont commencé à se rassembler mardi devant l'ambassade d'Allemagne, attirés par une rumeur selon laquelle des visas allaient y être distribués. Puis la foule a continué d'affluer, faisant le siège non plus seulement de la représentation allemande mais aussi des ambassades de France, de Grèce et d'Italie.

Le Parti démocratique tentait, mercredi, de lancer un appel à la télévision pour demander aux gens de se calmer et de rentrer chez eux, a encore dit M. Selami. *« Cette situation est très dangereuse et n'est pas du tout à notre avantage*, a-t-il dit. *C'est tragique, les gens ne croient plus en l'avenir. Nous, nous voulons qu'ils restent en Albanie et travaillent pour la démocratie. »* D'autres opposants ont accusé le Parti du travail du président Ramiz Alia de délibérément créer la tension.

Répétition des événements de juillet 1990

Dans les premiers jours de juillet 1990 déjà, plusieurs centaines d'Albanais s'étaient réfugiés dans les ambassades occidentales de Tirana, forçant le barrage des policiers, qui avaient ouvert le feu. Ils avaient été rejoints, au fil des jours, par plusieurs milliers d'autres candidats à l'exil. Après d'intenses négociations diplomatiques, les réfugiés avaient été autorisés à quitter leur pays. En train pour l'Allemagne, en *ferry-boat* pour l'Italie, en bateau jusqu'à Marseille. Beaucoup d'autres avaient aussi choisi de franchir illégalement, souvent dans des conditions très difficiles, la frontière avec la Grèce.

Le gouvernement de la République yougoslave du Monténégro a annoncé mercredi que l'Albanie aurait autorisé l'exode d'environ 25 000 ressortissants albanais de souches serbe et monténégrine vers la Yougoslavie. Un groupe de 500 Albanais attendent depuis mercredi matin au poste-frontière de Bozaj l'autorisation de passer en Yougoslavie.

Les Etats-Unis ont demandé à l'Albanie de ne pas recourir à la force contre les candidats à l'émigration, tout en se félicitant que le gouvernement de Tirana ait, implicitement, reconnu à ses citoyens le droit de quitter leur pays. Une délégation de la Fédération internationale d'Helsinki (FIH), qui surveille le respect des droits de l'homme conformément à l'Acte final de la conférence d'Helsinki, devait entreprendre, jeudi 7 mars, sa première mission d'information en Albanie. La délégation, conduite par le président danois de la FIH, M. Björn Elmquist, aura des entretiens avec M. Ramiz Alia, le chef de l'Etat, ainsi qu'avec des membres de l'opposition. – *(AFP, Reuter.)*

Plusieurs milliers d'Albanais essaient de se réfugier en Italie

ROME

de notre correspondant

Totalement débordée et littéralement assiégée par les vagues de *« boat people »* albanais qui se succèdent depuis une semaine, la préfecture de Brindisi avait pris sur elle d'interdire, mercredi soir 6 mars, le débarquement de plus de six mille réfugiés entassés sur deux vieux cargos surchargés, mais elle a dû finalement, jeudi matin, autoriser les 4 000 passagers du *Lirjia* à descendre à terre.

Environ sept mille personnes venues du port albanais de Durres, sur l'Adriatique, ont débarqué ces six derniers jours à Otrante, Bari et Brindisi. *« Basta ! »* dit-on désormais dans la région. Les structures d'accueil de la Pouille, dont Brindisi est le chef-lieu, avec cinq cent mille habitants, sont d'ores et déjà dépassées.

Selon un journaliste albanais citant Radio-Tirana, plusieurs milliers de personnes auraient encore pris d'assaut mercredi soir une douzaine d'embarcations diverses et feraient route vers le talon de la botte italienne. Si l'information était confirmée, et si tous les bateaux parviennent sans encombre à destination, ces derniers devaient parvenir en vue de la côte italienne dans la matinée de vendredi, au moment même où le gouvernement romain, totalement pris de court par ce nouvel afflux, sera en plein conseil interministériel d'urgence pour prendre les mesures qui s'imposent.

La première chaîne de télévision nationale italienne, la RAI, beaucoup regardée au « pays des aigles », a discrètement retransmis un appel du gouvernement pour que les Albanais qui débarquent au *bel paese « avec l'illusion de trouver ici assistance et emploi »* restent chez eux.

Une majorité de jeunes

Un peu plus tôt dans la soirée, le porte-parole du gouvernement, M. Pio Mastrobuoni, avait fait savoir que, pour la plupart d'entre eux, les « boat people » albanais ne pourraient se voir accorder le statut de réfugié politique qu'ils demandent presque tous. Sur le point de savoir si les derniers arrivés seraient refoulés, le haut fonctionnaire n'a pas souhaité se prononcer immédiatement. *« On verra*, a-t-il dit, *n'anticipons pas les mesures qui seront décidées par le gouvernement vendredi matin. »* Une première vague de réfugiés, on s'en souvient, avait été accueillie en juillet dernier après la prise d'assaut des ambassades occidentales par des candidats à l'émigration.

Sur les deux mille acceptés par l'Italie, certains, après avoir épuisé le pécule fourni pour un mois par l'Etat transalpin (110 francs par jour et par personne), sont repartis chez eux, ayant sans doute constaté que le *bel paese* et surtout le Mezzogiorno, où les autorités entendaient les fixer, n'étaient pas le paradis espéré.

Les camps de transit qui avaient été ouverts à l'époque ont été rééquipés depuis une semaine, l'armée y a ajouté des tentes chauffées et tous les hôtels de la région ont été plus ou moins réquisitionnés. Les milliers de voyageurs désespérés qui sont arrivés ces derniers jours sont, à l'image de leurs prédécesseurs, jeunes pour la plupart. Il y a également parmi eux une minorité de femmes et d'enfants ainsi que plusieurs centaines de militaires appelés qui ont déserté leurs unités.

Mise en scène ?

Fuient-ils le régime communiste pour des raisons politiques et parce qu'il tarde à évoluer vers la démocratie ? S'échappent-ils d'abord de la misère et du chômage qui sévit là-bas plus qu'ailleurs ? Les deux questions sont évidemment liées. Quand les journalistes les interrogent sur le point de savoir si leur gouvernement ne se débarrasse pas ainsi facilement d'opposants potentiels en les laissant partir avant les élections prévues pour la fin du mois, la plupart des réfugiés s'insurgent, et jurent que les forces de l'ordre ont ouvert le feu contre eux pour entraver leur départ.

La première chaîne de télévision italienne, qui semble être la seule sur place à Tirana, a montré, mercredi soir, un hallucinant reportage tourné le jour même dans le port de Durres. On y voyait des milliers de jeunes gens prenant littéralement d'assaut les docks et les bords de mer, courant en tous sens, tandis que crépitaient les rafales d'armes automatiques et que se succédaient les charges de police.

Mise en scène ? Des informations venues de Tirana laissaient entendre que les autorités tiraient en l'air ou à blanc. *« Nous ne favorisons absolument pas ces départs »*, a déclaré mardi 5 mars le chef de l'Etat albanais, M. Ramiz Alia, à une délégation parlementaire italienne de passage à Tirana. *« Si cela était*, ajoutait-il, *ce pourrait être intéressant... Mais non, ce sont des préoccupations de caractère économique »* qui poussent son peuple à l'exil.

D'ailleurs, devant ces mêmes parlementaires, rentrés mardi soir à Rome, le premier ministre, M. Fatos Nano, n'a-t-il pas invité l'Italie à faire *« un signe »* qui découragerait les candidats au départ ? Quel signe ? Que Rome débloque immédiatement les 10 milliards de lires d'aide alimentaire (45 millions de francs) promis il y a quelques mois au régime en place.

PATRICE CLAUDE

URSS

Les mineurs de Vorkouta se prononcent à leur tour pour la grève

Les représentants des mineurs de Vorkouta, dans le Grand-Nord soviétique, se sont prononcés, mercredi 6 mars, en faveur de la grève à compter de la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 mars, a indiqué l'agence Tass. Ils rejoignent ainsi le mouvement qui a débuté le 1er mars. Les représentants des mineurs souhaitent engager des pourparlers directs avec le premier ministre soviétique M. Valentin Pavlov, considérant comme insuffisant le télégramme du vice-premier ministre, M. Lev Riabev, qui proposait l'ouverture de discussions.

M. Pavlov a estimé que les exigences des grévistes étaient injustifiées. Il a souligné que la chute de 5 % de la production économique du pays rendait absurdes leurs revendications portant sur des hausses de salaires atteignant parfois 150 %. *« Si nous fragilisons l'économie maintenant, nous toucherons aux semailles et vous savez ce que cela veut dire. Cela signifie qu'il n'y aura pas de pain »*, a-t-il dit à la télévision.

Dans le bassin du Donbass, en Ukraine, le mouvement s'étend et 14 mines sont déjà paralysées. Selon M. Nicolaï Volynko, l'un des principaux responsables du mouvement, la grève affecte maintenant 31 puits.

Le mouvement n'a pas encore pris l'ampleur de celui de l'été 1989. Cependant, son intensification inquiète le Kremlin, qui craint une paralysie de la machine économique. Des fonctionnaires du bureau du procureur de la République de l'Union se sont rendus sur les puits encore en activité du Donbass, en Ukraine, pour mettre en garde les mineurs et souligner que les grèves dans les secteurs-clé de l'économie étaient illégales, conformément aux mesures d'urgence adoptées par le Parlement. *« Ils nous ont dit que l'agitation visant à la grève était passible de cinq ans de prison »*, a déclaré un porte-parole des grévistes. Il a ajouté que *« les directeurs des mines disent désormais que chaque jour d'absence coûtera 200 roubles à chaque mineur »*, soit pratiquement un demi-mois de salaire.

Adoption du projet de traité de l'Union

D'autre part, le Conseil de la fédération a approuvé dans son principe le projet de traité de l'Union (*le Monde* du 7 mars) lors d'une réunion présidée mercredi par M. Mikhaïl Gorbatchev. Selon l'agence Tass, le projet devrait être désormais soumis à l'examen des Soviets suprêmes des républiques. Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaïev, n'a pas caché à la télévision que de sérieuses divergences étaient apparues lors de la réunion à propos de la représentation des anciennes républiques autonomes qui se sont déclarées ces derniers mois républiques à part entière. Le Conseil de la fédération, a-t-il ajouté, a décidé d'examiner cette question à part de façon à trouver une *« décision mutuellement acceptable »*.

Par ailleurs, trois bombes de forte puissance visant des objectifs militaires ou des bâtiment appartenant au ministère de l'intérieur ont explosé, dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 mars, à Riga, capitale de la Lettonie, sans faire de victime. Un des engins explosifs a partiellement endommagé un pont. Une autre bombe a explosé dans un immeuble où vivent des officiers de l'armée soviétique et leurs familles et la troisième visait un foyer d'hébergement du ministère de l'intérieur. – *(AFP, Reuter.)*

TCHECOSLOVAQUIE : crise politique à Bratislava

Le premier ministre slovaque fonde son propre parti

Dix jours après la scission du Forum civique en pays tchèque, « Public contre la violence » (VPN) – l'homologue de cette organisation en Slovaquie – a à son tour éclaté. Le premier ministre, M. Wladimir Meciar, a fondé son propre parti.

PRAGUE

de notre correspondant

La crise qui a éclaté, dimanche 3 mars, (*Le Monde* du 6 mars) entre les dirigeants du VPN, la première force politique slovaque de centre gauche, a connu son apogée, mercredi 6 mars, à l'issue d'une réunion houleuse de plus de six heures du comité directeur du mouvement. Le premier ministre slovaque, M. Wladimir Meciar, a claqué la porte et a fondé, avec une vingtaine de ses proches, une nouvelle plate-forme baptisée *« Pour une Slovaquie démocratique »*.

M. Meciar (âgé de quarante-huit ans) a rejeté les critiques de la plupart des dirigeants du VPN – des intellectuels de gauche libéraux – qui lui reprochent ses méthodes populistes et autoritaires et l'accusent de *« conduire la réforme économique vers le national socialisme »*. Il a donc refusé de démissionner, soutenu en ce sens par M. Alexandre Dubcek qui avait mis en garde contre une éviction de M. Meciar pouvant *« déstabiliser la situation politique et pas seulement en Slovaquie »*.

Le chef du gouvernement slovaque, très populaire pour ses prises de position nationalistes (89 % d'opinions favorables selon un récent sondage), a pour sa part reproché au VPN de *« ne plus défendre les intérêts de la Slovaquie »* et de *« ne pas faire respecter les spécificités slovaques dans l'application de la réforme économique »*. Selon M. Meciar, ex-responsable régional des Jeunesses communistes en 1968, la nouvelle plate-forme se situe au centre de l'échiquier politique et il compte se présenter aux prochaines élections prévues au plus tard pour juin 1992. M. Marian Calfa, chef du gouvernement fédéral et l'un des principaux dirigeants du VPN, a en revanche qualifié la nouvelle organisation de *« nationaliste de gauche »*.

La création d'un mouvement qui soutiendra sans faille la politique du premier ministre slovaque ne va pas manquer de déstabiliser la scène politique slovaque et tchécoslovaque. Cette crise coïncide avec le lancement de la discussion autour des nouvelles constitutions tchèque, slovaque, et fédérale dont l'élaboration s'annonce difficile, ainsi qu'avec une reprise de l'agitation ultra-nationaliste à Bratislava. Un jeune Slovaque observe depuis dimanche une grève de la faim sur la place centrale de Bratislava où une manifestation en faveur de la proclamation de la souveraineté de la Slovaquie doit avoir lieu, lundi 11 mars.

MARTIN PLICHTA

BELGIQUE

Mort du dernier ministre du Congo belge

M. Auguste De Schrijver est décédé, dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 mars, à l'âge de quatre-vingt douze ans. Il avait été le dernier ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1959, et avait participé, à ce titre, aux négociations qui devaient mener à l'indépendance de ces anciennes colonies belges.

Ce catholique flamand qui jouissait d'une forte autorité morale auprès de ses compatriotes, faisait partie du gouvernement belge en exil à Londres durant la seconde guerre mondiale. En 1945, il avait renoncé à ses fonctions ministérielles pour présider le Parti social-chrétien.

Nommé ministre d'Etat en 1948 (une fonction de conseiller de la couronne conférée à vie) et considéré comme un sage par la classe politique belge, il avait consenti, en 1959, à revenir sur le devant de la scène pour préparer la décolonisation. Depuis lors, M. De Schrijver avait renoncé à toute activité publique. – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
sans visa

DANEMARK : les élections dans le territoire autonome

Les sociaux-démocrates se maintiennent au pouvoir au Groënland

COPENHAGUE

de notre correspondante

Le parti Siumut (social-démocrate) s'est maintenu au pouvoir à l'issue des élections anticipées pour le Landsting (parlement local) qui se sont déroulées mardi 5 mars au Groënland (territoire autonome du Danemark). Avec 37 % des suffrages (– 2 %) Siumut garde ses 11 sièges sur les 27 de l'assemblée et compte former un gouvernement de coalition avec la formation d'extrême gauche indépendandiste Innit Ataqatigiit (*5 sièges*).

Au pouvoir depuis l'autonomie interne de l'île en 1979, Siumut est ainsi assuré d'une majorité absolue. Le Parti Atassut (conservateur) a été le grand perdant de ces élections en n'obtenant que 8 mandats, contre 11 auparavant. Cette défaite reflète notamment le refus des Groënlandais de revenir dans la Communauté européenne comme le réclamait ce parti durant la campagne électorale. Le Groënland a quitté la CEE en 1985 à la suite d'un référendum et bénéfice jusqu'en 1995 d'accords de pêche avec Bruxelles.

Cette consultation anticipée avait été provoquée par des querelles de personnes. le pasteur Jonathan Motzfeldt, chef du gouvernement local, et ses amis s'étant vu reprocher d'avoir multiplié voyages et frais de représentation. Le scrutin pourrait entraîner le départ de M. Motzfeldt, après douze ans à ce poste. Il pourrait être remplacé par M. Lars Emil Johansen, président du Siumut.

De graves problèmes divisent les 55 000 habitants de l'île. Le Groënland, qui continue à recevoir d'importantes subventions de la métropole (environ 2 milliards et demi de francs en 1990) est surendetté. Les investissements indispensables pour le développement de cet immense pays n'ont pas toujours été heureux. D'autre part, les Etats-Unis ont annoncé leur intention de fermer progressivement toutes leurs bases au Groënland, à l'exception de celle de Thulé (*sur la côte ouest*).

Ces plans signifient pour les Groënlandais moins de ressources et sans doute davantage de chômage. Au cours des années 70, certains groupuscules extrémistes exigeaient que *« les Yankees plient bagage »*. Aujourd'hui, tout le monde voudrait bien les retenir, d'autant plus que Copenhague ne semble pas très disposé à prendre le relais dans les mêmes proportions. Aussi, certaines voix commencent à s'élever pour suggérer que le territoire cherche à retrouver sa place dans la CEE.

CAMILLE OLSEN

PAYS-BAS

Net recul des travaillistes aux élections provinciales

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les élections néerlandaises se suivent et se ressemblent. A l'instar du scrutin municipal du 20 mars 1990, la désignation, mercredi 6 mars, des 748 membres des Etats provinciaux (assemblées des douze provinces) a été marquée par un nouveau taux d'abstention record (41,9 %), par le recul des deux partis de la coalition au pouvoir et par la progression des autres formations.

Fictivement traduit en nombre de sièges à la deuxième Chambre (des députés), le verdict des urnes est défavorable à la majorité gouvernementale, qui perdrait 20 élus sur actuellement 103. La présentation récente d'un sévère plan d'austérité budgétaire (51 milliards de francs d'ici à 1994) semble expliquer le recul des chrétiens-démocrates (CDA), qui devraient perdre 3 sièges et, surtout, la déroute du Parti du travail (PVDA) dont le nombre d'élus tomberait de 49 à 32. Jamais depuis l'après-guerre, les travaillistes n'avaient subi un revers aussi cuisant, enregistrant de surcroît leur cinquième défaite électorale d'affilée.

Le chef du PVDA, M. Wim Kok, vice-premier ministre et ministre des finances, a néanmoins affirmé que la coalition ne serait pas remise en question. Le premier ministre, M. Ruud Lubbers (CDA), s'est exprimé dans le même sens. Ni l'un ni l'autre n'ont cependant motivé leur volonté de faire entorse à la tradition selon laquelle des élections provinciales néfastes au PVDA débouchaient toujours sur une crise de gouvernement.

Vainqueurs du scrutin, les partis d'opposition de droite (VVD) et de gauche (Verts-Gauche), qui gagneraient chacun 2 sièges de député, ont en revanche spéculé sur la déstabilisation rapide de la coalition. Cependant le grand triomphateur a, une fois de plus, été la formation de centre-gauche Démocrates 66, qui doublerait le nombre de ses élus nationaux (de 12 à 24) et qui paraît incarner le besoin de renouveau politique qu'éprouvent un nombre croissant de Néerlandais.

CHRISTIAN CHARTIER

□ ***M. Dumitru Mazilu hospitalisé après une agression à Genève.*** – M. Dumitru Mazilu, personnalité roumaine qui avait contribué à dénoncer à l'étranger le régime Ceausescu, et qui reste opposé à l'actuel gouvernement de Bucarest, a été blessé mardi soir 5 mars par deux inconnus à son domicile à Genève, a indiqué un porte-parole de la police genevoise. D'après cette dernière, il a été violemment frappé et blessé à coups de couteau et de rasoir. M. Mazilu, qui a dû être hospitalisé, a affirmé que cette agression portait la marque de la Securitate, l'ancienne police politique du régime Ceausescu. – *(AFP.)*

POLITIQUE

Deux hommes et du béton à Biarritz

Premier adjoint sortant, M. Didier Borotra (CDS) contraint M. Bernard Marie (RPR) à un duel électoral le 10 mars

BIARRITZ

de notre envoyé spécial

«Le 30 janvier 1990, par une température printanière, une vague énorme a déferlé vers 17 h 15 sur la Grande-Plage, au Miramar, au Port-Vieux, détruisant tout sur son passage.» Cette information figure dans le bulletin d'information municipal de Biarritz de janvier 1991, qui fait un tour d'horizon de l'année passée. C'est une «déferlante» d'un autre genre que guettent les Biarrots. Celle qui pourrait submerger M. Bernard Marie, maire de cette cité balnéaire depuis quatorze ans. Rien ne va plus à l'hôtel de ville à cause d'une histoire de casino. Dimanche 10 mars, nombre d'électeurs voudraient bien voir la roue tourner à l'occasion de l'élection municipale partielle que le maire sortant a provoquée pour dénouer la crise.

Les urnes vont départager M. Bernard Marie (RPR), soixante-douze ans, et M. Didier Borotra (UDF-CDS), cinquante-trois ans, premier adjoint, vice-président du conseil général et du conseil régional, qui sont devenus d'irréductibles adversaires. Excepté M. Jacques Abeberry, un solide *abertzale* (nationaliste basque) qui conduit une liste *«ouverte»* avec le soutien des Verts, les autres concurrents en lice semblent condamnés à être les spectateurs d'un combat qui les dépasse. M. Guy Cadillon (divers droite), M. Gabriel Bianchi (Front national), M. François Charret (écologiste) et Mme Yvette Gourdin (PCF) ramasseront sans doute les miettes du scrutin.

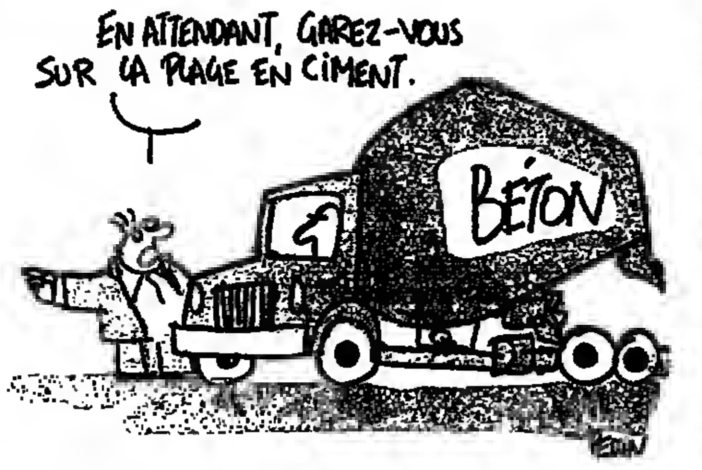
Il y a quatorze ans, M. Borotra, dauphin de Guy Petit, maire régnant depuis 1945, s'était fait «souffler» le siège par M. Marie. L'électorat avait alors rejeté le gigantisme mégalomaniaque des projets d'aménagement et d'urbanisme de la municipalité sortante. La consultation de dimanche a un petit air de déjà entendu : elle met aux prises les mêmes hommes autour du béton.

Il y a belle lurette que la carcasse jaunâtre et désertée, rongée par l'air marin, du casino art-déco de la Grande-Plage de Biarritz n'accueille plus les têtes couronnées d'Europe. Les calèches princières ne roulent plus sur l'avenue Edouard-VII. Pourtant, le fantôme du roi Alphonse XIII ne choquerait pas dans ce décor. Biarritz, nostalgique d'un passé qui ne reviendra jamais, vit dans la naphtaline. Biarritz, vitrine d'un modernisme qui fuit la ville, vit les pieds dans le ciment armé. Prétexte ou réalité, c'est le casino jaunâtre qui est au centre du conflit. L'affaire, à rebondissements multiples, dure depuis sept ans.

Un «sous-Durieux local»

Faut-il le raser ou faut-il le réhabiliter? Le maire ne cache pas sa préférence pour la destruction du bâtiment – elle fut considérée comme un *«bon choix»* par M. Borotra – et son remplacement par un hôtel-casino. Cette reconstruction est refusée par le premier adjoint, qui le fait savoir à M. Marie dans une lettre du 15 juin 1985. M. Borotra, cependant, reste le muet du sérail. Un concours est lancé en 1987. L'année suivante, un lauréat est désigné à l'unanimité du jury, où siègent MM. Marie et Borotra. Les jurés ont été séduits – imprudence ou naïveté – par un projet qui ne correspond en rien à l'appel d'offres. Mais ce choix n'aura aucune incidence, car les promoteurs se désistent deux ans après.

Entre-temps, la liste RPR-UDF a de nouveau gagné les élections municipales de 1989. Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des relations internationales, ancien secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, député des Pyrénées-Atlantiques, député européen et fille de M. Marie, est dans la nouvelle équipe. Certains voient là les prémices d'un passage de témoin. Mme Alliot-Marie s'en défend : le cumul lui barre la route. Quant à l'hotel-casino, son père assure alors que *«les Biarrots seront largement consultés lors du lancement du projet»*, contre lequel les élus UDF se prononcent par lettre interne du 18 septembre 1989. M. Marie pense organiser un référendum local. Cependant, un avis d'appel d'offres à candidature est lancé dans le Moniteur des travaux publics du 4 mai 1990 pour la réalisation de ce projet *«sur le domaine communal de la Grande-Plage»* de Biarritz.



Les derniers touristes partis, M. Borotra explique, dans *Sud-Ouest* du 12 octobre, qu'il s'oppose au projet d'hôtel-casino. Le sang de Mme Alliot-Marie ne fait qu'un tour. *«Il peut y avoir discussion interne, pas division exprimée ouvertement,* écrit-elle à son tour. *Nous n'avons que faire d'un sous-Durieux local.»* Le trait, allusion à l'entrée au gouvernement, en octobre dernier, de M. Bruno Durieux, ancien député CDS, est féroce, peut-être disproportionné; en tous cas il fait mal à ce Basque dérangeant, qui, aujourd'hui, fustige *«fifille»*. Sa condamnation est sans appel : *«Un homme, sa fille et un clan décident de tout dans la ville. Le droit des autres est de s'aplatir.»*

Piqué au vif, M. Borotra met tout en œuvre pour censurer le maire. Avec ses colistiers UDF, il rejoint l'opposition locale, qui, pour la circonstance, aligne ainsi dix-huit conseillers contre dix-sept «maristes». En février, M. Marie obtient la démission des seize conseillers qui lui sont restés fidèles, soit plus du tiers des membres de cette assemblée, pour provoquer un retour aux urnes.

«Iznogoud» et le calife

Les reproches, longtemps étouffés, remontent à la surface. Mme Alliot-Marie et son père soulignent la constance qui anime M. Borotra. *«Aux législatives de 1968 et de 1973, il s'est maintenu contre moi au second tour, alors que j'étais opposé à un socialiste»*, confie M. Marie. En ces temps anciens, le centrisme s'appelait Progrès et démocratie moderne (PDM) ou réformateur et il n'avait pas d'affinité particulière avec *«l'Etat UDR»*. Foin des rancœurs, les deux hommes conduisent ensemble la liste unique de droite en 1983 et en 1989. C'est bien fini. M. Borotra décrit M. Marie comme un autocrate *«secret et changeant, méfiant envers tous, uniquement sensible au rapport de forces»*. Patelin, l'intéressé répond : *«Si être autocrate, c'est prendre des décisions après avoir écouté tout le monde, alors je suis autocrate!»*

Pour lui, l'affaire est plus simple. Son petit-fils lui a donné la solution. Il brandit un album de bandes dessinées : «Iznogoud l'infâme». M. Borotra est celui qui veut devenir calife à la place du calife! L'argument a l'avantage d'éviter la complexité intellectuelle et politique. Mais l'«Iznogoud» biarrot est un malin, qui a réussi là où les socialistes ont échoué. Il a «enrôlé» cinq des neuf conseillers sortants d'opposition, issus de trois listes différentes : deux socialistes, deux divers droite et un divers gauche élu sur une liste à coloration abertzale en 1989. Groggy, la direction fédérale du PS a jeté l'éponge. Elle prône le vote blanc ou l'abstention.

Un autre aurait appelé cela liste d'ouverture. M. Borotra n'aime pas le mot. Il est trop connoté. M. Marie parle de *«débauchages»*. M. Bianchi (Front national) y voit la traduction du sigle CDS : *«Comment devenir socialiste»*. M. Cadillon (divers droite), est dans le même état d'esprit. *«Il y a deux listes de droite, celle de M. Marie et la mienne. La liste de M. Borotra est de gauche»*, assure ce sémillant dentiste qui avait bénéficié de la présence d'une liste unique RPR-UDF en 1989. L'appréciation doit faire sourire Mme Gourdin (PCF), pour qui *«les personnalités sont différentes, mais les options sont les mêmes»*. *«Ils se détestent copieusement»*, affirme M. Abeberry, dont la liste écolo-régionaliste pourrait bénéficier de l'absence socialiste. Il est seul à annoncer la couleur, dès avant le second tour : *«Je ferai alliance,* dit-il, *avec les anti-Marie.»*

Les «anti-Marie» constituent le principal risque pour le maire sortant. Dans cette ville de trente mille habitants – deux cent mille l'été – dont un tiers ont plus de soixante ans, on n'aime ni le tapage ni le changement. Pourtant, M. Marie s'est aliéné une partie de la population commerçante à cause de son projet d'hôtel-casino. Mme Colette Echaniz, présidente de l'Association de protection du littoral biarrot, est de ceux-là. *«Politiquement, je fais partie de la famille de M. Bernard Marie, mais je ne le laisserai jamais défigurer la Grande-Plage»*, affirme-t-elle. Elle sait de quoi elle parle : l'hôtel-casino projeté serait érigé devant chez elle, sur la colline des hortensias. Le directeur de l'hôtel Plazza n'est pas plus tendre. M. Michel Duquesne, un anti-béton offensif, n'a pas repris sa carte du RPR en 1991. Heureusement pour M. Marie, il ne vote pas à Biarritz.

OLIVIER BIFFAUD

Se démarquant du RPR et du Front national

Le Parti républicain cherche à «s'opposer autrement»

Tirant les enseignements de la crise du Golfe et d'une baisse sérieuse et durable du nombre de ses militants, le Parti républicain a décidé d'engeger à sa façon une large opération de rénovation, qui pourrait se résumer par une formule, en demeurant bien centriste : s'opposer autrement.

Désireux, sans doute, de gommer certaines aspérités de son personnage, M. Gérard Longuet, qui, depuis le 24 novembre dernier, occupe le fauteuil de président de ce parti délaissé par M. François Léotard, s'est montré extrêmement volontariste en présentant à la presse, mercredi 6 mars, ces nouvelles dispositions. Il a multiplié les promesses : le PR d'après guerre prend la résolution de ne plus se laisser entraîner *«dans les querelles de boutique»*, de ne plus *«être prisonnier des petites phrases»*.

A la différence du RPR, qui, juge-t-il, *«reste trop attentif à s'exprimer avant de réfléchir»*, M. Longuet n'entend donc pas, *a priori*, rompre le climat consensuel qui s'est manifesté durant l'épreuve de ces derniers mois. A la condition que les socialistes échappent eux-mêmes *«à l'agressivité et la superficialité»*, le président du PR estime que l'opposition ne peut plus se contenter de rappeler *«son seul devoir d'opposition»*, mais que *«les problèmes de la France peuvent être abordés, à présent, avec un ton plus détendu, plus sérieux et plus exigeant avec ceux qui exercent le pouvoir»*.

Dès à présent, les responsables du PR entendent donc se consacrer à l'essentiel, sans s'embarrasser des problèmes internes et permanents de l'opposition. L'affaire des «primaires» présidentielles n'intéresse plus M. Longuet, persuadé que, quoi qu'on fasse, en cas d'élection anticipée, on ne pourra jamais empêcher *«une semaine de magouille intégrale»*. Les états généraux, *«dont l'après-vente est zéro»*, ne le passionnent plus non plus. Dès lors, le PR veut s'attacher, dans la perspective des élections législatives de 1993, à bâtir un projet susceptible d'imposer au sein de l'opposition un libéralisme rénové et plus humain. Sous l'impulsion de Mme Laurence Douvin et de M. Philippe Vasseur, les trente-huit délégués nationaux du parti vont s'efforcer de favoriser *«un grand brassage d'idées»* sur huit grands thèmes (éducation, sécurité, environnement, démocratie locale, santé, *entreprise, vie urbaine, défense*).

Sur certains de ces thèmes, M. Longuet a déjà donné quelques orientations. Concernant le dossier de la défense, à ses yeux prioritaire, il est favorable à un système alliant conscription et armée de métier. Les institutions méritent également, selon lui, un profond aménagement, car, *«en raison de l'exercice solitaire du pouvoir, elles infantilisent la classe politique»*.

Sur l'immigration, enfin, M. Longuet estime que la crise du Golfe favorisera aussi quelques révisions pouvant aller dans le bon sens. *«Durant toute cette période,* a-t-il dit, *les immigrés ont été d'une grande dignité. Le fond de commerce du Front national va s'effondrer.»* Même s'il part du principe *«qu'un peu d'hypocrisie ne nuit jamais à la conduite de l'Etat»*, M. Longuet s'est officiellement démarqué du président d'honneur de son parti, M. Michel Poniatowski, qui, récemment encore, prônait *«des arrangements électoraux»* avec le Front national. *«M. Poniatowski est à contre-emploi,* a-t-il déclaré. *Ce n'est pas au moment où M. Jean-Marie Le Pen exhale son antisémitisme qu'il faut lui courir derrière. J'ai un avantage sur beaucoup : les hommes du Front national, je les connais bien! On ne pourra jamais faire quelque chose de bien avec eux. Ces gens ne sont pas intelligents.»*

DANIEL CARTON

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 6 mars, au palais de l'Elysée.

- **Soutien au bénévolat dans les associations**

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre a présenté un projet de loi portant diverses mesures de soutien au bénévolat dans les associations (*le Monde* du 7 mars).

- **Le contexte international de l'action en faveur des droits des femmes**

Mme Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, a présenté une communication sur le contexte international de l'action en faveur des droits des femmes. Cette action s'exerce au sein des différentes instances de l'organisation des Nations unies et de la Communauté européenne ainsi que dans le cadre de la coopération. Le gouvernement poursuivra et intensifiera son action en faveur du développement des droits personnels des femmes et de leur participation à la vie publique. Il s'attachera aussi à favoriser l'insertion économique des femmes. (...)

- **Surendettement des particuliers et des familles**

(Lire page 26.)

- **La conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale.**

(Lire page 11.)

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES INTÉGRISMES ET LES FEMMES

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Selon BVA

74 % des Français sont hostiles à un changement de premier ministre

Selon un sondage de l'institut BVA (1), dont les résultats sont publié par *Paris-Match* (daté 7 mars), les Etats-Unis, pour 84 % des personnes interrogées, sortent renforcés de la guerre du Golfe. 62 % d'entre elles estiment, d'ailleurs, que le monde est entré dans une période que ce pays dominera durablement. Cette puissance rassure 58 % des personnes interrogées (dont 75 % des électeurs de droite, mais seulement 45 % de ceux de gauche).

Les avis sur la politique de défense sont plus partagés. Ainsi, une majorité relative (37 %, contre 29 % d'avis contraires), parmi les personnes interrogées, estime que la part du budget consacrée à la défense devrait diminuer. Une autre majorité relative (49 %, contre 45 % d'avis contraires) est favorable à la création d'une armée de métier et à la suppression du service national. L'électorat de gauche est plutôt favorable à une réduction du budget, celui de droite est plutôt pour le passage à l'armée de métier. Une très large majorité (74 %) se déclare favorable à la création d'une armée européenne.

A propos des conséquences politiques de la crise du Golfe, 67 % des personnes interrogées sont opposées à une dissolution de l'Assemblée nationale, et 74 % sont hostiles à un changement de premier ministre. Dans cette hypothèse, M. Jacques Delors apparaît comme la meilleure alternative (50 % pensent qu'il ferait un *«bon premier ministre»*, contre 31 % d'avis contraires), et M. Lionel Jospin comme la plus mauvaise (68 % estiment qu'il ne ferait pas un bon premier ministre, contre 22 % d'avis opposés).

(1) Enquête réalisée les 2 et 3 mars auprès de 919 personnes âgées de dix-huit ans et plus

Le PS confirme sa préférence pour un nouveau mode de scrutin régional

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 6 mars, a adopté les modalités de réforme du mode de scrutin des élections régionales, avec, notamment, la fixation à 25 % de la «prime» dont bénéficierait la liste ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin ou relative au second. Ce point faisait l'objet de discussions depuis l'adoption des grandes lignes du projet de réforme le 13 février dernier. Le bureau exécutif a suivi les propositions du groupe de travail, dont les conclusions ont été présentées par les responsables du secteur élections, MM. Jean-Claude Petitdemange (rocardien) et Gérard Le Gall (jospiniste).

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale doit donc déposer une proposition de loi tendant à instaurer un mode de scrutin inspiré de celui en vigueur pour les municipales : scrutin de liste départemental proportionnel à deux tours avec prime majoritaire à la liste arrivée en tête. La représentation des minorités devant être réduite par rapport à l'actuel mode de scrutin proportionnel à un tour, le PS a retenu le principe d'une augmentation «modérée» du nombre des conseillers régionaux.

Le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, a indiqué, d'autre part, qu'il entend faire de la convention nationale des 6 et 7 avril *«un test d'unité du parti»* et *«vérifier si la synthèse est toujours possible»*. Il a précisé que le texte qu'il soumettra à la convention fera le point sur la guerre du Golfe, mais portera également sur l'ensemble de la politique intérieure. M. Mauroy a indiqué que le calendrier d'élaboration du projet socialiste a été bouleversé par la guerre du Golfe. Il a envisagé que la convention d'adoption du projet soit repoussée à décembre. Quant aux états généraux de la gauche, dont le lancement était prévu en janvier, M. Mauroy estime qu'ils ne pourront pas avoir lieu *«dans des délais rapides»*, compte tenu des positions prises par le PCF. Selon lui, les états généraux pourraient se tenir vers mai ou juin 1992, c'est à dire après les élections cantonales et régionales. M. Mauroy considère que ces élections pourront être l'occasion de relancer le processus d'union à gauche.

Pour tenter de renouer le dialogue

Un groupe d'élus socialistes en mission dans les pays du Maghreb

Une quinzaine d'élus locaux socialistes, de souche immigrée ou rapatriée et de confession chrétienne, juive ou musulmane, venus de treize communes de régions différentes, devait partir, jeudi après-midi 7 mars, pour un périple de six jours à Tunis, Alger et Rabat, avec la bénédiction de l'Elysée, de l'hôtel Matignon et de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), pour essayer, sans attendre, de renouer les liens avec les partis politiques locaux proches du PS.

De tous les socialistes que la guerre du Golfe a troublés, les plus déchirés ont été assurément les militants de souche maghrébine, qu'ils soient pieds-noirs, rapatriés de confession islamique ou «beurs». Au terme d'une réunion tenue à Paris le 16 février, la Conférence nationale des élus socialistes originaires du Maghreb, qui regroupe environ trois cents élus se réclamant de la majorité présidentielle, soulignait, par la voix de son principal animateur, M. Georges Morin, adjoint au maire de Gières (Isère) et conseiller auprès de M. Louis Mermaz au ministère de l'agriculture : *«Nous souffrons plus que d'autres du fossé d'incompréhension qui se creuse entre la France et nos pays d'origine à mesure que le conflit se prolonge, mais nous sommes persuadés que notre pays peut redevenir, dès que la guerre aura pris fin, le meilleur partenaire des peuples arabes.»*

Avant même la proclamation du cessez-le-feu, M. Morin et ses amis avaient envisagé l'envoi d'une «mission du dialogue» dans les trois capitales maghrébines, et le projet a pris corps dès que les armes se sont tues.

«Nous avons très mal vécu la dégradation rapide de l'image de la France dans les opinions publiques du Maghreb, soulignait M. Morin avant le départ de cette délégation. *Nos origines et nos sensibilités ne nous permettent pas d'y assister en spectateurs passifs. D'une part, parce que, même si nous comprenons mieux que d'autres les sentiments qui ont pu agiter les Maghrébins, leur réaction nous paraît injuste; d'autre part, parce que l'avenir des peuples de la Méditerranée occidentale nous paraît plus solidaire que jamais : c'est ensemble que nous nous développerons, ou c'est ensemble que nous finirons par nous enfoncer.»*

A. R.

□ **M. Rocard à Madagascar et à la Réunion du 15 au 17 mars.** – Au cours de son audition devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, mercredi 6 mars, M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a annoncé que M. Michel Rocard se rendra à Madagascar et à la Réunion du 15 au 17 mars. Concernant cette dernière, il a réaffirmé que les graves incidents survenus dans l'île, dont il a indiqué qu'ils avaient fait onze morts et plusieurs centaines de millions de francs de dégâts, ne *«relevaient pas de l'improvisation»* et annoncé que 320 millions de francs vont *«être délégués au préfet dans les tous prochains jours»* pour l'insertion des bénéficiaires du RMI.

□ **M. Barre : «Rétablir l'ordre public en Corse».** – M. Raymond Barre, député (apparenté UDC) du Rhône, déclare, dans le numéro de mars du mensuel *Vie publique*, qu'il n'est *«pas hostile au projet de loi sur la Corse»*. M. Barre, cependant, juge *«inacceptable, sauf si on va dans le sens de l'indépendance, la reconnaissance du peuple corse composante du peuple français»*. *«Ce projet n'a de sens que si l'Etat rétablit l'ordre public en Corse»*, ajoute l'ancien premier ministre. *«Ce n'est pas le projet de loi qui va restaurer la paix civile dans l'île. Rétablissons d'abord l'ordre public en Corse et, ensuite, appliquons le projet de loi»*, conclut M. Barre.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant la cour d'assises de Paris

L'excision, crime coutumier

Depuis mercredi 6 mars, la cour d'assises de Paris fait le procès de l'excision au travers de la comparution de trois personnes de nationalité malienne. Aramata Keita, quarante-huit ans, répond du crime de coups et blessures volontaires ayant entraîné une mutilation sur enfant de moins de quinze ans, pour avoir, selon l'accusation, en 1982 et 1983, excisé les six filles de Sory Coulibaly, cinquante-cinq ans et de son épouse, Sémité, quarante-trois ans, poursuivis pour complicité.

Lors du premier procès criminel d'excision, qui s'était déroulé à Pontoise en mai 1988, la présidente de la cour d'assises avait jugé nécessaire de lancer cet avertissement à l'ouverture de l'audience : *« Je veux qu'il ne soit pas oublié que, comme dans tout procès d'assises, il s'agit de juger des personnes. »* En vain. Car les débats ont essentiellement porté non sur le comportement spécifique des accusés, mais sur le rite lui-même de l'excision, qui consiste en l'ablation totale ou partielle du clitoris et parfois même des petites lèvres. Dans certaines régions, cette opération peut aller jusqu'à l'infibulation ou fermeture presque totale du sexe par suturation. Généralement imposée aux enfants, elle est pratiquée par quelques ethnies sur des adolescentes.

En octobre 1989, un procès semblable devant la cour d'assises de Paris s'était déroulé de la même manière et, mercredi, le débat ne présentait, lui non plus, aucun des aspects habituels d'une juridiction criminelle. Il ne s'agit pas d'un crime comme les autres. Les accusés eux-mêmes n'ont pas une notion très claire de l'acte qu'on leur reproche et, en admettant qu'ils aient précisément connu l'interdiction faite par la loi, ils n'ont pas eu conscience de commettre un crime. Manifestement, ce procès se présente donc comme la condamnation solennelle d'une pratique que personne ne songe à défendre, et la seule discussion porte sur les moyens de faire cesser ce rite mutilant venu de la nuit des temps.

La répression, une tentative de solution

Pour les parties civiles, composées des associations SOS Femmes alternative, Enfance et Partage et du Planning familial, l'une des solutions passe par la répression ou, à tout le moins, par des procès retentissants qui pourraient modifier le comportement des Maliens en France en leur imposant la crainte des rigueurs de la loi. La justice, moins convaincue de sa propre efficacité, a longtemps hésité.

A cet égard, l'affaire des époux Coulibaly est significative : dénoncé en 1984 par un médecin d'un centre de protection maternelle et infantile (PMI), le couple avait été renvoyé, en 1985, devant le tribunal correctionnel de Paris pour complicité de coups et blessures volontaires sur enfant de moins de quinze ans. Le 9 mai 1986, les juges se déclaraient incompétents, en considérant que les faits étaient de nature criminelle puisqu'il s'agissait d'une mutilation. Le 10 juillet 1987, la cour d'appel confirmait cette décision, bien que, dans son réquisitoire, le parquet général ait considéré que les parents *« subissaient l'empreinte de leur culture ancestrale »*, avant d'ajouter qu'il ne lui apparaissait *« pas opportun »* de soumettre les faits à l'appréciation d'un jury d'assises. C'est ainsi que le couple Coulibaly et la femme soupçonnée d'avoir pratiqué l'excision comparaissent huit ans après un acte qui est devenu un crime.

M. Michel Erlich, médecin psychiatre, auteur de *la Femme blessée*, paru aux Editions L'Harmattan en 1986, est un spécialiste de l'excision. Désigné comme expert, il a expliqué que l'excision et la circoncision sont, en fait, deux fonctions symboliques identiques, destinées à ôter tout *ce qui, chez l'enfant, peut ressembler au sexe opposé*, même si des rationalisations *a posteriori* sont parfois avancées. L'islam n'est pour rien dans ce rite, alors que certains se sont réfugiés derrière cette croyance.

« Une affaire de femmes »

Mais, surtout, l'expert estime que *« le degré de liberté »* des Maliens face à cette coutume *« est relativement faible ou nul »*. Sémité Coulibaly lui a raconté comme elle avait été excisée à l'âge de quatorze ans, *« après un bain froid, sans douleur, avec une émotion un peu joyeuse »*. Cependant, le docteur Erlich évoque aussi les conséquences parfois dramatiques de l'excision : l'hémorragie, les infections, l'incidence sur les rapports sexuels et sur les accouchements. Toutefois, il reste très prudent sur la notion de plaisir sexuel en observant : *« Il est très difficile d'apprécier selon les critères qui sont les nôtres »*.

Le professeur Solange Troisier décrit, elle aussi, toutes les suites tragiques des excisions, dans un propos malheureusement noyé par l'évocation insistante d'un voyage officiel au Burkina dont elle est *si fière qu'elle* montre les photos à la cour. Et elle s'amuse d'une tradition *« sotte »*, selon laquelle le clitoris est un organe qui peut tuer le mari.

On avait oublié les accusés. Sory Coulibaly n'était pas au courant. Il le dit à l'interprète bambara. Pour ce cantonnier vêtu d'un imperméable : *« C'est une affaire qui ne concerne que les femmes »*, lui, il ne l'aurait pas permis, mais il n'est pas formel sur sa connaissance de la loi. Le président Bernard Ligout s'en étonne en lui rappelant qu'il est en France depuis vingt ans. Mais M. Coulibaly a sa logique : *« Ça ne compte pas. Si on ignore une chose, on ne peut pas la savoir même au bout de cent ans »*.

Un châle blanc cache une partie du visage d'Aramata Keita, qui desserre à peine les dents pour tout nier en bloc. Elle ne connaît pas les Coulibaly, n'a jamais été chez eux et n'a jamais excisé personne. Mais, selon le dossier, elle appartient à la caste des *captifs*, celle des esclaves, qui peut être amalgamée à celle des forgeronnes, généralement chargées des excisions. Et Sémité Coulibaly la désigne : *« Une dame nous a présentées. Je lui ai offert un pagne et du savon ; c'est une coutume chez nous. »* Coiffée d'un boubou multicolore, elle parle à l'autre interprète qui traduit le soninké (ou sarakolé). Mme Coulibaly explique qu'elle ne savait pas que c'était interdit : *« Après, j'ai appris qu'on ne le faisait pas, mais on ne m'a pas dit pourquoi »*. Et elle répète : *« C'est une coutume de chez nous. »*

MAURICE PEYROT

Au conseil des ministres

Mme Hélène Dorlhac annonce une série de mesures pour une meilleure surveillance des grossesses

Partant du principe qu'une grossesse qui se déroule dans de bonnes conditions constitue un facteur déterminant pour le développement futur de l'enfant, Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, a proposé, mercredi 6 mars, en conseil des ministres, une série de mesures dont les principales visent à assurer une bonne surveillance des grossesses.

Le nombre des examens prénataux obligatoires devrait ainsi passer de 4 à 7. Rappelons que ces examens sont remboursés à 100 % par la Sécurité sociale. Aux cinq examens biologiques obligatoires déjà prévus (groupe sanguin RH, agglutinines, rubéole, toxoplasmose, syphilis) seront ajoutés le dépistage de l'hépatite B et de l'anémie ferriprive.

Dix mille enfants naissent chaque année de mère porteuse du virus de l'hépatite B.

Modification du code du travail

Parmi eux environ 2 500 deviennent porteurs chroniques à leur tour et donc vecteurs de dissémination. Par ailleurs, une étude du Centre de recherches sur les anémies nutritionnelles a révélé que 16 à 20 % de femmes présumées en bonne santé ne disposaient d'aucune réserve en fer.

Se rendant compte que les femmes qui travaillent avaient souvent des difficultés pour se rendre aux visites médicales pourtant obligatoires, Mme Dorlhac a proposé de modifier le code du travail. Les femmes pourront ainsi aller aux consultations prénatales pendant leur temps de travail et sans perte de rémunération. En outre les femmes enceintes devraient pouvoir répartir leurs congés pré et postnataux, selon leurs désirs mais après avis motivé de leur médecin traitant et du médecin du travail. Ainsi, une partie du congé prénatal pourra être reporté après la naissance et augmenter d'autant le congé postnatal. Le congé prénatal ne pourra toutefois pas être inférieur à quatre semaines.

Un label « petite enfance »

Tous ces textes seront insérés dans les diverses mesures d'aide sociale qui devraient être présentées au printemps ou à l'automne prochains. Elles ne peuvent de toutes façons prendre effet avant la transcription des directives européennes dont l'adoption est prévue en juin 1991 dans le cadre de la charte sociale européenne.

Pour aider cette fois la famille dans son ensemble, Mme Hélène Dorlhac a annoncé qu'un projet de loi, englobé lui aussi dans diverses mesures d'aide sociale, permettra d'exonérer de cotisations sociales, les aides versées aux salariés par les comités d'entreprise pour la garde des enfants de moins de dix ans. Enfin, Mme Dorlhac devrait signer incessamment un décret créant un label « petite enfance » qui sera décerné à des communes ayant une politique dynamique dans ce domaine et pouvant déjà présenter des résultats positifs.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Pour fraude électorale

L'ancien maire communiste de Sarcelles est condamné à un an de prison avec sursis

M. Henri Canacos, ancien député et maire communiste de Sarcelles (Val-d'Oise), a été condamné mercredi 6 mars à un an de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende pour fraude électorale aggravée par le tribunal correctionnel de Pontoise. Deux employés municipaux de Sarcelles, M. Denis Guez, secrétaire général adjoint de la mairie, et Mme Colette Lefoll, secrétaire, étaient également poursuivis : le premier a été condamné à la même peine que M. Canacos, la seconde à six mois de prison avec sursis. Le tribunal a suivi les réquisitions du parquet (*le Monde* du 1er février). Ces peines sont assorties d'une incapacité civique de cinq ans.

Lors du premier tour des élections municipales de 1983, M. Canacos s'était emparé dans la soirée des procès-verbaux établis dans les bureaux de vote de la commune avant de s'enfermer dans un bureau en compagnie de M. Denis Guez et Mme Colette Lefoll. Il en était ressorti, une heure plus tard, en se proclamant élu au premier tour avec une avance de trente-six voix. Les assesseurs de son adversaire, M. Raymond Lamontagne, constatant des ratures et des falsifications de signatures, avaient alors refusé de signer le procès-verbal récapitulatif.

□ **Cinq militants de l'IRA condamnés à Paris.** – Les cinq militants irlandais, interpellés le 30 octobre 1987 dans les eaux territoriales françaises à bord du caboteur *Eksund-II*, chargé de 150 tonnes d'armes destinées à l'IRA, ont été condamnés à des peines allant de cinq ans de prison (dont deux avec sursis) à sept ans d'emprisonnement ferme, pour *« transport d'armes en relation avec une entreprise terroriste »*, mercredi 6 mars, par la 14e chambre correctionnelle de Paris (*le Monde* du 9 janvier). En outre, les cinq hommes devront verser une amende de 34 millions de francs aux douanes françaises, dont les agents avaient arraisonné, au large de l'île de Batz (Finistère), le navire en provenance de Libye.

SPORTS

FOOTBALL : avec l'excellent résultat nul (1-1) obtenu face au Milan AC

L'OM à la poursuite de son modèle

L'Olympique de Marseille et le Milan AC n'ont pu se départager (1-1) mercredi 6 mars en Italie, à l'occasion du match aller des quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football. Hormis une erreur défensive en début de match qui a permis au Néerlandais Ruud Gullit d'inscrire le but milanais, l'OM a bien maîtrisé l'équipe lombarde, tenante du titre. Le but de l'égalisation, marqué par Jean-Pierre Papin, préserve ses chances de qualification avant la seconde manche, mercredi 20 mars, au Stade-Vélodrome.

MILAN

de notre envoyé spécial

Et Milan s'est tu. C'est triste et vide un grand stade qui se tait et qui regarde. Entre pluie et brouillard, sur la pelouse détrempée, quatre-vingt mille spectateurs italiens ont, soudain, vu filer Jean-Pierre Papin, les bras au ciel et le sourire aux lèvres. Il venait d'inscrire le but de l'égalisation de l'OM contre le Milan AC. Le premier encaissé en Coupe d'Europe par l'équipe lombarde depuis le 26 octobre 1988 (1), celui qui risque de l'empêcher de remporter sa troisième Coupe des clubs champions en trois ans, celui aussi d'un match nul (1-1) qui autorise bien des espoirs à l'OM.

Le club italien n'était pas habitué à pareille déconvenue. Il se doutait bien qu'elle surviendrait un jour, au détour d'un match contre le Real Madrid ou le Bayern de Munich, mais certainement pas face à cet Olympique de Marseille dont les ambitions, autant que les manières *tapageuses* de son président, prêtaient à sourire. Pis, à force d'être présentée comme une sorte de « Naples française », excessive et passionnée, Marseille avait *fini par* subir le même sort que la ville de Diego Maradona, détestée dans le nord du pays. C'est d'ailleurs au cri de *« Napolitains ! Napolitains ! »* que les jeunes supporters locaux ont accueilli les joueurs de l'OM.

Milan la bourgeoise, capitale économique du *bel paese*, le pays qui gagne, celui du Nord, parvenait mal à dissimuler son dédain. Ce match tenait presque de la routine, du tout-venant, abordé avec sérieux mais dans la plus grande sérénité. Depuis que Silvio Berlusconi s'est installé à la tête du club, le 25 mars 1986, le Milan AC a rencontré des adversaires européens d'une tout autre dimension, sans parler des matches italo-italiens, contre la Juventus de Turin ou l'Inter de Milan.

Le match des présidents

Marseille se prétendait-elle un futur grand du continent ? On s'en amusait en évoquant, à juste titre, ses structures et ses installations qui conviendraient à peine à une formation de seconde division du « calcio ». On s'en moquait en racontant Milan, « le » Milan, comme on dit en Italie, ses soixante-dix-huit mille spectateurs de moyenne, son stade monumental, ses mille trois cents associations de *supporters* dans le monde entier, son centre d'entraînement ultramoderne, ses titres nationaux et internationaux. Son président aussi, surtout son président.

Au sujet de l'inévitable « match dans le match » opposant MM. Berlusconi et Tapie, les journaux transalpins ont disséqué les différences de style entre les deux hommes. C'est ainsi que divers quotidiens ont rappelé que le volubile député des Bouches-du-Rhône n'oublie jamais de parler de son *« copain Silvio »* et de l'ériger en modèle dès lors qu'il est question de football. Mais ils ont également précisé que ce dernier, beaucoup moins enthousiaste, n'appréciait guère tant de familiarité de la part d'un homme dont il dit simplement : *« Je suis content qu'il s'inspire de ma manière de conduire un club. »*

Un dessin publié le 5 mars par *L'Equipe* et repris le lendemain par *la Gazzetta dello sport* illustrait, à la perfection, cette « amitié » à sens unique : un Tapie euphorique vêtu d'un blouson noir et chaussé de bottes de rocker s'approche d'un Silvio Berlusconi très digne, en costume : *« Salut Silvio »*, lance-t-il, hilare ; *« Bonjour, Monsieur Tapie »*, répond poliment l'Italien.

L'Italie avait donc décrété que l'OM, confronté à son modèle, avait, d'ores et déjà, largement perdu le match des présidents et que celui des structures était encore moins bien engagé. Il restait pourtant à savoir si le club français disposait, au moins sur le terrain, d'une équipe de haut rang. Là encore, l'Italie était persuadée du contraire. Mais cette fois elle se trompait. Dans ce duel à multiples facettes, la grande chance de M. Tapie était bien là, dans les étonnantes ressources de ses joueurs. L'OM n'est certes pas encore un grand club mais il a déjà une belle équipe. C'est un début.

Le piège du hors-jeu

Contre de médiocres Milanais privés de deux de leurs meilleurs éléments – le Néerlandais Marco Van Basten, suspendu pour deux matches, et l'Italien Franco Baresi, blessé, – les joueurs phocéens ont *toujours maîtrisé* le match, dominant leurs adversaires dans la plupart des secteurs. A l'exception d'une bévue de Bernard Casoni, qui permit au Néerlandais Ruud Gullit d'ouvrir la marque après quinze minutes, les Milanais n'ont jamais inquiété des Marseillais très efficaces en milieu de terrain avec le Ghanéen Abedi Pelé et très rusés dans leur pratique du hors-jeu en défense avec le Brésilien Carlos Mozer.

Pour l'OM, le danger consisterait désormais à croire la qualification à portée de main. Car le Milan AC, méconnaissable lors de cette première manche, est capable d'arracher une qualification n'importe où, surtout si Franco Baresi est rétabli. Quant à la défense phocéenne, avec des joueurs aussi lents et imprévisibles que Manuel Amoros et Bernard Casoni, elle est à la merci d'une nouvelle bévue.

Le match nul de mercredi est pourtant de ceux qui forgent le moral et augurent un bel avenir. Depuis qu'ils disputent la Coupe des clubs champions, les joueurs de l'OM n'avaient affronté que des seconds rôles, des Danois (Bröndby), des Grecs (AEK-Athènes) ou des Albanais (Dynamo-Tirana). En 1990, il avait suffi d'un tirage au sort moins généreux pour qu'ils tombent sur plus réputé, le Benfica de Lisbonne, et se fassent éliminer en demi-finale, victimes, il est vrai, d'un but inscrit de la main. Lassés par ces matches en trompe-l'œil, ils souhaitaient connaître ce qui se fait de mieux, se mesurer au pire. *Les* voilà donc fixés. Ils voulaient savoir et ils savent : le Milan AC est à leur portée.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) But encaissé à l'occasion d'un match contre l'Etoile Rouge de Belgrade (1-1) à Milan, en huitièmes de finale. Il avait été inscrit par Dragan Stojkovic qui porte désormais le maillot de l'OM.

En Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe

Montpellier résiste à Manchester United (1-1)

Le but réussi dès la première minute de jeu par l'avant-centre de Manchester United, Brian McClair contre l'équipe de Montpellier n'a pas transformé, mercredi 6 mars, le voyage en terre anglaise des joueurs de l'Hérault en une déroute. Pour leur première *apparition à ce stade de la compétition*, les quarts de finale, les Français ont su éviter les pièges de la précipitation et du découragement. Grâce au concours, bien involontaire, du défenseur anglais Lee Martin, qui détournait dans son propre but un centre du Polonais Jacek Ziober, à la sixième minute, les Montpelliérains pouvaient égaliser et préserver leur avenir en Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.

En seconde période, l'expulsion de Pascal Baills, pour un coup porté à l'anglais Mark Hugues qui s'apprêtait à tirer un coup franc, n'a pas désorganisé la défense de Montpellier. Face aux attaques des « diables rouges » du stade d'Old Trafford, encouragés par quarante mille supporters, les joueurs du président Louis Nicollin ont su résister. Ils ont même bien failli l'emporter en fin de rencontre au terme d'une attaque menée par le tandem Ziober-Xuereb. C'est donc avec un avantage certain que l'équipe entraînée par Henryk Kasperczak abordera la deuxième manche de ce quart de finale dans deux semaines sur son stade de la Mosson.

Les résultats

Les matches de quarts de finale aller des trois coupes européennes de football, disputés mercredi 6 mars, ont donné les résultats suivant :

COUPE DES CHAMPIONS

*Etoile Rouge Belgrade (You.) b. Dynamo Dresde (All.) : 3-0 ;

*Spartak Moscou (URSS) et Real Madrid (Esp.) : 0-0 ;

*Bayern Munich (All.) et FC Porto (Por.) : 1-1 ;

*Milan AC (Ita.) et Olympique de Marseille (Fra.) : 1-1.

COUPE DES COUPES

FC Barcelone (Esp.) b. *Dynamo Kiev (URSS) : 3-2 ;

*Legia Varsovie (Pol.) b. Sampdoria Gênes (Ita.) : 1-0 ;

Juventus de Turin (Ita.) b. *FC Liège (Bel.) : 3-1 ;

*Manchester United (Ang.) et Montpellier (Fra.) : 1-1.

COUPE DE L'UEFA

*FC Bologne (Ita.) et Sporting Lisbonne (Por.) : 1-1 ;

*Bröndby (Dan.) b. Torpedo Moscou (URSS) : 1-0 ;

*AS Roma (Ita.) b. Anderlacht (Bel.) : 3-0 ;

*Atalanta Bergame (Ita.) et Inter Milan (Ita.) : 0-0.

Les matches retour auront lieu les 19 et 20 mars.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Télex : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes *
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

*Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.*

SAMEDI 9 MARS

*S. 12 – Affiches de tourisme – M^e LENORMAND, DAYEN.

LUNDI 11 MARS

S. 1 – Ateliers. – M^e MILLON, ROBERT.
S. 2 – Vente sur le thème de la chasse. – ARCOLE (M^es OGER, DUMONT)
S. 4 – Objets d'art d'Extrême-Orient. – M^es ADER, PICARD, TAJAN, M. Portier, expert (catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 10 – 11 h et 14 h 30 – Tableaux modernes. – M^e LOUDMER.
*S. 12 – Timbres poste. – M^es LENORMAND, DAYEN.
S. 13 – Tableaux, bibelots, mobilier. – M^es PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MARDI 12 MARS

S. 4 – Suite de la vente du 11 mars. – M^es ADER, PICARD, TAJAN.
S. 9 – Livres anciens dont une importante collection sur la marine. – ARCOLE (M^e RENAUD).

MERCREDI 13 MARS

S. 4 – Suite de la vente des 11 et 12 mars. – M^es ADER, PICARD, TAJAN.
S. 7 – Tapis d'Orient. – M^es MILLON, ROBERT.
S. 10 – Bijoux, argenterie, tableaux, bibelots, mobilier – M^es BINOCHE, GODEAU.
S. 11 – Timbres, meubles 18^e, 19^e, bijoux argenterie – M^es RIBEYRE, BARON.
S. 14 – Bons meubles, objets mobiliers – M^es ADER, PICARD, TAJAN, (sans catalogue).
S. 15 – Tableaux, mobilier, objets d'art – ARCOLE (M^es OGER, DUMONT).

JEUDI 14 MARS

S. 9 – Manuscrits et autographes, précieux livres anciens et modernes – M^es AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 15 MARS

S. 2 – Tableaux, bibelots, meubles – M^e BOISGIRARD.
S. 4 – Bibliothèque du colonel Daniel Siekles – M^es LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
*S. 5 – 16 h 30 (expo 11 h à 16 h le même jour). Tapis d'Orient – M^es ADER, PICARD TAJAN. M. Berthéol.
S. 12 – De 11 h à 12 h : Vente au profit de l'Association française de lutte contre la mucoviscidose. 14 h : Affiches de spectacle – M^es LENORMAND, DAYEN.
S. 13 – Livres, gravures, aquarelles, tableaux anciens et modernes et mobilier 19^e – M^e DELORME.
S. 14 – Objets d'art et de bel ameublement des XVIII^e et XIX^e – M^es ADER, PICARD, TAJAN, M. Vian expert (catalogue : veuillez contacter le poste 469).
S. 15 – Tableaux, bibelots, meubles anciens et style – M^es AUDAP, GODEAU, SOLANET.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Télex : 650 873

LUNDI 11 MARS à 20 h
TAPIS D'ORIENT (expo. le 11/3 de 11 à 18 h)
M^es MILLON, ROBERT.

HÔTEL GEORGE-V
31, avenue George-V, 75008 Paris
(salon Vendôme)

LUNDI 11 MARS à 18 h et 20 h

Collections de deux grands amateurs et à divers. OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT. Principalement du XVIII^e. PORCELAINES et FAIENCES DU XVIII^e
Exceptionnelle collection de porcelaines du Japon à décor Imari, montées en argent.
M^es ADER, PICARD, TAJAN, comm. priseurs associés MM. Déchaut et Stetten, Lefebvre, Le Fuel et de l'Espée, experts – (catalogue veuillez contacter le poste 469) – Expo. publique : Hôtel George-V, salon de « La Paix » : samedi 9/3 de 16 h à 22 h et dimanche 10 mars de 10 h à 22 h – Les objets seront encore visibles, salon « Vendôme », le lundi 11 mars de 15 h à 17 h.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue Lafayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Le choléra, nouvelle plaie de l'Amérique latine

Si l'épidémie au Pérou fait relativement peu de morts, on redoute une extension à d'autres pays, moins bien équipés

L'épidémie de choléra qui, depuis fin janvier, frappe le Pérou est une catastrophe, à la fois sanitaire et économique, pour l'ensemble du continent sud-américain. Après plus d'un siècle et demi d'absence, le choléra est de retour pour de longues années. L'épidémie passera, mais l'endémie, elle, restera, du moins tant que les conditions d'assainissement et d'hygiène ne seront pas améliorées.

Après plus de trois semaines passées au Pérou à la demande des autorités locales, la mission Bioforce militaire française, composée d'un médecin et de deux laborantins du service de santé des armées, vient de rentrer en France. Il est donc possible de tirer les premiers enseignements de cette épidémie et de cerner ses conséquences éventuelles pour l'ensemble de l'Amérique latine.

Mille cas par jour

Tous les facteurs prédisposant à l'apparition de cette épidémie semblaient réunis : une grave crise économique ayant favorisé l'émergence d'un sous-prolétariat à la périphérie des grandes villes ; un désert climatique le long de la côte péruvienne posant d'inextricables problèmes d'assainissement d'eau ; une croissance urbaine anarchique ayant engendré l'apparition d'un habitat précaire et insalubre ; une absence totale d'éducation sanitaire.

Heureusement – mais ce n'est hélas pas le cas dans bien d'autres pays d'Amérique latine – les autorités sanitaires péruviennes avaient adopté et commencé à mettre en place depuis 1985 le programme mondial de lutte contre les maladies diarrhéiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une infrastructure sanitaire relativement adaptée existait donc avant l'apparition de cette épidémie. *« Cela explique pourquoi*, dit le docteur Jean-Paul Boutin, qui dirigeait la mission Bioforce, *en dépit d'un démarrage extrêmement rapide, cette épidémie a un faible taux de mortalité, inférieur à 1 %. »* A ce jour, cinquante cinq mille personnes environ ont été touchées par la maladie et deux cent cinquante-neuf en sont mortes. On estime à mille le nombre de nouveaux cas de choléra se déclarant chaque jour au Pérou.

Cela dit, en dépit de cette relative préparation des services sanitaires aux maladies diarrhéiques, l'infrastructure hospitalière du pays – pourtant l'une des moins mauvaises d'Amérique latine – a été submergée. De véritables hôpitaux de campagne ont dû être créés lorsque la fermeture de services hospitaliers moins fréquentés, et leur transformation en service d'accueil pour patients cholériques, s'avérait insuffisante.

Du point de vue de son évolution dans le temps, cette épidémie est, somme toute, assez classique, avec un point d'acmé aux alentours du dix-neuvième jour suivant son apparition. Subsiste ensuite ce que les épidémiologistes appellent un « bruit de fond », qui préfigure ce que sera la phase endémique de la maladie. Actuellement, rapporte le docteur Boutin, de nouveaux foyers éclatent tous les jours un peu partout dans le pays, mais on peut s'attendre qu'assez rapidement, l'épidémie entre dans une phase décroissante.

L'aide internationale au Pérou s'organise tant bien que mal, faute d'une coordination sur place réellement efficace. Manquent avant tout des antibiotiques (tétracyclines), des solutés de réhydratation et des tubulures de perfusions. Les protocoles thérapeutiques observés sont, mot pour mot, ceux que recommande l'OMS. Schématiquement, les malades sont classés selon la gravité de leur état clinique. Les moins gravement atteints sont simplement réhydratés dans une unité de réhydratation orale (URO) et, selon l'évolution, soit ils rentrent chez eux au bout de quelques heures, soit ils sont alités et perfusés.

Les plus gravement atteints, ceux dont le niveau de déshydratation dépasse 10 % du poids corporel, sont hospitalisés et perfusés avec du chlorure de sodium et du sérum glucosé. Au bout de 12 heures, les vomissements sont en général jugulés et ils vont nettement mieux. Seuls, ces cas graves sont mis sous tétracycline. A ce propos, on peut se demander si les autorités sanitaires péruviennes n'auraient pas dû plutôt tenter d'instaurer une mise sous antibiotiques systématique (chimioprophylaxie) des cas contacts, pour essayer d'enrayer la transmission du vibrion cholérique.

Un vibrion sans frontière

Au-delà de ces considérations purement médicales, la principale interrogation porte sur le risque d'extension de cette épidémie à d'autres pays. La plupart des spécialistes l'estiment élevé et redoutent en particulier l'arrivée du choléra en Equateur et surtout en Bolivie, un pays qui ne possède pas, tant s'en faut, une infrastructure sanitaire comparable à celle du Pérou. Sans parler bien sûr du Brésil, dont la partie amazonienne pourrait constituer un véritable « bouillon de culture » pour le vibrion cholérique. A vrai dire, mis à part le Chili qui pourrait être épargné par l'épidémie, du moins dans un premier temps, du fait de l'existence de la zone désertique le séparant du Pérou, on ne voit pas comment, à moyen terme, l'Amérique du Sud pourrait échapper au choléra. D'autant que les conditions d'hygiène sont malheureusement les mêmes dans la majorité des pays de cette région.

« Aucune frontière n'a jamais pu arrêter un vibrion cholérique », prévient le docteur Boutin. Et ce ne sont vraisemblablement pas quelques mesures protectionnistes, limitant l'importation de certains produits alimentaires qui y changeront quoi que ce soit. Selon les spécialistes, il faudrait limiter les importations de produits alimentaires frais. Mais il serait paradoxal de mettre en œuvre des dispositions dont la seule conséquence serait une aggravation de la crise économique que traverse l'ensemble de ces pays.

Quant au vaccin, la doctrine de l'OMS est qu'il n'est *« pas utile »*, ne protégeant que dans 40 % à 50 % des cas. Ce à quoi certains médecins répondent que *« cela n'est déjà pas si mal »*. Cette situation – un vaccin commercialisé de faible rendement et des vaccins en cours d'expérimentation beaucoup plus efficaces, mais d'un coût trop élevé pour qu'on puisse à court terme envisager une utilisation de masse – illustre parfaitement le handicap majeur du choléra, maladie par excellence des populations pauvres. Comme l'affirme un spécialiste, *« s'il y avait des épidémies de choléra dans les pays occidentaux, un vaccin efficace serait disponible depuis longtemps »*.

Une résurgence inquiétante

Voilà donc l'Amérique latine confrontée de plein fouet, et pour longtemps, à la fatalité du choléra. De ce point de vue, les médecins ne se font plus guère d'illusions. *« L'épidémie passera,* explique le docteur Boutin, *mais lorsque tous les villages auront été touchés, subsistera un bruit de fond endémique, qui ne disparaîtra que lorsque les problèmes de structure auront été réglés. »* A commencer par l'assainissement des eaux. De ce point de vue, un véritable plan d'urgence agronomique serait le bienvenu, de manière à installer, dans chaque village, des puits fonctionnant à l'aide de motopompes et dans lesquels on verserait chaque jour des solutions d'hypochloride de calcium.

En 1971, l'épidémie de choléra, qui sévissait alors au Tchad, avait un taux de mortalité de plus de 50 %. Depuis plusieurs semaines, diverses informations font état de l'apparition de foyers épidémiques particulièrement alarmants en Afrique. C'est en particulier le cas en Zambie, au Mozambique et au Malawi.

En cette fin de vingtième siècle, la résurgence du choléra, une maladie pourtant simple à traiter, dans des pays par ailleurs confrontés à bien d'autres fléaux, est un triste échec. Elle illustre parfaitement ce fossé qui ne cesse de s'agrandir entre les pays industrialisés et les pays en voie (mauvaise, pour certains) de développement.

FRANCK NOUCHI

ENVIRONNEMENT

Menée par le CEA et le CNRS sur le site de Saint-Aubin

Une enquête exclut tout danger de radioactivité dans l'Essonne

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a publié, mercredi 6 mars, les résultats d'une enquête menée pendant quatre mois par dix équipes de chercheurs (cinq du CEA et cinq du CNRS) sur la « déposante » de Saint-Aubin (Essonne) sur laquelle des organisations écologistes avaient détecté une radioactivité anormale (*le Monde* du 25 octobre 1990). Les mesures et analyses effectuées confirment, selon le CEA, *« l'absence totale de tout risque pour le travailleur et pour le public pouvant être amené à venir sur le site, et* a fortiori *pour les populations environnantes »*.

Cette enquête poussée, qui est revenue à environ 500 000 francs, a mobilisé les moyens techniques les plus modernes. Vingt mille points des sept hectares de ce terrain dépendant du centre de Saclay du CEA ont été contrôlés par radiométrie. Toutes les équipes ont travaillé indépendamment les unes des autres à partir d'échantillons prélevés selon des modalités définies en commun par les scientifiques. Sur les douze zones les plus actives détectées, des prélèvements de surface ont été effectués en dix-sept points, et complétés par cinq carottages jusqu'à un mètre de profondeur.

Les mesures confirment que la radioactivité du site est due à l'épandage, de 1965 à 1976, de boues provenant du traitement, à Saclay, des eaux industrielles, sanitaires et chimiques de ce centre du CEA. *« Sur la base des mesures en profondeur et des surfaces concernées, on peut estimer que la quantité de boues épandues correspond à un maximum de 2 000 tonnes de matières préséchées »*, affirment le CEA et le CNRS/IN2P3 (Institut national de physique nucléaire et de physique des particules) dans un communiqué commun.

D'après les analyses, ces 2 000 tonnes de boues contiennent 0,22 gramme de plutonium, 0,9 milligramme de césium-137, 20 milliardièmes de cobalt-60, et des traces encore plus faibles d'un grand nombre d'autres radio-éléments parmi lesquels du radium 226 (en un seul point), du strontium 90 (découvert dans trois échantillons provenant de la partie la plus active du terrain), de l'europium, et du thorium. La mesure des aérosols montre qu'il n'y a aucune dispersion radioactive dans l'atmosphère.

« La radioactivité naturelle de la région parisienne délivre à ses habitants un équivalent de dose de 1,5 millisievert (mSv) par an. D'après les calculs de l'Institut national de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), une personne vivant vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur le terrain de Saint-Aubin recevrait un équivalent de dose supplémentaire de 0,6 mSv/an. La somme de ces deux chiffres correspond à la moyenne d'équivalent de dose reçue en France : 2mSv/an », concluent les experts. Les résultats de l'enquête, *« sous forme de rapports détaillés »*, vont être transmis au préfet de l'Essonne.

les éditions Des femmes font l'Histoire au présent

Fiction : Hélène Cixous, Chantal Chawaf, Jeanne Hyvrard, Annie Cohen, Jacques Derrida, Michèle Ramond, *France* - Clarice Lispector, Nélida Piñon, *Brésil* - Yûko Tsushima, *Japon* - Natalia Baranskaïa, *URSS* - Pham Thi Hoai, *Viêt-Nam* Amrita Pritam, *Inde* - H. D., Sylvia Plath, Anaïs Nin, *USA* - Lou Andréas-Salomé, *Allemagne* - Assia Djebar, Aïcha Lemsine, *Algérie* - Dacia Maraini, *Italie* - Marvel Moreno, *Colombie* -Helen Garner *Australie* - Etel Adnan, *Liban* - Essais : Karen Blixen, *Danemark* - Virginia Woolf, *G.B.* - Ingeborg Bachmann - Politique : Angela Davis, Kate Millett, 8 Mars, Etats Généraux des femmes, Naoual El Saadaoui, *Egypte* - Eva Forest *Espagne* Mileva Einstein, *Yougoslavie* - Sigrid Undset, *Norvège* - Psychanalyse : Janine Chasseguet-Smirgel, Béla Grunberger, Karen Horney, Hanna Segal, Margarete Mitscherlich...

df **des femmes** Antoinette Fouque

1973 - 1991

هكذا من الأصل

MUSIQUES

Esa-Pekka Salo

EN BREF

هدية من الأهل

CULTURE

MUSIQUES

Esa-Pekka Salonen d'Helsinki à Los Angeles

« Juger de la qualité d'un chef, c'est apprécier, sur cinq ans, ce qu'il a fait d'un orchestre dont il a la responsabilité. » Message reçu, M. Salonen. Permettez néanmoins quelques impressions après le concert que vous avez donné au Châtelet, dimanche dans la soirée, au pupitre de l'Orchestre symphonique de la Radio suédoise. A trente-trois ans, avec vos airs d'adolescent, vos gestes tranchants, votre concentration de stratège au charbon, votre si autoritaire effacement, vous êtes de ceux que les foules applaudissent debout : vous faites croire au miracle du don, de la prédestination.

Donc, intimidant. On sent bien d'ailleurs que les musiciens suédois se tiennent à carreau (ils ont travaillé avec Celibidache, ils ont l'habitude d'une certaine... distance entre le chef et eux). Le résultat, côté violons, manque donc un peu de chaleur et de son (extraits de *Roméo et Juliette*, de Prokofiev), violoncelles et contrebasses sont de sérieux mais discrets ouvriers, les cuivres et les bois sont épatants – *la mer du Nord fait les meilleurs souffleurs*, comme on sait. Cho-Liang Lin, violoniste chinois, et vous, le Finlandais, formez le couple le plus « post-moderne » que l'on puisse imaginer : *deux* pays venus tardivement à l'internationale musicale, alliés à travers vous, petits soldats imperturbables, au pas rigoureusement accordé. *Le Concerto pour violon* de Stravinsky gagne moins en intensité qu'en sérénité. *Tant de nerfs dominés !*

Jeux – ouvrage de marqueterie d'un Debussy expérimental, l'une des pages les plus difficiles à diriger, dites-vous – signalait la hauteur de votre ambition. Qui a mieux dirigé *Jeux* que Boulez ? *« Boulez, dites-vous, m'influence depuis l'enfance. J'ai moi-même débuté comme compositeur, j'ai longtemps été considéré comme un compositeur reconverti dans la direction d'orchestre. Personne n'a confiance dans les jeunes chefs. Il m'a fallu dix ans pour me bâtir un répertoire, j'avais l'impression pendant tout ce temps de vivre dans un tunnel, rentrant du concert pour travailler les partitions, sans renoncer à composer. Je voudrais désormais qu'on me reconnaisse aussi comme compositeur. Cette année, je me réserve huit mois sabbatiques, répartis en trois périodes, pour composer. »*

« Former un auditoire nouveau »

Esa-Pekka-Salonen a enregistré (sous le label Sony-Classical) Grieg et Jolivet, Messiaen et Nielsen. Avec Kent Nagano, le Japonais, il est de ces rares baguettes qu'intéressent à égalité romantisme et vingtième siècle. La succession de Peter Eötvös à la direction de l'Ensemble InterContemporain aurait pu lui être proposée si...

Chef principal de l'Orchestre de la Radio suédoise, principal chef invité du Philharmonia de Londres, le jeune Finlandais occupera de surcroît, dès octobre 1992, le poste de Music Director de l'Orchestre de Los Angeles, poste laissé vacant par André Previn depuis 1989. Le Philharmonique de L.A., sous l'impulsion logistique d'Ernest Fleischmann, est l'orchestre américain qui a le plus œuvré pour la musique contemporaine. Avec, pour principal intervenant, Pierre Boulez. Et rappelons que Fleischmann était l'administrateur préconisé par le même Boulez pour l'Opéra-Bastille.

Esa-Pekka Salonen fait désormais son entrée à Los Angeles. La ville a désigné dans la foulée Peter Sellars comme « consultant créatif » après que le petit diable de Pittsburgh eut ouvert sur toutes les cultures du Pacifique un festival qui refusait de s'embourgeoiser (*le Monde* daté 30 septembre – 1er octobre 1990).

« Sellars a établi une interaction entre minorités ethniques et institutions. Travailler avec lui est éthiquement intéressant. Le public de la musique classique a beaucoup vieilli aux Etats-Unis. Il faut former un auditoire nouveau, ouvert à toutes les minorités. Le Philharmonique de Los Angeles se divisera en petits groupes, se dispersera dans les écoles et les universités, les musiciens parleront avec les gens. J'aimerais que la musique redevienne une force d'impulsion, qu'elle exerce une action dans la cité, qu'elle compte politiquement. Cela peut paraître naïf, mais j'aimerais sauver la musique de l'indifférence qui la guette dans la société américaine. »

Naïf, Esa-Pekka Salonen ? On n'y aurait pas pensé.

ANNE REY

▶ Esa-Pekka Salonen et l'Orchestre de la Radio suédoise reviennent, en 1992, au Châtelet pour la « recréation » du *Prisonnier* de Dallapiccola, dans une mise-en-scène de Bernard Sobel (les 8, 10 et 12 avril).

Tirs croisés

Paris a reçu trois pianistes américains
Dans quinze jours New-York accueillera trois Français

ANTHONY NEWMANN
URSULA OPPENS
FREDERIC RZEWSKI
au Théâtre des Champs-Elysées

Présentés par la Fondation France-USA (1), Anthony Newmann, Ursula Oppens et Frederic Rzewski se sont produits au Théâtre des Champs-Elysées les 3 et 4 mars au cours de deux récitals consacrés au « Piano américain des années 80 ». Trois interprétations de la sonate *Hammerklavier* de Beethoven se sont succédé. Les 14 et 16 mars, Michaël Levinas, Jean-Claude Pennetier et Georges Pludermacher investiront la salle de concert du Lincoln Center de New-York pour jouer des pièces d'Ohana, Boulez, Levinas, Xenakis, Boucourechliev, Risset et se colleter, eux aussi, à l'Opus 106 de Beethoven. Un échange utile.

Ces pianistes ont en commun d'être respectés dans leurs pays, et ignorés ailleurs, d'être des champions du répertoire contemporain, par vocation, comme Ursula Oppens ou Georges Pludermacher, ou par « obligation ». Dans la grande tradition de Beethoven, Chopin, Liszt ou Prokofiev, Michaël Levinas, Anthony Newmann, Frederic Rzewski et Jean-Claude Pennetier sont des pianistes-compositeurs.

Dimanche 3 mars, les trois Américains consacraient leur prestation à cette musique d'outre-Atlantique dont l'audience ne cesse de grandir en France au milieu des polémiques (*le Monde* lui consacrera un dossier dans un prochain supplément « Arts et spectacles »). Anthony Newmann, Ursula Oppens et Frederic Rzewski ont donc joué devant un public clairsemé, pour assurer la création française de neuf pièces.

« Piano américain des années 80 » : derrière cette appellation d'origine contrôlée se cachent des objets sonores bien différents. Pourquoi en serait-il *autrement* ? *Néo-classiques* par la forme, néo-romantiques par l'expression et le langage harmonique, les *Variations et grand contrepoint sur Bach* d'Anthony Newmann sont sans âge (des compositeurs comme Reger ou Busoni auraient presque pu les écrire, au début de ce siècle) : elles datent de 1987.

Les pièces de Frederic Rzewski sont marquées par un esprit très années 50-60 : exploration des résonances du plan de cordes et de la table d'harmonie ; lignes brisées par des accidents sonores ; coups donnés sur le couvercle du piano ; superposition de deux discours de temporalités différentes ; tentative d'appliquer les techniques d'improvisation à l'écriture. Celles d'Harbison et de Picker font de l'œil au beau piano, amoureusement *magnifié* par des harmonies et des couleurs luxueuses. Un piano contemporain, ludique, qui rabibocherait bien des étudiants avec un répertoire obligé qui les barbe. Wuorinen et Nancarrow cultivent la virtuosité : polyphonie inextricable, *rythmes serrés*, déplacements rapides. Musique ingrate, qui « prend la tête », comme on dit.

Chemins buissonniers

La tâche qui attendait nos trois héros le 4 mars était autrement plus rude. La *Hammerklavier* de Beethoven est un tube. Le public en connaît les atours, s'en fait une idée induite par toutes les interprétations écoutées *ad nauseam*, et qui ne s'écartent *guère* d'une ligne générale. Gare à ceux qui ne suivent pas Kempff, Serkin, Gilels, Backhaus, Arrau, Douglas, Barenboïm ou Pollini ! Chacun à sa façon, les trois Américains ont pris des chemins buissonniers, caillouteux.

Anthony Newmann cumulait deux handicaps. Magnifique idée de choisir un piano Erard de 1839, légèreté d'imaginer que le Théâtre des Champs-Elysées lui servirait d'écrin. Perdu dans ce grand vaisseau, cet instrument délicat sonnait comme un banjo à la peau détendue. Risqué de vouloir prendre Beethoven aux chiffres ; ses indications métronomiques démentes sont parfois suivies par les chefs, plus rarement par les pianistes. Pour le disque, Mikhaïl Rudy avait presque réussi ce tour de force. Anthony Newmann s'est planté plus d'une fois, incapable physiquement d'ordonner cette vélocité, incapable intellectuellement de suivre les voix de la fugue finale. Mais qui le serait ?

Ursula Oppens, cette jeune femme blonde, concentrée, acharnée, tendue, est combative. L'effort la raidit, elle en perd parfois le contrôle du clavier. Nous ne lui reprocherons pas ses trous de mémoire, mais quelle curieuse technique ! Pourquoi perdre tant d'énergie en levant les doigts si haut lorsqu'il « suffit » d'appuyer sur les touches pour obtenir le même résultat ? Gardons en mémoire sa prestation de la veille, sonorités moelleuses, charme communicatif. Belle pianiste en vérité.

Frederic Rzewski ne s'en fait pas. Il attrape le si bémol grave avec la main droite. Dès les premières mesures, *il marque une pause*, pédale enfoncée. La table d'harmonie résonne comme une cloche. Curieux ! Lui n'a carrément pas les moyens de jouer la *Hammerklavier* « comme il faut ». Mais ce n'est visiblement pas son problème. Il ne la joue d'ailleurs pas par cœur. Alors, *il* marque les fractures, souligne les phrasés, ne s'occupe guère de l'intendance, ralentit lorsqu'il peine, mange des notes, comme s'il découvrait l'œuvre, étonné, inquiet parfois des tortures que Beethoven va lui réserver dans les pages suivantes. *Il* ornemente, invente des cadences qui, pour être de son cru, sont dans la manière de Beethoven (accords alternés puisés dans la cadence du premier mouvement du *Premier Concerto pour piano*, formules empruntées aux autres mouvements de la sonate). N'a-t-il pas composé une copie des *Variations Diabelli* sur le chant révolutionnaire chilien, *El pueblo unido jamas sera vencido*.

Pourquoi ce compositeur n'aurait-il pas le droit d'utiliser Beethoven comme tremplin à sa propre inspiration ? Liszt, Busoni l'ont bien fait.

ALAIN LOMPECH

(1) Animée par Alain Coblence, la Fondation France-USA a pour vocation de jeter des ponts entre les musiciens français et américains. A ce titre, la fondation avait aidé à l'organisation de la tournée américaine de l'Orchestre national de France aux Etats-Unis, en 1980, tenté d'implanter une annexe du Festival de Marlboro à Nîmes, réussi à importer les spectacles de Sellars à Bobigny, invité le pianiste Peter Serkin à Paris ; elle veut mettre en place une programmation musicale de niveau international à Prague.

EN BREF

□ **Le manuscrit de « J'accuse » de Zola entre à la Bibliothèque nationale.** – Ce texte de trente-neuf pages manuscrites, publié le 13 janvier 1898 dans *l'Aurore* sous le titre « J'accuse », fit l'effet d'une bombe dans une France partagée entre dreyfusards et anti-dreyfusards. Ce document, resté dans les archives de la famille Zola, devait être vendu aux enchères chez Sotheby's en décembre 1987, *mais* face aux remous suscités par un éventuel départ à l'étranger de ce document historique, M. François Léotard, à l'époque ministre de la culture, avait pris la décision de le classer, ce qui empêchait *sa sortie* de France. Le document vient d'être vendu à la BN, pour la somme de 5 millions de francs.

□ **Précision.** – La « carte blanche » offerte à Maurice Béjart le 22 juin prochain à la Cinémathèque française au bénéfice de Médecins sans frontières (*Le Monde* du 1er mars) est organisée par la Cinémathèque française de la danse.

CINÉMA

Histoire de se voir

L'épopée d'un tueur maniaque, d'un détraqué et d'une caméra

HENRY
de John McNaughton

Michael Rooker dans « Henry »

En Amérique où il a été présenté aux festivals de Chicago et de Telluride, en France où la commission de censure s'est émue, *Henry*, de John McNaughton, a profondément perturbé. La production a été longue à monter, l'argent difficile à trouver – malgré un budget de 112 000 dollars (environ 560 000 francs) – et le film a failli ne jamais sortir. Il a fallu l'énergie de supporters passionnés et obstinés pour dépasser des réticences qui sont allées jusqu'au dégoût.

Henry s'inspire d'un personnage véritable, qui a rameuté les médias et avoué *« avec allégresse »* trois cent soixante meurtres. Il exagérait probablement. Le Henry du film est un jeune costaud qui tue sans raison, *sans plaisir ni remords. Tuer lui* est aussi indispensable que respirer, point à la ligne. John McNaughton n'avance aucune explication – aucune justification non plus. A un moment, Henry raconte comment il a poignardé sa mère, une prostituée qui l'obligeait à la regarder tandis qu'elle travaillait. On ne sait pas jusqu'à quel point l'histoire est vraie. La seule chose certaine est qu'il a commencé par elle, et qu'il continue.

On ne voit jamais les meurtres directement. D'abord on voit des cadavres de filles blafardes gisant dans des poses étudiées, aussi peu réelles que les figures de cire d'un musée Grévin. On voit une silhouette entrer dans une boutique, ressortir, monter dans une voiture, puis on voit, l'espace d'un instant, un homme étendu sur le plancher, une traînée de sang sur le visage. Signes abstraits plus que représentations réalistes.

Et puis on voit Henry, il a des biceps impressionnants, une bonne tête de primaire gentil et taciturne. Il rencontre un copain de prison, Otis, trafiquant au petit pied censé travailler dans un garage, et qui vit avec sa sœur. La sœur a été « go go girl », a lâché son homme et sa fille : elle veut repartir de zéro. Elle n'est pas indifférente à la bonne tête et aux biceps de Henry. Les voilà qui vivent à trois. Le film, toujours aussi fauché et bricolé, tourne à la description misérabiliste de la misère matérielle et intellectuelle.

Un soir, les deux hommes partent en goguette. Devant Otis, Henry tue la prostituée qu'il avait embarquée – on voit seulement la masse indécise du couple sur la banquette arrière de la voiture, on entend le cri assourdi de la fille... Otis est un peu secoué, pas davantage, et d'ailleurs trop abruti pour réagir. Un jour, ils piquent une caméra, à partir de là le film trouve sa dimension.

Un domaine interdit

A partir de là, ils filment. On voit les crimes à travers les maladroites images d'amateurs. Elles donnent un effet de réel, difficilement soutenable, mais qui englue le regard tout comme les vidéos du procès des Ceausescu... On voit Henry et Otis visionner leurs propres bandes, Henry en professionnel, Otis en excité. On voit sur une bande Henry le « mettre en scène » – ainsi qu'a pu le faire lui-même John McNaughton – et l'empêcher de violer une femme qu'il vient d'étrangler... Otis est tellement détraqué que Henry, par prudence, jette la caméra. On voit « en vrai » Henry empêcher Otis de violer sa sœur. On voit la bagarre entre les deux hommes. On voit – et on entend – Henry découper le cadavre dans la baignoire, comme dans un film d'épouvante. On se retrouve en terrain de fiction cinématographique connu, et c'est un soulagement.

Henry dérange, c'est vrai d'abord parce que les acteurs – Michael Rooker/Henry, Tom Towles/Otis, Tracy Arnold/la sœur – sont magnifiques. Surtout, cette histoire de tueur maniaque permet d'entrer dans un domaine interdit, du moins rarement traité de façon aussi nette. C'est la force et l'importance du film, c'est aussi pourquoi il peut provoquer de la répulsion. On parle beaucoup du « pouvoir de l'image », de son influence sur les comportements, mais l'a-t-on jamais montré, juste montré...

On voit *tous les jours* à la télévision des gens qui agissent en fonction de la caméra – des étudiants islamiques devant une ambassade des Etats-Unis, des enfants jordaniens agitant des pancartes « US Go Home », des manifestantes passées chez le coiffeur avant d'aller protester contre un TGV, et les bébés eux-mêmes sourient sur les photos... Le voyeurisme « pur et simple » est moins en cause que cette distorsion sournoise du comportement, simplement ici poussée à l'extrême, ce jeu narcissique consistant à se mettre en scène pour se regarder, garder une preuve de son existence.

Henry s'en va avec la sœur. Il la protège, l'aime et la tuera. On ne verra rien d'autre que lui portant *une valise d'où goutte* du sang dans un buisson. Auparavant, on l'avait vu prendre en stop une fille avec une guitare qu'il rapportait à la maison comme un cadeau. On ne voit rien, mais dans Henry on se voit.

COLETTE GODARD

VENTES

L'argenterie a la cote

En décembre dernier, une théière en argent de Courtray (Belgique), datée 1730, était vendue à Drouot par l'étude Audap, Godeau, Solanet, 620 000 F. Trois mois auparavant, un objet identique avait atteint, à Genève, 510 000 francs. L'argenterie a la cote et les chiffres de la vente Christie's, au profit de la République des Philippines, le prouvent : à New-York, le 10 janvier dernier, soixante-dix-huit lots d'argenterie de la collection Marcos ont totalisé 24 480 000 dollars, battant tous les records précédents.

Etrange phénomène de vases communicants : tandis que l'art moderne et contemporain affichait ses premiers signes de faiblesse après cinq ans de fièvre spéculative, un domaine traditionnel par excellence attirait de nouveaux amateurs. Expert joaillier à Paris, Philippe Seret donne deux explications à cet engouement : la valeur refuge du métal et la technique de fabrication due à un savoir-faire séculaire. L'âge d'or de cette orfèvrerie reste le dix-huitième siècle français avec des corporations (on en compte alors cent soixante-dix dans tout le pays) dont la puissance ne cessera de s'affirmer jusqu'à leur destruction brutale au moment de la Révolution.

L'argenterie présente en outre la garantie d'avoir été de tout temps poinçonnée, ce qui limite les pièces douteuses. *« Il existe deux types d'acheteurs*, note Philippe Seret, *les débutants, qui peuvent aujourd'hui trouver des objets utilitaires des dix-huitième et dix-neuvième siècles entre 5 000 F et 20 000 F ; les grands collectionneurs amateurs de pièces décoratives signées par les maîtres pour toutes les cours internationales, Lisbonne, Londres, Saint-Pétersbourg, et Stockholm. »* Parmi les plus célèbres, Ballin, Roettiers, Auguste et surtout Thomas Germain, orfèvre de Louis XV. Si l'Empire fut une période faste pour l'argenterie, les années 1920-1930 sont également recherchées en particulier pour les créations de Puyforcat.

« La crise et les temps incertains » expliquent ce regain d'intérêt, note Christopher Hartop, expert chez Christie's. Après le succès de la vente Jacques et Marianne Helft, organisée par la firme anglo-saxonne le 3 décembre 1989, une nouvelle collection particulière, cette fois américaine, sera dispersée à New-York, le 18 avril prochain. Il s'agit d'un exceptionnel *ensemble d'orfèvrerie française* du dix-huitième siècle, comptant des grandes signatures (Etienne-Jacques Marcq, Auguste, GogueIye, Bouiller) accumulées dès les années 50 par Rudolph et Williemina Meyer de Schauensee, originaires de Philadelphie. L'art de vivre européen – l'alliance de la *fonction* et de l'ornement – triomphe ici, qu'il s'agisse d'une paire de coquetiers Louis XV (estimée 2 000 dollars), d'une écuelle de voyage démontable, luxueuse leçon de design (entre 8 000 et 12 000 dollars) ou d'un « pot à oille », volumineux chef-d'œuvre rocaille estimé entre 150 000 et 250 000 dollars.

LAURENCE BENAIM

▶ Exposition à Paris le 7 mars, chez Christie's, 8, rue Paul-Baudry, 75008. Et vente à Drouot-Richelieu le 11 mars (Rieunier-Bailly-Pommery) et le 15 mars (Labat-Thierry).

MC93 BOBIGNY
5 mars → 7 avril 91
48 31 11 45

DIBOUK !
de Salomon AN-SKY
Mise en scène :
Moshe LEISER
et Patrice CAURIER
avec :
Richard ANON
Bernard BALLET
Gérard BARREAUX
Philippe BIANCO
Jean-Luc BUQUET
Evelyne DIDI
Patrick DONNAY
Roland DE PAUW
Johan HEESTERMANS
Anne MAREV
Bruno MIARA
Dirk OPSTAELE
Andrée TAINSY
Igor TYCZKA
Afra WALDHÖR
Sergueï YOURSKI
Szymon ZALESKI

AGENDA

EXPOSITIONS

JEUDI 7 MARS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN
Galerie du Cci.
Jusqu'au 27 mai 1991.

JUAN GRIS, DESSINS (1915-1921). Salle d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 1 avril 1991.

BERTRAND LAVIER. Galeries contemporaines - rez-de-chaussée. Jusqu'au 14 avril 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1989-1990). Galerie de la BPI, 2e étage. Jusqu'au 11 mars 1991.

WILLIAM WEGMAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 14 avril 1991.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-de-Montherlant (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

GEORGE N. BARNARD : PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. - Espace photographies arts graphiques 1 et 2. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DE MANET A MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS DE CARPEAUX. - Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

PHOTOGRAMMES DES FRÈRES LUMIÈRE. - Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

RENÉ PIOT (1868-1934), DÉCORS DE THÉATRE, DÉCORS MONUMENTAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914). Exposition-dossier. - 5e, 4e, 3e étages, pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

Palais du Louvre

Porte Jaujard,- côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1 mars les mer. et sam. à 15 h 30.

JOOS VAN CLEVE, Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

L'ART EN BELGIQUE - FLANDRE ET WALLONIE AU XXe SIÈCLE. Un point de vue. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

PANAMARENKO. Entrée : 28 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

DÉCOUVERTES 91. Nef (42-25-99-00). T.l.j. de 12 h à 19 h 30, sam., dim. de 10 h à 19 h 30. Nocturne le 7 mars jusqu'à 23 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages. (42-89-64-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SALON DE MAI. T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

MUSÉES

1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLÉON : 150e anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, église du Dôme, place Vauban (45-55-92-30). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : 27 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

L'ARBRE ET LES NAIFS. Musée d'art naïf Max-Fourny, halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 11 mars 1991.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 20 h. Fermeture des caisses 30 mn avant. Fermeture exceptionnelle le 1 mai. Entrée : 30 F. Du 12 mars au 2 juin 1991.

LES DESSOUS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1 mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

ISABEL FORMOSA. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 12 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 mars 1991.

HORIZONS ET VISIONS DE S.A.R. LE PRINCE HENRI D'ORLÉANS. Musée de la Chasse et de la Nature, hôtel de Guénégaud, 60, rue des Archives (42-72-86-42). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30. Entrée : 15 F. Du 9 mars au 22 mars 1991.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 septembre 1991.

RICHARD MEITNER, VERRE CONTEMPORAIN. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualités, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 28 mai 1991.

LE MONDE DE PROUST, PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf le 1 mai de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

MYTHOLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. sauf sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 mars 1991.

MÉMOIRES D'EGYPTE. Bibliothèque nationale, 1, rue Vivienne (47-03-81-10). T.l.j. de 10 h à 20 h. Nocturne les jeu., ven., sam. jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 décembre 1992.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 mai 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Fermeture exceptionnelle le dimanche 31 mai et le lundi 1er avril ainsi que le mercredi 1 mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE. Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. sf mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 8 avril 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines 1919... 1945... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 26, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1er octobre 1991.

IGNACIO ZULOAGA (1870-1945). Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

CENTRES CULTURELS

LES AMOUREUX A L'IMAGE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 mars 1991.

ANGE ET DAMNATION. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.l.j. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 mars 1991.

EMILE BERNARD (1868-1941). Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York (47-23-38-88). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 mars 1991.

MARIO BOTTA. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.l.j. sf lun. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

GISÈLE CHWAT. Centre d'animation et de loisirs Valeyre, 24, rue Rochechouart (48-78-20-12). T.l.j. sf dim. de 14 h à 19 h 30. Jusqu'au 16 mars 1991.

CUILLERS-SCULPTURES. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 avril 1991.

EMMANUEL DILHAC. Centre culturel Amorc, 199 *bis*, rue Saint-Martin (42-78-39-28). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 mai 1991.

DISPARATORIO. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL. Hôpital Ephémère, 2, 4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

MANUEL FELGUÉREZ. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 mars 1991.

FÈS, VILLE DES PHOTOGRAPHES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 mars 1991.

JOSÉ MIGUEL G. CASANOVA. La plénitude de l'instant. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 mars 1991.

FRANÇOISE GALLE, JEAN LEHMANS, ZHUN LI ZHANG, ABDEL SALAM KENAAN. Susanne Heinlger. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.l.j. de 13 h à 18 h. Du 8 mars 1991 au 18 mars 1991.

GUYLLEMETTE HAUSSEY-LEPLAT. Espace Japon, 9, rue de la Fontaine-au-Roi (47-00-77-47). T.l.j. sf dim. et lun. de 12 h 30 à 20 h, sam. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 18 mars 1991.

TOYO ITO, FRANÇOIS DESLAUGIERS, FRANK HAMMOUTENE. Institut français d'architecture, 6 *bis*, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf dim. et lun. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

KILIMS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 juin 1991.

RACHID KORAICHI. Salomé. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

ZBYSLAW MAREK MACIEJEWSKI. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars 1991.

LES MAISONS DE COLETTE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 avril 1991.

ARTURO MARTINI. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

MATIÈRES ET ACTES PHOTOGRAPHIQUES. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée et, 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam. dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

LE NOUVEAU MUSÉE DE GRONINGUE Entre l'art, l'architecture et le design. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Visites commentées : samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

OBJECTIF ARCHITECTES. Dix-sept rencontres autour du monde. Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot (40-70-01-66). T.l.j. sf sam., dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 18 mars 1991.

PORTRAITS DE PHOTOGRAPHES DE MICHEL AUER. Société française de photographie, 9, rue de Montalembert (42-22-37-17). T.l.j. sf dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

HERB ROSENBERG. UNESCO, salles des Actes, 125, avenue de Suffren (45-69-10-00). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h 30. Jusqu'au 15 mars 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Eléphants, lions, singes... sculptures et gouaches. Fondation Dosne-Thiers, 27, place Saint-Georges (48-78-14-33). T.l.j. de 10 h à 18 h. Conférences les 5, 12 et 28 mars à 19 h. Inscriptions au 39-50-75-14. (25 F comprenant l'exposition). Entrée : 26 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

LE SIÈGE DE PHARAON ET LE TOUR DE DIDEROT DE THOMAS TEMPTE, ÉBENISTE. Centre culturel suédois, hôtel de Marle, 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Du 8 mars 1991 au 14 avril 1991.

LES THÉATRES DE PARIS. Mairie du 4e arrondissement, 2, place Baudoyer. T.l.j. de 10 h à 18 h. Du 7 mars 1991 au 14 avril 1991.

JEAN VILAR A CHAILLOT. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro (45-05-14-50). T.l.j. sf dim. de 19 h 30 à 20 h, sam. et dim. de 14 h à 15 h. Jusqu'au 8 mars 1991.

DOMINIQUE WADE. Troféos. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mars 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 mars 1991.

YING YUSHU. Centre culturel Amorc, 199 *bis*, rue Saint-Martin (42-78-39-28). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 11 mai 1991.

GALERIES

A-ONE. Galerie Wiegersma Fine Art, 75, rue du Faubourg Saint-Honoré (47-42-12-02). Du 7 mars 1991 au 19 avril 1991.

ARNAU ALEMANY. Galerie Alain Daune, 14, avenue Matignon (43-59-94-90). Du 8 mars 1991 au 27 avril 1991.

LES ARCHITECTES PLASTICIENS. Sadock & Uzzan Galerie, 11, rue de Thorigny (44-58-83-00). Jusqu'au 8 avril 1991.

AYMERY. Art Service Galerie, 115, rue Saint-Martin (42-74-19-10). Jusqu'au 25 mars 1991.

FRANÇOIS BEALU. Galerie Michèle Broutta, 31, rue des Bergers (45-77-93-79). Jusqu'au 8 avril 1991.

BELLEGARDE. Galerie Katia Granoff, 92, fg Saint-Honoré (42-65-24-41). Du 7 mars 1991 au 6 avril 1991.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Galerie Ghislaine Hussenot, 5 *bis*, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 20 mars 1991.

PHILIPPE BORDERIEUX. Galerie Van Melle, 14, rue du Perche (40-27-05-66). Jusqu'au 30 mars 1991.

JORGE CAMACHO. Galerie Carole Brimaud, 26, rue de Penthièvre (42-56-40-90). Du 7 mars 1991 au 20 mars 1991.

CASTILLA. Galerie Alias, 8, rue des Coutures-Saint-Gervais (48-04-00-14). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

CHAPEAUX. Espace Quartier latin, 37, rue Tournefort (45-87-39-70). Du 12 mars 1991 au 23 mars 1991.

CLAYETTE. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 20 avril 1991.

DANIEL CLESSE, BERTRAND CREAC'H. Maison Mansart, 5, rue Payenne (48-87-41-03). Du 7 mars 1991 au 28 mars 1991.

PIERRE-YVES CLOUIN. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-28). Jusqu'au 27 mars 1991.

ROBERT COMBAS. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 mars 1991.

CONDÉ. Galerie suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-68). Jusqu'au 23 mars 1991.

PATRICK CORILLON. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 13 avril 1991.

CARA COSTEA. Galerie d'art de la place Beauvau, 94, rue du Faubourg Saint-Honoré (42-65-66-99). Jusqu'au 30 mars 1991.

GRENVILLE DAVEY. Galerie Crousel-Robelin-Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 22 mars 1991.

CLAUDE DE SORIA. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

DESSERPRIT. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

DESSINS - OEUVRES SUR PAPIER. Galerie Vieille-du-Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-28-97-62). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

MARINO DI TEANA. Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 11 avril 1991.

JIM DINE. Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-34-40). Jusqu'au 30 mars 1991.

DIVERSITÉ CONTEMPORAINE EN EUROPE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

EUGÈNE DODEIGNE. Galerie Albert Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 8 avril 1991.

DOKOUPIL. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 27 avril 1991.

DROLES DE LIVRES. Dix ans - Dix artistes. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-87). Jusqu'au 30 mars 1991.

DUCLOU. Galerie Régine Deschênes, 8, rue Saint-Anastase (42-78-21-25). Jusqu'au 13 avril 1991.

MATTHIAS OUWEL. Galerie Bellier, 7, quai Voltaire (42-60-74-72). Du 12 mars 1991 au 18 avril 1991.

DO-KI. Galerie Lancry, 33, rue de Miromesnil (42-88-06-42). Jusqu'au 6 avril 1991.

MIGUEL EGANA. Galerie de Paris, 8, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Du 9 mars 1991 au 8 avril 1991.

CHRISTIAN FLOQUET. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 12 mars 1991.

JOAN FONTCUBERTA. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 11 avril 1991.

CORINNE FORGET. Galerie Christine Marquet de Vasselot, 18, rue Charlot (42-78-00-31). Jusqu'au 13 mars 1991.

JEAN-PIERRE FORMICA. Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-10). Du 9 mars 1991 au 14 avril 1991.

LES GALERIES DU 8e ARRONDISSEMENT AFFICHENT L'ART CONTEMPORAIN. Galeries de l'Avenue Matignon à la rue La Boétie et la rue de Miromesnil (48-00-02-12). Du 7 mars 1991 au 9 mars 1991.

GIUSEPPE GALLO. Galerie Gutharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Du 9 mars 1991 au 13 avril 1991.

GÉRARD GASIOROWSKI. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 16 avril 1991.

MARTIN GAUSS. Galerie Sylvie Bruley, 27, rue de l'Université (40-15-00-83). Du 7 mars 1991 au 8 avril 1991.

PHILIPPE GAUTIER. Galerie Jean Tour, 68, quai de l'Hôtel-de-Ville (40-27-08-66). Jusqu'au 30 mars 1991.

GHIRARDI. Galerie Katia Granoff, place Beauvau, 92, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-24-41). Jusqu'au 13 avril 1991.

DENIS GODEFROY. Galerie Françoise Palluel, 81, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 16 mars 1991.

MARCELA GOMEZ. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (43-54-58-79). Jusqu'au 18 mars 1991.

ETIENNE GROS. Galerie Art Plan, 28, rue de Poitou (40-29-04-78). Jusqu'au 18 mars 1991.

HERVÉ GUIBERT. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 16 mars 1991.

GUTHERZ. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 19 mars 1991.

JEAN GUYARD. Galerie Lelia Mordoch, 17, rue des Grands-Augustins (46-33-29-30). Du 9 mars 1991 au 6 avril 1991.

HERVÉ ET RICHARD DI ROSA. Trois façons de voir les choses... les lieux. Galerie Intersection 11-2D, 38, rue des Amandiers (43-66-84-91). Jusqu'au 15 juin 1991.

HIQUILY, CISCO, KUDO. Galerie Thierry Salvador, 29, avenue Matignon (42-66-87-83). Du 7 mars 1991 au 7 avril 1991.

CHRISTIAN JACCARD. Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine (45-62-57-07). Du 7 mars 1991 au 13 avril 1991.

PATRICK JANNIN-OMS. Galerie Martine Namy-Caulier, 38, rue des Saints-Pères (45-44-55-27). Du 7 mars 1991 au 4 avril 1991.

JELTOV, NARAHA. Galerie Denise René, 196, boulevard Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 18 mars 1991.

BERNARD JOISTEN. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-63-02). Jusqu'au 8 avril 1991.

JOËL KERMARREC. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-39-00). Jusqu'au 30 mars 1991.

PETER KLASEN. Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-65-66). Du 7 mars 1991 au 9 mars 1991.

ANNE KOROLNIK. Galerie la Cymaise, 174, faubourg Saint-Honoré (42-89-50-20). Jusqu'au 29 mars 1991.

DENIS LANZENBERG. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-19-44). Jusqu'au 9 avril 1991.

MARTIN LARTIGUE. Galerie Horloge, 23, rue Beaubourg - passage des Ménétriers (42-77-27-81). Jusqu'au 13 avril 1991.

ANTOINE LARÈNE, HADJIGANEV. Galerie Coard, 12, rue Jacques-Callot (43-26-99-73). Jusqu'au 6 avril 1991.

OLIVIER LEROI. Galerie Vidal - Saint Phalle, 10, rue du Trésor (42-76-08-05). Jusqu'au 22 mars 1991. / Galerie Vidal - Saint Phalle, 10, rue du Trésor (42-79-09-05). Jusqu'au 22 mars 1991.

LE LETTRISME. Galerie Cical Goas, 31, rue de Miromesnil (48-24-96-30). Du 7 mars 1991 au 31 mars 1991.

JUAREZ MACHADO. Gaymu Inter Art Galerie, 9, passage Thiéré (48-07-20-17). Du 12 mars 1991 au 11 mai 1991.

MACRÉAU. Galerie Jacques Barbier - Caroline Beltz, 7, rue Pecquay (40-27-84-14). Du 9 mars 1991 au 13 avril 1991.

MACRÉAU, MARYAN. Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine (45-63-52-00). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

GHISLAINE MAGNAN. Galerie d'art Ror Volmar, 8, rue de Miromesnil (42-66-69-60). Jusqu'au 23 mars 1991.

PIERO MANZONI. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Du 7 mars 1991 au 20 avril 1991.

ALEJANDRO MARCOS. Galerie Lefor-Openo, 29, rue Mazarine (46-33-87-24). Jusqu'au 10 avril 1991.

RALPH-EUGÈNE MEATYARD. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 23 mars 1991.

SILVIO MERLINO. Galerie Aline Vidal, 70, rue Bonaparte (43-26-08-68). Jusqu'au 8 avril 1991.

MISS TIC. Galerie Christophe, 19, av. Matignon (42-66-39-56). Du 7 mars 1991 au 23 avril 1991.

JACQUES MONORY, FERRAN GARCIA SEVILLA. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Du 7 mars 1991 au 6 avril 1991.

DESMOND MORRIS. œuvres surréalistes. Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix (48-87-02-06). Jusqu'au 23 mars 1991.

RICARDO MOSNER. Galerie Duras - Martine Queval, 8, rue Duras (47-42-68-66). Du 7 mars 1991 au 12 avril 1991.

MILOSLAV MOUCHA. Galerie Lambert-Rouland, 62, rue La Boétie (45-63-61-52). Du 7 mars 1991 au 12 avril 1991.

MOUCHA. Galerie Lambert Rouland, 7, rue Saint-Sabin (40-21-87-64). Du 7 mars 1991 au 12 avril 1991.

MILOSLAV MOUCHA. Galerie Lamaignère Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 30 mars 1991.

JEAN-CLAUDE NOVARO. Galerie d'Amon, 28, rue Saint-Sulpice (43-26-96-60). Jusqu'au 30 mars 1991.

JEAN-LUC PARANT. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Du 7 mars 1991 au 27 avril 1991.

HIRSCH PERLMAN. Galerie Claire Burrus, 18, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 30 mars 1991.

GILBERT PEYRE. Galerie Mostini, 18, rue de Seine (43-25-32-18). Du 7 mars 1991 au 30 mars 1991.

ALEXIS POLIAKOFF. Galerie Pixi et Cie, 95, rue de Seine (43-25-10-12). Jusqu'au 11 mai 1991.

JEAN PONS. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 29 mars 1991.

PRISTON. Galerie Caplain-Matignon, 29, av. Matignon (42-65-04-63). Du 12 mars 1991 au 9 avril 1991.

BERNARD QUEECKERS. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Du 12 mars 1991 au 14 avril 1991.

MAN RAY. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Du 9 mars 1991 au 14 avril 1991.

MARIO REIS. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 6 avril 1991.

DENIS ROCHE. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Du 7 mars 1991 au 13 avril 1991.

MAURICE ROCHER. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 21, rue Saint-Sabin (43-55-07-76). Jusqu'au 20 avril 1991.

SALON DÉCOUVERTES. Galerie Vidal - Saint Phalle, 10, rue du Trésor (42-78-06-05). Jusqu'au 10 mars 1991.

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, Paris 7e - Tél.: 42 22 77 57
JELTOV — NARAHA
Jusqu'au 24 mars
DECOUVERTES 91
Grand Palais Stand B41
2 au 10 mars
8 peintres - 4 sculpteurs

PARIS EN VISITES

VENDREDI 8 MARS

« Le "Musée" Danton », par P. Sorel, 12 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Séverin », 14 h 30, façade de Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).

« L'Opéra Garnier », 14 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide, et les appartements royaux », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (connaissance de Paris).

« De l'îlot Saint-Gervais au village Saint-Paul » (circuit no 1), 14 h 30, 44, rue François-Miron (Paris historique).

« Le nouveau quartier chinois de Belleville », 14 h 30, métro Belleville, devant le café le Président (C. Merle).

« L'hôtel de Camondo, ou le bonheur de vivre au dix-huitième siècle », 14 h 30, 63, rue de Monceau (Arts et caetera).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (M. Pohyer).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 40, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Promenade dans le « quartier chinois » de Paris », 15 h, métro Porte-de-Choisy (P.-Y Jaslet).

« Les origines inconnues de la chevalerie, phénomène qui bouleversa le monde. De la liturgie des remises d'armes à la différence entre adoubement et investiture », 15 heures, sortie métro Temple (I. Hauller).

CONFÉRENCES

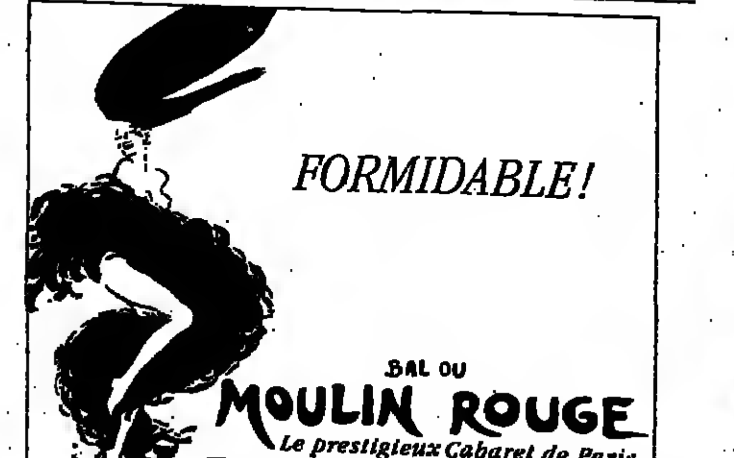
Cercle des arts et métiers, 8 *bis*, avenue d'Iéna, 18 heures : « Une évocation d'art normand » (projections), par M. Mare (Les Normands de Paris).

14, rue Bonaparte (amphi. 3), 19 h 30 : « Perspectives de l'art tchèque contemporain », par Jan Kriz (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 *bis*, rue Keppler, 20 h 15 : « Peut-on communiquer avec les invisibles ? ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

148, rue Raymond-Losserand, 20 h 15 : « L'énurésie et le bégaiement », par D. Varma. Entrée libre (Soleil d'or).

Cité internationale universitaire, 37, boulevard Jourdan, 21 heures : « Cycle Afrique et Moyen-Orient : *le Livre des rois*, par C.-H. de Fouchecourt, suivi du Ballet persan de Paris (Fondation Deutsch-de-la-Meurthe).



هكذا من الأصل

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– M. François HEILBRONN et Mme,
née *Ariane Bois*,
et Jean,
sont heureux de faire part de la naissance de

Aurélien,

le 1er mars 1991.

76, rue de Sèvres,
75007 Paris.

– M. Pierre-Louis TEXIER et Mme,
née Sophie Laroque,
Agathe,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

à Paris, le 16 février 1991.

– Valérie et Erick RAGONNET
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Pauline,

le 5 mars 1991, à Paris.

Décès

– Annie-Martine,
sa compagne,
M. et Mme Yves de la Clergerie,
Eric de la Clergerie,
Arnaud de la Clergerie,
Marie-Christine Halphen,
Catherine de la Clergerie,
Antoine de la Clergerie,
Gisèle de la Clergerie,
Jean-Marc de la Clergerie,
Martin Pick,
Carmen Bourgeau,
André et Thérèse Pick,
Inès Pick,
Gilbert Gauthier,
ont la douleur de faire part de la disparition tragique de

Philippe de la CLERGERIE,

décédé dans sa quarante-cinquième année.

En cette douloureuse circonstance, la famille remercie tous ceux qui l'ont soutenue et ont prié pour Philippe, durant ces dernières semaines.

La levée de corps aura lieu le vendredi 8 mars 1991, à 8 h 30, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, à Paris-12e, suivie du service religieux, à *10 h 30, en l'église de Cepoy (Loiret).*

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Saint-Léger,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

– M. et Mme William Arman
et leurs enfants,
M. et Mme Martin Montluc
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Denise FRAJTLOWICZ,

survenu le 6 mars 1991.

Ses obsèques auront lieu vendredi 8 mars, à 14 heures, au cimetière de Bagneux (entrée principale).

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

– Frédéric et Jacqueline Kirchner,
Jean et Micheline Kirchner,
Jacques et Térèse Kirchner,
Marguerite et François Baldensperger,
Marc et Violaine Kirchner,
Violette Blanc,
Leurs enfants et petits-enfants,
font part du décès de

M. Robert KIRCHNER,
ingénieur général
des Ponts et Chaussées,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu à Hérimoncourt (Doubs), le 28 février 1991, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu au temple d'Hérimoncourt, le 2 mars.

« J'ai combattu le bon combat, j'ai achevé la course, j'ai gardé la foi. »

(2 Timothée, IV, 7.)

98, rue du Président-Herriot,
69002 Lyon.

– Paris.
Gémenos (Bouches-du-Rhône).

Mme Michel Lebettre,
son épouse,
M. et Mme Claude Larrey,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Philippe Sachnine
et leurs enfants,
M. et Mme Eric Lebettre
et leurs enfants,
Mlle Pascale Lebettre
et M. François Imbert,
Mme Nadia Lebettre
et M. Loïc Le Moël
et leur fils,
Mme Noël Lebettre,
M. et Mme Jacques Rappoport
et leurs enfants,
M. et Mme Olivier Lebettre
et leurs enfants,
ont le *très grand chagrin de faire part* du décès de

M. Michel LEBETTRE,
officier de la Légion d'honneur,
inspecteur général honoraire
de l'éducation nationale,
ancien maire
de Gémenos (Bouches-du-Rhône),

survenu, le 6 mars 1991, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques religieuses auront lieu, le vendredi 8 mars, à 10 h 45, en l'église de Gémenos, suivies de l'inhumation au cimetière de Gémenos.

– Mme Yvette Huart,
M. et Mme André Luginbuhl,
ses enfants,
M. Michel Honoré,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Mme Marie LUGINBUHL,
née Egalon,

survenu, le 1er mars 1991, à Aulnay-sous-Bois.

Mort du saxophoniste Sal Nistico

Né à Syracuse, Etat de New-York, le 2 avril 1940, le saxophoniste ténor Sal Nistico, est mort le 3 mars, en Suisse. Il était âgé de cinquante et un ans.

D'abord altiste puis ténor engagé *dans des groupes rhythm and blues* de la côte Est – c'est la carrière canonique de l'époque – Sal Nistico fait ses vrais débuts en 1959 dans The Jazz Brothers, le groupe de Chuk et Gap Mangione. Soliste vedette de Woody Herman de 1962 à 1965, il rejoint Count Basie et s'installe en Europe avant de signer à nouveau chez Woody Herman. Il restera quatre ans dans son orchestre qu'il quittera en 1970.

Musicien type du big band, Sal Nistico *s'était* créé un public restreint mais fervent qui croyait en sa qualité de soliste au point de le pousser à se produire pour son propre compte. Mais il est aussi difficile de briller dans les sections de big bands (ce qui était son cas) que de les quitter. *Ce qu'il fit* pourtant sur le tard, se produisant dans les clubs européens – à Paris il n'y a pas si longtemps – ou new-yorkais, avec une délicatesse aussi épurée sur les tempos lents qu'une fougue de taureau sur les rapides. Un des airs de prédilection de *Sal* Nistico chez Woody Herman était *El toro grande.*

FRANCIS MARMANDE

– Les familles Roy, Axelrad, Coqueblin,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-José Madeleine ROY-AXELRAD,
professeur
au Sheffield City Polytechnic,

survenu à Sheffield, le 23 février 1991.

20, Hallam Grange Croft,
Sheffield S10 4BP.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Day N. SCHNABEL,
née Thalberg,

sculpteur,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 8 mars, à 15 h 15, au cimetière Trivaux, à Meudon.

– Mme Reine Thomassin,
son épouse,
Son neveu et ses nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert THOMASSIN,
contrôleur d'Etat honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur
de l'ordre du Mérite agricole,
officier de l'ordre du Mérite maritime,

survenu le 2 mars *1991*, dans sa soixante-treizième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Montbarrois, et l'inhumation au cimetière de Montbarrois, le 5 mars, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45340 Montbarrois.

– Mme Pascale Tridon
et ses filles Camille et Marion,
Jean-Gabriel Tridon,
son fils,
M. et Mme Jean Tridon,
Le docteur et Mme Gabriel Gay,
Ainsi que toutes leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jean-Jacques TRIDON,
architecte, urbaniste.

Les funérailles auront lieu en l'église de Vulbens (Haute-Savoie), le vendredi *8 mars 1991, à 11 h 30.*

Pascale Tridon,
120, rue Moncey,
69003 Lyon.
Jean Tridon,
21330 Cérilly.
Docteur Gabriel Gay,
37, rue de la Libération,
74240 Gaillard.

– *Liliane Zelikson,*
son épouse,
Marc et Leticia Zelikson,
Pierre et Muriel Mesguich,
Claire, *Paul et Lorène,*
ses enfants,
et petits-enfants,
Irène et Charles Mark,
sa sœur et son beau-frère,
et leurs enfants,
Mme Betty Vilner,
sa belle-mère,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

Charles ZELIKSON,

survenu le mercredi 6 mars 1991, à Paris, à l'aube de ses soixante-dix ans.

Les obsèques seront célébrées vendredi 8 mars, à 14 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

Réunion porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Marbeau,
75016 Paris.
Edina-Minn,
55435 Minneapolis (USA).

Pompes Funèbres
Merbrerie
CAHEN & Cie
43-20-74-52
MINITEL par le 11

– Le personnel de la société Ramosport
a la tristesse de faire part du décès de

M. Charles ZELIKSON,

survenu le mercredi 6 mars 1991.

Les obsèques seront célébrées vendredi 8 mars, à 14 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

Messes anniversaires

– L'Association nationale
des anciens d'Indochine
et du souvenir indochinois (ANAI)

fera célébrer une messe dimanche 10 mars *1991*, à *10* heures, en la chapelle de l'Ecole militaire, *13*, place Joffre, pour *célébrer le 46e* anniversaire de l'agression japonaise en Indochine.

Elle ravivera la flamme sous l'Arc de triomphe, le même jour à 18 h 15.

Anniversaires

– *Il y a vingt-cinq* ans, *le 10 mars* 1966, s'éteignait

M. Baptiste Pierre FAHY,
administrateur SCME.

Ses enfants, Micheline et Henri Gathelier,
Et ses petits-enfants,
le rappellent à votre bon souvenir, ainsi que

Jeanne CRITON,
son épouse
(† 1973),
et leur petite-fille
Marie-Françoise
(† 1977).

Communications diverses

– Les amis de

Cécile DUPLAN
(Clichy),

décédée le 2 mars 1991, se réunissent autour de son souvenir au Boc de Bohême, 104, rue du Château, *Paris-14e (métro Pernety), samedi* 9 à 20 heures.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 9 h
au siège du journal,
15, rue Falguière, 75015 Paris
Télex : 206 806 F
Télécopieur : 45-66-77-13
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques	92 F
Abonnés et actionnaires	80 F
Communications diverses	95 F
Thèses étudiants	50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

NOMINATIONS

Le conseil des ministres du 6 mars a adopté les mesures individuelles suivantes.

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget :

– M. Bernard Attali, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes et maintenu en service détaché ;

– M. Pierre-Patrick Kaltenbach, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

– M. François Essig, conseiller d'Etat, est mis en position de disponibilité pour convenances personnelles.

Sur proposition du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire :

– M. Francis Mer est renouvelé dans les fonctions de président-directeur général de la société Usinor-Sacilor.

Sur proposition du ministre délégué au commerce et à l'artisanat :

– M. Daniel Perrin, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé directeur de l'artisanat.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 6 mars :

UN DÉCRET

– Nº 91-247 du 25 février 1991 portant extension et adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte du code pénal (2e partie : Décrets en Conseil d'Etat).

DES ORDONNANCES

– Nº 91-245 du 25 février 1991 portant extension et adaptation à la collectivité territoriale de *Mayotte* du code pénal ainsi que de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale.

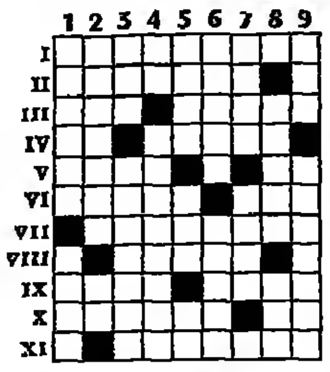
– *Nº 91-246 du 25 février 1991* relative au code du travail applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte.

■ Le cerveau, l'ordinateur et l'homme. – Suite de ses sessions sur le cerveau et le sujet humain dans une étude interdisciplinaire, le centre culturel Les Fontaines propose, du 15 au 17 mars, d'aborder le thème de l'« intelligence artificielle » (cette session s'adresse aussi bien aux non-spécialistes qu'aux scientifiques et n'exige pas qu'on ait suivi les sessions précédentes).

▶ **Renseignements et inscriptions : Les Fontaines-Sessions, BP 219, 60631 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5472



HORIZONTALEMENT

I. Certains ne lui refusent pas leur cœur. – II. Rend très fort. – III. Fait du mal à plus d'une mouche. Nombreux sont ceux qui y atteignent des sommets. – IV. Elle s'en met plein la panse. Sur des couronnes. – V. Un *homme qui fit des conquêtes. Fait de* vieilles branches. – VI. Révèlent des compositions. Créa un vide. – VII. Construire un lieu d'envol. – VIII. En Italie ou bien quelque part dans le ciel. – IX. On y a mené la vie de château. En chaleur. – X. Sans hâte. Conjonction. – XI. Faire acte de violence.

VERTICALEMENT

1. Pour y avoir droit, il faut être *bien placé. Le pot aux roses.* – 2. Base d'un trône. Passé à l'extérieur. – 3. Pronom. Donnera la vie. – 4. Préposition. Qui ne sont pas sans savoir. – 5. Exprime une envie. Prenait de nombreuses formes. En pleine saison. – 6. Avait bon dos. Produit d'un végétal. – 7. Avec lui, on n'est pas près du bonnet que l'on a la tête. Quelque chose de gras. – 8. C'est plus qu'une paire d'as. Rassembla *des espèces.* – 9. *N'ont pas l'habitude de* charrier. Fabricant de niches.

Solution du problème nº 5471

Horizontalement

I. Bénéfice. – II. Obèse. Ave. – III. Urate. Née. – IV. Ciné. Edit. – V. Hêtre. II. – VI. Et. Lord. – VII. Iliade. – VIII. Uniates. – IX. Osé. Uni. – X. Nuls. Prie. – XI. Dreux.

Verticalement

1. Bouche. Bond. – 2. Ebriété. Sûr. – 3. Néant. Ualé. – 4. Esterlin. Su. – *5. Fée. Eolie. – 6. Ria. – 7. Candidature.* – 8. Eveil. Déni. – 9. Est. Gésier.

GUY BROUTY

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 5 mars. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 40-170 ; Les Carroz-d'A*raches : 20-100 ; Chamonix : 60-250 ;* La Chapelle-d'Abondance : 15-40 ; Châtel : 30-150 ; La Clusaz : nc ; Combloux : 10-80 ; Les Contamines-Montjoie : 30-100 ; Flaine : 50-215 ; Les Gets : 20-130 ; Le Grand-Bornand : 30-120 ; Les Houches : 10-100 ; Megève : 40-145 ; Morillon : 10-100 ; Morzine : 10-120 ; Praz-de-Lys-Sommand : nc ; Praz-sur-Arly : 40-145 ; Saint-Gervais : 15-115 ; Samoëns : 20-120 ; Thollon-Les Mémises : 00-50.

SAVOIE

Les Arcs : n.c. ; Arêches-Beaufort : 00-210 ; Aussois : 30-70 ; Bonneval-sur-Arc : 70-200 ; Bessans : 78-90 ; Le Corbier : 70-180 ; Courchevel : nc ; Crest-Voland-Cohennoz : 50-100 ; Flumet : nc ; Les Menuires : 20-165 ; Méribel : 50-135 ; La Norma : 25-100 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 40-80 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 75-170 ; La Plagne (altitude) : 120-240 ; La Plagne (villages) : 25-240 ; Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière 1850 : 150-250 ; Saint-François-Longchamp : 50-100 ; Les Saisies : 15-110 ; Tignes : 130-240 ; La Toussuire : 70-100 ; Val-Cenis : 25-130 ; *Valfréjus : 30-90* ; Val-d'Isère : 110-150 ; Valloire : 35-115 ; Valmeinier : 35-115 ; Valmorel : 35-180 ; Val-Thorens : 150-300.

ISÈRE

Alpe-d'Huez : 120-280 ; Alpe-du-Grand-Serre : 65-100 ; Auris-en-Oisans : n.c. ; Autrans : 50-100 ; Chamrousse : 30-100 ; Le Collet-d'Allevard : 20-90 ; Les Deux-Alpes : 55-230 ; Gresse-en-Vercors : 30-70 ; *Lans-en-Vercors* : 30-90 ; Méaudre : 20-40 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-55 ; Les Sept-Laux : 20-50 ; Villard-de-Lans : 40-100.

ALPES DU SUD

Auron : 20-110 ; Beuil-Les-Launes : n.c. ; Briançon : 40-80 ; Isola-2000 : 100-130 ; Montgenèvre : 50-120 ; Orcières-Merlette : 40-150 ; Les Orres : 70-170 ; Pra-Loup : n.c. ; Puy-Saint-Vincent : 35-80 ; Risoul-1850 : 90-130 ; Le Sauze-Super-Sauze : nc ; Serre-Chevalier : 45-130 ; Superdévoluy : 55-185 ; Valberg : 70-85 ; Val-d'Allos-Le Seignus : 70-110 ; Val-d'Allos-La Foux : 80-120 ; Vars : 90-130.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 0-50 ; Barèges : 35-130 ; Cauterets-Lys : 70-260 ; Font-Romeu : 40-95 ; Gourette : 20-160 ; Luz-Ardiden : 35-55 ; La Mongie : 80-100 ; Peyragudes : n.c. ; Piau-Engaly : 40-80 ; Saint-Lary-Soulan : 40-65 ; Superbagnères : 40-80.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 01-85 ; Besse-Super-Besse : 05-50 ; Super-Lioran : *30-60.*

JURA

Métabief : 10-25 ; Mijoux-Lelex-La Faucille : 35-60 ; Les Rousses : *00-30.*

VOSGES

Le Bonhomme : 20-40 ; La Bresse-Hohneck : 30-50 ; Gérardmer : 40-60 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : nc ; Ventron : 05-20.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'office national de tourisme de chaque pays : *Allemagne :* 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, *tél. : 42-66-66-68* ; Suisse : 11 *bis*, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

LOTO MERCREDI 06 MARS 1991

19H55 : 14 27 36 43 45 48 – numéro complémentaire : 40

20H35 : 21 24 32 37 38 42 – numéro complémentaire : 36

(Publicité)

IMPORTANTE INDUSTRIE ITALIENNE SPÉCIALISÉE DANS LE SECTEUR LINGERIE DAME,
possédant un réseau de **27 AGENTS EXCLUSIFS**
qui recouvrent tout le territoire national pour la vente
à environ 4 000 détaillants, serait intéressé par une

JOINT-VENTURE

avec une société renommée qui produit des **BAS et COLLANTS** pour un niveau du marché moyen/haut de gamme.

Parmi les possibilités envisagées on pourrait proposer :

1) la gestion double des réseaux de vente indépendants, grâce aux accords réciproques à définir.

2) l'échange réciproque de produits à distribuer dans chacun des marchés selon des accords établis.

Sera privilégiée l'entreprise avec laquelle on pourrait trouver un accord pour l'utilisation d'un établissement privé composé d'environ 33 éléments avec une capacité productive d'au maximum 900 000 douzaines de bas et collants par an.

Les machines de production sont très récentes et l'usine se trouve dans la province de Bergamo.

On aimerait recevoir une réponse indiquant l'objectif privilégié. Prière de répondre auprès de :
ORGA S.R.L. – 20124 MILANO – via Vittor Pisani 22
Rif. IM/P Fax. ...02/66 71-18-82.

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

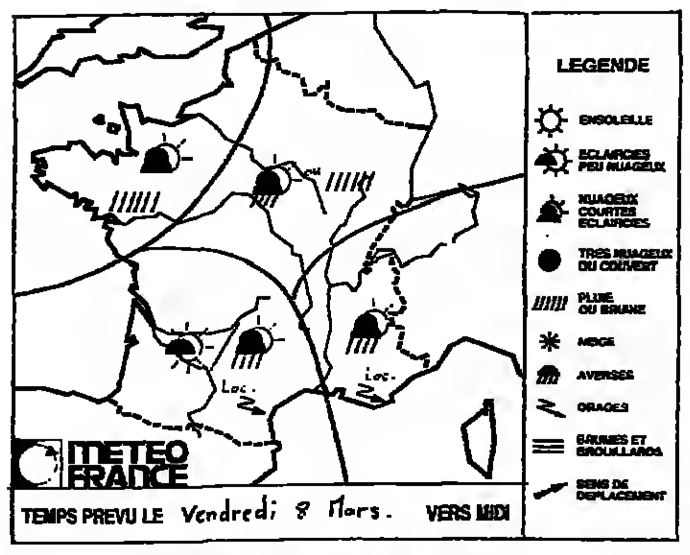
	TIGNES 2100-3500	LES ARCS 1600-3200	PEISEY/VALLANDRY 1400-2300	LA PLAGNE 1800-3250	LES MENUIRES 1815-2850	ARGENTIERE MT-BLANC 1230-3300
ENNEIGEMENT A 2000 M EN CM	130	120	150	120	80	150

EN AVRIL, LE GRAND SKI AU SOLEIL A LA PLAGNE. TEL. : 79.09.79.79.

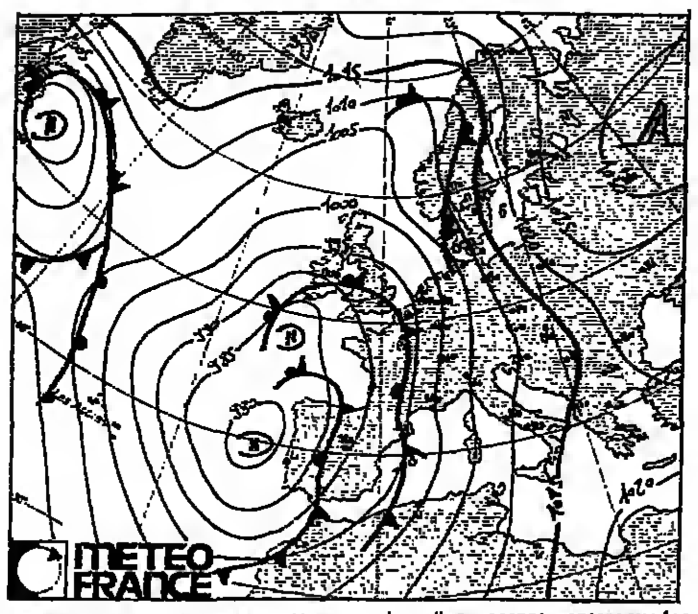
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le vendredi 8 mars
Variable avec pluies ou averses
Eclaircies plus larges sur le Sud-Ouest



SITUATION LE 7 MARS 1991 A 0 HEURE TU



Samedi 9 mars : pluies et ondées au nord-est. – En Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace et Franche-Comté, la journée sera pluvieuse. Il y aura même çà et là ondées ou coups de tonnerre, voire des orages.

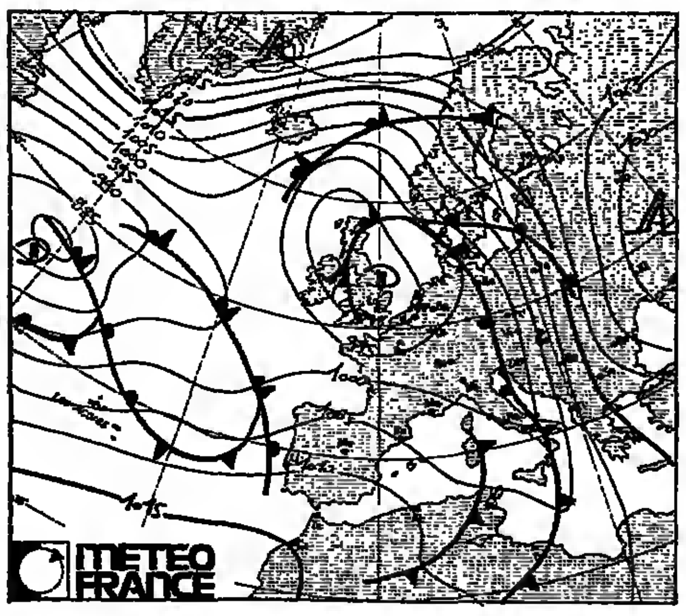
Sur le nord de la Picardie, l'Ile-de-France, la Bourgogne, le Lyonnais et les Alpes du Nord, la journée débutera sous la pluie, avec même, par endroits, des ondées ou des orages, et de la neige au-dessus de 2 000 mètres. Des éclaircies se développeront ensuite mais elles seront entrecoupées d'averses.

Partout ailleurs, brumes, bancs de brouillard ou nuages bas au matin. Puis éclaircies et nuages porteurs d'averses se disputeront le ciel. Sur l'ouest et le littoral atlantique, peu d'averses et de belles éclaircies.

Les températures matinales seront généralement comprises entre 6 degrés et 9 degrés d'ouest en est.

Les températures maximales s'étageront entre 12 degrés au nord-ouest et 18 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 06-03-1991 à 18 heures TU et le 07-03-91 à 6 heures TU — le 07-03-91

FRANCE			
AJACCIO	21	12	C
BIARRITZ	19	11	C
BORDEAUX	16	8	N
BOURGES	20	8	C
BREST	13	6	D
CAEN	16	7	D
CHERBOURG	12	7	–
CLERMONT-FER	18	12	C
DIJON	–	–	–
GRENOBLE S.M.H	20	14	C
LILLE	17	10	C
LIMOGES	16	7	D
LYON	18	12	N
MARSEILLE-MAR	19	14	C
NANCY	18	8	C
NANTES	15	7	N
NICE	15	14	C
PARIS-MONTS	[illegible]	16	N
PAU	20	5	D
PERPIGNAN	18	13	C
RENNES	13	7	D
ST-ETIENNE	17	13	C
STRASBOURG	15	6	C
TOULOUSE	18	11	N
TOURS	11	6	D
POINTE-A-PITRE	30	22	D
ÉTRANGER			
ALGER	24	11	C
AMSTERDAM	16	9	C
ATHÈNES	17	10	N
BANGKOK	23	20	N
BARCELONE	15	13	P
BELGRADE	18	7	C
BERLIN	7	1	D
BRUXELLES	17	11	C
COPENHAGUE	4	2	P
DAKAR	22	17	D
DELHI	25	13	D
DJERBA	27	17	D
GENÈVE	14	7	C
HONGKONG	23	19	N
ISTANBUL	7	5	P
JÉRUSALEM	–	–	–
LE CAIRE	18	10	N
LISBONNE	12	7	P
LONDRES	14	8	P
LOS ANGELES	18	11	D
LUXEMBOURG	15	9	C
MADRID	13	7	C
MARRAKECH	19	9	A
MEXICO	30	10	B
MILAN	10	8	P
MONTRÉAL	7	–6	C
MOSCOU	0	–12	D
NAIROBI	28	14	–
NEW-YORK	11	3	C
OSLO	–1	–2	*
PALMA-DE-MAJ.	18	10	C
PÉKIN	10	6	C
RIO-DE-JANEIRO	30	24	D
ROME	15	14	C
SINGAPOUR	26	20	N
STOCKHOLM	2	6	N
SYDNEY	28	23	D
TOKYO	16	10	N
TUNIS	22	15	N
VARSOVIE	2	–2	D
VENISE	11	10	B
VIENNE	6	3	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 7 mars

TF 1

20.55 **Variétés : Sacrée soirée.** Spécial Patrick Bruel. Avec Enzo Enzo, Chico Buarque, Michel Delpech, Aswad, les BB.
22.50 **Magazine : Ex libris.** Des dieux et des hommes. Spécial Hervé Guibert *(le Protocole compassionnel)*.
23.50 **Au trot.**
23.55 **Journal, Météo et Bourse.**
0.20 **Série : Intrigues.**
0.45 **Série : Passions.**

A 2

20.50 **Magazine : Envoyé spécial.** Koweït-City libérée, Koweït-City détruite ; Les éléphants en Tanzanie.
22.05 **Cinéma : Preuve d'amour.** ■■ Film français de Miguel Courtois (1987). Avec Gérard Darmon, Anaïs Jeanneret, Philippe Combrenègre.
23.35 **Journal et Météo.**
0.00 **Documentaire : La planète miracle.** De Masaru Ikeo. 4. Les mystères de l'atmosphère.

FR 3

20.35 **La dernière séance.**
20.50 **1er film : Dix hommes à abattre.** ■ Film américain de Bruce Humberstone (1955).
22.10 **Dessins animés.**
22.35 **Journal et Météo.**
23.00 ▶ **2e film : Dr Jekyll et Mr Hyde.** ■■■ Film américain de Victor Fleming (1941). Avec Spencer Tracy, Ingrid Bergman, Lana Turner (v.o.).
0.50 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : La race des champions.** ■ Film canadien de Charles Jarrott (1986). Avec Nicolas Cage, Christopher Plummer, Cynthia Dale.
22.00 **Flash d'informations.**
22.10 **Cinéma : L'amour est une grande aventure.** ■ Film américain de Blake Edwards (1988). Avec John Ritter, Vincent Gardenia, Alyson Reed (v.o.).
23.45 **Cinéma : Jonathan Livingston, le goéland.** ■■ Film américain de Hall Bartlett (1975).
1.20 **Cinéma : Capitaine Morgan.** ■ Film franco-italien d'André De Toth et Primo Zeglio (1960).

LA 5

20.45 **Téléfilm : Double trahison.** *Quatre policiers très embarrassés.*
22.20 **Magazine : Reporters.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Corsaires et flibustiers** (rediff.).

M 6

20.35 **Cinéma : Le colosse de Rhodes.** ■■ Film italien de Sergio Leone (1962). Avec Rory Calhoun, Lea Massari.
22.45 **Cinéma : Elle voit des nains partout.** ■ Film français de Jean-Claude Sussfeld (1982). Avec Zabou, Thierry Lhermitte, Philippe Bruneau.
0.10 **Six minutes d'informations.**
0.15 **Magazine : Dazibao.**
0.20 **Sexy clip.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

21.00 **Musique : L'Orchestre de Paris** (Concert du 20e anniversaire).
22.40 **Documentaire : Allegro Barbaro,** de Bela Bartok.
23.00 **Documentaire : Voyage en Amérique sur un cheval emprunté.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Dramatique.** La mort d'Anton Webern, de Malo Brass et Patrick Lambert.
21.30 **Profils perdus.** Victor Basch (1re partie).
22.40 **Les nuits magnétiques.** Mais où est donc passé le tableau ?
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 12 février à Montpellier) : Concerto pour alto et orchestre à cordes en sol mineur, de Telemann ; La nuit transfigurée op. 4, de Schoenberg ; Sérénade pour cordes en ut majeur op. 48, de Tchaïkovski, par les Solistes de Moscou-Montpellier ; dir. et sol. : Youri Bashmet.
23.07 **Poussières d'étoiles.** Les musiques d'Octave Mirbeau. Œuvres de Bizet, Weber, Bruneau, Franck, Wagner, Holmes...

Vendredi 8 mars

TF 1

13.35 **Feuilleton : Les feux de l'amour.**
14.30 **Feuilleton : Côte Ouest.**
15.20 **Série : Tribunal.**
15.50 **Série : A cœurs perdus.**
16.40 **Club Dorothée vacances.**
17.40 **Série : Chips.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
19.00 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
20.00 **Journal, Météo, Trafic infos et Tapis vert.**
20.50 **Variétés : Tous à la Une.**
22.50 ▶ **Magazine : Grands reportages.** Les femmes de Fleury, de Jean-Michel Carré et Jean-Marc La Rocca.
23.50 **Magazine : Spécial sport.** Funboard à Bercy.
0.40 **Au trot.**
0.45 **Journal, Météo et Bourse.**
1.35 **Série : Côté cœur.**

A 2

13.45 **Feuilleton : Générations.**
14.30 **Série : Les cinq dernières minutes.**
16.05 **Série : Carte de presse.**
17.05 **Eve raconte.** Sarah Bernhardt.
17.25 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.55 **Magazine : Giga.**
19.05 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.50 **Divertissement : Coup de soleil à l'Olympia.** De Guy Bedos, Michel Boujenah et Smaïn. *Spectacle enregistré le 4 février. Emotions garanties.*
22.10 **Magazine : Caractères.** Histoires de femmes. Invités : Georges Duby et Michelle Perrot *(l'Histoire des femmes)*, Noëlle Loriot *(Irène Joliot-Curie)*, Ana Novac *(les Accidents de l'âme)*, Assia Djebar *(Loin de Médine – les Femmes d'Ismaël)*.
23.30 **Journal et Météo.**
23.55 **Cinéma : Trains étroitement surveillés.** ■■ Film tchèque de Jiri Menzel (1966). Avec Vaclav Neckar, Jitka Bendova, Vladimir Valenta (v.o.).
2.00 **Magnétosport : Bobsleigh.**

FR 3

13.35 **Série : Chers détectives.**
14.30 **Magazine : Regards de femme.** Invitée : Ginette La Maître, ingénieur de recherche au CNRS.
15.05 **Magazine : Musicales** (rediff.).
16.05 **Magazine : Zapper n'est pas jouer.**
17.30 **Amuse 3.**
18.10 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Divertissement : La classe.**
20.35 **Magazine : Thalassa.** Taupes en cale. *La pêche au requin-taupe, à l'île d'Yeu.*
21.35 **Feuilleton : Les survivants du Goliath.**
22.30 **Journal et Météo.**
22.50 **Traverses.** La Lettonie entre mémoire et oubli. 2. 1939-1989.
23.45 **Magazine : Mille Bravo.**
0.40 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : Cry freedom.** ■ Film américain de Richard Attenborough (1987). Avec Kevin Kline, Penelope Wilton, Denzel Washington.
16.00 **Dis, Jérôme... ?**
16.15 **Cinéma : Miracle sur la 8e Rue.** ■ Film américain de Matthew Robbins (1987). Avec Hume Cronyn, Jessica Tandy, Frank McRae.
18.00 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.50 **Top albums.**
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Téléfilm : A tous les coups on meurt.** *Les jeux de rôles et leurs conséquences parfois tragiques.*
22.05 **Documentaire : Depardieu vigneron.** *La vigne, l'autre passion du comédien.*
22.50 **Flash d'informations.**
23.00 **Cinéma : Presidio, base militaire, San-Francisco.** ■ Film américain de Peter Hyams (1988). Avec Sean Connery, Mark Harmon, Meg Ryan.
0.35 **Cinéma : Le bal du gouverneur.** ■■ Film français de Marie-France Pisier (1989).
2.10 **Cinéma : Les Vikings attaquent.** ■■ Film italo-français de Giuseppe Vari (1962).

LA 5

13.30 **Série : Arabesque.**
14.25 **Série : Le renard.**
15.30 **Série : Bergerac.**
16.30 **Dessins animés.**
18.30 **Série : Happy Days.**
19.00 **Série : K 2000.**
20.00 **Journal.**
20.33 **Journal des courses.**
20.45 **Feuilleton : Le parrain.**
22.35 **Série : L'inspecteur Derrick.**
23.35 **Série : Hitchcock présente.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Télé-achat.**
0.25 **Corsaires et flibustiers.**

M 6

13.25 **Série : Madame est servie** (rediff.).
13.55 **Série : Cagney et Lacey.**
14.45 **Musique : Boulevard des clips** (et à 0.30).
15.30 **Variétés : Bleu, blanc, clip.**
16.40 **Série : Vegas.**
17.30 **Hit hit hit hourra !**
17.35 **Jeu : Zygomusic.**
18.05 **Série : Supercopter.**
19.00 **Série : La petite maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Météo 6.**
20.35 **Téléfilm : La malédiction du loup-garou.** *Chaque nuit de pleine lune, un adolescent se métamorphose...*
22.10 **Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.**
22.35 **Magazine : Vénus.**
23.05 **Magazine : La 6e dimension.**
23.35 **Capital.**
23.45 **Six minutes d'informations.**
23.50 **Musique : Live.** Lucky Dube, au 14e Festival d'Angoulême.
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

16.25 **Danse : Walzer.** Chorégraphie de Pina Bausch.
17.20 **Documentaire : Kafr qar'a-Israël.**
18.30 **Cinéma d'animation : Images.** La traversée de l'Atlantique à la rame.
18.55 **Magazine : Anicroches.**
19.55 **Chronique : Le dessous des cartes.**
20.00 **Documentaire : En attendant Harry.**
21.00 **Téléfilm : La valse de mariage.**
22.00 **Court métrage : Trois nuits.**
22.15 **Documentaire : Enfance.**
23.00 **Documentaire : Manu Dibango, silences.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.** La princesse et le magnétophone.
21.30 **Musique : Black and blue.** Solal par Solal.
22.40 **Les nuits magnétiques.** Filatures.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 1er mars à Paris) : Symphonie funèbre et triomphale op. 15, Te Deum pour ténor, chœur d'enfants, chœur et orchestre op. 22, de Berlioz, par la Maîtrise, le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Nelson ; sol. : Thomas Moser, ténor.
23.07 **Poussières d'étoiles.** Pin Ups ; Poissons d'or ; à 0.30, la Biennale de Venise Musica 79 : Cailles en sarcophage, opéra de Sciarrino.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 6 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers — Le Monde / SOFRES NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	55,4	Roue fortune 14,7	McGyver 13,1	Journ. rég. 16,8	Nulle part 2,2	K 2000 3,0	Petite maison 3,9
19 h 45	61,8	Roue fortune 24,8	McGyver 13,4	19-20 12,8	Nulle part 3,2	K 2000 3,7	Petite maison 4,0
20 h 16	72,7	Journal 34,0	Edition 16,6	La classe 9,6	Nulle part 3,4	Journal 4,7	Mme est servie 4,5
20 h 55	73,3	Football 38,8	Saison feuilles 16,1	Marche siècle 8,8	Vikings... 1,4	Dis... 6,6	Le gagneur 3,5
22 h 8	67,6	Loto 2e 35,6	Saison feuilles 12,8	Marche siècle 6,3	Vikings... 1,5	Dis... 7,6	Le gagneur 3,0
22 h 44	37,4	Perdu de vue 16,3	Farwest 5,9	Soir 3 8,5	Football 5,2	Débat 2,8	Spécial défi 0,8

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

SECTION B

LIVRES • IDEES

Le monde fêlé de Buzzati

La réunion de cent vingt-cinq récits du romancier italien met en valeur son génie du fantastique... et, parfois, les défaillances de son écriture

TOUTES SES NOUVELLES
Tome I, 1942-1966
de Dino Buzzati.
Traduit de l'italien
par Michel Breitman,
Yves Panafieu
et Jacqueline Remillet,
préface et notes
de Michel Breitman.
Robert Laffont, 720 p., 189 F.

Dino Buzzati vu par Ugo Mulas

FEDERICO MOTTA EDITORE

Sous ce titre généreusement exhaustif, *Toutes ses nouvelles, tome I, 1942-1966*, on ne trouvera, en fait, que celles publiées en français *« du vivant et avec l'aval »* de l'écrivain, selon l'avertissement de Michel Breitman lui-même, maître d'œuvre de la présente compilation, et à l'exception toutefois des textes qui, par leur longueur, se rapprocheraient plutôt du roman.

Il n'en demeure pas moins que sept cents pages pour cent vingt-cinq *récits* constituent une aubaine pour le fervent de Buzzati, l'ordre chronologique des titres permettant de mieux percevoir, dans sa progression, une œuvre certes capitale à notre époque, dans le genre fantastique, mais dont l'exécution n'est pas toujours à la hauteur du sujet. On y reviendra.

D'abord, il devient aisé de constater, grâce à ce groupement, que toutes les fictions de *l'écrivain obéissent à l'idée* peut-être la plus pertinente du fantastique, à savoir, celle qui refuse aussi bien les justifications surnaturelles que les explications scientifiques, et qui sait par surcroît tolérer sans grand dommage les exégèses de la psychanalyse. Aussi, faisant montre lui-même de méfiance, et n'ignorant pas qu'il convient au conteur de ne point choquer son lecteur au départ, Buzzati amène celui-ci, par degrés insensibles, à accepter cette fêlure qui serait en train de se produire dans la structure du monde – à laquelle il colle son œil comme au trou d'une serrure magique, – ou telle rupture dans l'ordre des choses, dans l'enchaînement ordinaire des causes et des effets, décrivant avec objectivité les péripéties en cours, s'attachant à donner à son récit le maximum de vraisemblance.

Ici, il n'hésite pas à miner la réalité stable, et là, il suggère la possibilité d'un événement auquel l'expérience et la raison répugnent, mais cela ne tend qu'à instruire la conscience des mille phénomènes qui se produisent à son insu à tout instant, trop vagues pour qu'elle les discerne, ou trop vastes pour qu'elle les embrasse, et, partant, strictement naturels, purement physiques.

Aussi, là où d'autres n'éprouveraient pas de scrupules à mettre en branle toute la machinerie de l'au-delà, Buzzati se limite-t-il à observer que *« dans les vieilles maisons, les meubles, les murs et les portes possèdent des voix extraordinaires »* (1). Et s'il va jusqu'à avouer qu'il croit, lui, à des manifestations inexplicables suscitées par les résidus que les gens laissent dans les lieux où ils ont longtemps vécu, par les traces qui restent sur les murs et que le médium parvient à déceler avant que, avec le temps, elles ne s'évanouissent à jamais, il ne demande pas davantage au lecteur que cette *« mise en demeure de l'incrédulité »* en quoi consistait, pour Coleridge, la foi poétique. En d'autres termes, ne croyant pas à l'au-delà, Buzzati n'en demeure pas moins convaincu que l'homme ne possède qu'une vision restreinte de la réalité, au point qu'il n'arrive pas à imaginer – pas plus que la Trinité ou l'Eucharistie, – ce dont la science affirme, par déduction, et l'existence et le fonctionnement.

Mais n'a-t-on pas osé, plus haut, faire allusion aux défaillances de forme dont ces nouvelles *témoignent* – et à vrai dire toute une œuvre qui captive par ses inventions et son atmosphère ?

Littérature et journalisme

Il suffirait, pour démontrer la chose – et justifier cette audace – de relever le nombre de fois où l'écrivain puise dans sa provision d'épithètes alarmantes : *« horrible », « affreux », « mystérieux », « effrayant », « épouvantable »*... Plus grave encore : l'un des récits que son auteur préférait, intitulé *le K*. On y voit, en pleine mer, un enfant qui aperçoit une *« chose noire »* dans le sillage du bateau à bord duquel il se trouve en compagnie de son père. Celui-ci lui apprend sur-le-champ qu'il s'agit d'un « K », un squale qui choisit sa victime, la poursuivant toute sa *vie s'il le faut, jusqu'au moment* où il réussit à la dévorer.

Parvenu au seuil de la mort, *l'ancien gamin, qui aura passé son* existence à fuir le monstre, décide d'aller à sa rencontre. Un échange de propos s'ensuit avec la bête, dont la mission consistait, en réalité, à lui remettre, de la part du dieu des mers, l'objet que voilà : une perle d'un orient incomparable et d'une taille jamais vue.

Allégorie de l'homme complètement fourvoyé dans l'existence, comme soutenait l'auteur (1) ? Cela se pourrait bien. Mais comment justifier l'*empressement* du père à avertir son rejeton du destin périlleux qui l'attend, un le dialogue de fable pour enfants entre le monstre, gentil comme un dauphin de Disneyland, et le vieil homme ?

T.S. Eliot affirmait que *« certains écrivains sont supérieurs aux autres parce que leurs facultés critiques sont supérieures »*. On aimerait se ranger à son avis pour avancer, sans trop risquer, que ce n'est pas là le cas de Buzzati. Au vrai, le manque de savoir-faire dont pâtit son œuvre – où certains récits de jeunesse révèlent un souci d'achèvement souvent absent de la production ultérieure, – on peut raisonnablement l'attribuer à ce que, collaborateur pendant une *quarantaine* d'années du *Corriere della Sera*, l'écrivain publiait dans ses colonnes des nouvelles parfois tirées en hâte des faits divers qu'il y avait auparavant traités.

Une foi *immodérée* dans les vertus du journalisme, qu'il plaçait au même rang que la littérature, l'empêchait de tenir compte de la différence radicale entre le journaliste qui, lui, connaît ce qu'il a à dire, et l'écrivain qui, même s'il croit le savoir, finit par toujours exprimer ce qu'il était loin de soupçonner.

Par ailleurs, la lecture de ce seul volume pourrait départager une fois pour toutes les deux camps qui divisent la critique quant aux rapports que l'œuvre de l'Italien entretient avec celle de Kafka. Buzzati ne tenait pas à en parler, mais, comme le rappelle Michel Breitman, une dizaine d'années avant sa mort il partit en pèlerinage à Prague, visita la maison natale de l'auteur de *la Métamorphose* et se livra, à son retour, à une sorte de pastiche où ses propres fantômes se trouvent mélangés à ceux du Tchèque.

Quoi qu'il en soit, il paraît impossible de lire Buzzati sans que l'ombre tutélaire de Kafka ne se profile sur la page. Il arrive que le plus grand écrivain ne soit pas celui qui a imposé une nouvelle vision de la réalité, mais l'épigone qui en exploite l'originalité avec génie. Ainsi, les premiers admirateurs éblouis d'Edgar Allan Poe – de Baudelaire et Mallarmé à Valéry, – sont, sans exception, supérieurs au poète du *Corbeau*.

En l'occurrence, force est de reconnaître que Buzzati ne s'expose pas à un tel renversement de situation. Cependant, si on se livrait au jeu des fausses attributions, il ne semble pas interdit d'imaginer que *le Désert des Tartares et quelques-unes de ses nouvelles* mériteraient d'être intercalés dans les œuvres complètes du Pragois.

Hector Bianciotti

(1) *Mes déserts - Entretiens avec Yves Panafieu*, Robert Laffont, 1971. Epuisé.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Autopsie d'un sommeil agité

« Rien ne prépare à une telle expédition. Un jour, on l'entreprend, voilà tout. » Le Royaume de Morphée, de Steven Millhauser, est un *voyage au pays des morts* fantastique et drôle. Car c'est un enfer sans effroi, un palais *des merveilles que* visite le brave Carl, narrateur naïf et sans ruse de cet extraordinaire roman. Millhauser a eu le culot de vouloir égaler Swift et Lewis Carroll. Il y est parvenu.

Page 18

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Retrouver Dickens

Il y a un cas Dickens en France. Pourquoi est-il à ce point oublié ?. La biographie que Fred Kaplan, un universitaire américain, consacre au romancier anglais, en son temps *« aussi célèbre que la reine Victoria »*, coïncidant avec la fin du cycle Dickens dans « La Pléiade », arrive à temps pour *réparer cette injustice*.

Page 19

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un conte cruel d'Afrique du Sud

La loi du capitaine, de Mike Nicol, révèle un superbe conteur. Sans jamais employer les mots « noir » ou « blanc », cette fable sur la haine se transforme aisément en fable contre l'apartheid.

Page 24

Yeats réconcilié ?

De multiples traductions permettent d'approcher le drame et les contradictions du poète irlandais

LES CYGNES SAUVAGES A COOLE
de William Butler Yeats.
Ed. bilingue, traduit de l'anglais
par Jean-Yves Masson,
Verdier, 179 p., 98 F.

William Butler Yeats (1865-1939) fut de son vivant le plus grand poète de l'Irlande. Prix Nobel de littérature en 1923, il est resté relativement méconnu du public français, mais la floraison de traductions qui paraissent depuis quelque temps devrait commencer à alerter l'attention des lecteurs. *Les Cygnes sauvages à Coole*, (bien) traduit par Jean-Yves Masson, constitue la première publication intégrale en français d'un des recueils majeurs de Yeats (1919). Mais déjà Yves Bonnefoy avait donné une traduction appelée à faire date, de quarante-cinq des plus beaux poèmes de Yeats (1), en même temps, à peu près, que paraissent une édition bilingue de cinquante et un poèmes réalisée par Jean Briat, qui a longtemps travaillé l'allant rythmique des phrases, *« l'état chantant »* dont parlait Valéry, et une anthologie bilingue réunie et introduite par René Fréchet chez Aubier.

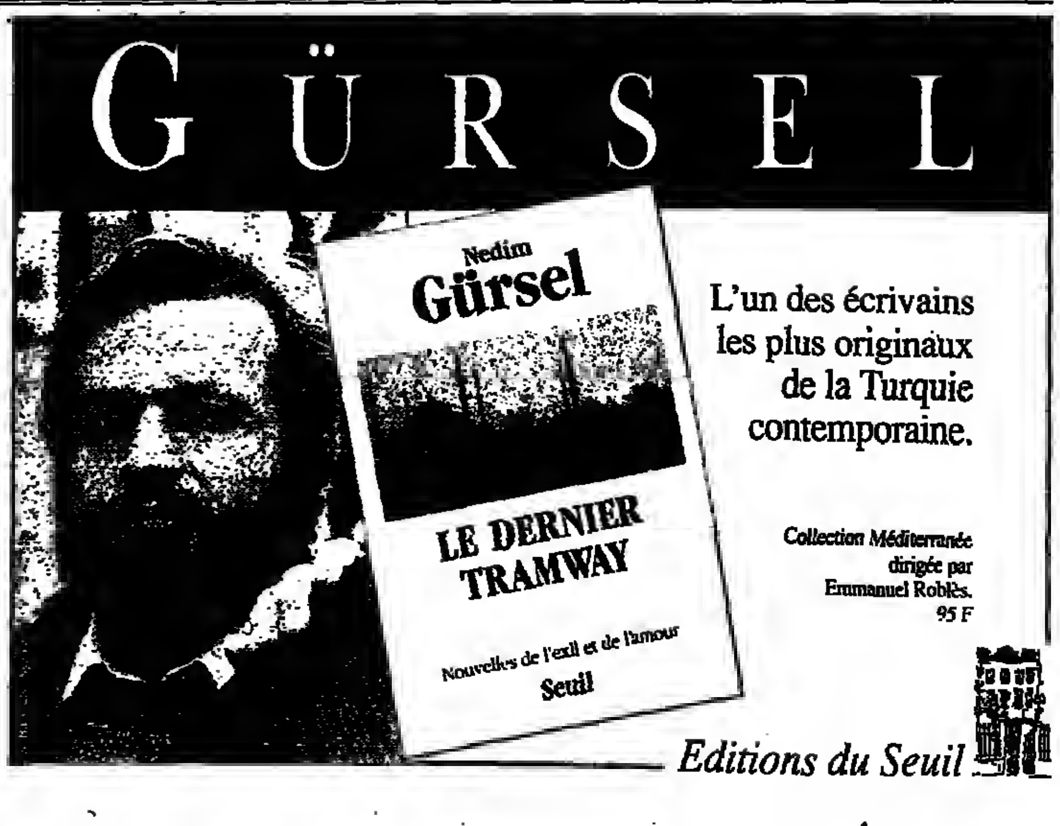
Signalons encore, parmi les publications récentes, *Byzance et autres poèmes*, traduits par Fouad El Etr dans une belle édition illustrée de dessins d'Olivier O. Olivier à La Délirante et les travaux importants réalisés par Jacqueline Genet et son équipe à l'université de Caen (2). Les éditions Hatier annoncent, en outre, une nouvelle traduction de *la Rose secrète* par Pierre Leyris, et Granit va publier *le Seuil du roi* dans la traduction d'Yves de Bayser (qu'on a pu voir représenté ces dernières semaines au Théâtre de la Cité universitaire, dans une bonne mise en scène de Jean Bollery).

Christine Jordis

Lire la suite page 23

1) Yves Bonnefoy, *Quarante-cinq poèmes de Yeats*, suivi de *la Résurrection*, avec introduction et notes, Hermann éditeurs, 1989. Yeats, *Cinquante et un poèmes*, édition bilingue, traduction nouvelle et notes par Jean Briat, William Blake & Co éditeur, 1989.

2) W. B. Yeats, *Prose inédite*, I, II, III, IV, Centre de publications de l'université de Caen, 1989-1991. Jacqueline Genet, *la Poétique de W.B. Yeats*, Presses universitaires de Lille, 1989.



EN POCHE

Une nouvelle inédite de Stevenson

Le mariage est un contrat dont la bonne et due forme dissimule tout l'irrationnel – et tout le risque – d'un pari sur le futur. Miss Croft, *la Magicienne* de la nouvelle de Robert Louis Stevenson, en jeune femme consciente de ce risque, sait le moyen de s'en prémunir. Avec une redoutable, imparable, efficacité. Efficacité dont le pauvre Mr Hatfield, éternel figure du dindon de l'éternelle farce amoureuse, fera les frais. Et alors que tout le monde autour de lui a déjà compris les termes de cette farce, nous pouvons l'imaginer, tristement perplexe, retournant ces mêmes termes sans fin dans sa tête, sans davantage les comprendre...

Cette courte et impeccable nouvelle de Stevenson, écrite en 1889 – cinq ans avant la mort de l'écrivain – sur un voilier près de Samoa où il s'était installé l'année précédente, était resté inédite. Ce texte a été retrouvé récemment dans les archives de la Beinecke Library à l'université de Yale.

L'art du dialogue, l'économie des situations, la juste rapidité de la narration, le dénouement, attendu et redouté, tout concourt à faire de cette nouvelle l'un des meilleurs moments de l'œuvre de Stevenson, qui en compte pourtant de nombreux (1). On ne peut qu'inviter les lecteurs au plaisir sans mélange de cette (courte) lecture.

▶ **la Magicienne**, *de Robert Louis Stevenson, traduit de l'anglais par Patrice Repusseau, Rivages « Bibliothèque étrangère », 82 p., 32 F.*

P. K.

(1) Voir dans la même collection les *Fables* de Stevenson (1990).

• Restons dans le XIX[e] siècle, mais français, avec le deuxième volume de la *Correspondance familiale et écrits intimes (1828-1839)*, de Victor Hugo, dans une édition dirigée par Jean Gaudon (Laffont « Bouquins »).

• De Hugo également, dans la série « Lire et voir les classiques », en Presses Pocket, une édition des *Contemplations*, avec une préface et des commentaires de Gabrielle Malandain (n° 6 040).

• Dans le même collection, deux nouveaux Zola : *Pot-Bouille*, par Gérard Gengembre (n° 6 061), et *la Bête humaine*, par Marie-Thérèse Ligot (n° 6 062).

• Un roman moins connu et moins lu de la série des Rougon-Macquart, *la Conquête de Plassans*, préfacé par Marc B. de Launay, dans une édition établie par Henri Mittarand (Folio, n° 2 214).

• Léon Thoorens présente une partie de l'un des grands feuilletons du siècle, signé Ponson du Terrail, *Rocambole, l'Héritage mystérieux* (deux volumes, Complexe, « Les romans terribles »).

□ **Le Promeneur chez Gallimard.** – Créées en 1988 par Patrick Mauriès, à l'intérieur du groupe Isola – devenu entre-temps Edima, – les éditions du Promeneur s'intégrent aux éditions Gallimard, tout en conservant leur autonomie éditoriale. Elles publieront désormais, une vingtaine de titres chaque année. En mai, sont annoncés deux textes anglais, *les Césars*, de Thomas de Quincey, et *Madame du Deffand et Madame de Lespinasse*, de Lytton Strachey.

□ **Robert Jaulin à la Maison des écrivains.** – Sur le thème « l'Ouvert et le fermé », la Maison des écrivains organise un séminaire sous la direction de Robert Jaulin. La séance inaugurale, consacrée par ce dernier à « Civilisations et totalitarismes », aura lieu lundi 11 mars à 18 h 30 à la Maison des écrivains (53, rue de Verneuil, 75007 Paris).

□ **Derrida à La Coupole.** – A l'occasion de la parution d'un *Jacques Derrida* dans la collection « Les contemporains » au Seuil – composé d'un texte de Geoffrey Beonington, *Derridabase*, et d'un commentaire de Jacques Derrida, *Circonfession*, – la FNAC organise, au dancing de La Coupole, vendredi 15 mars à 17 h 30, une rencontre avec les auteurs. Daniel Mesguich y lira des textes du philosophe.

□ **Rectificatif.** – Deux coquilles se sont glissées dans l'article de Philippe Sollers « Plaisirs de Chine » (« *le Monde des livres* » du 1[er] mars) : il fallait lire « *faire revenir l'essence pour réparer* (et non préparer) *le cerveau* » et « *rêvons sur tout cela, donc, comme sur le nom étrange* (et non étranger) *du saint taoïste en chinois* ».

Le Grand Prix de **L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE**
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

Ph. C. FREIRE

PHILIPPE
SOLLERS
LA FÊTE À VENISE
roman
nrf
GALLIMARD

LE ROYAUME DE MORPHÉE
de Steven Millhauser.
Traduit de l'anglais
par Françoise Cartano.
Rivages, 424 p., 139 F.

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Steven Millhauser : Swift et Lewis Carroll

Autopsie d'un sommeil agité

PAR une belle journée d'été, dans un parc sans nom, une ville indéfinie, un homme regarde des gens jouer au base-ball. Il est à moitié couché dans l'herbe, un peu assoupi, dans cet état de veille imprécise qui précède la sieste. Il entend au loin les cris des enfants qui courent, le bruit confus des voitures qui ronronnent autour du parc. Une balle manquée vole dans le ciel, tombe dans un bosquet. L'homme se lève, à la recherche de la balle, pénètre dans le bosquet, sent un courant d'air frais passer entre deux rochers. Il entre dans une cavité humide et sombre, bientôt une grotte, qui se prolonge en un immense et interminable escalier descendant vers un lac noir, un passeur et sa barque. Il est au centre de la Terre, au royaume des morts.

Il y a dans les premières pages du dernier roman de Steven Millhauser une magie paresseuse, une bizarrerie inquiétante qui rappellent le climat faussement paisible de certaines scènes de cinéma, dans *Blow up* d'Antonioni ou dans *Blue Velvet* de David Lynch, par exemple. La nature singulière des réflexions du narrateur, Carl, y est pour beaucoup, sans doute, puisqu'il médite sur le caractère paradoxal du soleil dont la finalité est de révéler les ombres et non de les dissiper, de prêter une forme aux ténèbres. Tout le roman, du reste, est tissé de ce genre de paradoxes sur le clair et l'obscur, le positif et le négatif, le plein et le creux, le masculin et le féminin, mais rarement la sensation de rêve équivoque n'est aussi subtilement rendue que dans ce glissement initial d'une banale torpeur estivale vers le domaine où tant de personnages illustres, de Virgile à Dante et à Jules Verne, ont précédé ce brave Carl, un gentil garçon sans ruse, le visiteur naïf type.

« Rien ne prépare à une telle expédition. Ou plutôt, la vie n'est que la somme de secrets préparatifs, une sombre complicité entre le destin et le désir s'entendant derrière notre dos. Et c'est ainsi que, par une belle journée... Bien sûr, il y a des présages. A ce stade, il serait peut-être bienvenu d'inclure deux ou trois cents pages pour narrer l'histoire de ma vie. Mon arrière-grand-père maternel, cordonnier mélancolique originaire de Coblence... On imagine aisément la suite. Non, rien ne prépare à une telle expédition. Un jour, on l'entreprend, voilà tout. »

Steven Millhauser est considéré par ses pairs, David Leavitt par exemple, comme un des auteurs les plus importants de sa génération. Né en 1943 à New-York, il publie en 1972 son premier roman, *la Vie trop brève d'Edwin Mullhouse, écrivain américain, 1943-1954, racontée par Jeffrey Cartwright*, biographie fantaisiste et triste d'un petit écrivain qui se suicide à onze ans, rédigée par un gamin de son âge, dont la traduction en français obtiendra, en 1975, le prix Médicis étranger (1). Son *Portrait d'un romantique* (2) ne connaîtra pas le même succès et n'aura que des lecteurs discrets. En revanche, son recueil de nouvelles, *la Galerie des jeux*, paru en 1987 en France (3), a confirmé tout le bien qu'on souhaitait continuer à penser de lui. Et surtout la cohésion, d'un livre à l'autre, des fantasmes qui trament l'univers personnel d'un auteur et sont souvent un gage de sa qualité. Par mille détails, on retrouve, dans *le Royaume de Morphée*, des couleurs, des bruits, des vertiges, des obsessions qui figurent au détour de chaque nouvelle de la *Galerie des jeux*.

Ainsi les couloirs où s'avance Carl ressemblent comme des jumeaux à ceux de la nouvelle intitulée *Cathay*, ces couloirs de l'insomnie, infinis, destinés aux promenades nocturnes de l'Empereur, jusqu'à la matière des murs, du jade poli en miroir. Dans un premier temps, Carl découvre des ombres qui soupirent et dont certaines lui parlent, se plaignent, se souviennent de leur jeunesse, alors qu'elles étaient fixées au corps d'un enfant, leur maître (comme toujours dès qu'il aborde l'enfance, Millhauser est inspiré, et la page qu'il consacre aux relations d'amour fasciné qu'un enfant entretient avec son ombre est un morceau de bravoure) ; puis, dans une vaste chambre, il fait la connaissance du maître des lieux, le dieu Morphée, un bon dormeur, certes, mais aussi un bon buveur – il a toujours une bouteille à portée de la main, au fond d'une poche, – un joyeux garçon qui s'exprime dans une langue désuète, truffée de « *Morbleu !* », à la fois d'une préciosité ancienne et d'une vulgarité moderne, parfois un peu chantournée.

Morphée sera le Virgile de Carl au long de son périple, un Virgile aimable et paillard, à l'image de cet enfer sans effroi qui ressemble plutôt à un Palais des merveilles où sont recensées toutes les folies fumeuses échafaudées par l'imagination des hommes, inaccessibles pour ceux qui se maintiennent prudemment à la surface des choses et de la Terre, ne se risquent pas dans l'humide réduit qui mène à ses entrailles. Morphée ne dédaigne pas de farcir sa visite guidée de quelques contes copieux, le plus souvent amoureux ou d'une galanterie de bon aloi, d'une étrangeté qui penche nettement vers le génie romantique d'E. T. A. Hoffmann. Ainsi l'histoire de Lord Hall, peint sur une toile, qui avait appris à entrer et sortir du tableau à son gré, au point qu'un magicien de cirque, Stromboli, l'avait engagé à se produire en public.

La bibliothèque de Morpbée est un vertige d'écrivain qui aurait enchanté Borges. Elle est illimitée, bien entendu, c'est la moindre des choses, mais surtout elle contient les fins de tous les livres laissés inachevés par leurs auteurs, des *Contes de Canterbury*, de Chaucer au *Château*, de Kafka, en passant par le *Bouvard et Pécuchet*, de Flaubert. Elle contient aussi les livres d'auteurs imaginaires, eux-mêmes personnages de romans réels : ainsi les œuvres de Gustav von Aschenbach, Stephen Dedalus, Martin Eden, Sebastian Knight, Bergotte et... Edwin Mullhouse. Elle rassemble tout ce que l'on sait disparu à jamais, les soixante-douze pièces perdues d'Eschyle, les cent pièces perdues de Sophocle, *les Vies des prostituées célèbres* de Suétone... Elle dispose même des livres que l'on a désiré sans avoir le temps ou les forces de les réaliser : le roman qui suivit *Finnegans Wake*, le poème qui suivit *l'Enéide*, la pièce qui suivit *la Tempête*. On peut y manger les livres, en déguster les saveurs diverses (Kafka a un goût d'eau pure, glaciale ; Dickens, un goût d'agneau rôti et de petits pois). Certains livres volent d'une étagère à une autre ; d'autres engloutissent le lecteur qui, comme on dit, s'y plonge ; d'autres le racolent d'une main dangereuse.

Après un autre conte servi en entremets, où il est question d'une jeune femme frigide qui cesse de l'être au contact d'un nain très actif, et des prouesses de Morphée auprès d'une Rosabella sensuelle, à l'écureuil prodigieux, Millhauser entraîne Carl dans une salle aussi fantastique que la bibliothèque : la pièce des miroirs. Certains se souviennent de tout ce qu'ils ont reflété, les femmes belles ou laides, d'autres renvoient au passant l'image du vieillard qu'il sera un jour. Les plus symboliques sont les miroirs dits « contractants », parce qu'ils renferment en eux une image plus vaste que celle que le regard pourrait normalement embrasser. Ainsi, Carl peut-il voir d'un coup toute la cité de Londres au temps de Shakespeare. De même que les livres, il existe des miroirs-vampires qui sucent la vie : *« On observait qu'une jeune femme prise dans les griffes d'un tel miroir devenait pâle et alanguie, diminuée, pour ainsi dire, par excès de reflet. »*

Passons sur deux contes suivants – un peu fastidieux, pour être honnête, – deux étapes des pérégrinations de Carl et du bavard Morpbée, notamment un épisode à la Gulliver au cours duquel nous est exposée la difficulté pratique d'aimer une géante, même timide. La verve de Millhauser revient à son meilleur registre pour une longue description de l'Atlandide, de la façon dont celle-ci se forma dans une voûte sous les mers (avec croquis à l'appui), des mœurs de ses habitants qui fabriquent à la main des nuages, peignent les couleurs sur l'eau comme sur l'air, peignent les rayons du soleil, et sont des miniaturistes extraordinaires. L'un d'eux *« s'emparant d'un noyau d'olive, sculpta en une moitié de vie le Grand Temple de l'Atlantide, avec sept mille piliers et trois cents pièces distinctes ; et chacune de ces pièces était meublée de chaises, de tables, de statues, et de portemanteaux. »*

Cette passion des Atlantidiens pour la miniaturisation, l'auteur la partage évidemment, c'est encore un avatar de la littérature dont l'ambition est de tout contenir, tout résumer, un monde entier en un volume dérisoire, comme les miroirs peuvent tout refléter, ce qui fut, ce qui sera, et même ce qui ne fut pas, mais que l'on a rêvé. La belle folie de Millbauser est d'avoir eu le culot de vouloir égaler Swift et Lewis Carroll, d'y être parvenu. Avec, dans son ultime voyage sur la Lune, tout le panache du baron de Münchausen. Et de pouvoir conclure en toute fierté : *« C'est donc sans espoir de profit ni perspective de célébrité, mais avec un sentiment de vivifiante solitude, que j'offre à un lecteur inconnu, dans une chambre ignorée d'un quartier sans gloire, au sein d'une cité inimaginable, cette histoire naturelle de ce qui est hors la nature, cette noire mappemonde, ce globe obsidien, cette encyclopédie fantasmatique. »*

(1) Albin Michel.
(2) Denoël.
(3) Vient d'être repris en poche par les éditions Rivages.

هكذا من الأصل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Retrouver Dickens

La biographie d'un grand créateur qui fut aussi un homme d'affaires

CHARLES DICKENS
de Fred Kaplan.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Eric Diacon
Fayard, 528 p., 180 F.

« Il y a un cas Dickens » (1). Pourquoi en France, si l'on excepte quelques souvenirs de la « Bibliothèque verte », Dickens est-il à ce point oublié ? Pourquoi ce romancier si populaire en son temps a-t-il fréquemment suscité les critiques et agacé les autres écrivains ? On dit que Paul Valéry trouvait trop grosses les ficelles de ses romans, que Wilde raillait son sentimentalisme vulgaire, que ses contemporains, et surtout son rival, W. M. Thackeray, n'étaient pas tendres avec lui. Pendant ce temps, ignorant la critique et, pour s'en protéger, ayant *« fait avec lui-même le contrat solennel de ne lire aucun article ayant trait à ses œuvres »*, Dickens, inébranlable, étonnamment fécond, enchantait ses lecteurs. De très nombreux lecteurs qui, n'épargnant pas leur enthousiasme, firent de lui, en quelques années, *« un personnage aussi célèbre que la reine Victoria »*.

La biographie que lui consacre aujourd'hui l'universitaire américain Fred Kaplan donnera envie de se pencher sur le « cas Dickens ». Précise, fouillée, documentée, cette étude retrace avec minutie la vie de l'écrivain au jour le jour, jusque dans le détail des contrats avec ses éditeurs, le montant de ses à-valoir, ou les dates de parution des divers épisodes de ses romans, publiés pour la plupart par livraisons mensuelles. Pas de jugement littéraire, peu d'allusions au contenu des œuvres, si ce n'est pour replacer chacune d'elles dans le contexte précis qui l'a vu naître. Mais si la précision factuelle laisse peu de place à la psychologie – Fred Kaplan s'obligeant avant tout à l'impartialité du biographe « objectif », – la vie de son héros est suffisamment romanesque pour que le tout se lise comme un feuilleton quasiment dickensien !

Un écrivain « engagé »

Charles Dickens vient au monde en 1812 dans une famille de la petite-bourgeoisie anglaise, constamment en proie à des difficultés financières. Kaplan insiste à raison sur ces années d'enfance qui demeureront une blessure et influenceront fortement l'ensemble de l'œuvre. Il montre Dickens grandissant dans la souffrance morale, entre une mère uniquement occupée d'elle-même et un père inconséquent, plusieurs fois emprisonné pour dettes. Des parents peu soucieux de l'envoyer à l'école : dans cette Angleterre victorienne, où le travail des enfants est chose courante, voici Dickens, à treize ans, employé dans une fabrique de cirage, parcourant chaque jour huit kilomètres à pied et s'efforçant avant l'âge de se conduire en adulte.

Plus tard, Dickens cherchera avant tout à *« ne pas ressembler à son père »* et confiera : *« Je ne pourrai jamais oublier que ma mère souhaitait vivement qu'on me renvoie travailler. »* D'où, note Fred Kaplan, ces nombreuses variations, dans l'œuvre de Dickens, autour de deux types de femmes : *« La mère sorcière, égoïste forcenée, et l'anti-mère aimante, comblant tous les besoins. »* D'où, aussi, cette peinture d'adultes si souvent médiocres, odieux, tyranniques, et par qui, à tout moment, la trahison peut arriver.

CAGNAT

Cette misère enfantine, on la retrouve dans *David Copperfield*, bien sûr, mais aussi dans les privations endurées par Olivier Twist et ses camarades, dans les travaux infligés aux pensionnaires de M. Squeers dans *Nicolas Nickleby*... Et Fred Kaplan nous rappelle qu'avec l'injustice, les méfaits de l'institution scolaire ou les horreurs de la civilisation industrielle, l'exploitation fait partie de ces scandales que Dickens, écrivain engagé, à travers ses romans, ses discours ou ses articles, ne cessera jamais de combattre.

Cet appel à la pitié n'empêche pas l'expression des nombreuses formes de l'humour dickensien. C'est ce que découvrirent bientôt les quarante mille lecteurs qui se précipitaient chaque mois sur *les Aventures de M. Pickwick*, ce petit-bourgeois bien en chair et vaniteux lancé à la découverte du vaste monde.

Faire rire et faire pleurer

Fred Kaplan décrit avec précision l'épisode qui marque l'entrée de Dickens en littérature. Nous sommes alors en 1836. Dickens n'a que vingt-quatre ans. Apprenti clerc, il est devenu sténographe, puis journaliste, et s'essaie à des récits de la vie londonienne, des « esquisses », publiées sous le nom de Boz. C'est alors que la chance lui sourit. Un éditeur lui propose de fournir chaque mois de très courts textes pour accompagner une publication qui s'appellera plus tard *les Papiers posthumes du Pickwick Club*, plus connus sous le titre *les Aventures de M. Pickwick*, et qui devra d'abord se vendre pour ses illustrations. Mais l'illustrateur se suicide, et Dickens reprend seul le projet.

Pickwick est un énorme succès. Dickens accède à une célébrité qui ne le quittera plus. Et le public se régale de la verve satirique, du génie comique d'un champion de la caricature capable de créer des types – de l'hypocrite Pecksniff à la truculente Sarah Gamp – appelés à devenir aussi célèbres pour les Anglais qu'Harpagon ou le Père Grandet.

La même année 1836, Dickens épouse Catherine Hogarth, fille d'un homme de lettres, en qui il voit une ménagère douce *« qui l'aidera à réaliser son désir d'être maître chez lui »*. Sans doute, comme pour nombre de ses héros, la fondation d'une famille veut-elle combler les manques affectifs de l'enfance. Mais ce mariage, d'où naîtront sept garçons et trois filles, ne lui apportera guère de vrais moments de sérénité. Considérant, écrit Fred Kaplan, *« l'écriture comme une profession et le mariage comme une institution, il faisait preuve, dans l'une comme dans l'autre, d'une discipline digne d'un entrepreneur de la haute bourgeoisie »*.

L'image de l'écrivain-entrepreneur s'impose souvent à la lecture de cette biographie. L'enfant pauvre a pris sa revanche sociale et s'est installé dans son siècle ; il est devenu ce bourgeois à chaînes d'or régnant en patriarche sur son univers familial, cet homme d'affaires organisé, soucieux de sa notoriété, attentif à ses courbes de ventes, et capable de modifier le cours d'un récit pour le rendre plus conforme au goût du public. Fred Kaplan montre bien combien plaire, mais surtout émouvoir, n'aura cessé d'être sa préoccupation. A cet égard, Dickens s'inscrit dans une véritable tradition populaire, à moins qu'il ne crée, dans sa dignité, à côté des feuilletons aujourd'hui oubliés, une véritable tradition populaire.

Et s'il n'a guère été un expérimentateur du roman – Dickens ne s'est jamais préoccupé de faire « progresser » ce genre littéraire, – il nous laisse aujourd'hui l'œuvre d'un grand créateur, incroyablement habile à faire naître des personnages, des climats, à « tisser » des histoires et à tenir son lecteur en haleine. Un écrivain pour qui le roman était avant tout une extraordinaire invention capable de faire rire, penser ou rêver, de serrer le cœur ou de glacer le sang : l'art magique de capter la richesse de la vie. Aussi, en 1870, lorsque Dickens mourut, on raconte qu'un petit garçon demande : *« M. Dickens est mort ? Est-ce que le Père Noël va mourir aussi ? (2) »*

Florence Noiville

(1) Comme l'explique Jean Gattégno dans son *Dickens*, paru au Seuil (« Ecrivains de toujours ») en 1975.
(2) Cité par André Maurois dans ses *Etudes anglaises*, 1927.

La pluralité des Lumières

Au dix-huitième siècle, dont Fontenelle fut le grand témoin, faillit naître l'Europe...

FONTENELLE
d'Alain Niderst.
Plon, 442 p., 190 F.

ŒUVRES COMPLÈTES tome II
de Fontenelle.
Fayard, « Corpus des œuvres de philosophie en langue française », 440 p., 220 F.

L'EUROPE DES LUMIÈRES
de René Pomeau.
Stock, 308 p., 110 F.

MADEMOISELLE AISSÉ OU LA NYMPHE DE CIRCASSIE
d'Anne Soprani.
Fayard, 278 p., 98 F.

La vie de Fontenelle est une bénédiction pour ceux qui en écrivent l'histoire. Non seulement le bonhomme est passionnant, drôle, curieux de tout, mais, par bonheur, il a vécu cent ans. Et aux premières loges de la vie intellectuelle, politique et mondaine de son époque. Comme cette époque, de 1657 à 1757, a été celle de bouleversements spectaculaires dans la manière de voir le monde et la société, de les comprendre et d'y vivre, Fontenelle, par les vertus de sa longévité et de sa présence constante sur ce théâtre mouvementé, devient un témoin indispensable. Ecrire sa biographie, c'est montrer comment s'opère, dans une existence individuelle, le passage du siècle de Louis XIV au siècle des Lumières. Fontenelle, c'est le grand témoin d'une époque charnière.

Alain Niderst a, de ce point de vue, parfaitement rempli son contrat. Le Fontenelle qu'il nous peint est certes un personnage aimable, coloré, amoureux fou de la clarté jusqu'à refuser tout ce qui peut faire mystère, ambiguïté ou ombre. Sa vie est belle, ses mots font mouche, son intelligence décape toutes les illusions, y compris les généreuses. Mais c'est l'air du temps qu'il respire qui nous importe davantage que les ressources de son esprit ou que les pauvretés de son cœur. Fontenelle est un témoin d'autant plus précieux qu'il manque souvent de caractère : il oscille avec son époque, il hésite devant ses choix, il adopte ses craintes tout comme il épouse ses audaces.

On le voit bien avec ces *Entretiens sur la pluralité des mondes habités* qui viennent d'être réédités dans le second tome des *Œuvres complètes* de Fontenelle – l'ensemble comportera huit volumes – sous la responsabilité d'Alain Niderst. En 1686, lorsque paraît la première édition – en cinq « soirs » – de ces *Entretiens* au cours desquels un « philosophe » explique à une jeune et jolie femme les mécanismes de la physique céleste, Fontenelle a vingt-neuf ans. Il est pauvre. Il vit encore à Rouen, même s'il cherche à s'introduire dans les salons parisiens. Ses débuts littéraires au théâtre et en poésie ont été assez médiocres et, pour « le monde » qui fait les réputations et les fortunes, il n'est toujours que le neveu des Corneille.

Un coup d'éclat

Il lui faut donc faire un coup d'éclat. Les *Entretiens*, joli cours de vulgarisation scientifique et d'impertinence philosophique, qui malmène la tradition et l'orthodoxie théologique, lui valent le succès et les applaudissements des salons. Mais Fontenelle désire entrer à l'Académie française et, à défaut d'une œuvre conséquente, ses liens de parenté avec les Corneille, à une époque où la naissance l'emporte toujours sur le mérite, lui valent option sur un fauteuil.

Encore faut-il que Fontenelle, qui appartient au camp des « parisiens », celui du clan Colbert, des libéraux, des proches des jésuites, désarme l'opposition du camp des « Versaillais », celui de Louvois qui domine le gouvernement, de Mme de Maintenon qui domine le roi, des militants de la Contre-Réforme et des jansénistes qui viennent d'obtenir la révocation de l'édit de Nantes. Fontenelle s'emploie sans vergogne à séduire ses adversaires. Il n'hésite pas à ajouter aux cinq « soirs » de ses *Entretiens*, une sixième soirée dont le ton très modéré et les arguments ont pour objet – et effet – de désamorcer tout ce que les cinq entretiens précédents pouvaient avoir d'intellectuellement subversif.

Peine perdue. En 1687, rebondit la querelle des Anciens et des Modernes. Et Fontenelle est tribalement, pourrait-on dire, contre Racine, c'est-à-dire contre les Anciens, la Maintenon, les cartésiens dogmatiques, Bossuet, les héritiers de Pascal et d'Arnaud, et avec les Modernes, les frères Perrault, les princes écartés du pouvoir par Louvois et par l'épouse de Louis XIV, Gassendi, Fénelon.

L'affaire est intéressante parce qu'elle met en valeur les aspects éminemment politiques d'une querelle qui se présente comme esthétique. Ce qui pointe derrière la polémique concernant la suprématie d'Aristophane sur Molière, d'Aristote sur Descartes ou de Virgile sur Malherbe, c'est un choix politique entre l'ordre de Louvois et le mouvement de Colbert, entre l'immobilisme et l'ouverture, entre la répression religieuse et la tolérance.

Du même coup, on voit que les intellectuels n'ont pas choisi de se lancer dans la lutte politique partisane, mais que c'est en quelque sorte la politique qui les a intégrés dans son propre champ, afin qu'ils puissent défendre et illustrer des choix partisans dans leur propre sphère de compétence.

Au fur et à mesure que s'écoule « le siècle de Fontenelle », ce lien entre création intellectuelle et action partisane se modifie. Non pas, bien sûr, que les « philosophes » abandonnent le terrain de l'intervention politique ; mais ils le font de plus en plus selon leurs propres normes, leurs propres critères, la fonction intellectuelle obtenant une large autonomie par rapport aux partis, aux familles et aux clientèles qui se disputent le pouvoir.

Un « parti philosophique »

Cette émergence spectaculaire d'un « parti philosophique », cosmopolite – même si son noyau rayonnant est parisien, – faisant fi des frontières, est à la base de ce que René Pomeau nomme *« l'Europe des Lumières »*, cette première et éphémère tentative pour créer une nation européenne. Une Europe unie a bien été sur le point de naître, montre Pomeau dans la nouvelle édition de ce livre paru il y a vingt-cinq ans et qui demeure un bel exemple de la manière dont on peut marier les anecdotes les plus curieuses et les plus savoureuses avec l'ouverture de larges perspectives historiques. Des rives du Tage à Saint-Pétersbourg et d'Oslo à Naples, toute une société d'« honnêtes gens » a pu vivre dans l'illusion qu'il existait une patrie unique des Lumières, fondée sur l'idéal du progrès et de la raison, sur l'universalité de la langue française, dont Rivarol pouvait affirmer qu'elle était *« la langue humaine »*, sur une volonté de penser son existence et son avenir sans consulter le ciel.

Plus encore que les nombreux plans et projets d'unification qu'ébauchent ici et là de nébuleux utopistes, mais aussi des gens aussi sérieux que Kant ou que l'abbé de Saint-Pierre, l'ami de Fontenelle, c'est le puissant mouvement de circulation des idées et des hommes, dans cette Europe où le moindre voyage est une aventure, qui frappe par l'enthousiasme qui l'anime, les curiosités qu'il éveille, le sentiment d'une appartenance commune qu'il suscite. René Pomeau décrit avec précision les raisons profondes qui ont conduit cette Europe à l'échec : la mise à l'écart des couches populaires, les antagonismes d'intérêt des classes bourgeoises qui vont, au contraire des Lumières, pousser à la constitution de fortes entités nationales. L'Europe ne pouvait pas se faire par la seule culture, en ignorant l'économie et les sentiments des peuples. Elle ne pouvait pas davantage se construire autour du seul pôle parisien, même et surtout si Marivaux faisait dire à l'un de ses personnages : *« Paris, c'est le monde : le reste de la terre n'en est que les faubourgs. »*

Et puis, les plus ardents diffuseurs des Lumières n'étaient pas eux-mêmes exempts d'obscurantisme et de préjugés. La biographie remarquablement documentée qu'Anne Soprani consacre à Mademoiselle Aïssé, cette jeune Circassienne arrachée du sérail et ramenée à Paris par l'ambassadeur de France à Constantinople et qui sera l'une des coqueluches des temps de la Régence, est à cet égard instructive. Si nos philosophes, leurs amis libertins, le joli monde spirituel des salons s'enflamment pour *« la nymphe de Circassie »*, l'invitent, la courtisent, s'ingénient à la faire briller, ils ne se soucient guère du bonheur que recherche éperdument cette jeune femme et l'enferment dans le rôle qu'ils lui ont dévolu : une superbe curiosité. L'aventure d'Aïssé s'achève en drame romantique. Faire partie de l'Europe éclairée permettait aussi de cultiver l'égoïsme des nantis et d'exiger de la canaille qu'elle se taise jusqu'à ce qu'on l'eût éclairée convenablement.

Pierre Lepape

La fin du cycle Dickens dans « La Pléiade »

« Maintenant, à vous d'inventer... »

L'AMI COMMUN
de Charles Dickens.
Traduit de l'anglais par Lucien Carrive et Sylvère Monod.

LE MYSTÈRE D'EDWIN DROOD
de Charles Dickens.
Traduction de Renée Villoteau et Sylvère Monod.
Edition publiée sous la direction de Sylvère Monod avec, pour ce volume, la collaboration de Lucien Carrive.
Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1 472 p., 340 F. jusqu'au 30 avril 1991.

Avec *l'Ami commun* et *le Mystère d'Edwin Drood*, s'achève la publication de l'œuvre romanesque de Dickens en « Pléiade ». L'entreprise était monumentale : neuf volumes au total. L'édition qui paraît aujourd'hui rassemble les dernières créations de Charles Dickens : deux romans de la maturité, plus graves, moins « mélodramatiques » qu'à l'habitude, témoignant d'un changement dans sa vision du monde.

L'Ami commun (1864) s'ouvre dans les ténèbres de la Tamise, où s'avance un canot louche, chargé de quelque chose comme une forme humaine enveloppée. Images saisissantes de mystère et de peur, irruption brutale du bien et du mal : en quelques pages, Dickens happe son lecteur dans une étrange affaire d'héritage et d'assassinat. L'enquête fournit une peinture de divers milieux sociaux : celui de la toute petite-bourgeoisie, celui de la haute société avec ses vrais riches et ses parvenus, celui des bas-fonds et des repêcheurs de cadavres, sans oublier la Tamise, personnage-clé du roman, avec ses mendiants, ses criminels, ses *« visions hallucinées de favelas brésiliennes »*. Plus que jamais *« tisserand d'histoires »*, Dickens tire les fils, distille les révélations, prête des aspects cachés à ses personnages, puis règle le sort de chacun d'eux dans un dénouement qui s'embarrasse peu de vraisemblance.

Qu'importe : admirablement écrit et traduit par deux éminents anglicistes, Sylvère Monod et Lucien Carrive, *l'Ami commun* est un ouvrage prenant, révélateur et convaincant. Et si l'on s'agace parfois des conventions du roman victorien, en même temps que des travers propres à Dickens – rhétorique, moralisme, sentimentalisme, – on se laisse prendre, une fois de plus, et avec délices, à toutes ses séductions.

Dickens est mort avant d'achever *le Mystère d'Edwin Drood* (1870). En quelques chapitres, il a posé l'intrigue – la mystérieuse disparition du jeune Drood le soir de Noël, – campé les personnages, fourni quelques indices sur le parcours à suivre, et... placé son lecteur devant une énigme d'autant plus obsédante qu'il n'en saura jamais le mot. Terrible frustration ou charme de l'inachèvement ? Dickens, dans un dernier clin d'œil, semble souffler à ses lecteurs : « Et maintenant, à vous d'inventer à ma place... »

F. N.

ROMANS

Domecq barricadé

Antichambre ou le refus de l'air du temps

ANTICHAMBRE
de Jean-Philippe Domecq.
Quai Voltaire, 404 p., 138 F

Antichambre, c'est comme un paysage sous la neige. Le roman, le héros, ce que le héros cherche à dire, tout cela est enfoui, provisoirement étouffé, mis de côté : dans l'antichambre. Jean-Philippe Domecq, qui a déjà prouvé son talent de romancier et d'essayiste, parvient ici à cet étrange tour de force de construire un roman par en dessous, sorte de cité interdite dissimulée sous une parole surabondante, car Gabriel, enfermé dans sa dépression, n'en finit pas de parler. Il parle, ressasse, cherche le mot juste, tergiverse, avec, pour seuls interlocuteurs, lui-même et son homologue parlant – le magnétophone, qui lui renvoie en écho ses propres obsessions tout en lui portant le réconfort d'une mémoire définitivement inscrite.

Sous cette prolifération de mots, des sens surgissent comme quelques cimes d'arbres épargnées, par bribes sélectives. De même qu'est prophète l'aveugle de la mythologie, le malade prisonnier de sa parole, dans sa chambre, se fait clairvoyant : *« Je suis bien placé, là où je suis désormais, là où je me suis claquemuré, là où j'ai eu le courage de me barricader*, oui *courage j'ai dit et bien dit, c'est bien de courage qu'il s'agit, je dis que j'ai eu le courage de m'isoler pour bien* voir. *Comme ça, si personne ne voit, moi je vois désormais. Ici, je suis bien placé pour savoir ce qu'ils traficotent avec leur* réel. »

Gabriel sombre depuis le suicide d'un ami – André – avec qui il partagea les idées politiques et le goût d'une même femme et qui devint entre-temps conseiller du prince. La chute de Gabriel, c'est plus qu'une dépression qui ferait de lui un cas clinique relativement banal, une fatigue très lourde, plus qu'un relâchement passif des forces de vie, une démission active, une façon de dire non. Non à quoi ? Au suicide d'André, dont la liaison qu'il eut avec sa femme aurait été la cause ? Tout le monologue de Gabriel, son exploration intérieure tend à trouver au « non » son point d'ancrage. Parler, même en boucle, assure la révolte plus que le silence et cette « fatigue »-là donne l'énergie du refus, la force du doute ; car *« il y a pire que doute émis : le doute tu »*.

La liberté d'aller mal

Course de fausses questions, d'obstacles réels ou fictifs, l'évidement intérieur passe par le trop-plein. Il faut chercher le discours dans ce que les mots ne disent pas, comme un croquis que détourerait le creux des lignes : le mal de Gabriel n'est pas en lui-même, dans l'espace fermé de la parole, mais dans ce qui l'entoure, autour de cette parenthèse agressive que crée le soliloque par rapport au monde. Chute du désir, chute des passions, déchéance de l'Histoire, désespoir du politique, destins à la petite semaine laissés entre les mains de modes sans risques, de républiques boiteuses et du pouvoir des dupes. Gabriel patine sur ce trou de modernité des années 80. Est-ce vraiment lui qui tombe ? On dirait plutôt qu'il enfourche une planète en roue libre.

Assez de l'air du temps, de la conspiration sournoise des autres : « prêt-à-penser », assaut d'images, de clips, de discours trop propres... Véritable totalitarisme de la bonne conscience où être libre, c'est « aller bien ». Or Gabriel, sa liberté, c'est d'aller mal : *« D'où leur inquiétude quand j'ai commencé à aller mal* – aller mal *enfin* aller mal *selon eux... Selon eux, en effet, on va mal dès qu'on n'adhère plus à leurs constants clips de pub clips de pub clips de pub... »* Aller mal, prendre congé, « faire antichambre », trouver ses propres murs *« et on voit clair, enfin. On entend tout »* ; alors on peut espérer, comme l'écrit Michaux, *« faire visage comme on fait surface »*.

Quant à Jean-Philippe Domecq, manifestement bien barricadé lui aussi, il épingle la décadence avec une perspicacité redoutable... et avec un mimétisme d'écriture tel qu'on ne s'en relève pas, il faut bien le dire, sans de lourdes cicatrices d'ennui. Un seul reproche à ce livre qui sait si intelligemment aiguiser le creux du malaise : la fatigue d'époque, il la rend trop bien.

Marion Van Renterghem

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

•

MARS 1991 - N° 286

Jacques Derrida
LA DÉCONSTRUCTION DE LA PHILOSOPHIE

Un grand entretien. Derrida enseignant. La consécration américaine. L'itinéraire philosophique. Les rapports de l'œuvre avec la littérature, la psychanalyse, l'art. Derrida et Heidegger. Les réflexions sur l'enseignement de la philosophie.

Entretiens : Michelle Perrot, une nouvelle histoire des femmes.

Chez votre marchand de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

5 numéros : 108 F.
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies : le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les suicidés de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt

Nom : ....
Adresse : ....

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

L'hymne aux parias de Seda

LE FUMOIR DE L'AMBASSADE
de Seda.
Payot, 210 p., 95 F.

Seda avait déjà publié, en 1980, un roman très singulier, qui s'intitulait *Publique (1)*. Avec *le Fumoir de l'Ambassade*, elle confirme qu'elle aime les situations romanesques insolites : en 2028, dans une ambassade imaginaire, encerclée par les flammes d'une ville en guerre, trois hommes – *« les derniers beaux Européens de la nuit »* – échangent, en sirotant du sherry, des propos empreints d'une ironie désenchantée. Admirateurs d'un célèbre compositeur, Tadeusz H., ils veillent, à tour de rôle, sur Esmy, sa mère, une vieille réfugiée du Caucase qui s'éteint dans sa chambre, au premier étage.

La vie entière de cette femme leur est révélée grâce aux carnets qu'ils découvrent dans une malle. Une vie bousculée, toujours en instance de départ, emportée par le vertige d'un nomadisme panique – qu'épousa un style vibrant de lyrisme éberlué. L'or de l'oncle Dimitri aurait pu éclairer les ténèbres de l'exil loin des contrées perdues qui, au fil de l'errance, rétrécissaient comme une « peau de chagrin » ; mais son passage dans la famille n'a été qu'un songe. La père d'Esmy n'en a prélevé que *« quelques miettes »* pour acquérir en 1943, Mallet-Stevens, *« cette maison trop belle pour être honnête »*. La fillette s'y sentait perdue comme dans l'immensité d'une gare de marbre noir et rose, traversée par les silhouettes des huissiers.

« Prendre le thé au Ritz »

L'écrivain recrée admirablement l'ingénuité désorientée, la détresse éblouie de l'enfant, fascinée par l'obstination hagarde d'un père qui, bien que harcelé par les dettes, emploie une *« force absurde »* à conserver la demeure, *« sa folie, sa foi, son fief »*. Unique compensation au froid de l'aléatoire : l'affection de la grand-mère, la cantatrice, qui enchantait Esmy par les *« litanies en clochettes »* des surnoms qu'elle lui donnait et par la tranquillité des promenades dans l'Eden du parc Montsouris.

Chaque après-midi, Omna, la cantatrice, réunissait autour d'elle – la verve de l'auteur se donne libre cours dans des tableaux éblouissants de cocasserie amère et d'attendrissement narquois – une assemblée d'expatriés qui, tenant serré dans la main leur ticket de métro, ne semblaient pas s'apercevoir, dans la fraternité béate de leur interminable thé, qu'ils *« changeaient de pays »*.

La tante Anna, gardienne des traditions du rire et de l'hospitalité, organisait, telle une Cendrillon de luxe, des fêtes sublimes à coups d'emprunts, dans la salle à manger illuminée, où les femmes forçaient sur le rouge, la satin, la fourrure et le champagne. Elles s'enivraient des histoires ancestrales qu'elles se racontaient les unes aux autres et, dans la ronde de leur volubilité nostalgique, croyaient entendre *« le ressac des nuits caspiennes »*. Pourtant la griserie des souvenirs voluptueux s'éteint devant les douleurs du réel : dans des pages bouleversantes, le père, ruiné et condamné par un cancer, s'obstine à trébucher sur un trottoir de Paris, obsédé par le désir de photocopier le nombre de ses globules et, fidèle jusqu'au bout à sa prodigalité, laisse au chauffeur de taxi qui le dépose devant l'Hôtel-Dieu, où il revient pour mourir, un pourboire délirant *« comme s'il allait prendre le thé au Ritz »*.

Esmy part pour le Sud-Ouest : elle y accomplit enfin son rêve d'avoir une *« terre à soi »*, qui ne soit pas maudite et lui permette d'échapper au cycle des *« réquisitions, inquisitions, dépossessions »*. En cultivant l'art d'embellir les jardins et en composant les teintes des massifs de fleurs selon *« une chorégraphie interne »*, elle établit l'ordre qui manquait à sa vie. Elle trace les limites d'une *« patrie funèbre »* où seraient éparpillées les cendres des ancêtres et elle voudrait que chacun reposât près de l'arbre qu'il préférait. Dans son désir halluciné de permanence, elle creuse la terre pour écouter battre la jeunesse du monde, voir la formation des plus secrets plissements où gît l'or du temps.

Une Europe en feu

Le roman se dénoue alors en versets d'adoration tellurique. Dans sa volonté de reconstruire le mythe fondateur, de recréer une généalogie légendaire où le trisaïeul, Djamal Aga, apparaît comme un dieu du Caucase, Esmy se fie à la fable qui rachète les défaillances de l'histoire, à l'incantation qui exorcise les désordres de l'exil. Mais elle perdra à nouveau sa terre, condamnée à errer, au bord de la démence, à travers une Europe en feu.

Le livre de Seda, remarquable par sa justesse de ton, sans cesse tendu entre l'exaltation et le regret, l'apologie de la tradition et l'urgence des adieux, est un hymne magnifique à la gloire de tous les parias qui, d'ambassade en ambassade, recherchent la paix d'une enclave où ils ne seraient plus interdits de séjour.

Jean-Noël Pancrazi

(1) Lunean-Ascot.

ÉCRITS INTIMES

Jean Grenier, libre promeneur

Trente ans durant, l'écrivain a noté ses rencontres dans des Carnets. Gommant le moi, il a surtout regardé les autres

CARNETS 1944-1971
de Jean Grenier.
Edition établie par Claire Paulhan,
Seghers, 570 p., 195 F.

L'expérience fondatrice de la pensée de Jean Grenier est celle du vide. Un état vécu dans son enfance, dont il a évoqué les signes identifiables dans *les Iles*, aura façonné sa manière d'être comme sa manière d'écrire. Le monde possède une réalité que le moi n'a pas. Il s'agit donc de s'effacer afin de laisser libre cours à la vie dans son amplitude. L'Orient est proche, et notamment le taoïsme, auquel Jean Grenier a consacré un livre majeur.

Mais Jean Grenier est un écrivain et son pacte avec les mots ne saurait être en contradiction avec sa vie intérieure. Il a donc pratiqué, le plus souvent possible, une esthétique de l'indirect, à la manière des peintres chinois : *« Je rêvais de recréer la vie de la terre dans l'atmosphère du ciel. »*

Or, en 1944, à quarante-six ans, Jean Grenier commence à jeter des notes dans des carnets ; il poursuivra cet exercice jusqu'à sa mort, en mars 1971. Trop d'exemples prouvent que les journaux d'écrivains sont des poses devant des miroirs sans tain. Ici, rien de tel. Fidèle à sa démarche, Jean Grenier a gommé le moi. Il ne se regarde pas, il regarde les autres. Est-ce à dire qu'il est absent de ce gros livre si intelligemment présenté par Claire Paulhan ? Non. Il est très présent, mais *« ailleurs »*, comme il aimait à le dire.

Jean Grenier : à la manière des peintres chinois

Chaque page, chaque ligne lui appartiennent parce qu'il capte les choses avec un regard qui lui est propre, où l'acuité philosophique se joint à une ironie toujours en éveil. Le moi ne s'est pas dissous, il s'est simplement déplacé pour ne pas troubler la réalité fragile du monde. Dans un des rares passages où il parle de lui, il note : *« Je suis pareil à ce roi du conte irlandais qui aurait dû déjà mourir il y a longtemps et qui n'avait obtenu la faveur de survivre qu'à condition de ne pas toucher terre, sans quoi il tomberait. Je survole – à cheval... »*

La matière de ces *Carnets* est principalement faite de rencontres et d'esquisses pour des œuvres futures. Parmi ces esquisses, il y a les *« à-peu-près »*, ces mots décalés comme *« nous sommes en brise-bise »* ou *« mettre le feu aux poutres »*, qui enchantaient le Grenier ludique. Plus encore le passionnait la chasse à des définitions ou des citations qui seront la matière de ses différents *Lexiques* (regroupés chez Fata Morgana), dont l'objet est de cerner la réalité par un biais incongru. Il s'agit à nouveau d'étonner, ce qui – l'oublie-t-on ? – est la seule manière conséquente de philosopher : *« Fruits : tout porte fruit, même le mur, car il n'est pas toujours d'aplomb. »*

Préparant des articles, Jean Grenier rencontre de nombreux peintres. Il note surtout leurs propos. Là comme ailleurs, c'est l'insaisissable qui l'attire, l'expression d'un monde caché qu'il retrouve surtout chez les peintres non figuratifs, dont il aura fréquenté les plus grands avant même qu'ils ne fussent reconnus. En exergue à sa démarche, il pourrait inscrire ce qu'il écrivait sur la peinture chinoise : *« En réalité, il n'y a ni espace ni temps dans la peinture. Le tableau est une âme rituelle. »*

Les rencontres avec ses amis, qui sont surtout des écrivains, forment la part la plus abondante du livre. On y retrouve Louis Guilloux, Etiemble, André Gide, Georges Perros, André Malraux, René Char, Jean Giono, Jean Paulhan, Henri Michaux, etc., sans que jamais aucun jugement ne voile la transparence des propos, bien que le choix de ces écrivains soit en lui-même une marque. Encore une fois, la pensée de Jean Grenier s'exprime par ricochets.

C'est Albert Camus qui domine ces rencontres. Jean Grenier avait été son maître en 1930 au grand lycée d'Alger. Il avait tout de suite reconnu le talent de ce garçon pauvre, âpre et fier. Pendant trente ans se développent des relations d'une confiance absolue et d'une liberté de jugement que l'affection n'entrave pas. Ils voyagent ensemble et se rencontrent d'innombrables fois. Comme l'éthique de Jean Grenier le pousse, à de rares exceptions près, à ne rapporter de leurs conversations que ce que dit Camus, nous avons de ce dernier un portrait sans équivalent, parce qu'il pouvait tout dire à un homme qui avait nourri sa pensée sans jamais peser sur ses orientations.

Un Camus fragile et modeste

On y découvre un Camus fragile et modeste, orgueilleusement solitaire, d'une totale intégrité et beaucoup plus proche des valeurs traditionnelles que l'on a voulu le faire croire. Bien que la guerre d'Algérie, déchirante pour les deux hommes, soit très présente, la rencontre en profondeur se fait autour de la littérature. Au moment de la mort de Camus, en 1960, Jean Grenier ne confiera pas un soupir à ses carnets, mais on sait que, ce jour-là, une part de lui-même fut écrasée.

« Par l'intermédiaire de quoi ou de qui communique-t-on ? », se demandait Jean Grenier. Ces *Carnets* répondent, à leur manière : on communique par une libre promenade avec les êtres et les choses, et après avoir aboli l'écran du moi.

Olivier Germain-Thomas

★ Rappelons la publication, l'an dernier, d'un Cahier Jean Grenier, dirigé par Jacques André, aux éditions Folle Avoine, Les Bois, 35245 Romillé (120 F).

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

Ouverture à

Trente entretiens sur l'éthique et le sens

LE TEMPS DE LA RESPONSABILITÉ

LEURS LEÇONS DE VIE

Astronome et philosophe... en leur "enseignant les étoiles"

LES LIVRES DES PI

SOCIÉTÉ

Ouverture à cœur

Trente entretiens sur l'éthique et le sens de la vie

LE TEMPS DE LA RESPONSABILITÉ
de Frédéric Lenoir.
Ed. Fayard, 274 p., 120 F.
LEURS LEÇONS DE VIE
de Dominique Saudinois.
Mercure de France, 256 p., 130 F.

Etre en vue ne donne pas forcément bonne vue. La télévision n'en a cure qui a usé jusqu'à la corde le répertoire des questions tous azimuts qu'il faut poser aux vedettes de l'Audimat. Vanessa Paradis peut avoir des idées sur le fondamentalisme islamique, mais, a priori, ce n'est pas d'elle que nous attendrions un éclairage nouveau sur le sujet. Etourdis par cette valse des entretiens à bâtons rompus sur des thèmes sérieux habillés de paillettes et de confettis, nous reprenons pied lorsque des livres comme ceux qui nous sont proposés aujourd'hui tournent le dos à cette monomanie.

Frédéric Lenoir a rassemblé une série d'entretiens sur l'éthique, ou, si l'on veut, sur les principes fondamentaux qui guident l'action humaine. Il n'est plus guère de domaines qui, aujourd'hui, échappent à cette recherche du fait de l'avancée foudroyante des sciences et des techniques ainsi que de l'écroulement de références traditionnelles en Occident. Avant d'interroger des personnalités qualifiées dans les grands secteurs de la vie sociale, Frédéric Lenoir demande à Jacques Ellul, à Marie-Colette Boisset et à l'abbé Pierre quels sont leurs sentiments sur cette résurgence du besoin d'amarres. Avec des variantes propres à leurs engagements fondamentaux, ils convergent sur le thème de l'amour et de la préservation du sacré comme voies royales pour lutter contre la volonté de puissance.

Alors peuvent défiler des remarques plus circonstanciées sur les rapports entre l'éthique et les sciences de la vie (Jean Bernard et Jacques Testart), l'environnement (Jean-Marie Pelt), l'économie et le développement (René Lenoir), l'entreprise (François Guirand et Bernard de La Rochefoucauld), les médias (André Fontaine et Yves Jaigu), le politique (Jacques Delors, Simone Veil, Michel Noir).

Cela dit, quels sont les fondements d'une éthique personnelle ou d'une morale commune ? Difficile question que Frédéric Lenoir a le courage de ne pas éluder. Un jeune philosophe, Luc Ferry, voit bien que des courants traditionalistes reprennent de la vigueur pour y répondre, mais dans nos démocraties on aimerait mieux que les individus produisent eux-mêmes leurs normes. Il avance donc l'hypothèse que *l'argumentation* est *« la seule opération intellectuelle qui fournisse l'équivalent chez les modernes de ce qu'était la tradition chez les anciens »*. Pour le Père Philippe, dominicain, c'est la relation à autrui qui engage le plus la responsabilité humaine, et cette expérience de la capacité d'aimer est le point de départ de toute éthique. Emmanuel Lévinas est très proche de cette conception qui parle de *« la gratuité du hors-de-soi pour l'autre »*.

Dans sa postface, Paul Ricœur, survolant de très haut ce riche terreau, nous propose une subtile distinction entre les convictions d'*arrière-plan*, qui se ramènent pour l'essentiel à la philosophie de Kant sur le respect des personnes, et les convictions d'*avant-plan*, paysage mouvant où l'on doit répondre à des situations inédites ; et le guide proposé est l'idée de *responsabilité* non plus seulement tournée vers l'action passée mais aussi vers le futur, *« celui des conséquences prévisibles dont on assume la charge »*.

De Pékin aux Etats-Unis

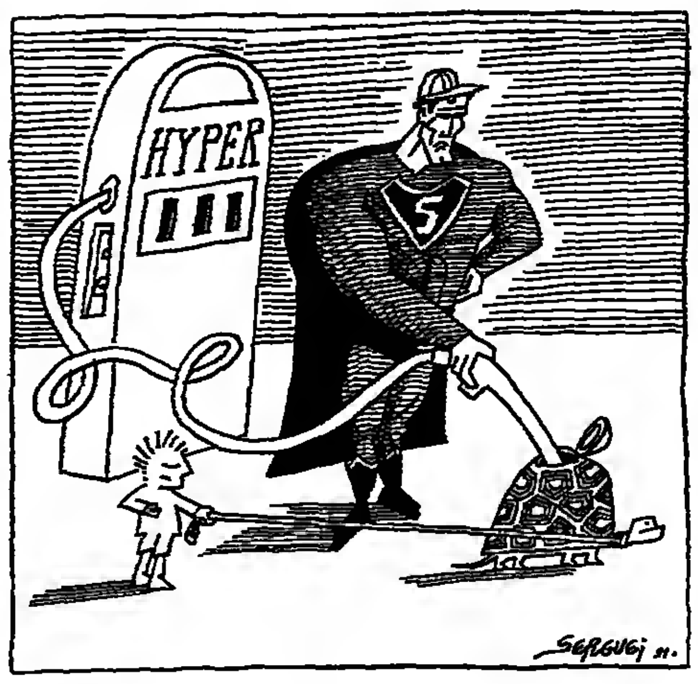
C'est aussi à la recherche du *sens* que se livrent les personnalités qu'a rencontrées Dominique Saudinois dans son livre *Leurs leçons de vie*. La procédure choisie est différente de celle de Frédéric Lenoir. Ici, l'auteur s'implique beaucoup plus dans sa démarche qui la porte parfois à Pékin ou aux Etats-Unis. Elle réalise autour de chaque entretien un agréable *montage : portrait de son vis-à-vis*, de son décor, de l'ambiance dans laquelle se déroule la conversation, réflexions sur la vie du personnage, sur les phrases qu'il vient de dire. Comme Dominique Saudinois a du talent et une chaleur communicative, son ouvrage est fort tonifiant. Le plus jeune de ses « interprètes » – pourrait-on dire – a soixante-quatre ans (le physicien Gerry Brown) et le plus âgé, Alfred Sauvy, quatre-vingt-onze ans. Tranche d'âge qui n'a rien d'étonnant, car elle avait posé à tous la même question en leur écrivant pour exposer son projet : *« Quelles sont les choses qui apparaissent vraiment importantes quand on se retourne sur une longue vie ? »* Après la rencontre, elle cherche le mot le plus juste pour rassembler ses impressions : Alexandre Minkowski ou l'enthousiasme, Claude Mauriac ou la sensibilité, Lucie Aubrac ou l'amour, Manuel Rosenthal ou la spiritualité, Stéphane Hessel ou l'équilibre, Pierre Laroque ou la liberté, Germaine Tillion ou l'indulgence, Gilbert Trigano ou l'imagination, l'abbé Pierre ou le partage.

Comme Frédéric Lenoir, Dominique Saudinois pratique « l'ouverture à cœur ». Dans le jeu cruel de l'histoire immédiate, qui n'aurait besoin de telles oasis ?

Pierre Drouin

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Marchez-vous au « super » ?

AVANT de répondre, comme promis, à quelques lettres – et maintenant que le désert est peuplé de légionnaires, ces braves ayant chassé les paisibles troupeaux d'anachorètes qui méditaient sur Thaïs, – un avertissement paraît s'imposer. Ne sentant pas le sable chaud, nous aurons la modestie d'éviter, par le courrier, la discrétion d'airain de ce colonel, héros de la poste aux armées : *« Ça vient d'où, et c'est qui ? Eh bien, ça vient de partout, et c'est tout le monde »* (Ici même, 5 février).

Eh bien, pour nous, ça vient d'abord de Cormeilles ; et l'auteur n'est pas tout le monde. Nathanaël Tribondean est élève de cours moyen ; et, probablement, l'un des plus jeunes lecteurs du journal. Ce qui tranquillise sur le niveau. La lettre apporte de précieuses informations sur l'emploi contemporain de « super » et « hyper ». *« Tous mes copains*, écrit Nathanaël, *disent : les chevaliers du Zodiaque, c'est super ; mais les Tortues Ninjas, c'est hyper. »* Outre son caractère cosmopolite, l'exemple est intéressant à plus d'un titre. Pour l'apprécier, un bref voyage dans l'histoire et le système du français ne sera pas inutile. Aussi bien, il faut former la jeunesse qui lit « La vie du langage ».

Depuis la remarquable étude de Louis Guilbert et Jean Dubois (1), on savait que le préfixe « super » en était venu – par exemple dans *superproduction* ou *superchampion* – à marquer le degré élevé et l'intensité. Le tout en rivalité avec des voisins de système ; comme « sur » (*surproduction ; surabondance*) ; comme « extra » (*extra-fin* ou *dry*) ; ou « hyper » (*hypernerveux ; hypertendu*). Guilbert et Dubois constataient en particulier que *superproduction*, *surproduction* et *hyperproduction* avaient existé *« à un moment, avec le même sens »*, dans le vocabulaire du cinéma. La répartition qui a suivi n'est curieuse qu'à vue de nez.

« Super » avait déjà restreint l'influence du français « sur ». Du coup, résolument moderne quand il n'est pas idiot, le cinéma se réserve « super », pour sa gloire et la publicité. *Superproduction* triomphe d'autant plus facilement que les *superstars* viennent à la rescousse. « Sur », menacé, s'allie à « sous » et s'implante dans le vocabulaire de l'économie, où se rencontrent *surproduction ; sur* et *sous-évalué ; sur* et *sous-alimentation*, etc.

« Super » développe encore son influence, en éliminant « extra » d'une construction importante. Notant le haut degré de la qualité, « extra » et « super » pouvaient figurer comme qualificatifs postposés ; ce qui se perçoit dans *vin extra* et *film super*. Quel horripilant crétin oserait désormais choisir une *soirée extra*, de préférence à une *boîte super ?* On pouvait dire : *c'est extra !* On dira : *c'est super !*

Où est donc passé « hyper » ? demandera Nathanaël. Remarquons d'abord que le terme *hyperproduction*, né trop tôt, a disparu sans laisser d'adresse. « Hyper », en effet, a délimité son domaine dans le haut degré : pour stipuler, médicalement surtout, l'excès anormal, à combattre. Quand il entend *hypertension*, le cow-boy de Marlboro sort au moins son briquet. Toujours prêts aussi à effrayer, les grammairiens ont lancé *hypercorrection* pour blâmer un vilain défaut. Voici un exemple, fourni par l'académicien Alain Decaux, et épinglé sans pitié par Marina Yaguello (2) : *« Ce sont vous, les francophones d'ailleurs, qui nous opportez... »* Nous en reparlerons une autre fois.

« Hyper » flétrissait donc *le trop*, surtout au gré des savants (*hypertension ; hypercorrection*) ; tandis que le commun se contentait de « super » pour *le plus* ou *le très : campionissimo* se disait *superchampion ;* avec émotion. Tout était pour le mieux ; sauf que Napoléon perçait sous Bonaparte. *« Seul Darmesteter, en 1877*, précisent Guilbert et Dubois, a *noté l'extension du préfixe « hyper » dans le vocabulaire savant et prévu son extension dans le vocabulaire usuel, tout en le regrettant. »* Dès lors, les regrets vont bon train ; encore, en 1955, dans le livre de Marcel Galliot, au titre si désuet : *Essai sur la langue de la réclame contemporaine* (3). De ce point de vue, et à d'autres aussi, on pourra mesurer le chemin parcouru en lisant le livre récent de Blanche-Noëlle Grunig : *les Mots de la publicité* (4).

POURQUOI faut-il donc que les « grammairiens » aiment le français comme Arnolphe aime Agnès, en barbons tyranniques, gémissants ou ridicules ? Toujours est-il que blondins et galants se mettent à railler : apparaissent *hyperdiabolique* chez Gautier, *hypercritique* chez Hugo, *hypersublime* chez Baudelaire ; puis *hypersensibilité* et *hypernerveux* chez Proust et chez Morand.

Alors, pour peu que s'efface la péjoration petite-bourgeoise et médicale liée à l'excès, « hyper » devient disponible pour exprimer le *plus* haut degré ; « super » se trouvant réduit au moyen terme, comme dans la série : *sonique, supersonique, hypersonique*. Tout en restant dans le très haut degré, nous pouvons enfin renchérir avec *mais* et « hyper ». L'exemple de Nathanaël le prouve, dût-il faire pleurer Guenièvre : même excellents, les chevaliers ne valent pas les tortues.

L'exemple atteste en outre que la croissance de cet « hyper » n'est pas achevée. Puisque rien n'interdit, semble-t-il, d'affirmer : *« le film* est super, *mais le roman* est hyper », la voie est libre pour d'autres conquêtes. A l'école Maurice-Berteaux de Cormeilles, dit-on déjà *c'est hyper* comme on disait *c'est extra* ou *c'est super ?*

A ce rythme, « super » ne manque pas de s'affaiblir ; et la publicité se délivre plutôt dans l'ordre décroissant ; comme ceci : *« Chez Hyper U, Super U, Marché U, on refuse l'anonymat. »* C'est pas la poste aux armées. Effet immédiat : « super » n'est pas incompatible avec *petit* ; et personne ne sera surpris d'apprendre que *les petits supermarchés* ont échappé à la razzia sur le sucre.

Et comme les emplois de « hyper », les *grandes surfaces* prolifèrent : But, Continent, Mammouth, Ikéa, Joubert, Leclerc, Coop, Huit-à-Huit, etc. Cette énumération n'a pas pour but de réclamer un kilo de sucre aux oubliés, mais de construire un test linguistique : avec chacun des noms, on cherchera les prépositions convenables (on peut envoyer les *résultats*). Il paraît en effet que les grandes surfaces entraînent de singulières difficultés dans l'emploi déjà instable des prépositions. C'est en tout cas ce que constate M. Mayeur, professeur à Lisieux, où les élèves *« vont* à *Monoprix*, au *Monoprix ou* au *Leclerc » ;* où *« l'on achète ses meubles*, chez *Mobis, et indifféremment* à *But* ou chez *But. »* Même désordre à Lille : *« On va à la Camif*, à *Habitat ; mais* chez *Ikéa. A Ikéa, par contre, on trouve les* nouveautés *scandinaves... »* Comme on voit, il n'est pas simple de parler français. N'insistons pas, crainte d'inquiéter les Tortues Ninjas et leurs admirateurs.

Il est plus réjouissant pour terminer de faire valoir que l'ingéniosité française est infinie ; en témoigne, par exemple, un petit article extrait d'un journal sympathique, *le Perche*. Le titre reste réconfortant, « Drogue : un réseau démantelé sur Mortagne » – même si on devait regretter la « surite », qui touche la cité du boudin : on dit *sur Mortagne*, puisqu'on dit *sur Paris*.

MAIS il faut parfois composer avec « sur », par exemple quand les contradictions seraient trop voyantes. Voyez comme *implanter*, qui appelle toujours *dans*, entraîne d'abord *à* ; ce qu'on feint d'oublier au plus vite pour retrouver « sur » : *« Une longue enquête (...) a permis le démantèlement total d'un réseau de toxicomanes implanté à Mortagne et sur la région. »* Pourquoi diable fallait-il éviter : *« implanté à Mortagne et dans la région »?* C'est que les deux syntagmes prépositionnels, *sur Mortagne* dans le titre et *sur la région* dans l'article, éclairent à merveille le caractère *superficiel* de l'affaire. Rien de grave, ni de *profond*. Aussi bien la drogue était « douce », et la police ferme : *« Ce coup de filet permettait l'interpellation de* trois *dealers et de* plusieurs *personnes dépendantes du haschisch, drogue douce. »* Et Mortagne de respirer, après la pêche miraculeuse.

Un mot encore pour un autre plaisir : à propos d'une coquille bien capable de troubler un membre du clergé. De Toulouse, Jean-Loup Lacroix écrit très aimablement : *« Comme il se trouve que je suis prêtre catholique, j'ai prêté attention à ce que vous écrivez sur le sacerdoce. Je veux bien absoudre qui vous voudrez, c'est ma mission, mais pourquoi précisément les pêcheurs ? »* Je conçois volontiers qu'il y ait plus drôle ; et vous paraissez craindre, cher monsieur, qu'un jour les vrais *pécheurs* disparussent. Rassurez-vous : s'il n'en restait qu'un... Bien à vous, l'abbé !

(1) Louis Guilbert et Jean Dubois : « Formation du système préfixal intensif en français moderne et contemporain » dans *le Français moderne* (avril 1961, n° 2) A. d'Artrey.

(2) Marina Yaguello : *En écoutant parler la langue*, Le Seuil, 129 p., 75 F.

(3) Marcel Galliot : *Essai sur la langue de la réclame contemporaine*, Privat.

(4) Blanche-Noëlle Grunig : *les Mots de la publicité*, Presses du CNRS, 255 p., 120 F.

★ Voici enfin réunis certains articles devenus introuvables d'Antoine Culioli, linguiste exigeant et trop rare : Pour une linguistique de l'énonciation. Opérations et représentations, tome 1, Orphys, 6, avenue Jean-Jaurès, B.P. 87, 05002 Gap, 225 p., 110 F.). On souhaite le second tome très vite.

Astronome et philosophe, Fontenelle séduisait les marquises du siècle des Lumières, en leur "enseignant les étoiles".

Collection "Perspectives critiques" dirigée par Roland Jaccard. 112 pages - 65 F

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Pour mieux comprendre les événements actuels.

ALBERT MEMMI

JUIFS ET ARABES

PORTRAIT D'UN JUIF

LE RACISME

Collection Idées

LA LIBÉRATION DU JUIF

PORTRAIT DU COLONISÉ

Collection blanche

nrf

GALLIMARD

lequel les firmes américaines, assu- ... breux conjoncturistes prévoient une

SERGE MARTI

Lire la suite page 32

PHILOSOPHIE

Walter Benjamin entre mystique et politique

Marie-Cécile Dufour-El Maleh et Daniel Bensaïd sur les traces de l'auteur des Passages

ANGELUS NOVUS
Essai sur l'œuvre de Walter Benjamin
de Marie-Cécile Dufour-El Maleh.
Editions Ousia (distribution Librairie Vrin, 6, place de la Sorbonne).
282 p., 99 F.

WALTER BENJAMIN SENTINELLE MESSIANIQUE
de Daniel Bensaïd.
Plon, 258 p., 150 F.

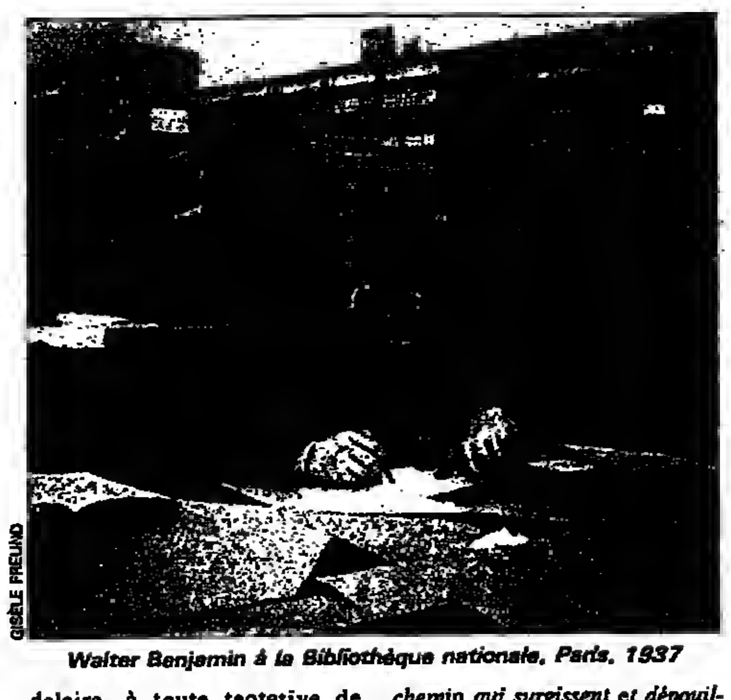
Ce n'est sans doute pas une pure coïncidence si Walter Benjamin revient parmi nous en cet hiver 1991 ; lui qui eut le funeste privilège d'avoir vingt ans à la veille de la première guerre mondiale, lui qui consacra son œuvre à la recherche de l'humanité perdue « dans les poubelles de l'histoire », lui, enfin, qui donna un ultime sens à sa vie en se donnant la mort un jour de septembre 1940, alors que la guerre poursuivait le cours tranquille et prévisible de l'horreur.

Ce n'est pas un hasard non plus si cet homme inspira, en son époque, autant d'admiration que de perplexité à ses meilleurs lecteurs et plus proches amis, tels que Scholem ou Adorno, pour ne citer qu'eux. Non pas qu'il fût, au sens convenu du terme, « en avance sur son temps » – il ne croyait pas plus au progrès de la pensée qu'au caractère inédit de l'histoire, – mais parce qu'il était pour cette raison même en dehors et au-dessus de toute conjoncture.

La conscience de l'impensable

Son engagement politique était, certes, aussi enraciné que possible dans la réalité, mais il ne prenait tout son sens à ses yeux que dans la mesure où il servait d'ancrage à sa quête métaphysique. C'est une des raisons pour lesquelles sa conception du marxisme et du matérialisme historique ne pouvait en aucun cas se résoudre en un simple parti pris idéologique. Le fait qu'il n'ait jamais adhéré au Parti communiste et qu'il n'ait pas décidé de quitter l'Allemagne pour se rendre à Jérusalem renforce, si nécessaire, le caractère volontairement « inabouti » de sa démarche.

En réalité, le véritable « aboutissement » ne pouvait prendre, pour lui, que la forme d'une prise de conscience absolue de l'impensable, d'une percée dans le vide, d'un coup d'Etat de la pensée contre elle-même. C'est pourquoi son œuvre échappe, au même titre qu'un poème de Baudelaire, à toute tentative de réduction ou de compréhension linéaire.


GISÈLE FREUND
Walter Benjamin à la Bibliothèque nationale, Paris, 1937

Le remarquable essai de Marie-Cécile Dufour-El Maleh est là pour nous le rappeler. Ecrit avec un rare mélange de rigueur et d'effacement, de doute et de puissance, ce livre restitue non pas la totalité du chemin parcouru par l'auteur des *Passages* (ambition vaine et sans objet en *ce qui le concerne*), *mais* le mouvement même de sa démarche. Ce qui revient à dire que l'auteur aborde Benjamin à la manière dont il aborde lui-même son sujet : de l'intérieur, non pas en s'identifiant mais en emboîtant le pas, ajournant indéfiniment le moment de conclure, préservant indéfiniment le moment de comprendre.

Ici, les citations ne sont pas destinées à illustrer ou à confirmer le point de vue du critique ; elles sont à la place que leur assignait Benjamin dans son propre travail, *« des voleurs de grand chemin qui surgissent et dépouillent le promeneur de ses convictions »*. Telle est l'approche de M.-C. Dufour-El Maleh, qui s'appuie sur des fragments de textes empruntés à l'auteur pour renouer, à travers eux, avec la dialectique dévastatrice dont ils sont les éclats. Dès lors apparaissent peu à peu les correspondances des multiples écrits de Benjamin, ces *« accords secrets »* entre le mystique et le politique (qui se situait aux antipodes du dogme et de la loi), entre le critique littéraire et le théoricien du langage (qui mesurait la magie de l'écriture à l'étendue du naufrage) et enfin entre l'anarchiste et le philosophe de l'histoire (qui voyait sombrer le monde et pour qui *« chaque seconde était la porte étroite par laquelle pouvait passer le Messie »*.

Qu'il médite sur *« l'origine du drame baroque allemand »* ou qu'il s'attarde sur le menu détail de ses flâneries parisiennes, Benjamin ne veut démontrer ni reconstituer quoi que ce soit. Ce qui compte, pour lui, c'est de voir et de montrer ce qui se passe en *cours de route*, c'est l'étincelle que va produire inopinément la confrontation de deux sens opposés, c'est ce qui révèle le temps et qui, par le fait même, ne *dure* pas.

Car, on le sait, Benjamin récuse l'historicisme et le découpage du temps. Indivisibles, le passé, le présent et l'avenir n'ont de réalité que dans *« la fulgurance de l'instant »*. Le temps n'est donc pas synonyme de durée, il en est l'éclatement, tout comme le langage n'est pas un instrument de pensée mais le révélateur de ce qui ne peut être nommé.

La tapisserie du vécu

Ainsi, à propos de *« l'origine du langage »* selon Benjamin, M.-C. Dufour-El Maleh écrit-elle : *« Le langage n'a pas le contenu, il est à lui-même son propre contenu, il ne communique rien mais se communique lui-même. »* Dès lors, la mémoire prétendument objective de l'histoire ne peut que momifier l'événement et en obstruer le sens. Seule la magie de l'écriture peut restituer, par effraction, le langage à lui-même. *« Il ne s'agit plus de produire un langage, il s'agit de l'écouter. C'est ce qui fonde la très grande parenté de Proust avec Benjamin. »* En effet, quoi de plus applicable à Benjamin lui-même que sa propre réflexion sur l'auteur d'*A la recherche du temps perdu ?* *« La mémoire involontaire de Proust n'est-elle pas beaucoup plus proche de l'oubli que de ce que l'on appelle en général le souvenir ? Et ce travail de remémoration spontanée où le souvenir est l'emballage et l'oubli le contenu, plutôt qu'un nouveau travail de Pénélope, n'en est-il pas le contraire ? »* écrit-il, avant d'en revenir au point de départ de leur commune recherche : *« Nous ne tenons en main que quelques franges de la tapisserie du vécu que l'oubli a tissée en nous. »* Cette liberté de penser le point zéro de toute chose, il la doit à son extrême maîtrise de l'écriture, il la doit aussi à ce *« don extrêmement rare de penser poétiquement »*, dont parlait Hannah Arendt à son sujet.

Dans son ouvrage sur Benjamin, Daniel Bensaïd s'engage, lui aussi, sur les traces, *« effacées avec des précautions d'Indien »*, de celui qu'il appelle la *« sentinelle messianique »*. Son voyage à l'intérieur de cette œuvre éclatée stimule et relance sa propre réflexion philosophique. Lente et patiente enquête sur celui qu'il appelle très justement *« un modeste passeur »* plutôt qu'un *« guide »*, son livre est aussi un réquisitoire politique contre l'esprit de consensus. Il n'en demeure pas moins que sa réflexion, d'une actualité certes troublante, pose, dans sa forme comme dans son contenu, les limites entre cette pratique militante de l'écriture, qui est la sienne, et celle de Walter Benjamin, qui était, quant à elle, l'expérience métaphysique par excellence.

Dominique Eddé

★ A noter également, parmi les récentes parutions, un excellent numéro de la *Revue d'esthétique* consacré à Walter Benjamin, 211 p., 195 F, ainsi que deux ouvrages de Benjamin, *les Ecrits français* (Gallimard, 389 p., 180 F) et *Charles Baudelaire* (Petite Bibliothèque Payot, 283 p., 68 F).

★ A l'occasion de la parution de *Exil et engagement. Les intellectuels allemands et la France. 1930-1940* et des *Ecrits français* de Walter Benjamin aux Editions Gallimard, la FNAC-Etoile organise une rencontre avec Albrecht Betz, Youssef Ishaghpour, Manfred Flügge et la photographe Gisèle Freund, mardi 12 mars à 17 h 30.

PSYCHOLOGIE EN MIETTES
par Roland Jaccard

Déroutant Roustang

INFLUENCE
de François Roustang.
Ed. de Minuit, 178 p., 95 F.

Dans le milieu psychanalytique, *François Roustang* est un « outsider » : il n'a pour Freud qu'une considération limitée et il n'a pas ménagé Lacan dans son dernier livre (1). Circonstances aggravantes : il tâte de l'hypnose et ne cache pas sa curiosité pour les techniques thérapeutiques importées des Etats-Unis. *« Que deviendrait ma réputation,* note-t-il ironiquement, *dans le petit monde analytique où je suis au chaud, si l'on apprenait que je m'initie aux tentatives d'adaptation venues d'outre-Atlantique ? »*

Bref, avec *Influence*, François Roustang une fois de plus désarçonne son public ; il oppose Freud à une sorte de Socrate made in USA : Milton H. Erikson (1901-1980), qui récuse toute théorie, ne veut pas de disciples et exècre les institutions. Ce qui a séduit Roustang chez ce psychiatre hors du commun, c'est que pour lui, comme pour Socrate, le respect du patient revêt les allures de la manipulation la plus sophistiquée. *« Se garder de l'influence n'est visiblement pas son problème. Il la redouble ou la pousse même au plus haut point de sa puissance »*, écrit Roustang.

On appréciera chez François Roustang, outre l'ironie de son style, son absence de toute crispation théorique, ainsi que sa disponibilité pour toute expérimentation nouvelle, sans qu'il soit dupe par ailleurs de la redoutable mystification qu'entraîne toujours le souci d'influencer ou de guérir un patient. Il n'est pas loin de penser que l'hypnose, rejetée par les freudiens orthodoxes sous prétexte qu'elle sape la liberté humaine, est au contraire la condition de cette dernière. Encore un retournement théorique qu'on ne pardonnera pas à François Roustang, l'un des esprits les plus paradoxaux et les plus déroutants de la psychanalyse française.

(1) *Lacan. De l'équivoque à l'impasse*, Minuit (1986).

Psychanalyse stendhalienne

PSYCHANALYSE 6 HEURES 1/4
de Dominique et Gérard Miller.
Ed. du Seuil, 223 p., 89 F.

C'est à des exercices de psychologie stendhalienne, cette psychologie qui exige que nous soyons secs, clairs, sans illusion, comme un banquier qui a fait fortune, que nous invitent Dominique et Gérard Miller, deux psychanalystes qui ont le don de flairer les problèmes cachés et de les lever comme des lièvres.

Voici, par exemple, Olivier, qui, fasciné par le courage qu'il supposait à Montherlant dans son suicide, annonce d'emblée : *« Si l'analyse ne marche pas, je me tirerai une balle dans la tête. »* Il s'était fixé un objectif incontournable : rencontrer dans les trois mois la femme de sa vie. Sinon, il était « perdu ».

Voici encore cet homme qui, ayant appris que sa femme venait d'accoucher, se rend à vélo à la maternité, dépasse la porte du bâtiment, poursuit sa route et quitte la région. Passer à côté des autres, à côté de sa propre vie, tel était son destin. *« Je suis un voyageur »*, répétait-il d'une voix absente.

Et, à chaque fois, Dominique et Gérard Miller nous entraînent au rendez-vous que tout symptôme fixe à la part la plus *obscure de nous-même*, lorsque nous sommes las de fabriquer notre malheur. Alors, comme disait Stendhal, mais alors seulement, nous pouvons explorer ce *« royaume des frissons délicats »* qui est celui de l'âme humaine avec un épicurisme de gourmet fureteur.

*Les plus réfractaires à la psy*chanalyse dévoreront les vingt histoires, écrites au scalpel, que les auteurs ont réunies pour notre plaisir. Même l'inconscient y est léger et le *« petit dieu de l'analyse »* – le seul, nous disent les auteurs, en qui il n'est pas nécessaire de croire parce qu'il n'est lui-même que l'instrument du destin – mène la danse avec une allégresse endiablée.

Les naufrages de Blumenberg

Les dérives de la raison fascinent le philosophe allemand

LE SOUCI TRAVERSE LE FLEUVE
de Hans Blumenberg.
Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni.
L'Arche, 250 p. 120 F.

Il n'y a pas de rivage à la mer douloureuse de la naissance et de la mort, et notre infini besoin de consolation ne peut être rassasié, pas plus que notre raison ne peut donner ne serait-ce qu'une amorce de signification à nos naufrages physiques ou spirituels. Tout ce que nous savons, c'est qu'il n'y a pas de pensée sans l'épreuve du naufrage. Pour les philosophes grecs, rappelle Blumenberg, c'était le chemin obligatoire : comment quelqu'un pourrait-il enseigner quoi que se soit sur la fin et ce qui la précède, sans y avoir été lui-même confronté ?

Quand se fut achevée l'époque des naufrages réels vint celle des naufrages métaphoriques : l'essentiel, qui n'est pas grand-chose, ayant été dit, et le meilleur ayant été joué *ad nauseam*, ne restait plus qu'à le répéter dans la simulation ou dans la dérision. Le désespoir métaphysique ouvrait toutes grandes ses portes au *« divertissement »* et à cette *« pulsion de travail »* qui n'est que l'autre face de la *« pulsion de mort »*, chacun n'œuvrant vraiment qu'à sa destruction. Cela, même le caniche de Schopenhauer avait fini par le comprendre ; et le neveu de Wittgenstein, avec son vieux complice Thomas Bernhard, aussi.

A propos de Schopenhauer, justement, Blumenberg cite l'histoire qu'il aimait raconter pour illustrer avec vigueur la solitude de l'être humain raisonnable parmi les « ensorcelés », c'est-à-dire tous ceux qui sont assujettis au destin de l'espèce : notre homme porte une montre qui donne l'heure juste dans une ville où toutes les horloges sont mal réglées. Lui seul connaît *l'heure véritable*. La chute de l'histoire réside dans cette brève question : mais à quoi cela lui sert-il ?

A rien, bien évidemment, sinon à révéler sa folie, qui est celle de toute démarche philosophique. Est-il bien indispensable d'ajouter que cette folie est aussi suprême sagesse, car, en levant le voile des illusions, elle brise l'ordre du consensus et permet à chacun de vivre selon son propre système sans jamais perdre de vue l'horloge de son village.

Rencontres légendaires

Je connais peu de livres aussi excitants intellectuellement que cet essai du philosophe allemand Hans Blumenberg, *Le souci traverse le fleuve*. Blumenberg n'est pas encore connu hors de son pays en dépit d'une œuvre abondante (1) qui tourne autour du thème de la *« fin de la philosophie »* et qui, à coups d'anecdotes, récuse tout esprit de système. *« Faut-il manier raisonnablement la raison ?* demande-t-il. *Et s'il le fallait, le pourrait-on ? »*.

Outre les naufrages et les dérives de la raison, ce qui fascine Blumenberg, ce sont les *« entretiens au sommet »*, ces rencontres improbables et légendaires qui *« conserveront toujours leur aura, même s'il n'en sort encore, si souvent, que le néant. »* Ainsi de Nietzsche et de Lou Salomé au sommet du Monte Sacro (*« Si quelqu'un nous avait entendus, il aurait cru entendre deux diables discuter »*, notait Lou, ce qui fait sourire Blumenberg : quel espion aurait encore entendu dans cette conversation quoi que ce soit de coupable un siècle plus tard ?), de Wittgenstein rendant visite à Frege (une catastrophe) ou de la rencontre ratée entre deux misanthropes professionnels : Schopenhauer et Hebbel.

Mais rien ne vaut la question de Proust à Joyce : *« Aimez-vous manger des truffes ? »* *« Oui, j'aime beaucoup en manger »*, répondit Joyce. L'accord sur une question aussi exquise rendait tout autre accord inutile. Et comment ne pas admirer leur manière délicate de contourner la prétention réciproque d'être hors du commun ? Quoi qu'il en soit, note Blumenberg, nous attendons de chacun ce qu'il aurait été forcé de dire même s'il avait, par hasard, oublié de le dire. Ce pourrait être la morale de cet essai, ironique et décapant.

R.J.

(1) On lira, à ce propos, l'étude de Joseph Koerner parue dans *Liber* (16 décembre 1989).

Gulliver
DES ÉCRIVAINS REDÉCOUVRENT LE MONDE
Au sommaire du n° 5
LA GUERRE
Des textes inédits de :
Graham Greene, Nik Cohn
Amitav Ghosh - Umberto Eco
Janet Flanner - Alvaro Mutis
Richard Ford - Michel Rachline
James Fenton - J.G. Ballard
Annie Dillard - Tim O'Brien
Boyle - T.E. Lawrence
Revue trimestrielle 85 F

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
42 88 58 26
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

L'ETHNOGRAPHIE
(Suite de la Revue ethnologique fondée en 1839)
N° 108 - LE JAPON vu par les Français
Rappel :
N° 106 - L'ALBANIE (ethno-histoire)
En voie d'épuisement :
VOYAGES CHAMANIQUES 1 et 2
Causes de la maladie (n° 96/97)
En vente : FNAC Forum
Libr. Musée de l'Homme
140 F. Voy. cham. : 160 F.

Le jésu
Gérard Manley
LE NAUFRAGE DU DEUTSCHLAND et autres poèmes
EN RYTHME BONDISSANT Lettres choisies
DE L'ORIGINE DE LA BEAUTÉ suivi de POÈMES et d'ÉCRITS
Jacques
Le démantèlem

Le jésuite bondissant

Gérard Manley Hopkins ou l'invention d'un rythme

LE NAUFRAGE DU DEUTSCHLAND et autres poèmes
de Gerard Manley Hopkins. Traduit de l'anglais par René Gallet, présenté par Geoffrey Hill. La Différence, coll. « Orphée », bilingue, 128 p., 29 F.

EN RYTHME BONDISSANT Lettres choisies
de G. M. Hopkins. Traduit et présenté par René Gallet Obsidiane, 92 p., 65 F.

DE L'ORIGINE DE LA BEAUTÉ suivi de POÈMES et d'ÉCRITS
de G. M. Hopkins. Traduction et présentation de René Gallet et J.-P. Audigier Ed. Comp'Act, 01420 Seyssel, 164 p., 85 F (publié en 1989 pour le centième anniversaire de la mort de Hopkins).

L'obscurité de certaines œuvres poétiques semble en protéger ou même en interdire l'accès. Il y a pourtant un non-sens à concevoir une poésie – il s'en conçoit néanmoins... – qui s'interdirait elle-même, qui se murerait, agressivement ou frileusement, contre son virtuel lecteur. Cependant, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, toute grande poésie, aussi obscure et difficile soit-elle, offre à qui veut bien le voir, dès le premier regard, un éclat de cette beauté dont elle recèle le mystère et dont elle est l'écrin. L'offre est même plus généreuse : elle indique le sens de l'effort à fournir pour éclairer ce mystère – éclairer, et non réduire ou violer...

A lire les premières des trente-cinq strophes du *Naufrage du Deutschland* de Gerard Manley Hopkins, on est immédiatement frappé par un tel éclat, par ce *« terrible cristal »* dont parlait Coventry Patmore, effrayé sans doute par l'audace esthétique et intellectuelle du jésuite anglais. La pensée philosophique et théologique (sous le double signe de la spiritualité ignatienne et de Duns Scot) qui sous-tend ce poème, ainsi que toute l'œuvre de Hopkins, l'expérience religieuse et intime dont il est, aussi, l'expression (*« Tout ce qui se rapporte à moi dans le poème est strictement et littéralement vrai, tout a eu lieu ; rien n'a été ajouté à titre de remplissage poétique. »*), appartiennent au temps second de la lecture. Ces éléments essentiels ne ternissent pas le premier éclat, mais en prolongent l'écho, donnent à la beauté dès l'abord perçue sa substance, son intelligibilité. Le poète, d'ailleurs demandait cet effort, de l'esprit autant que de l'oreille, et recommandait *« une récitation haute, tranquille... »* de ses poèmes.

Effrayés comme Patmore, la plupart des contemporains de Hopkins le furent. Et l'isolement moral du poète, qu'inaugurera, en 1866, sa conversion au catholicisme – sur les traces de Newman, qui le recevra d'ailleurs au sein de l'Eglise romaine, – guidé par son ordination, se prolongera longtemps après sa mort, en 1889, à l'âge de quarante-cinq ans : son ami, le poète Robert Bridges, attendra en effet 1918 pour publier une première édition des poèmes (une cinquantaine en tout).

G.M. Hopkins : audace esthétique

« De même que l'air, la mélodie, est ce qui me frappe le plus en musique et la forme (design) en peinture, la forme, l'ordonnance ou ce que j'ai pour habitude de nommer « inscape » est ce que je recherche avant tout en poésie. Or la forme, ordonnance ou inscape ont pour vertu d'être distinctifs, et le distinctif a pour vice de conduire ou bizarre », expliquait Hopkins en 1879. Cette notion complexe d'*« inscape »* (qu'on a pu rendre en français par *« inspect »*, forgé comme a-spect), centrale dans la poétique de l'écrivain, désigne, pour simplifier, les motifs ou schèmes intimes, intrinsèques, de la nature, des choses, des êtres et de soi, ou encore du langage lui-même. Dégagés et singularisés, ces *« inscapes »* donnent à l'art de Hopkins une tonalité particulière, profondément originale.

L'invention prosodique, rythmique – ce *« rythme bondissant »* qui était le sien, – lexicale et syntaxique, cette émancipation parfaitement pensée et maîtrisée de la langue, caractérisent la poésie de Hopkins, qui n'est pas l'hystérique sensuel et décadent qu'on a parfois voulu voir en lui. Les difficultés et obscurités dont cette œuvre est riche ne contredisent pas la simplicité qui s'y manifeste aussi – *« Rien ne regorge autant de vérité et n'en est aussi proche que la simplicité du oui et du cela est. »* L'opacité est comme trouée de lumière, la densité se fait respiration, souffle... Ainsi dans les bouleversants *Sonnets terribles*, nés dans la détresse de l'année 1885 : *« Non, je ne veux, immonde réconfort, Désespoir, pas me gorger de toi/ Ni défaire les ultimes fibres, même sans force, de l'homme / En moi, ou, harassé, crier « Je n'en puis plus ». Je puis : Puis quelque chose, espérer, souhaiter l'aube, ne pas choisir de ne pas être. »*

Haute voltige

C'est Pierre Leyris le premier qui s'affronta, en 1957 et 1964, à la traduction de Hopkins (reprise en un volume au Seuil en 1980). Jean Mambrino (Granit, 1980) et Jean-Georges Ritz (Aubier, 1980, avec une substantielle introduction) Louis-René des Forêts avec Hélène Bokanowski (Bibliothèque 10/18, 1976, épuisé) s'essayèrent ensuite à cet exercice de très haute voltige. Les scrupules et l'attention qu'ils y mirent, l'éclairage critique qu'ils amorcèrent méritent d'être salués.

Le travail de René Gallet, à qui l'on doit déjà une importante étude sur Hopkins (1), sur la poésie mais aussi sur la correspondance – le choix important publié sous le titre *En rythme bondissant* – et sur les écrits divers, n'invalide pas celui de ses prédécesseurs, mais s'inscrit naturellement à leur suite. Il apporte une vision renouvelée, complémentaire. Préfacé par le grand poète anglais contemporain Geoffrey Hill, son choix de poèmes et les notes qui les accompagnent constituent une excellente introduction à l'univers de Hopkins.

Patrick Kéchichian

(1) *G. M. Hopkins ou l'excès de présence*, éd. FAC, 1984.

Echos du génie de Keats

SEUL DANS LA SPLENDEUR
de John Keats. Choix de poèmes traduits de l'anglais et présentés par Robert Davreu, bilingue, La Différence, coll. « Orphée », 128 p., 29 F.

HYPÉRION
de John Keats. Traduit par Paul de Roux. bilingue, la Dogana, Genève, 96 p., 100 F.

LA VIGILE DE LA SAINTE-AGNÈS
de John Keats. Traduit par Alain Suied, bilingue, Obsidiane, 5d p., 60 F.

Charles du Bos voyait dans la poésie de John Keats (1795-1821) *« une constante et subtile union du poids et de la légèreté »*. Avec cette magnifique intuition qui donne une vie belle et abondante à sa pertinence critique, il ajoutait, à propos du lent tempo du poète : *« ... l'expression est si pleine, si chargée qu'il faut en quelque sorte qu'on lui donne le temps de produire, de développer en nous sa vertu. »*

Cette *« vertu »*, dans l'esprit de du Bos, était évidemment d'abord audible dans la langue de Keats. Qu'elle puisse demeurer et s'entendre encore, même en écho, dans la version française prouve dans un même mouvement le génie du poète et le talent du traducteur. Robert Davreu d'abord, dans une brève anthologie préfacée avec intelligence et chaleur, restitue quelque chose de ce chant superbement équilibré, qui se développe sur une ligne mélodique jamais forcée, jamais rompue. Ligne et développement dont la continuité rend difficile l'isolement de quelques vers de ces poèmes où joie et tendresse, amour éthéré et sensualité, douleur et mélancolie – l'admirable *Ode sur la mélancolie* – s'harmonisent dans cette *« vibration de l'être »*, dont parle Robert Davreu, *« tout entier offert, tout entier tendu, tout entier transi dans l'attente, à l'écoute et comme à l'affût d'une venue en présence, d'une éclosion qui est la nature elle-même »*.

Paul de Roux et Alain Suied sont, comme Robert Davreu, poètes. Ils ont donné récemment, chacun selon sa sensibilité propre, deux autres motifs d'admiration du poète romantique. Le premier avec *Hypérion*, long poème à sujet mythologique, resté inachevé et que Shelley admira grandement. Le second a traduit *la Vigile de la Sainte-Agnès* (*The Eve of Saint Agnes*), poème narratif dont les quarante-deux strophes furent écrites en 1819, quelques mois avant le troisième chant d'*Hypérion*, et qui conte, sur fond de décor médiéval, les amours brûlantes de Porphyro et de Madeline. Enfin Robert Davreu annonce la parution prochaine, chez Belin, de sa traduction d'extraits de la correspondance de Keats, dont les lecteurs anglais ou anglophones connaissent l'importance et la beauté.

P. K.

Yeats réconcilié ?

Suite de la page 17

Chacun des commentaires ou avant-propos qui accompagnent ces ouvrages nous renvoie une image différente de Yeats, poète, écrit Bonnefoy, dont *« c'est le propre présent dans chacune de ses paroles d'une façon si intense et, pourrait-on dire, si transparente qu'on ne peut le lire sans se prêter à son drame »*. Ce drame ne contredit pas sa recherche de la poésie ; plutôt la dirigea-t-il. Bonnefoy d'indiquer les deux termes de l'ambiguïté qu'il y a chez Yeats en soulignant la tension qui naît d'entre eux et qui permit à sa poésie, après s'être dégagée du symbolisme et, plus tard, des traditions de l'Irlande, *« d'être vraie »*. Cette ambiguïté, les contradictions qui déchirèrent Yeats, on les interpréta diversement, insistant tantôt sur un terme tantôt sur l'autre, voyant en lui l'homme d'action qui fonda et dirigea l'Abbey Theatre, le partisan de l'indépendance irlandaise, ou, au contraire, le rêveur invétéré qu'attiraient la mouvance celtique, la théosophie et les Rose-Croix, et qui tenta de fondre dans son œuvre les traditions poétiques et mystiques en une fantasmagorie qui sembla obscure à plus d'un. Après une période d'alternance, il tenta d'atteindre dans sa poésie à *« l'équilibre ou la réconciliation de traits opposés »*, selon l'expression de Coleridge. Le Père Rose-Croix, qui accomplit le mariage mystique de la rose et de la croix, put lui sembler le symbole de la réconciliation.

Yeats ressentait profondément le fait qu'il n'existe aucune mesure entre la réalité et une tension de l'imagination. *« Aucune vie ne peut rassasier nos rêves »*, écrivait-il, et, quelques années plus tôt dans son journal, *« la vie... est une perpétuelle préparation pour ce qui n'arrive jamais »*. Dans le même temps s'affirme, force majeure, son adhésion fascinée à la réalité sensible, l'amour pour la chose d'ici-bas, – *« un amour irrationnel, passionné, total, oui absolu pour la vie »*, comme l'écrit Jean Briat, et, plus précisément, pour l'image de la femme. On sait que Yeats aima Maud Gonne, la belle militante de l'indépendance de l'Irlande, au point que dans *la Rose du monde*, il la plaça auprès de Dieu et en fit l'archétype de tout bien ; mais Maud Gonne voulut que toute sa vie il reste privé d'elle.

De cette déception, de ce désir persistant et jamais assouvi pour l'être de chair et de sang, faut-il conclure comme Yves Bonnefoy – infatigable pourfendeur des leurres du rêve – que ce que Yeats appelle, quand l'univers le déçoit, c'est, à travers des rêveries qui ne sont que brumes légères, *« la réalité ordinaire encore »* ? Réalité sans doute transmuée par la vision poétique mais qui n'en est pas moins circonscrite tout entière dans *« cette vie-ci »*... Faut-il constater que *« ce monde n'a pas d'issue puisqu'il est en soi-même la valeur qu'on lui oppose »* et penser que Yeats n'eut recours au symbole que *« pour retourner le sol du vécu, non pour lui substituer le monde du rêve »* ? Cela revient à laisser de côté *« la métaphysique »*, *« quelques mythes bizarres »*, et *« les pratiques occasionnelles de magicien amateur »* auxquelles s'adonna Yeats. D'autres, cependant, et parmi eux le poète Kathleen Raine, virent en lui le prophète d'une nouvelle ère spirituelle : *« Yeats est, en quelque sorte, un investigateur scientifique, mais il est animé par une adhésion imaginative qui contribue à créer la réalité vers laquelle on tend ; cette réalité n'est rien de moins que l'élaboration des mondes – les cieux et la terre – habités par l'âme* (3)*»*.

Sans trancher le débat, on peut se reporter pour mieux le comprendre à l'excellente biographie de Richard Ellmann : *Yeats, The Man and The Masks* (4) ; à sa mort, Yeats *« travaillait à rapprocher les deux forces qui sont à l'œuvre dans le monde »* ; la tension entre les termes opposés n'était pas encore épuisée.

En 1919, quand fut publié *les Cygnes sauvages à Coole*, Yeats venait de se marier. Quelques jours après le cérémonie, Mrs. Yeats, pour la première fois de sa vie, s'essaya à l'écriture automatique. Après avoir tracé sur le papier quelques lignes dépourvues de sens, elle sentit soudain que sa main était dirigée par une puissance supérieure. Dans les fragments qui apparurent alors, Yeats perçut les rudiments d'une vision qu'il avait en vain pourchassée, à travers diverses techniques magiques, pendant ses années de jeunesse et tenté d'élaborer dans son âge mûr. De la veine d'inspiration qui suivit, de l'humour du poème *Salomon à la reine de Saba*, Ellmann conclut que le mariage fut pour Yeats *« le symbole de l'antinomie résolue »*. Lisons plutôt dans ce recueil, augmenté des notes précieuses de Jean-Yves Masson, *Ego Dominus Tuus* et *les Phases de la Lune* ; on y voit jouer la tension dramatique entre des termes contradictoires que résume cet appel à dépasser l'étroitesse de nos limites : *« Je crois que tout bonheur dépend de l'énergie avec laquelle on assume le masque d'une autre vie, dépend de la capacité de renaître, différent de soi-même, créé en un instant et éternellement renouvelé... »*

Christine Jordis

(3) *Studies on Yeats*. « Yeats and the After-life », by Kathleen Raine, edited by J. Genet, Groupe de recherches d'études anglo-irlandaises du CNRS, 1989.

(4) Richard Ellmann, *Yeats, The Man and The Masks*, Penguin Books, 1988.

Jacques DARCANGES

Le démantèlement du roman français

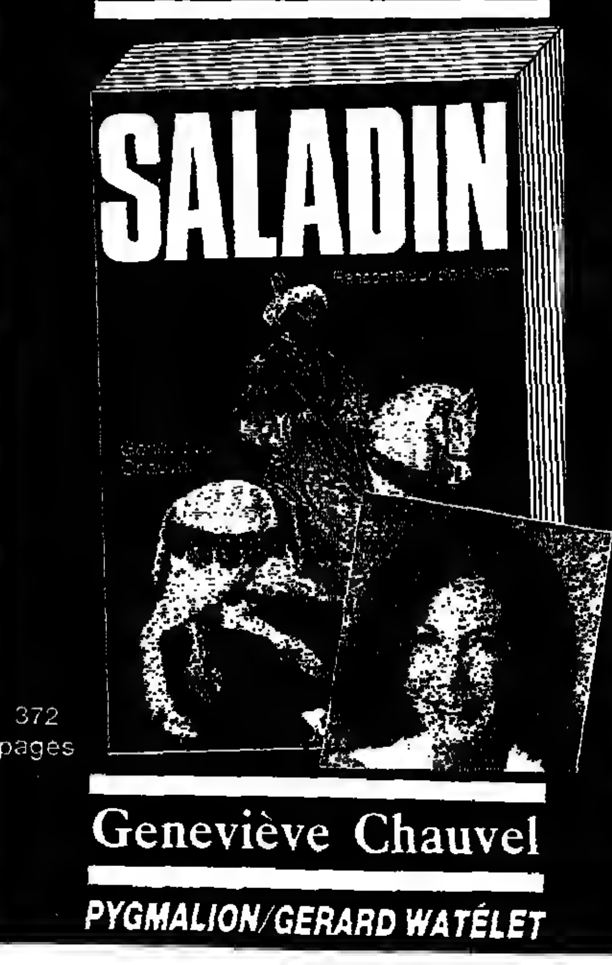
Depuis bientôt 40 ans, les « Byzantins » de l'Ecole du Vide, intellocrates et autres mandarins de la quintessence, ont, à partir d'un structuralisme à rebours, considéré comme la nouvelle Bible de la Modernité, mis à bas toutes les composantes du Roman Français.
Seules demeurent vivantes aujourd'hui les littératures romanesques qui ont échappé à cette maladie typiquement française (U.S.A., Amérique Centrale et du Sud, Europe Centrale, Afrique du Nord, Afrique Noire, et, en France, les Auteurs qui ont refusé ce système absurde).
Dans notre Pays, le roman a été méthodiquement vidé de son contenu au profit de « Techniques » dites « scientifiques » alors que l'Art, magique et inspiré, par essence, en est, on le sait, aux antipodes.
Sous l'influence des Professeurs de Néant et autres intellocrates desséchés, on en a donc évacué le Récit, le Décor, les Personnages (Héros), la Psychologie et le Style (Phrases désintégrées), ne laissant subsister qu'une bouillie informe et incohérente, des œuvres toutes semblables car obéissant aux mêmes codes, aux mêmes martingales et cela dans un cadre a priori, l'élève sous-copiant le « maître » et vice-versa.
Un ordinateur, comme le son des « décompositions » « musicales » électroniques d'aujourd'hui, pourrait tout aussi bien faire varier (« Nouveau Roman »), les divers ingrédients du puzzle ainsi fabriqué.
Ainsi aboutit-on à des « produits » médiatisés, calibrés, uniformes, au rien, à la toile blanche, au chaos, bientôt au silence, car l'Homme et sa sensibilité en ont été chassés.
Nous le disons tout net, cette voie mène à l'impasse et à la mort du roman français. Pour ceux qui en furent les épigones, c'est déjà fait.

L'originalité d'une œuvre est d'être spontanée et non fabriquée. Elle doit être unique et singulière, et le reflet d'une sensibilité. Le « Style » c'est l'Homme, c'est aussi l'œuvre.
L'Œuvre doit naître d'une nécessité intérieure impérieuse et correspondre à une urgence exorciste. Sinon elle n'est plus que Littérature. Le style, la musique des mots et les caden-ces des phrases sont, à ce titre, fondamentaux pour sauver l'Ecrit de l'Image et séparer deux genres au génie différent. Le style écrit n'est pas le style parlé, ou alors il devient scénario.
Nous devons aujourd'hui revenir à celui, adapté à notre temps, des grands prosateurs français, ce qui permettra la renaissance de notre belle langue aujourd'hui avilie...
Quant au Récit, ainsi que le dit Paul Ricœur, il constitue la structure même, l'ossature de l'œuvre et son fil conducteur (comme en musique la mélodie, le thème).
Qu'ont à opposer 40 années d'erreur et leurs épigones aux quatre mille ans pendant lesquels l'Homme a raconté ? Depuis 4000 ans on raconte. Depuis 40 ans on désintègre, jouant de la contorsion et de la grimace d'impuissants à créer déclarant l'Art mort.
L'Evolution du Langage, de la forme et de la grammaire, de l'orthographe même, doit être naturelle et naître, comme cela a toujours été, de l'Usage et du Temps. Non pas d'Ukases et d'impératifs artificiels imposés par une poignée de doctrinaires fumeux hors de la Vie.
En un mot il faut revenir à la vraie Création, à l'Homme, et rejeter définitivement les aberrations actuelles, de la « Littérature de Clercs » ou de « Nomenklaturistes ». L'Art doit demeurer Intemporel s'il veut survivre aux modes et au Présent.

Extraits de : Contre les fausses valeurs de la modernité (pp. 68 à 101)

Les Editions de l'Orme - DISTRIBUTION DISTIQUE

Une fabuleuse histoire pour comprendre l'Islam et réussir la paix



PYGMALION/GERARD WATELET

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un conte cruel d'Afrique du Sud

LA LOI DU CAPITAINE
de Mike Nicol.
Traduit de l'anglais
par Catherine Glenn-Lauga.
Editions du Seuil, 286 p., 110 F.

«CHAQUE matin durant les trois années où il terrorisa le village, le capitaine Nunes se fit raser par sa fille Frieda, sur la véranda. Même l'hiver, quand le vent de mer vous cinglait comme des lames de couteau de pêcheur, Frieda sortait le bol fumant, le cuir, le savon à barbe et le rasoir à manche pour accomplir le rituel pendant qu'il guettait les signes de rébellion dans les rues.»

Le début vous accroche, vous force à continuer cet étrange livre qui nous arrive d'Afrique du Sud... Un premier roman, qui révèle des qualités de grand conteur chez Mike Nicol, un poète sud-africain, né en 1951 au Cap, qui gagne sa vie comme journaliste, et qui, avec *la Loi du capitaine*, construit un univers inquiétant et violent où ne peuvent arriver que des *«choses terribles»*. Un univers à la Garcia Marquez, à la Buzzati, à la Coetzee surtout (on pense à *En attendant les barbares* et *Au cœur de ce pays*), où, sans référence pourtant à la géographie, à l'apartheid ou à la race – les mots «noir» ou «blanc» ne sont jamais employés –, l'auteur nous plonge dans le monde qui lui est le plus proche, une Afrique du Sud qu'il connaît bien, où se succèdent inéluctablement la séparation, la terreur et les massacres.

UN village de pêcheurs du bout du monde où, depuis trois ans, s'est installé, avec sa fille, le capitaine Silvester Nunes, représentant de la Loi et de l'Ordre, bien décidé à percer le secret de cette communauté d'habitants jadis opulents qui semblent de mèche pour accepter, pour une raison inconnue, une vie misérable... Quel ordre, quelle loi, quel pouvoir? N'importe lesquels, cela n'a aucune importance puisque le Capitaine s'estime investi d'un pouvoir de vie et de mort et va exercer un zèle de missionnaire pour réformer les gens : interdire l'alcool et la degga – «l'herbe du diable», – fouiller partout, soumettre à toute heure tout le monde à des interrogatoires, des violences, des tortures. Interdire les rassemblements. Interdire. Gouverner par la haine et la peur (*«Vous ne pourrez pas me le cacher toujours, votre crime. Je découvrirai bien un jour ce qui se passe ici»*).

A la faveur de récits concentriques qui parfois pourtant, comme par hasard, comme par magie, se recoupent, le lecteur apprend par bribes les origines de cette colonie fondée à l'embouchure de la lagune par des rescapés des guerres et des naufrages, peuplée par des Norvégiens chasseurs de baleines, des pêcheurs philippins, un vieil Allemand dont on ne connaît pas le passé et dont on se méfie; et aussi des autochtones, des pêcheurs pour la plupart. Isolée de tout, ravitaillée une fois par semaine par le remorqueur de Nemaqua Drift, un marin qui n'a que cinq (ou six) dents et des tatouages de femmes nues sur tout le corps; croyant aux sorcières plus qu'aux médecins, aux règlements de comptes plus qu'à la police, la communauté d'exclus de toutes sortes va donc vivre l'horreur.

FOU de rage, éructant sa haine dans un monologue délirant, le Capitaine les soupçonne tous : Minnaar la Folle, la vieille prophétesse qui sait lire les signes et les présages; Lady Sarah, la grande dame de la belle demeure de Baie-des-Baleines, emmenée de force par Nunes en robe de peignoir de soie et menottes aux poignets; Fegmie Jabhar, le musulman qui tient l'épicerie-buvette du village qui, mystérieusement, n'est plus approvisionnée de toutes les denrées couvrant, autrefois, ses rayonnages, le chocolat comme le sirop d'orgeat; Montague Planke, le boulanger du village au passé trouble, venu faire acte de «philanthrope» dans ce village oublié du monde qui ne connaît pas la monnaie et paie avec des «cailloux»! *«Un caillou la boîte de haricots, deux cailloux la plaque de chocolat à croquer. Ils n'ont pas de quoi se plaindre. Ils sont plus riches qu'ils croient.»* Plutôt, Nunes, officier des douanes, fait semblant de les soupçonner tous pour mieux piéger le mitron et son compère coupables d'achat illégal de diamants (AID en termes de métier) *«qui se paie de la peine minimum de prison à perpétuité, à moins que les grandes entreprises minières ne vous fassent disparaître tout de suite»*...

Mike Nicol : une fable sur la haine.

J. BAUER/SEUIL

UN conte cruel qui nous plonge dans l'image hallucinée d'un pays affolé, où les superstitions sont restées vivantes, où le fantastique est une autre forme de la réalité, le massacre et la torture une façon de légiférer. Une société fermée, asphyxiée, où l'inceste peut passer pour une défense du clan (*«Il vaut mieux que le père couvre sa fille plutôt que de la laisser à un salaud de pêcheur qui pue la poiscaille. Je l'aimais comme je n'ai jamais pu aimer une autre femme, surtout pas sa mère»*).

Tandis que le représentant de la loi, officier de la police, défenseur de l'ordre public et des valeurs chrétiennes, crève comme un chacal consumé par la haine et l'angoisse dans un vomissement de tout un chapitre de *«poussières et de pestilences»*. Un exercice de style dans lequel l'auteur, plus que la folie ou le délire, semble régler le rituel sauvage d'une mise à mort, dans un écrabouillage informe et pestilentiel du «héros», à coups de mots, à coups de jurons, de borborygmes, d'obscénités et de cris. Et cela, sous l'œil froid du principal suspect, du «coupable», le boulanger, seul témoin, en fin de compte, de l'agonie du justicier, et qui ne saura même pas si le village, envahi par le sable et le vent, n'a pas disparu en même temps que son cauchemar.

Une fable sans morale, violente et belle, sur la haine. Sur l'Afrique du Sud de l'apartheid. Sur la haine de l'apartheid.

Mexicains en France

Dans le but de faire découvrir la richesse et la diversité de la production littéraire du plus grand pays d'Amérique de langue espagnole, seize auteurs du Mexique – poètes, romanciers, auteurs de théâtre – ont été invités en France, du 11 au 23 mars, par la Direction du livre du ministère de la culture et l'ADEC (association Dialogue entre les cultures) pour la quatorzième édition des «Belles Etrangères».

Seize auteurs moins célèbres que Octavio Paz, Prix Nobel 1990, ou Carlos Fuentes, mais qui sont déjà traduits en français ou le seront dans les mois à venir : Homero Aridjis (né en 1940), l'auteur de *1492, les Aventures de Juan Cabezon de Castille* (Seuil, 1990), ambassadeur en Suisse et aux Pays-Bas; Fernando del Paso (né en 1935), Prix du meilleur livre étranger 1986 pour *Palinure de Mexico* (Fayard) et auteur de *Des nouvelles de l'empire* (Fayard, 1990), actuellement consul à Paris; Sergio Pitol (né en 1933), qui fut également diplomate – à Varsovie, Budapest, Moscou, Prague, – auteur de *Parade d'amour* (Seuil, 1989), *les Apparitions intermittentes d'une fausse tortue* (Seuil, 1990); Elena Poniatowska, une des grandes figures du journalisme mexicain, auteur de *Vie de Jesusa* (Gallimard, 1980), *Cher Diego, Quiela t'embrasse* (Actes Sud, 1984), *la Fille du philosophe* (Actes Sud, 1989); Carlos Monsivais, journaliste-écrivain; Vilma Fuentes, qui vit à Paris depuis 1975, auteur de *la Castaneda* (La Différence, 1988), *Gloria* (La Différence, 1990).

Citons encore les poètes Marco Antonio Montes de Oca, Jose-Luis Rivas, Eraclio Zepeda, Daniel Leyva, Elsa Cross; l'auteur dramatique Emilio Carballido; les auteurs de nouvelles Juan Villoro, Alvaro Uribe, Guillermo Samperio.

Après la séance inaugurale à la Sorbonne (Salle Louis-Liard, lundi 11 mars à 17 heures), la manifestation se déroulera les jours suivants à la Librairie espagnole (72, rue de Seine), au Centre culturel mexicain, à la Maison de l'Amérique latine («La Tribune des livres» présentée par Claude Fell et J.-C. Lambert en présence des auteurs mexicains invités, jeudi 14 heures à 16 h 30), au Centre Pompidou, à la FNAC, à la librairie L'Harmattan (16, rue des Ecoles), à l'Abbaye de Royaumont (rencontre entre poètes français et mexicains, dimanche 17 à 11 heures). Les «Belles Etrangères» se poursuivront en province : Aix-en-Provence, Nice, Toulouse, Montpellier, Lyon, Bordeaux, Saint-Malo, Rennes, Nantes, Rouen, Reims, Brest, Poitiers, Tours, Lille, Strasbourg.

A propos du Mexique, on lira *Poésie du Mexique*, une anthologie présentée par Jean-Clarence Lambert (Actes Sud-UNESCO, 1988). Vient de paraître : *Tu mourras ailleurs*, roman et *Le passé est un aquarium*, poèmes, de José Emilio Pacheco.

L'ombre de Stachura

Journal d'une agonie de l'âme

ME RÉSIGNER AU MONDE
d'Edward Stachura.
Traduit du polonais
par L. Dyèvre,
Ed. Solin, 84 p., 75 F.

Au *Journal d'enfer* de Francis Giauque répond celui du poète polonais Edward Stachura : *Me résigner au monde*. Si le premier sort de la vie par la porte royale du suicide en 1958, le second se pend dans son appartement de Varsovie le 24 juillet 1975. L'un comme l'autre auraient pu écrire : *«Je ne désespère pas de la vie ou des autres, je désespère de moi seulement.»*

Edward Stachura est né en France, à Pont-de-Chéruy, dans l'Isère, en 1937. Dix ans plus tard, sa famille retourne en Pologne. Cette imprégnation précoce de la langue française aura des suites inattendues : elle amènera Stachura à traduire Baudelaire, Rimbaud, Lautréamont, Valéry et même Jacques Brel en polonais. En 1979, après qu'il a bourlingué dans le monde entier – la jeunesse voit en lui une sorte de Kerouac, – des voix intérieures l'obligent à attendre, couché sur les rails, qu'un train le déchiquette. A l'hôpital où il reprend conscience, il ne reconnaît plus personne, ignore jusqu'à son nom et récite pendant des nuits d'une voix étrange des vers en français. Il se compare à *«un journal plein de mots tapageurs qui ne veulent rien dire»*.

En mai 1974, il entreprend de tenir un journal intime : ultime tentative, avortée, bien sûr, de retrouver une identité fissurée, de se résigner au monde et, si possible, d'en prendre congé.

«C'est comme si une pompe avait aspiré tout ce que j'avais à l'intérieur.» : il a perdu toute sensation, n'éprouve plus goût ni dégoût. Il est devenu «rien». Alors, avec sa main gauche, celle qui n'a pas été amputée, il tente de se souvenir : comment en est-il arrivé à devenir l'ombre d'Edward Stachura, une ombre *«qui baigne dans un néant obscur»* ?

Il se souvient de ce qu'il pensait quand il était encore Edward Stachura, à savoir que l'homme vit trop longtemps, qu'il devrait vivre l'espace d'un jour comme certains papillons. Et voici que le jour décline et que l'ombre d'Edward Stachura s'efface. De cette agonie de l'âme, il ne reste plus que ce journal d'un tranquille désespoir, d'une infinie solitude : *«La vie est trop difficile, la mort pas facile non plus. Tout demande des forces que je n'ai toujours pas.»*

R. J.

Edogawa Ranpo le précurseur

LA CHAMBRE ROUGE
d'Edogawa Ranpo.
Traduit du japonais
par Jean-Christian Bouvier.
Ed. Philippe Picquier,
128 p., 65 F.

Edogawa Ranpo (1) est un auteur qui peut être délicieusement pervers. Sans doute n'est-ce pas sans raison qu'il a forgé son nom de plume en jouant de l'anagramme de Edgar Allan Poe, mais le goût du fantastique et une imagination quelque peu diabolique se doublent chez lui d'une très évidente disposition à s'aventurer sur le terrain du fantasme.

Edogawa Ranpo (1894-1965) fut en cela l'un des précurseurs, puis l'un des tenants, de ce courant littéraire des années 20, brève période de libéralisation sociale et politique avant la montée du militarisme, baptisée *«ero-gro-non sens»* et désignant une littérature jouant sur des effets érotiques, grotesques et surnaturels. Par la suite, sous son influence, le roman policier nippon sera d'ailleurs, pendant de longues années, dominé par une production baroque issue de ce courant.

Déjà, le récit en subtil jeu de miroir du narrateur et du meurtrier, lui aussi auteur de romans policiers, du célèbre roman d'Edogawa *la Proie et l'Ombre* (2) était parsemé de scènes obsessionnelles. Dans les cinq nouvelles rassemblées sous le titre *la Chambre rouge*, l'auteur fait preuve de la même virtuosité pour construire des intrigues baignées pour certaines d'une sensualité perverse.

Sensualité de cette femme, autrefois craintive et timide, qui découvre les désirs diaboliques et les pulsions sadiques qui l'habitent dans les relations de plaisir malsaines qu'elle entretient, derrière une façade de dévouement et de sacrifice, avec un mari invalide de guerre, masse de chair difforme à l'appétit sexuel insatiable, qu'elle conduira au suicide. Sensualité encore, mais, cette fois, merveilleusement subtile que celle qui se dégage du récit joliment enroulé sur lui-même intitulé *la Chaise humaine*, c'est-à-dire un large fauteuil dans lequel s'est dissimulé un homme jouissant ainsi de l'odeur et de la chaleur des corps des femmes qui s'y assoient.

La grande mystification de *la Chambre rouge*, la nouvelle qui donne son titre au recueil, la logique, si parfaite qu'elle confine à l'esthétisme, de *la Pièce de deux sen*, premier exemple de nouvelle policière authentiquement japonaise, par la psychologie des personnages et un style de narration rappelant celui des conteurs populaires, ou enfin le piège retors dont est victime un homme qui pense avoir commis un crime en état de somnambulisme, sont aussi de petits bijoux littéraires, donnant un excellent aperçu des talents d'un auteur prolixe dont les œuvres complètes comptent quelque soixante-cinq volumes.

Philippe Pons

(1) Le nom précède ici le prénom.
(2) Editions Philippe Picquier.

La justice selon Saikaku

Un romancier japonais du dix-septième siècle de la trempe d'un Maupassant

ENQUETES A L'OMBRE DES CERISIERS
de Saikaku.
Traduit du japonais
par René Sieffert,
Publications orientalistes
de France, 280 p., 160 F.

Observateur des mœurs de son époque (la seconde partie du dix-septième siècle), Saikaku, d'abord poète puis romancier, donne ses lettres de noblesse à une littérature bourgeoise, fleuron de cette culture populaire urbaine qui naissait à l'époque. Avec *Enquêtes à l'ombre des cerisiers*, il s'est intéressé à la question de la justice.

C'était l'époque de l'essor des grandes villes, comme Osaka ou Edo (ancien nom de Tokyo), alors résidence des shoguns Tokugawa, et, avec la promiscuité qu'elles engendraient, se multipliaient conflits de voisinage et autres.

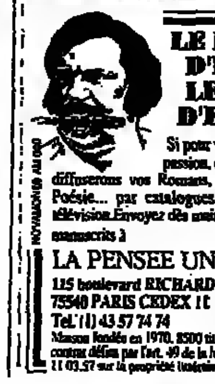
A travers l'administration d'une justice, confiée à des magistrats rappelant nos baillis du Moyen Age chargés de veiller à l'ordre public, c'est une multitude de menus faits de la vie quotidienne, d'anecdotes éclairantes sur les mœurs de l'époque que Saikaku est amené à décrire avec cette virtuosité de ton et de style qui en fait l'un des plus grands romanciers japonais, de la trempe, estime René Sieffert, d'un Maupassant. S'inspirant des ouvrages chinois relatant les jugements de magistrats célèbres, Saikaku donne, certes, beau jeu à ces juges-enquêteurs dont tous n'étaient pas aussi intègres qu'ils l'auraient dû, mais qui n'en étaient pas moins devenus des personnages quasi légendaires de la littérature populaire.

D'une épineuse affaire de succession à une insolite aventure amoureuse, consommée en rêve, en passant par le crime qui n'avait pas été commis mais n'en fut pas moins habilement caché, c'est un tableau de la vie des quartiers populaires d'Osaka ou d'Edo que brosse une nouvelle fois Saikaku, comme il le fit dans *Histoire de marchands* (récemment publié en français), où il décrit cette bourgeoisie commerçante dont le dynamisme allait être l'un des éléments ayant permis au Japon de basculer si rapidement dans l'ère moderne à partir de la restauration de Meiji (1868).

Du point de vue de l'histoire des mœurs, ces *Enquêtes* donnent un intéressant aperçu de la conception de la justice à l'époque des Tokugawa. Saikaku y décrit aussi bien l'«arbitraire» du magistrat, partagé entre les règles coutumières et les circonstances exactes de l'incident, que le rôle consultatif assumé par les membres des assemblées de quartiers dépositaires de la tradition ou les experts. La présentation de René Sieffert aide à la fois à situer l'œuvre et à la replacer dans son contexte culturel et historique.

Les *Enquêtes* sont suivies d'un autre texte de Saikaku : *Vieux papiers et vieilles lettres*. Cette œuvre posthume sous forme épistolaire donne la mesure du talent multiforme de l'auteur et, notamment, de sa maîtrise dans la description des détours de l'âme humaine. Comme, par exemple, dans cette lettre d'une courtisane à son amant, joliment intitulée *Permettez que je vous fasse part de mon ressentiment*...

Ph. P.



LE PLAISIR D'ECRIRE. LE DROIT D'ETRE LU.
Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous diffuserons vos Romans, Essais, Mémoires, Poésie... par catalogues, presse, radio et télévision. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à
LA PENSEE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74
Maison fondée en 1970. 8500 titres parus contrat défini par l'art. 49 de la loi de 11.03.57 sur la propriété littéraire.

هكذا من الإجل

Le Monde

ÉCONOMIE

26 Un an d'application de la loi sur le surendettement
27 La commune de Plan-de-Cuques est proche de la faillite
27 La production audiovisuelle marque le pas
29 à 31 « Le Monde Affaires »
32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

Les marchés financiers et les gouvernements révisent leurs prévisions après la fin des hostilités dans le Golfe

Anticipations boursières

Le vieux proverbe boursier qui recommande de vendre au son des violons a bien failli se vérifier une fois de plus. L'annonce de la fin des hostilités dans le Golfe, le 28 février dernier, n'avait pas sur le moment produit de réaction très significative sur les marchés financiers. Les vives hausses enregistrées pendant les quarante deux jours de guerre sur l'ensemble des places financières étaient sans doute jugées suffisantes par les intervenants.

A l'euphorie devait, selon les opérateurs, succéder un certain retour à la raison, lié à la situation des économies locales pour le moins peu florissante. Après une brève période de latence, comme pour reprendre leur souffle, les marchés sont repartis à la hausse et la vigueur de cette reprise, comme les montants de capitaux investis, ont pris à contre-pied les augures. Venu de Wall Street, le mouvement a entraîné dans son sillage l'ensemble des grandes Bourses européennes et celle du Japon.

La plupart des places ont ainsi atteint leurs plus hauts niveaux de l'année, et deux d'entre elles, Londres et New-York, ont même vu leurs indices flirter avec leurs niveaux historiques établis, pour la première, le 3 janvier 1990 et, pour la seconde, le 16 juillet de la même année. Pour les autres marchés, le chemin à parcourir est encore long pour retrouver les sommets conquis en 1990. Y a-t-il alors un paradoxe à voir les marchés les plus euphoriques là où les économies apparaissent les plus mal en point? Wall Street s'envole au moment où l'Amérique est en récession, la City flambe quand la Grande-Bretagne enregistre une activité en baisse... Les marchés confirment en fait ainsi leur fonction d'anticipation, tablant actuellement sur une sortie de la crise accélérée par les effets positifs de la guerre. Ils croient toujours à une détente des taux d'intérêt. Entrerait-t-on dans une ère de *bull market* (hausse du marché) mettant un terme à un cycle de *bear market* (baisse) commencée en octobre 1989?

L'ampleur de la reprise boursière observée ces derniers jours présage-t-elle un redémarrage de l'économie américaine plus rapide que prévu? Les boursiers pécheraient-ils alors par excès d'optimisme face aux conjoncturistes, plus réservés? Dans ce type de phénomène, l'importance de l'effet « boule de neige » est loin d'être négligeable. Chacun entre très vite sur le marché pour ne pas rater le train de hausses. Mais à quel prix parfois! Une chose au moins est certaine : les marchés ne se trompent jamais.... Encore faut-il y accéder ou en sortir au bon moment.

DOMINIQUE GALLOIS

PÉTROLE ⬇

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	6 mars	Variation par rapport à la veille
• WTI (West Texas Intermediate) à New-York à la clôture	19,73	– 0,71
	7 mars	
• Brent à Londres à l'ouverture	19,15	– 0,55

Les marchés, qui accusent une légère baisse, devraient, selon les observateurs, connaître une période d'assez grande stabilité dans les prochains jours. La réunion de l'OPEP prévue le 11 mars à Genève ne devrait pas déboucher sur des décisions politiques spectaculaires, les représentants des pays membres se livrant plutôt à un « round » d'observation et d'analyse des conséquences de la guerre. Tout au plus, l'Arabie saoudite pourrait annoncer une légère diminution de sa production de brut.

L'INSEE prévoit une poursuite du ralentissement de l'activité pour le premier semestre

La croissance économique est en train de se ralentir en France. Tel est pour l'essentiel le diagnostic porté sur la situation française par l'INSEE, qui a rendu publique mercredi 6 mars sa note de conjoncture de février. Au cours du premier semestre 1991, la croissance française serait sur un rythme annuel de 1,5 %, après 2,8 % en 1990.

L'INSEE rappelle, dans sa note de conjoncture de début d'année, que l'expansion qui avait encore été forte en 1989 (+3,7 % en termes de produit intérieur brut total) s'est ralentie en 1990 (+2,8 %). Ce mouvement de freinage semble se poursuivre : *« Au premier semestre de 1991, la croissance du produit intérieur brut total s'infléchirait à nouveau : l'année s'engagerait sur un rythme annualisé proche de 1,5 % ».* Ce chiffre est inférieur aux estimations faites par l'INSEE en décembre dernier, estimations qui portaient sur un rythme annuel de 2 %. Cette correction à la baisse s'explique par le pessimisme des réponses faites par les chefs d'entreprise en janvier et février aux enquêtes mensuelles de l'INSEE.

Le freinage de la croissance est surtout sensible dans l'industrie et tout spécialement dans l'automobile : *« Après une baisse de 8 % au quatrième trimestre de 1990, la production diminuerait encore au premier semestre de 1991. »* L'INSEE souligne le fait que les carnets de commandes automobiles se sont dégarnis, y compris en provenance de l'étranger. Ce mouvement de ralentissement se retrouve dans les autres branches de l'industrie, où la production se replie d'environ 2 %, après une baisse de 3 % au dernier trimestre de 1990.

La fin de la guerre du Golfe peut-elle inverser rapidement ces tendances? L'INSEE ne répond pas directement à la question. Mais en soulignant les facteurs qui sont à l'origine du ralentissement actuel de l'activité (ralentissement du commerce mondial dû à la récession américaine et britannique, dépréciation du dollar, niveau très élevé des taux d'intérêt), l'institut montre bien que la crise du Golfe n'est pas responsable pour l'essentiel de la situation actuelle et donc que sa solution en cours risque de ne pas apporter la reprise que chacun attend.

Du coup, les investissements productifs, qui ont encore progressé rapidement l'année dernière (+5 % à 6 % en volume après + 7 % en 1989) restant l'élément dynamique de l'économie, ont commencé de se ralentir dans le secteur tertiaire.

Selon les réponses faites en novembre à l'INSEE par les chefs d'entreprise, l'investissement de l'industrie concurrentielle plafonnerait cette année au niveau élevé atteint en 1990. *« Face à l'incertitude pesant sur l'économie, ce sont les investissements de capacité qui sont réduits ».*

La dégradation des comptes des entreprises

Un élément de la note de l'INSEE doit retenir particulièrement l'attention : c'est la relative dégradation des résultats financiers des entreprises. *La part des charges salariales* dans la valeur ajoutée a augmenté pour la première fois depuis 1983 : 52,7 % en 1990 après 52 % en 1989. Du coup, le taux de marge des entreprises (le poids dans la valeur ajoutée de l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire ce qui reste aux firmes après versement des salaires, des charges sociales et de la taxe professionnelle), après avoir atteint en 1989 son plus haut niveau depuis dix ans (42,3 % de la valeur ajoutée) a baissé en 1990 pour revenir à 41,7 %.

Plus inquiétant : le taux d'épargne des sociétés, c'est-à-dire la part des profits conservés dans l'entreprise, s'est dégradée, revenant de 16,2 % de la valeur ajoutée en 1989 à 14,2 % en 1990. Cela à cause du poids des dividendes versés, des impôts et des taux d'intérêt.

L'abondance des trésoreries au début de 1990 a permis d'absorber le choc. Mais la dégradation relative des résultats financiers peut expliquer la stagnation annoncée des investissements et la dégradation du marché de l'emploi, qui n'a pratiquement pas été touché l'année dernière (240 000 créations).

Cette grisaille a tout de même quelques contreparties positives : la hausse des prix de détail au cours du premier semestre serait légèrement inférieure à celle des deux semestres précédents : + 1,4 %, après + 1,7 % et + 1,6 %. Nous reviendrions donc à un rythme annuel d'inflation de 3 % environ. Autre élément positif : la réduction du déficit commercial, qui ne serait que de 20 milliards de francs au premier semestre, correspondant à un rythme annuel de 40 milliards, alors que le déficit de 1990 a atteint 50 milliards de francs. Enfin le taux d'épargne des ménages *« continuerait d'augmenter »* grâce à une distribution de revenus encore importante et à cause d'une moindre progression de la consommation des ménages, qui n'augmenterait que de 1 % en cours de la première partie de l'année.

AL. V.

Deux années roses

Au moment où l'industrie française est plongée dans une véritable récession – l'indice mensuel de production industrielle étant revenu à son niveau du début de 1988 – l'INSEE propose un retour sur la chronique des années roses : 1987 à 1989. L'industrie française aura vécu deux ans et demi de vive croissance, pas plus. Que s'est-il passé?

Tout démarre avec l'automobile en 1986. Le parc est vieilli et de nouveaux modèles arrivent sur le marché. Les constructeurs vont connaître quatre années de ventes records, le rythme annuel de croissance en volume dépassant 5 %. Puis l'automobile, selon l'INSEE, précède, sinon tire les autres secteurs : les biens intermédiaires comme l'acier, les biens d'équipements (machines), puis les autres biens de consommation. La séquence provoque, globalement, un décollage de l'industrie début 1987, avec une hausse des investissements et des exportations. La conjoncture est ensuite rayonnante et l'industrie manquera même fortement de capacités pour servir les clients en France et à l'étranger.

Les premiers signes d'essoufflement apparaissent pourtant très vite, dès 1989. L'investissement fléchit puis la demande intérieure se tasse au second semestre. L'opinion des chefs d'entreprise se retourne. L'année 1990 confirme le retour à un rythme plus lent, voire à la langueur.

L'étude se garde bien de prévoir l'avenir. On retiendra pourtant que la voiture a servi de phare – de moteur? – pour tout le tissu industriel. En sera-t-il de même demain? Espérons que non ; il faut craindre sinon que la récession industrielle française ne se prolonge : les constructeurs automobiles prévoient en effet pour 1991 une baisse du marché national entre 5 % et 10 %.

E. L. B.

La croissance atteindrait 3 % en Allemagne en 1991

BONN

de notre correspondant

On rit à l'Ouest et on pleure à l'Est : telle est l'image que donnent de l'Allemagne unifiée les dernières études effectuées pour le compte du gouvernement par les experts économiques. Le rapport économique annuel, qui a été discuté mercredi 6 mars au conseil des ministres et qui devrait être rendu public vendredi, indique que, en dépit d'un ralentissement de la conjoncture internationale, la croissance pourrait cependant se situer cette année entre 2,5 % et 3 % pour l'activité économique de l'Allemagne de l'Ouest. Les auteurs du rapport ne s'estiment pas en mesure de formuler des pronostics sur l'évolution de l'économie de l'ex-RDA en raison *« du manque de statistiques fiables ainsi que de l'ampleur et du caractère exceptionnels des mesures d'adaptation structurelle ».*

Les auteurs du rapport partent du principe que le conflit du Golfe *« n'aura pas d'effet notable sur le marché du pétrole et par conséquent sur l'économie allemande* et *internationale ».* L'économie allemande ne doit pas s'attendre cependant à être dopée par une demande extérieure qui a tendance à se ralentir.

L'augmentation annoncée des impôts n'empêchera pas une progression de 1,5 % à 2,5 % de la consommation des ménages, avec une hausse des prix de 3,5 %. Les investissements devraient également croître de 7 % à 8 % en termes réels, en dépit de la hausse des taux d'intérêt, car *« les entreprises disposent d'importantes liquidités ».* Cette croissance soutenue de l'économie ouest-allemande aura aussi pour conséquence la création de 550 000 postes de travail, dont une partie devrait être occupée par des salariés demeurant à l'Est et travaillant à l'Ouest. La situation de l'emploi devrait en revanche continuer à se dégrader dans les nouveaux Länder. Les dernières statistiques de l'Institut fédéral du travail – 789 000 chômeurs totaux et 1,9 million de chômeurs partiels pour 16 millions d'habitants – confirment une tendance qui devrait se poursuivre.

L. R.

La fin de la guerre devrait permettre une reprise à petite vitesse de l'économie américaine

Près de 90 % des Américains continuent à plébisciter le président Bush pour la façon dont il a mené la guerre du Golfe. Mais ils sont beaucoup moins nombreux à lui faire confiance pour la gestion des dossiers économiques. A peine 48 %, selon le dernier sondage réalisé pour la chaîne de télévision ABC. Lors de son intervention devant la Chambre des représentants, mercredi 6 mars, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, a redit qu'il croyait à un retour de la confiance et à une relance de l'économie. Mais de façon graduée. Plus catégorique, l'administration, relayée par certains conjoncturistes, prévoit une relance rapide de la consommation, prélude à une sortie de crise. Mais, en dépit des affirmations de la Maison Blanche, il faudra plus de temps que prévu pour que les dividendes de la victoire tirent définitivement les Etats-Unis hors de la récession.

NEW-YORK

de notre correspondant

Une semaine après la fin des hostilités, le bilan ne fait plus de doute : la guerre du Golfe aura été une excellente affaire pour l'économie. Assurément, le propos est ignoble si l'on songe aux victimes de l'offensive aérienne et terrestre. Mais l'empressement avec lequel hommes d'affaires et ministres, encore vêtus de leur *battle dress*, viennent offrir leurs services pour rebâtir le Koweït de demain, tandis que les militaires du monde entier effectuent des tests comparatifs pour de futurs consommateurs d'armements alliés en vue du prochain conflit, démontre amplement où se situe le vrai sens des réalités.

Dès les premiers bombardements sur Bagdad, la techno-euphorie s'était emparée des marchés financiers, convaincus que la guerre serait courte. Les cent heures de l'offensive terrestre ont ensuite exaucé leurs vœux les plus fous et l'envolée des cours s'est poursuivie, ainsi qu'en témoigne la forte hausse constatée encore le 5 mars à Wall Street. Oubliant sans doute que M. Saddam Hussein est certainement responsable de nombre de calamités mais pas nécessairement du ralentissement de l'économie, puis de la franche récession qui a frappé l'économie américaine avant l'invasion du Koweït par son voisin irakien, ces spécialistes sont de plus en plus nombreux à épouser les thèses de l'administration. Pour celle-ci, cette *« parenthèse de croissance »* – confirmée par les évolutions négatives du PNB au dernier trimestre 1990 et sans doute possible pour le trimestre en cours – était essentiellement due à des facteurs psychologiques.

En somme, les Américains souffraient de rétention de consommation et la situation est désormais bien différente. La fin de la guerre ayant libéré des énergies nouvelles, la consommation repartirait, au printemps pour le secrétaire au Trésor, un peu plus tard pour la Réserve fédérale (Fed), les ventes de voitures et les mises en chantier de *maisons individuelles* (deux indicateurs-clés pour anticiper le comportement des autres secteurs) sortiraient de l'ornière, entraînant à leur suite l'ensemble de l'appareil productif. Il suffirait que la Fed appuie encore un peu sur les taux d'intérêt pour que ces quelques mois déplaisants, à cheval sur les années 1990-1991, ne soient plus qu'un mauvais souvenir pour l'économie américaine. Et pour M. George Bush, candidat à sa propre réélection l'année prochaine.

Une série de bonnes cartes

Pour l'instant, celui-ci se contente de ranger dans l'ordre les bonnes cartes que le conflit a données à l'Amérique. Premier atout : les effets positifs de l'effort de guerre sur la balance des paiements. A chaque fois qu'un missile Patriot est allé à la rencontre de son homologue irakien Scud, c'est 1 million de dollars qui est parti en fumée. Et 800 000 à 900 000 dollars qui sont tombés dans l'escarcelle de la balance américaine des paiements. Explication : dans la mesure où les contributions de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Allemagne et du Japon couvrent la quasi-totalité des dépenses militaires des Etats-Unis dans le Golfe, seule une provision de 15 milliards de dollars a été constituée, hors budget, et les dépenses réelles du Pentagone excèdent à peine la contribution totale de 51 milliards de dollars consentie par ces pays jusqu'au 31 mars prochain, alors que les canons se sont tus un mois plus tôt.

A ce bon calcul pour les grands équilibres, il faut ajouter les commandes militaires qui vont affluer en masse en provenance non seulement des Etats amis de la région – commandes qui devraient franchir sans encombre le barrage du Congrès, – mais aussi des anciens clients de l'armement soviétique déçus par les « performances » du matériel livré à l'Irak. Il faut aussi compter avec le pactole de 50 à 100 milliards de dollars que constitue la reconstruction du Koweït et pour lequel les firmes américaines, assurées d'en obtenir au moins les deux-tiers, ont déjà signé des contrats léonins. Enfin, puisque l'accent est mis sur la reprise espérée de la consommation, le retour au pays, échelonné dans le temps, de plus de 500 000 soldats américains, jusque-là gratuitement approvisionnés en cigarettes, Coca-Cola et petites revues, se traduira par une injection de dépenses dans les régions où sont installés les casernements.

L'autre élément favorable est l'assurance d'un prix du pétrole à bon marché et sur une longue période. Lors de la présentation de sa nouvelle stratégie énergétique, le président Bush a clairement indiqué sa priorité : pas d'économies sordides mais une relance de la production domestique pour maintenir le prix de l'essence à son niveau actuel, le moins cher au monde. De 1,40 dollar le gallon (3,8 litres) en décembre dernier, le prix à la pompe est tombé à 1,10 dollar fin février. Encore un effort, et il se situera au chiffre rond de 1 dollar.

Excellent pour le moral des automobilistes, mais aussi des constructeurs de Detroit très éprouvés par la récession, et des compagnies pétrolières, au mieux de leur forme, deux agents d'influence efficaces auprès du Congrès et importants contributeurs aux campagnes électorales... Grâce à l'amicale pression exercée auprès de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis puis du Koweït quand seront éteints ses puits en feu, les Etats-Unis pourront s'assurer un baril à un prix inférieur à 20 dollars en contrôlant, par pays producteurs – et alliés – interposés, plus de 22 % de la production mondiale. Un facteur de stabilité que les entreprises américaines, grosses consommatrices d'énergie, ont déjà intégré dans leurs comptes de l'après-guerre.

Forts de ces éléments, de nombreux conjoncturistes prévoient une reprise prochaine de l'activité accompagnée d'un loyer de l'argent meilleur marché sans que l'inflation ne redevienne un véritable danger. C'est notamment le cas de l'Association nationale des économistes d'entreprise, dont la moitié des membres (51 %) tablent sur un redémarrage à la fin du premier semestre 1991, confirmé l'année prochaine par un taux de croissance de 2,5 % à 2,7 % et une inflation ramenée en dessous de 4 %. Un diagnostic que partage M. Douglas Handler, l'un des spécialistes en économétrie de Dun & Bradstreet, dont le nouvel indice, établi à partir d'un millier d'entreprises manufacturières, anticipe au 6 mars *« une forte augmentation de la production et des commandes dans les trois mois ».* En revanche, son indice de la construction reste désespérément plat, certains professionnels estimant cependant que leur secteur a atteint le creux de la vague.

« La récession devrait durer plusieurs mois »

Mais tous les scénarios n'ont pas brusquement viré au rose, loin s'en faut. Interrogés les 2 et 3 mars, donc après la fin des hostilités, par le quotidien national *USA Today*, la moitié des Américains (49 %) ne prévoient pas de modifier pour l'instant leur propension à la dépense. Cette prudence a quelques causes. Affectant 6,2 % de la population active, le taux de chômage se situe toujours à son niveau le plus élevé depuis quatre ans. De plus, le nombre de particuliers déclarés en faillite personnelle a atteint un chiffre record en 1990, reflétant une augmentation de 16 % sur l'année précédente ; les premiers mois de 1991 n'ont pas inversé la tendance.

SERGE MARTI

Lire la suite page 32

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

AFS Vivre Sans Frontière
Venez manager notre équipe

Nous sommes une association spécialisée dans les échanges internationaux de jeunes (anciennement Comité Française de l'American Field Service), et numéro un dans ce domaine avec le plus grand réseau mondial de pays (au nombre de 60) et de participants (10 000 par an), reconnus d'utilité publique et agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, nos partenaires sont prestigieux : AFS Intercultural Programs, EFIL (European Federation For Intercultural Learning) et le Ministère de l'Education de l'Ontario. Nous fonctionnons grâce à une équipe de salariés et un réseau important de bénévoles.

AFS VSF permet à des jeunes de vivre dans un autre pays, d'y apprendre la langue et d'en découvrir la culture. Grâce à cette expérience unique, nous leur offrons la chance de s'ouvrir au monde et des atouts pour réussir leur vie tant sur le plan professionnel qu'humain. Si vous partagez nos objectifs et si vous avez vécu une expérience semblable à l'étranger, devenez notre DIRECTEUR NATIONAL. Venez vous joindre à nous, à Fontenay-sous-Bois (94).

Diplômé d'études supérieures, vous avez plusieurs années en entreprise qui ont renforcé vos qualités de gestionnaire comme votre goût pour l'animation d'équipe. Vous aurez à prendre en charge notre budget (8 millions de F), à superviser l'ensemble de nos activités et à animer une équipe d'une douzaine de personnes. Vous serez amené à vous déplacer en France et à l'étranger. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous avez une expérience de la vie associative et le sens de l'humour. Ecrivez sous réf. 9115/LM à notre conseil CLEAS qui nous assiste dans cette recherche.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

DEMANDES D'EMPLOIS

Architecte intérieur, diplômée ESAM, 25 ans, 2 ans exp. agences archi, ch. place stable à Paris. Libre de suite. Tél. 45-43-44-91 (répond.).

J.H., 24 ans, dég. O.M., bac + 2, parl. et écriv. l'anglais (vécu un an en Angleterre) cherche place commercial. Accepter. ttes format. nécess. Tél. 43-04-42-41

J.F. vivant à Los Angeles, excell. présent., éduc., recherche emploi d'interprète en Calif. Tél. 1812139229259.

STANDARDISTE
expérimentée
Bilingue anglais, recherche emploi 5-6 heures par jour. Tél. 43-55-77-51.

Dame 53 ans cherche travail près personne seule comme garde-malade, dame de compagnie. Bonne présentation, sérieuses références. Accepte responsabilités, déplacements, voyages. Souhaite logement indépendant. Tél. : 45-51-58-72 après 21 heures.

L'AGENDA

Cours

Étudiant à Sup de Co Rennes, saxophoniste diplômé d'État, donne leçons à Lyon le week-end et à Rennes la semaine. Pour tout rens., demander Frédéric au
(16) 99-31-77-23

COURS DE LANGUE ESPAGNOLE proposés par l'État. Espagnol à Paris (ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation et de la Science) de 2 centres INSTITUTO ESPAGNOL 38, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine BIBLIOTECA ESPAGNOLA 11, av. Marceau 75116 Paris. Inscriptions pour les cours trimestriels Avril-Juin 1991 à partir 4 mars. Tél. : 47-23-57-93

Travail à domicile

Correctrice édition TTX. Mac write, prép. manus. litt. ou technique. 46-42-53-94

Vacances Tourisme Loisirs

TIGNES (Val-Claret)
Part. loue un studio 4 personnes, du 7 au 14 avril, à Inter Résidence. Grand confort. Tél. : 34-51-45-41

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

NISSAN, PRIMERA 1,6 L 4 ptes, mod. 91, gris métal. Dir. assistée. Radio-casset. Gar. 3 ans. 4 900 km. 75 000 F. T. 46-72-45-55, ap. 18 h 30.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

1er arrdt

Palais-Royal, 2 P., bon stand., 4e ét. asc. Soleil. Refait neuf. S/rue. Cuis. éq. 1 280 000 F. 42-25-17-37 matin et soir.

HALLES-MONTORGUEIL, zone piétonne, appt caractère ds imm. XVIIe, dble liv., 3 chbres, 2 bns, 2 wc. 2 500 000 F. 42-71-82-79

2e arrdt

Mo RÉAUMUR
Bel imm., 2 P., coin cuis., w.-c., bains, 3e ét., clair. Prix : 525 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

3e arrdt

MARAIS EXCEPTIONNEL
Pierre de taille, 2 PIÈCES, tout confort. 859 000 F. CRÉDIT. 48-04-08-60.

Mo TEMPLE
Beau 4 P., tt cft, cuis. équip., bains, 4e ét., asc. Bel imm. pierre. Gardien. 2 000 000 F. 42-71-87-24.

MARAIS, bel appart. bien distribué, GRANDE TERRASSE PRIVATIVE, 2 CHBRES, living, poutres. 42-71-81-48

MARAIS GD STUDIO
Vraie cuis., salle d'eau, wc, séparé, refait neuf 570 000 F. 42-71-62-79

4e arrdt

250 m²
DANS HOTEL PART. XVIIe ENTRE COURS ET JARDIN EMBASSY 45-62-16-40

QUAI D'ORLÉANS 95m² VUE S/SEINE
EMBASSY 45-62-16-40

5e arrdt

PROX. JARD. LUXEMBOURG
Bel im. pierre de t. 2e esc. 4/5 P. dont séj. s/jardin. A moderniser 4 900 000 F SERGE KAYSER 43-29-60-60

PRÈS SEINE et N.-DAME
Charmant duplex. Dernier étage. Mini-terrasse. SERGE KAYSER 43-29-60-60

6e arrdt

RUE DE SÈVRES
BEAU 3-4 p. TT CONFT
Bel imm. 3 mètres s/plafond, cheminée. 2 850 000 F. Tél. : 45-66-43-43

RUE CASSETTE
Ptaire vd beau 2 p. cuis., wc, bains, ref. nf. 43-46-37-00

7e arrdt

VANEAU
BEAU STUDIO très clair, tt conft. parfait état A SAISIR 335 000 F SIFECO 45-68-43-43

ECOLE MILITAIRE
2e ét., petit studio refait. 450 000 F. 45-87-95-17

10e arrdt

Près RÉPUBLIQUE
Grand séjour, coin cuisine. 2e étage sur rue. Prix : 275 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

BONNE NOUVELLE
Exceptionnel grand 2 PCES, 58 m², tout confort. Poutres apparentes. 989 000 F. CRÉDIT. 48-04-08-60.

14e arrdt

PRÈS SEINE, 2 PIÈCES
Imm. ravalé, expo. E.S-E. 860 000 F. 43-20-32-71.

20e arrdt

F 3, 64 m². Dans immeuble pierre-de-taille, 1er étage. Proche métro(s) et tous commerces. Faibles charges, chauffage individuel. Idéal profession libérale. Prix : 1 100 000 F. Tél. : 43-80-82-44.

77 Seine-et-Marne

MARNE-LA-VALLÉE NOISIEL
F4, 85 m² + box fermé, 100 m du RER, proximité école et commerces, loggia sur allée forestière en zone piétonne. Prix : 720 000 F. Tél. : 60-17-16-44 ap. 19 h.

appartements achats

Rech. URGENT 2 à 4 P. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 12e, av. ou ss trav. PAIE CPT chez notaire. 48-73-48-07, même soir.

locations non meublées offres

Paris

PART. A PART.
av. Félix-Faure 75015 Dans immeuble standing, p. de t. 1907, 150 m², 5 pces, entièrement refait neuf. Sanitaire, s. de bns, s. d'eau, 2 wc, gde cuis., peinture, moquette, élect., 3 post. téléph., 3 postes TV. 1er ét. sur rue et cour. Clair. 22 000 F mensuels. Conviend. clientèle diplomatique. Tél. : 45-54-30-41 entre 18 h et 20 h. Jeudi et vendredi.

locations non meublées demandes

Paris

CHERCHE STUDIO DANS PARIS 2 500/2 800 F par mois Tél : 40-67-73-95 entre 14 et 18 heures

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS 47, rue Vaneau Paris-7e 42-22-24-66 – 42-22-98-70

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et ts services. 43-55-17-50

locaux commerciaux

Ventes

LOCAL COMMERCIAL
Région parisienne. Murs et fonds à usage restaurant, hôtel, clinique, ou maison de repos. Sur parc de 13 350 m². Ecrire sous le no 8090 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7e.

fonds de commerce

Ventes

75015 PARIS
Montparnasse- Vaugirard BAIL A CÉDER enseigne-gravure. Possib. autres commerces. Boutique 4 m façade. 37 m² r.-de-ch. 14 m² ss-sol. Loyer mensuel actuel 3 500. Prix : 800 000 F. Tél. : 43-06-39-96

pavillons

02 AISNE
40 min. Eurodisney, vend PAVILLON 8 P., entr., s. de bains, wc, cuisine, 3 ch., séjour, chem., mezz., bureau, salle de jeux, garage s/terr. pays. 640 m². Prox. gare et comm. 720 000 F. Tél. : (16) 23-70-09-49

Sortie AMBOISE, direct. TOURS PAVILLON F 4, récent, 110 m². S/sol complet. semi-enterré. Garage. Terr. : 3 000 m² ent. clos. Vér. alu. Chauff. gaz + petite maison indépendante. 850 000 F. Tél. l'après-midi : (16) 47-57-33-35.

Près Marseille SEPTÈMES
Part. vends pavillon T4 dans lotissement. 90 m², garage, jardinet, terrasse. Prix : 550 000 F. Tél. : (91) 84-04-18 (bur.) (91) 51-97-55 (après 19 h).

FOSSES 95
30 mn Paris - 15 mn Roissy Proche RER. PAV. F5/F6 Cuis. équip., séj. dle 32 m² + cheminée, 3 chambres + mezzanine + dressing, 2 s. de bns, 2 wc. 117 m² habit. + s/sol total. Sur 280 m² terrain. Libre de suite. 34-71-93-56 Prix : 745 000 F.

propriétés

A SAISIR
VD CAUSE DÉCÈS
55 mn Paris, direct aut. Sud NEMOURS (77) Au cœur du village ts comm. Gare SNCF. SPLENDIDE

terrains

A vendre île de Mehetia (Tahiti), 1,5 km², 5 millions US $. Contacter : 1949. 6421.283512, Mr. Feussner.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ÉCONOMIE

CONSOMMATION

Après un an d'application de la « loi Neiertz »

Les commissions de surendettement ont reçu cent mille dossiers

Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a présenté à la presse, mercredi 6 mars, le bilan d'un an d'application de la loi sur le surendettement, tel qu'elle l'avait communiqué le jour même au conseil des ministres.

Les 119 commissions départementales créées pour traiter de façon amiable les problèmes des ménages surendettés ont reçu depuis le 1er mars 1990 cent mille dossiers. Le rythme de dépôt de ces dossiers, qui était de 4 000 par semaine au début, s'est peu à peu ralenti et n'est plus aujourd'hui que de 1 500 par semaine. Sur les 87 870 dossiers examinés au 15 février par les commissions, 11 000 (soit 13 %) avaient été jugés irrecevables, essentiellement pour absence de surendettement ou parce que les dettes présentées étaient d'origine professionnelle et non familiale.

Créances irrecouvrables

A cette date, un peu plus de 39 000 dossiers étaient menés à leur terme, 18 500 (47 %) ayant fait l'objet d'un plan de redressement conventionnel. Dans les autres cas, il est souvent impossible d'établir un plan de redressement, pour la simple raison que certaines familles, les plus pauvres, n'ont plus de possibilité de remboursement. On est en face de créances irrecouvrables. Le tiers des dossiers présentés seraient considérés comme *« très lourds »* par les commissions.

Le « surendetté-type » a moins de cinquante ans, il est marié, sa femme ne travaille pas, il a plus de deux enfants, il est employé (et souvent fonctionnaire) ou ouvrier, son revenu mensuel est en moyenne de 8 000 francs.

Si l'on ajoute aux remboursements dus aux établissements de crédit les dettes de la vie courante (loyer, impôts, EDF...), on compte en moyenne dix créanciers par dossier. Les ménages disposant de hauts revenus sont presque absents des commissions : 0,92 % des ménages disposent de plus de 20 000 francs par mois. *A contrario,* plus de 10 % des ménages surendettés disposent de revenus inférieurs au SMIC.

JOSÉE DOYÈRE

EN BREF

□ **Travaux publics : 5 000 à 10 000 suppressions d'emplois redoutées.** – Le président de la Fédération nationale des travaux publics, M. Philippe Levaux, a exprimé mercredi 6 mars ses inquiétudes à propos des économies budgétaires envisagées par le gouvernement pour financer le coût de la guerre du Golfe. *« On peut craindre,* a-t-il indiqué, *une annulation de 2 milliards de francs d'autorisations de programmes sur le budget des routes. Comme la plupart de ces crédits sont inscrits dans les contrats de plan Etat-régions, la part des financements relevant des budgets régionaux sera elle aussi réduite. »* Les entreprises de travaux publics estiment que ces réductions de crédits, qui auront des effets déflationnistes sur 1991, 1992 et 1993, devraient se traduire par 5 000 à 10 000 suppressions d'emplois. La croissance dans ce secteur économique en 1990 n'a été que de 1 %. Le nombre des heures travaillées a baissé de 2 %.

□ **Hausse de 0,6 % des dépenses d'assurance-maladie en janvier.** – Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont progressé de 0,6 % au cours du mois de janvier, après une hausse de 2,4 % en décembre. Sur les douze derniers mois, l'augmentation atteint 5,9 %. La CNAMTS fait état d'une évolution *« relativement modérée »* des dépenses hospitalières (+ 0,5 % pour le public, stabilité pour le privé) mais observe un accroissement *« sensible »* des prescriptions (+ 1,3 %).

□ **Baisse de la production mondiale de fibres chimiques en 1990.** – Pour la première fois depuis huit ans, la production mondiale de fibres chimiques a diminué, en 1990, d'environ 0,42 %, pour revenir à 18,86 millions de tonnes, d'après les chiffres encore provisoires compilés par ENKA, la filiale allemande du groupe néerlandais Akzo. En particulier, la production de fibres synthétiques aurait baissé de 6 % aux Etats-Unis.

□ **Arrêts de travail à Air France.** – Dans la perspective des élections aux comités d'établissement d'Air France, la CGT et la CFDT organisent des débrayages pour appuyer leur demande d'abandon du plan d'économies mis en place par la direction à partir du 1er avril. Les arrêts de travail annoncés n'excéderont pas une heure comme cela a été pratiqué, le 6 mars, au siège social et, le 7 mars au matin, par des salariés des ateliers d'Orly-Nord et de l'aérogare d'Orly-Sud. Ces débrayages pourraient retarder certains vols.

□ **Le CNPF et la reconstruction du Koweït.** – Souhaitant aider les sociétés françaises à développer leur action dans les pays du Maghreb et du Proche-Orient, le CNPF a mis en place un plan d'action à plusieurs facettes. Dans ce cadre, l'organisation patronale réunit jeudi 7 mars *« l'ensemble des entreprises travaillant au Koweït afin d'examiner les conditions dans lesquelles elles pourront avoir la part qui leur revient dans la reconstruction du pays »,* explique M. François Perigot, le président du CNPF, dans un entretien publié par *le Figaro* du 7 mars. Il y annonce l'accueil, ce jeudi à Paris, *« d'une délégation de personnalités koweïtiennes ».*

Œuvres sociales des petites entreprises indemnisation du chômage partiel

Le CNPF critique sévèrement les projets gouvernementaux

Président de la commission sociale du CNPF, M. Jean-Louis Giral a qualifié de *« provocation »* le projet de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui consisterait à mutualiser les œuvres sociales des petites entreprises avec une cotisation représentant 0,1 % ou 0,2 % de la masse salariale. S'exprimant mercredi 6 mars sur le perron du ministère après sa rencontre avec le ministre, M. Giral a affirmé que cela *« rappelle la charte du travail et ses comités socioprofessionnels »* sous Vichy. Cette critique, dans une forme moins brutale, a été reprise par M. François Périgot, président du CNPF, dans une interview publiée le 7 mars par *le Figaro.* Reçues elles aussi au ministère du travail, la CGPME et l'UPA (Union professionnelle des artisans) avaient fait part de leurs réserves et considèrent que cette disposition alourdirait les charges des entreprises. En revanche, si M. Blondel (FO) s'est montré sceptique, les délégations de la CGC et de la CFTC accueillent l'idée favorablement.

Au sujet de la participation de l'UNEDIC au financement de l'indemnisation du chômage partiel, qui fait partie des thèmes abordés par M. Soisson au cours de sa série d'entretiens avec les partenaires sociaux, les réactions sont également tranchées. M. Giral se déclare *« très réservé »* et *« ne croit pas que le chômage partiel puisse permettre d'éviter les suppressions d'emplois ».* Il reconnaît cependant que la décision *« appartient aux partenaires sociaux ».* M. Blondel refuse *« le mélange des genres »* et se déclare *« peu réceptif »,* la mission de l'UNEDIC consistant à indemniser les demandeurs d'emploi.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vte S/Sais. Pal. Just. CRÉTEIL (94) Jeudi 21 mars 1991 à 9 h 30
APPARTEMENT à CHOISY-LE-ROI (94600)
7, rue Alphonse-Brault – Bât. A au 2e ét. S.R. et Cour 2 Pces Ppales et Cave au Sous-Sol
M. à P. : 120 000 F
S'adr. Me TH. MAGLO, avocat à CRÉTEIL (94000)
4, allée de la Toison-d'Or – Tél. : 49-80-01-85.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à EVRY (91) rue des Mazières, le MERCREDI 20 MARS 1991, à 14 h.
EN UN LOT
DEUX BOUTIQUES à MASSY (91)
3 *bis,* rue du Languedoc – au rez-de-ch. Bâtiment unique
L'une avec annexe commerciale au s/sol – L'autre avec une terrasse d'angle de 76 m² env.
M. à P. : 600 000 F S'adr. SCP. VASLOT, BOURGEOIS, VIALA, avocats à CORBEIL (91100)
61, rue Saint-Spire – Tél. : 64-96-24-68.

VENTE sur licitation, au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 21 MARS 1991, à 9 h 30 – EN UN LOT
APPARTEMENT 2 P.P. à IVRY-SUR-SEINE (94)
64, rue Marceau – au 1er étg. – 2 RÉSERVES et LAVABO rez-de-ch. W.-C. entre rez-de-ch. et 1er étg. – 2 CAVES au s-sol.
Jouissance privative et exclusive d'un JARDIN
M. à P. : 120 000 F S'adr. Me VARINOT, avocat, 166 *bis,* Gde-Rue NOGENT-S/MARNE – Tél. : 48-71-03-78
Me FITREMANN, avocat, 11 *bis,* rue Portalis PARIS (8e)
Tél. : 45-22-22-86. Ts avocats T.G.I. CRÉTEIL – Sur les lieux pour visiter.

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
En la Chambre des notaires de Paris, place du Châtelet
Le MARDI 19 MARS 1991, à 14 h 30
5 APPARTEMENTS 2, 3, 4 et 5 p.
(56 m², 57 m², 67 m², 93 m² et 118 m² env.)
à Paris (16e)
Entre le bd Suchet et le champ de courses d'Auteuil
Me BELLARGENT, notaire assoc., 14, rue des Pyramides, Paris (75001)
Tél. : 44-77-37-49 et 44-77-37-48 – Visites s/pl. 1, square Malherbe, les 9, 11, 14, 16, 18 mars, de 10 heures à 13 heures.

L'HERMÈS Editeur *Tél. (1) 46 34 07 70*
L'essentiel sur
TECHNIQUES QUANTITATIVES DE GESTION
par André BRIGAND et Jacques OBADIA
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Les négociations commerciales internationales

Européens et Américains organisent une procédure d'arbitrage sur le financement d'Airbus

Les Américains ont obtenu satisfaction, mercredi 6 mars à Genève, dans le cadre de l'Accord général sur les droits de douane et le commerce (GATT), à propos du différend qui les oppose à la CEE sur le financement d'Airbus.

En effet, les Européens ont accepté la constitution d'une commission d'arbitrage pour déterminer dans quelle mesure les garanties de change vis-à-vis du dollar, accordées par le gouvernement allemand à son avionneur Deutsche Aerospace, filiale de Daimler-Benz, représentait une subvention portant atteinte au principe de la libre concurrence. Le représentant du gouvernement américain a fait valoir qu'en compensant la chute du cours du dollar au-dessous du cours de 1,60 deutschemark, le gouvernement de Bonn a versé, en 1990, 390 millions de dollars (2 milliards de francs), ce qui représenterait une aide de 2,5 millions de dollars (13 millions de francs) par appareil. Lorsque le mandat et la composition de la commission d'arbitrage seront fixés, celle-ci aura quatre-vingt-dix jours pour rendre son avis.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Suite à des opérations immobilières

La commune de Plan-de-Cuques est proche de la faillite

MARSEILLE

de notre correspondant

Le tribunal de commerce de Marseille vient d'accorder la cession de la société d'économie mixte Etoile de Plan-de-Cuques, qui accusait un passif de 250 millions de francs – après avoir été le promoteur de 450 logements – à deux repreneurs marseillais, MM. Jean-Noël Cordesse et Jean-Pierre Barret, associés à la société d'HLM Provence-Logis. Les bénéficiaires ont acquis les actifs de la société en déconfiture pour la somme de 60 millions de francs, assurant par la même occasion aux 450 «acquéreurs à terme» des logements (ils ne peuvent être propriétaires qu'après avoir entièrement remboursé leurs prêts) qu'ils n'auraient pas à débourser de «rallonge».

En choisissant une solution de reprise, le tribunal a rejeté la demande du maire (divers droite) de Plan-de-Cuques, une petite commune proche de Marseille, M. Jean-Pierre Bertrand, qui réclamait en qualité de président de la SEM-Etoile créée par son prédécesseur à la mairie la liquidation judiciaire *pure et simple*.

En même temps, le tribunal a écarté – parce que son plan manquait de clarté – la candidature de la Société africaine de transports et d'affrètements (SATA), également sur les rangs, qui avait les faveurs de la mairie, voyant en elle la possibilité de se délivrer de l'hypothèque de 150 millions de francs de garanties accordées aux banques par la commune. En effet, sur les 250 millions de créances de la SEM-Etoile, 150 millions sont constitués de créances sans hypothèques mais avec garantie de la commune, que celle-ci va devoir rembourser. Or, Plan-de-Cuques n'en a pas les moyens, sauf à y consacrer pendant quinze ans la totalité de ses recettes fiscales...

JEAN CONTRUCCI

Le divorce consumé entre Davidoff et Cuba

Après avoir incarné pendant plus de vingt ans l'aristocratie du cigare cubain, et polémiqué trois ans durant avec la célèbre Cubatabaco, la non moins célèbre Zino Davidoff a définitivement divorcé avec La Havane en présentant mercredi 6 mars à Genève sa nouvelle ligne de cigares de luxe, désormais fabriqués en République dominicaine.

Selon le représentant de la firme genevoise, les dizaines de milliers d'amateurs de Davidoff n'y perdront pas au change. Les cigares dominicains *«sont plus fins, plus délicats et plus élégants»* que ceux, plus corsés, fabriqués à Cuba. Le mariage entre la Cubatabaco, la société cubaine chargée de la fabrication et de la commercialisation des havanes, et la maison Davidoff aura duré un peu moins de vingt ans.

C'est en 1987 que la guerre s'était engagée entre les deux firmes. Les tribunaux sont saisis pour arbitrer ce conflit. La Cubatabaco souhaite prendre le contrôle de son réseau de distribution international, tandis que Zino Davidoff estime que la société cubaine veut récupérer sa marque gratuitement. Huit procès sont encore en cours, mais en définitive ce sont probablement les amateurs de cigares qui rendront le verdict.

ÉNERGIE

Avant la réunion de l'Opep du 11 mars

L'Agence internationale de l'énergie met fin à son plan d'urgence

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a mis fin au dispositif d'urgence mis en place dès l'ouverture des hostilités dans le Golfe pour pallier un éventuel déficit de l'approvisionnement pétrolier, ont indiqué mercredi 6 mars des responsables de l'agence, dont le siège est à Paris. D'autre part, les dirigeants de l'AIE doivent discuter de l'ouverture éventuelle d'un dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole, en prévision de la réunion ministérielle de l'AIE le 3 juin.

Le plan, mis en œuvre au premier jour de l'offensive dans le Golfe, le 17 janvier, prévoyait la mise à la disposition du marché pétrolier de 2,5 millions de barils par jour de brut. Ces quantités devaient être prélevées sur les stocks ou dégagées grâce à des économies d'énergie.

Selon le directeur exécutif de l'AIE, Mme Helga Steeg, près de 600 000 barils par jour pendant 30 jours, soit au total 19 millions de barils, ont été puisés dans les stocks gouvernementaux des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne. En février, la production de brut des pays de l'OPEP, l'organisation des pays exportateurs de pétrole – qui se réunit pour la première fois depuis la fin de la guerre le 11 mars à Genève – s'est légèrement accrue : 23 millions de barils par jour, contre 22,9 en janvier.

COMMUNICATION

Selon une étude du CNC

La production audiovisuelle française marque le pas

Après deux années de forte croissance, le marché de la production audiovisuelle a connu une décélération brutale l'an dernier. Le nombre d'heures produites (+0,96 %) a stagné, la progression des sommes investies dans la fiction, l'animation et le documentaire étant inférieure à la hausse des coûts (+9 % contre + 10 %).

La fin des vaches grasses? Avec des investissements en hausse de 35 % et un nombre d'heures produites en croissance de 28,5 %, 1989 avait été une année exceptionnelle pour la production audiovisuelle (*le Monde* du 8 mars 1990). Les professionnels prévoyaient une année 1990 plus difficile. Les faits leur ont donné raison si l'on en croit les statistiques dressées par le Centre national de la Cinématographie (CNC). Rendus publics jeudi 7 mars, ces chiffres – précis mais non exhaustifs – montrent que le marché de la production est globalement entré en stagnation : 1 413 heures produites (+0,96 %) pour 4,39 milliards de francs investis (+9 %) (1).

Genre dominant, la fiction a connu l'an dernier une progression limitée en volume horaire (894 heures, + 4,1 %) malgré une poussée plus forte des devis (2,8 milliards de francs, + 14 %) : le haut de gamme draîne une part toujours plus grande des ressources (68 %). A l'autre extrémité de l'échelle, le volume des œuvres à faible coût horaire («soaps» et «comédies de situation») connaît un quasi-doublement au détriment du téléfilm «moyen».

Le dessin animé, en revanche, est en net repli. Le volume des commandes chute de 21 % l'an dernier après, il est vrai, une année 1989 exceptionnelle. Le volume des commandes (154 heures) reste en tout cas nettement au-dessus de celui d'il y a quelques années, souligne le CNC, qui y voit *«une mutation structurelle de l'industrie de l'animation française»*, stimulée par la mise en place d'une section spécifique du compte de soutien destinée aux émissions pour la jeunesse.

La production de documentaires et de magazines, enfin, a connu l'an dernier, une progression modérée en volume (+5,5 %). La forte hausse des devis (+25 %) s'explique surtout par la mise en chantier de quelques projets ambitieux visant, au-delà de la diffusion télévisée, le marché de la vidéo.

Chaîne par chaîne, les grandes tendances constatées ces dernières années, se sont poursuivies. Avec 376 heures commandées pour 340 millions de francs d'investissements, TF 1 est toujours le premier commanditaire de fiction. Elle distance Antenne 2 (201 heures et 330 millions) et FR 3 (121 heures et 208 millions). Privilégiant les œuvres de prestige, Canal Plus produit peu en volume (22 heures) mais y consacre beaucoup d'argent (67 millions). La Cinq et la SEPT investissent des sommes comparables (87 et 68 millions respectivement), tandis que M 6 commande toujours très peu (10 heures et 9 millions).

La hiérarchie change avec le documentaire et les magazines, les chaînes publiques jouent cette fois un rôle leader avec 75 % des heures commandées et 80 % des investissements. La SEPT représente, à elle seule, le tiers des commandes en volume et en valeur... Dans le dessin animé, enfin, commandes et investissements sont plus équilibrés, même si FR 3 et la Cinq conservent un rôle moteur.

Au-delà des chiffres, les statistiques du CNC mettent en lumière la nécessité croissante pour les producteurs de trouver plusieurs chaînes nationales et des financements étrangers pour boucler leur plan de financement. En fiction, *par exemple*, Les apports étrangers représentent désormais 10 % des devis des documentaires, 16,87 % de ceux de fiction et 18 % pour l'animation. La coproduction internationale est plus que jamais une nécessité.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) Le CNC ne recense que les œuvres de fiction, animation, documentaires et magazines – bénéficiant d'une aide du compte de soutien. Ses statistiques sont relativement précises pour la fiction et l'animation, deux secteurs où l'on produit peu sans l'aide du compte, mais sont plus incertaines pour les documentaires et magazines. Enfin, certains secteurs comme les jeux qui ne bénéficient pas du compte, ne sont pas comptabilisés.

Sous réserve d'un accord avec les syndicats

M. Maxwell obtient 60 millions de dollars pour reprendre le Daily News

NEW-YORK

de notre correspondant

Les propriétaires du *Daily News*, ont finalement accepté de verser 50 à 60 millions de dollars (300 millions de francs environ) à M. Robert Maxwell pour que le magnat de la presse britannique reprenne le plus important tabloïd new-yorkais, en grève depuis plus de quatre mois. M. Maxwell a signé le 5 mars une lettre d'intention en ce sens avec le groupe Tribune, propriétaire de nombreux journaux dont le *Daily News* et le *Chicago Tribune*. Mais avant de s'engager plus avant, M. Maxwell doit rencontrer le 7 mars les représentants de l'intersyndicale regroupant les neuf syndicats-maison qui, depuis le 25 octobre dernier, livrent à la direction du *Daily News* l'une des plus dures batailles qu'ait connues la presse américaine.

Faute de parvenir à un accord lors des ultimes négociations qui se sont déroulées la semaine dernière, en raison des positions désormais inconciliables entre syndicats et direction, l'éditeur du quotidien, M. James Hoge, a fait savoir qu'il mettrait la clé sous la porte le 15 mars prochain, faute d'avoir trouvé une solution d'ici là. Cette fermeture coûterait au groupe de Chicago environ 100 millions de dollars compte tenu des indemnités de licenciement et des primes à verser à certaines catégories de personnel, tels les ouvriers d'imprimerie, qui bénéficiaient de garanties d'emploi à vie.

Ces derniers n'étant pas entrés dans la grève, M. Maxwell compte bien sur leur coopération pour négocier avec nombre d'entre eux des primes de départ en échange de l'abandon de cette clause jugée exorbitante. Du coup, le prix social à payer par le repreneur pourrait tomber aux alentours de 20 à 30 millions de dollars, auxquels s'ajoute naturellement la remise à flot – très coûteuse – du *Daily News* après une longue suite de déficits.

De l'aveu des dirigeants, le quotidien populaire qui a vu le jour, en 1919, perd 700 000 dollars par jour qui viennent s'ajouter aux 115 millions perdus en 1990. De plus d'un million d'exemplaires avant la grève, le tirage du *Daily News*, le plus important de la presse quotidienne locale qui, outre le célèbre *New York Times*, compte aussi deux tabloïds concurrents directs du *Daily*, est tombé à 400 000 exemplaires en raison du blocage d'une bonne partie de sa diffusion, confiée essentiellement à des étudiants et à des sans-abri. Le journal, devenu squelettique, a pratiquement perdu toute sa publicité commerciale et ses petites annonces, deux secteurs qui souffrent de la récession économique, encore plus sensible sur la côte Est des Etats-Unis que dans le reste du pays.

L'homme d'affaires britannique a déjà fait savoir qu'il se donnait jusqu'au 11 mars pour conclure un accord avec les syndicats, préalable à tout accord définitif avec les propriétaires du quotidien.

SERGE MARTI

World briefing.

The Economist

Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus : **Briefing mondial.**

(Publicité)

NOUVELLES COLLECTIONS

VOICI venu le printemps, la jonquille perce sous la feuille morte, les vents sont déjà plus doux, au coin de la rue, là-bas. Et voici Pâques bientôt. Autrefois, une coutume voulait que, ce jour-là, nous étrennions un vêtement neuf! Faisons comme jadis, les boutiques ont toutes reçu les collections de printemps. Finis, les lourdes laines, les cache-cols, les mitaines et les manchons. Au placard les doudounes et les châles, les fourrures et les flanelles... c'est leur printemps de naphtaline! A nous les soies fluides, les lins blancs, les cotons légers, les couleurs, la vie. Tout recommence, les magasins et les boutiques regorgent d'espoir de campagne, de week-end au soleil et de mode nouvelle. Poussez leurs portes, nous l'avons fait pour vous. Suivez-nous!

• VIVE LE LOISIR!

Avec le beau temps viennent les idées de promenades en campagne, mais attention aux averses. Au Petit Matelot, vous trouverez la ligne complète en Gore-Tex, un tissu imperméable qui laisse respirer votre corps : parkas, blousons, chaussures, chapeaux... tout existe! Ce Petit Matelot bicentenaire est aussi connu pour sa bonne qualité et ses prix doux : blazer en laine à 1 495 F et, pour femmes, des tailleurs en toile ou en laine légère, à partir de 2 140 F. Vous y trouverez aussi tout ce qui est nécessaire pour faire du bateau, en commençant par les vêtements cirés et en passant par les chaussures Docksides et Timberland dans un grand choix de coloris et de modèles! 27, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris.

• FINI LE SEXISME!

Même si le temps ne vous donne pas envie d'un cachemire, vous pouvez toujours aller chez le grand spécialiste de cette matière noble, *David Shiff! Il* est aussi le grand spécialiste de cette laine fantastique qu'est le Super 100 dont les hommes raffolent puisqu'il est infroissable! Ici, les deux costumes à 4 995 F, la moitié du prix pratiqué ailleurs! Enfin, les femmes ont aussi leurs Super 100, il était temps ; voici des tailleurs infroissables de coupe classique et impeccable, réalisés par les plus grands fabricants français, à partir de 3 995 F seulement! David Shiff, 13, rue Royale et 4, *rue Marbeuf, 75008 Paris.*

• PARTEZ DU BON PIED!

Drake est décidément une marque de chaussures qui s'affirme, qui s'affine et qui s'impose. De nouveaux modèles superbes, chasse ou derby, vous sont proposés, en nubuck, de style un peu collège américain avec semelles rouges et cousus Good year. Ces chaussures sont toujours entièrement doublées de cuir, quatre coloris au choix, naturel, blanc, vert kaki et bleu *marine, 700 F. Voici encore* une nouvelle ligne de mocassins aux finitions bottier à la main, aux glaçage et poissage magnifiques, 1 000 F environ. Bien entendu, vous trouverez toujours les modèles classiques British et sport, doublés ou non, à partir de 660 F. Drake, 6, rue Franklin, 75016 Paris, et Au Bon Marché.

• LA PALETTE PRINTANIÈRE!

Une superbe palette de coloris vous attend à La Vogue dont la nouvelle collection est charmante et toujours avec ce qu'il faut de rigueur et d'élégance! beaucoup de chemisettes en voile de coton suisse, ultraléger, en imprimé fantaisie, à broderies, en forme de liquette-blouson, à partir de 550 F. Voici encore des costumes Louis-Féraud en laine légère, bien coupés, aux coloris très enjoués, à partir de 2 590 F. Une superbe collection de pantalons vous attend également avec des couleurs très sympathiques, en lin mélangé à *429 F, en laine Super 100* à 929 F, sans oublier toutes les vestes en lin, rose-marron, pied de poule... 38, bd des Italiens, 75009 Paris, à deux pas de l'Opéra Garnier!

• UN PRINTEMPS BRITISH!

Ce grand nom de la mode classique et anglaise, Daks, a ceci de particulier que l'on reconnaît toujours sa patte, sa griffe, sa signature! Cela grâce, notamment, à ses tissus exclusifs. Madame ne dira pas le contraire quand elle verra ce tailleur vert tilleul à chevrons et carreaux très discrets, à 4 350 F! Monsieur aussi aimera, par exemple, ces vestes aux clans différents sur fond clair, boutonnières en daim et autres finitions superbes à 2 850 F. Voici encore le cardigan, d'un très joli vert, avec son blason brodé de fil d'or. Il peut être assorti à la chemise rayée et aux chaussettes. Les amateurs de cravates spéciales « golf » et *« équitation » trouveront* aussi leur bonheur. Quant à la maroquinerie en cuir naturel à l'effigie de Daks Corner, les femmes en raffolent! 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

• ART ET CULTURE!

C'est toujours avec un grand enthousiasme que l'on découvre la créativité de Jacques et Andrée Gautier! D'abord, des bijoux formidables dessinés par Jacques : grosses bagues, baroques par leurs formes et poétiques par leurs style et, parfois, surréalistes, comme c'est le cas pour la bague « Œil et Serpent » : des émaux bleu de chine et topaze ou du cristal et des rubis formant l'œil se trou*vent entrelacés d'un serpent.* Des créations exceptionnelles à partir de 1 200 F. Quant à son épouse, Andrée, elle continue d'animer ses tables rondes de littérature si appréciées. Le 19 mars, elle reçoit dans son salon, telle la princesse Mathilde, *le* monde littéraire autour de Philippe Séguin et de son livre sur Napoléon III, « Louis Napoléon le Grand ». Le 9 avril, elle recevra Josyane Savigneau pour son livre sur la fascinante Marguerite Yourcenar. Jacques Gautier, 36, rue *Jacob, 75006 Paris. Tél.* : 42-60-84-33.

• RIEN QUE POUR LES HOMMES

Stephane Men's, comme son nom l'indique, ne s'adresse qu'aux hommes, et quelle chance ils ont! Quand il faut s'habiller, ces boutiques sont idéales, on y découvre toutes sortes de grandes griffes pour petits budgets. Les chemises, par exemple, se trouvent rangées dans des armoires par catégorie de prix et à partir de 200 F, elles sont signées Balmain, Ted Lapidus... dans tous les styles, tous les coloris et tous les cols! Pour les pantalons, pas de problème non plus. On en trouve en laine à 295 F et en Super 100 à 495 F. Maintenant il vous faut une veste? Laquelle choisir? Celle-ci en laine, à 495 F? Ou ce blazer en Super 100 pour 1 250 F? Voici encore un imperméable à 495 F, un costume Féraud à 1 969 F ; un autre, signé Balmai, à 2 500 F. Enfin, la boutique de Saint-Germain est une véritable grotte aux miracles... N'en disons pas plus! 130, bd Saint-Germain, 75006 Paris et 5, rue Washington, 75008 Paris.

• CHANGEZ VOS FOURRURES!

Madame, bien que vous ne portiez pas vos fourrures en ce moment, il faut pourtant penser à elles. Pour la garde, par exemple, l'artisan Michel Muller vous fait profiter de sa formation chez *Dior, il vous propose* de s'en occuper pendant l'été. Une veste en vison estimée à 20 000 F vous coûtera 672 F de garde. Il peut aussi transformer votre fourrure dans le ton des nouvelles lignes 1991-1992, fluide et superbe! En dehors de ces transformations, *Michel Muller,* artisan oblige, peut également et parfaitement s'occuper de son nettoyage, d'une réparation ou de sa rénovation. Bref, il offre une vie presque éternelle à vos fourrures, que vous pouvez aussi, bien sûr, acheter chez lui, en payant un cinquième à la commande et le reste à la livraison. 160, av. Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-43-11-98.

• ÉCUMES DES MERS

La résine a bien de la chance d'être aimée par *les* créateurs de bijoux Kalinger, frère et sœur, qui la rendent légère et la sculptent pour des bijoux complètement baroques et étonnants. De plus, ils arrivent à imiter à la perfection toutes sortes de matériaux *tels que perles;* pâte de verre, corail ou pierres diverses, sans oublier tous les métaux, à commencer par l'or!

La collection printemps/été chez Kalinger s'oriente sur le thème du corail, des fleurs et de la mer.

Nous avons remarqué de jolies boucles d'oreilles aux couleurs vives à 525 F, une cascade-collier superbe à 2 475 F, et des sacs en ottoman aux formes originales à 2 875 F. Kalinger au 60, faubourg Saint-Honoré à Paris, au 6, allées des Tournies à Bordeaux et 31, rue Ancien Courrier à Narbonne.

• BIJOUX PURS!

Des bijoux de lignes et de formes dépouillées en argent pur, créés dans les années 20 et 30 et d'une modernité étonnante, ce sont bien là les créations de Georg Jensen. Egalement en argent, d'autres bijoux créés récemment, et signés par les plus grands designers scandinaves, sauront vous charmer par leurs formes harmonieuses et originales. Voici encore de la coutellerie, chez ce grand orfèvre d'origine danoise, en argent, en métal argenté et en acier inoxydable.

Venez admirer aussi ses montres, création maison : l'équilibre parfait pour être à l'heure. Enfin, les accessoires de bureau, à partir de 150 F, peuvent être de très bonnes idées de cadeaux. Georg Jensen, 239, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Ça vient de sortir

L'acier noble

Christofle, le célèbre orfèvre, signe l'acier avec trois nouveaux couverts superbes dont deux modèles plutôt classiques et la ligne « Intégrale » de style résolument moderne et très réussi, comptez environ 98 F la fourchette ou la cuillère de table, et 186 F le couteau. 9, rue Royale à Paris.

Splash ou plouf!

Peu importe la façon dont vous vous mettez dans le bain, l'important, c'est de savoir en sortir! Avec les parfums, le plaisir se prolonge désormais jusque dans la baignoire. Voici, au grand complet, Ysatis de Givenchy et ses sublimes voiles de beauté, ses crèmes, huiles de douceur et autres poudres parfumées. C'est tout nouveau ; huit plaisirs différents au programme! Pour les réabonnées à Vent Vert, ce délicieux parfum de Pierre Balmain, relancé il y un an, voici quatre produits pour le bain : lait parfumé, déodorant parfumé, bain moussant et le savon avec son porte-savon ; objet que vous garderez toute la vie!

Plus résistante!

Pas folle la poêle Tefal! Même si ces poêles au fameux revêtement ne permettaient aucune adhérence, elles avaient tendance à s'user! Maintenant c'est fini grâce à « Résistal » qui vient de voir le jour. Un nouveau concept de haute résistance pour un nouveau revêtement et un nouveau fond avec relief qui rendent les poêles dures comme du béton, sans rien « attacher », comme d'habitude, à partir de 85 F.

Une bronzette?

Si vous en avez assez de briller au soleil sous les produits solaires gras, rendez-vous avec Lancaster cet été et sa ligne non grasse, c'est mieux pour les sportifs, pour les enfants et pour les hommes, enfin mieux pour tout le monde! En parfumerie!

Cinéma maison

Bien que destiné aux salles de conférences et autres halls d'hôtel, rien ne vous empêche de vous offrir le cinévision de Hitachi, un écran plat et gigantesque de 107 cm de diagonale. Avec lui, vous vivrez « les Aventuriers de l'arche perdue » à la maison, comme si vous y étiez! C'est génial, sans compter que le son surround augmente le frisson. 35 000 F à partir de juillet!

Spécial femme active!

Chère madame, vous êtes soucieuse de votre apparence bien que « complètement épuisée » par votre activité? Voici qui va changer votre vie : le « Lifting anti-fatigue ». Un nom tout simple pour un soin spectaculaire, signé Jeanne Gatineau. Il agit en trois temps : lissage de rides et coup de fouet immédiat, vient ensuite l'effet relais qui se traduit par un atténuement des cernes et de la grise mine en général. Enfin, à long terme, ce gel stimule la peau de façon durable, 395 F les 30 ml.

Carte à idée!

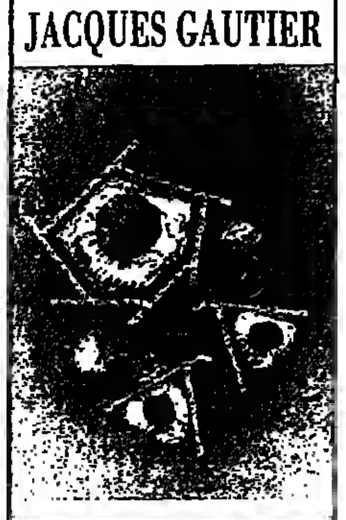
Afin de pousser l'élégance plus loin, Ermenegildo Zegna offre à ses plus fidèles client l'« Idea Card ». Pareille à une carte de crédit, elle offre plusieurs avantages : service gratuit de nettoyage et de repassage, essayage à domicile pour un costume sur mesure, remise à la taille de votre costume gratuitement... Les clients heureux se retrouvent au 10, rue de la Paix à Paris.

Match Play.

C'est le nom d'une nouvelle eau de toilette pour homme dont l'idée est venue sur un terrain de golf à Saint-Andrews! Snob? Non! Trouver une fragrance caractéristique et tenace mais discrète quand même ; vaste programme... Il a fallu des années de recherches! La voici enfin, tonique, un brin d'exotisme pour un sillage viril, et dans un flacon à son image : lumineux et équilibré! 225 F les 100 ml.

GUNNAR P.

ÉMAUX ET MINÉRAUX
de
JACQUES GAUTIER



Broche bronze argent cristal sur argent et auricalcite : 3 200 F
Boucles d'oreilles : 3 600 F
OMAI : eau de parfum raffinée
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33

"ACCESSOIRES"
Notre prochain rendez-vous avec la mode
Parution le 11 daté 12 avril 1991

MA GRAND-MÈRE DISAIT
« Je ne suis pas assez riche pour acheter du bon marché »
mais trouvait toujours le meilleur au meilleur prix
STEPHANE MEN'S
Discount de Luxe lui aurait sûrement plu car c'est
LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS
MAIS... A DES PRIX E-TON-NANTS
ouvert en fond de cour t.l.j., de 12 h à 19 h 30
5, rue WASHINGTON, M° George-V et 130, bd St-Germain, M° Odéon
Félicité par : la presse unanime et le ministère du commerce.
Recommandé par le Code diplomatique et : « Paris Combines ».

Ils prennent des couleurs
La mode masculine de printemps innove à travers des coloris qui donnent envie de choisir de jolies vestes et des costumes coupés dans des matières confortables et légères, agréables à porter. Des chemises aussi, tous ces vêtements griffés des plus grands noms, choisis à...
LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 – Détaxe à l'exportation

Marche à Londres.
Drake
English and American Shoes
6, rue Franklin
75016 PARIS. Tél. : 45-27-51-58
Stand Drake
Au Bon Marché - PARIS
vous présente
sa collection
Printemps-Eté 91
83, Grande-Rue
54000 NANCY. Tél. : 83-35-67-31
3, rue Ladoucette
57000 METZ. Tél. : 87-36-06-25

DAVID SHIFF
Club des Dix

Richesse de la mode
Douceur des prix
•
Collection chic
Printemps - été
1991
13 RUE ROYALE 75008 PARIS
DU LUNDI AU DIMANCHE DE 10H A 18H
PARKING "CONCORDE" GRATUIT
4 RUE MARBEUF 75008 PARIS
DU LUNDI AU SAMEDI DE 10H A 18H
5 RUE DES ARCHERS LYON 2
60 BIS RUE DE PARIS 78000 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

DAKS
269, rue Saint-Honoré
Paris 1er - Tél. : 42 60 22 19
Galerie du Sporting d'Hiver
Monaco - Tél. : 93 50 46 20
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS.

depuis 1790
au petit matelot
27, av. de la Grande-Armée, Paris 16e. Tél. : 45-00-15-51
Des vêtements sport et ville
confortables
ainsi que chaussures et chapeaux en
GORE-TEX

Michel MULLER
DAUMESNIL
FOURRURE - CRÉATION
Diffusion
J.-L. SCHERRER - GUY LAROCHE
Atelier rénovation - transformation
160, avenue Daumesnil - 75012 PARIS
M° Daumesnil - ☎ : 43-43-11-98

هكذا من الأصل

La délicat
Menace pa
grâce

La leçon d'
Deux Q
dans l'une des

Le Monde

AFFAIRES

La délicate restructuration des banques nippones

Menacé par la crise du foncier, le système financier japonais devrait éviter la débâcle grâce à la bonne santé de l'économie et aux mécanismes de solidarité

TOKYO
de notre correspondant

LE système financier japonais traverse un hiver rude. Le *«dégonflement de la bulle spéculative»*, effondrement de la Bourse puis baisse des prix fonciers, s'est traduit par une dégradation des profits des banques et une montée du risque de crédit. Si la baisse des prix fonciers s'accentue, tout le système financier pourrait être sévèrement ébranlé. Il ne semble cependant pas que se profile à l'horizon un sinistre d'une ampleur telle qu'il ne puisse être encaissé : la santé actuelle de l'économie réelle et les mécanismes traditionnels de solidarité à l'intérieur des groupes pouvant contribuer à atténuer le choc.

Si un écroulement de banques au zénith du «hit-parade» mondial, trustant les dix premières places, paraît improbable, une restructuration en profondeur n'en est pas moins en cours. Opération de nettoyage, plus exactement, par l'élimination des excès spéculatifs de ces dernières années : la sélection «naturelle» qui s'annonce sera douloureuse et se fera particulièrement sentir à la base du système bancaire (crédits mutuels et autres) et à sa périphérie : ce que l'on nomme les «non-banques», c'est-à-dire les organismes qui sans drainer l'épargne pratiquent néanmoins des prêts.

Dans les meilleurs des cas, on assistera à des fusions (processus déjà amorcé par le mariage des banques Mitsui et Taiyo Kobe, en avril 1990, et cette année de Kyowa et Saitama) qui devraient concerner surtout des banques régionales et des caisses de crédit mais peut-être aussi de grandes institutions (la revue japonaise *Economist* mentionnait par exemple la Banque de Tokyo, la Tokai ou Daiwa parmi les institutions en quête de partenaires).

Une multiplication de catégories

Le cas des banques et celui des «non-banques» doit être dissocié, bien qu'il existe des liens très étroits entre le cœur du système bancaire et sa périphérie. Le système bancaire nippon lui-même est complexe en raison d'une multiplication de catégories. Au sommet de la pyramide, on trouve les douze city banks, le plus important pôle du réseau, qui conjuguent les activités de banques de dépôts et de banques d'affaires, puis les trust banks, qui ont des activités de banques universelles avec une prédominance dans la gestion de fonds de placement et dont les principales sont aux mains des ex-conglomérats (*zaibatsu*) et enfin les long credit banks, spécialisées dans le crédit à long terme. En dessous, viennent les diverses banques régionales, dont certaines sont d'anciennes banques mutuelles, les caisses et associations de crédit et les coopératives. Parmi ces dernières, certaines ont une étonnante capacité à drainer l'épargne : le montant total de dépôts de la Coopérative des agriculteurs dépasse celui de la Dai Ichi Kangyo, la première city bank nippone.

Signe du malaise des banques nippones : les résultats des plus importantes d'entre elles (city banks, trust banks, et banques régionales) ont baissé de 30 %, et ceux des banques de crédit à long terme de 20 %. Plus profondément, elles sont confrontées à une montée évidente du risque de crédit. Le nombre des faillites, leur montant et les tendances à la baisse du marché immobilier renforcent ce risque : les prêts bancaires à l'immobilier s'élèvent à quelque 53 000 milliards de yens (2 000 milliards de francs) et représentent 10 % du total des encours. Mais comme les banques ont aussi prêté 71 534 milliards de yens aux «non-banques», qui ont reporté ces prêts sur l'immobilier, le système bancaire dans son ensemble aurait 30 % de ses encours accordés à des «secteurs à risques» et 23 % garantis sur des terrains.

Précarité des «non-banques»

A cette exposition excessive des banques s'ajoutent deux facteurs qui assombrissent le tableau. En premier lieu, un resserrement de la politique de crédit poursuivie depuis plusieurs mois par la Banque du Japon qui, conjuguée à la libéralisation des dépôts, augmente le coût des ressources des banques. Joue aussi, en second lieu, un ralentissement de la croissance des actifs afin de satisfaire aux contraintes du ratio de solvabilité (c'est-à-dire le rapport fonds propres/engagements) exigées par la Banque des règlements internationaux. Les banques nippones doivent relever ce ratio jusqu'à 8 % : en d'autres termes pour 100 yens prêtés, il faut avoir 8 yens en réserve.

Une bonne partie de ces réserves étant constituée par des plus-values escomptées de leur portefeuille boursier, mais ces profits s'étant évanouis à la suite de la chute des cours, le ratio de solvabilité s'est contracté. Alors qu'en fin d'année seules trois city banks avaient un ratio de solvabilité supérieur à 8 %, la remontée de la Bourse a cependant donné une bouffée d'oxygène aux city banks : depuis le milieu de février, toutes les douze respectent le ratio de solvabilité exigé par la BRI.

Certaines banques régionales ont en revanche commencé à demander à leurs clients des balances compensatoires sur les prêts accordés. La long credit bank, Nippon Credit, vient, pour sa part, de décider de vendre une partie de son portefeuille afin de boucler l'année fiscale 1990 (le 31 mars) avec le taux de solvabilité requis (il n'est actuellement, dans son cas, que de 6,2 %).

Si l'alarmisme ne semble pas de mise pour les banques, la situation des «non-banques» est beaucoup plus précaire. Sociétés de leasing, de prêt au consommateur et autres, ces «non-banques» sont légion : quelque 38 000. Facile à créer (il suffit d'une déclaration à la préfecture), sous le contrôle lâche du ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), ces organismes de crédit ont proliféré au cours de la période d'argent facile qui a suivi les accords du Plaza en 1985. Les prêts consentis par les «non-banques» s'élevaient à 69 000 milliards de yens en 1990.

Ne pouvant drainer l'épargne elle-mêmes, les «non-banques» se financent auprès des banques (95,9 % de leurs fonds en proviennent). Elles ne peuvent donc pas agir sur le même terrain que les banques et doivent trouver des clients qui, pour diverses raisons, acceptent de payer un intérêt un peu plus élevé : c'est le cas des spéculateurs fonciers.

Selon une enquête du ministère des finances, sur les deux cents plus importantes «non-banques» (dont les activités représentent 70 % du total du secteur), 41 % des prêts qu'elles ont consentis étaient destinés à l'immobilier (36 % pour les promoteurs et 5 % pour les constructeurs). Entre mars 1989 et mars 1990, elles ont augmenté ces prêts de 47,6 % (dans le cas des banques + 12 %). Plus de 60 % de ces prêts ont pour garantie des biens fonciers (25 % dans le cas des banques).

Selon la même enquête, en septembre dernier, les deux cents principales «non-banques» avaient prêté au total 58 000 milliards de yens dont 22 000 milliards directement à des promoteurs et constructeurs immobiliers (en fait davantage car elles se prêtent aussi entre elles : 14 % du total de leur prêts). Sur un total de 69 000 milliards de yens prêtés par l'ensemble des «non-banques», 72 % n'avaient pas encore été remboursés.

Dans bien des cas, ces organismes ont servi de relais aux banques pour financer des clients donnant moins de garanties. Elles ont aussi continué à financer les investisseurs lorsqu'en 1989 les banques ont été contraintes par les autorités à limiter leurs prêts à un plafond inférieur de 30 % du niveau atteint l'année précédente. Enfin, aiguillonnées par la concurrence, les «non-banques» prêtaient aussi au-dessus (de 20 % à 30 %) de la valeur de l'actif. Les sociétés immobilières confrontées à un marché qui s'est considérablement réduit (les acheteurs potentiels anticipant une baisse) sont prises au collet : elles n'ont pas assez de liquidités et doivent se refinancer à des taux d'intérêt élevés. Comme aux dominos, la faillite d'un promoteur se répercute sur la «non-banque» qui l'a financé puis sur la banque qui est derrière.

La crise est là. Peut-elle se transformer en débâcle ? Vraisemblablement non. Il est clair qu'une période s'achève : celle de l'argent facile qui a servi à alimenter la spéculation boursière et immobilière. Dans l'hypothèse d'une poursuite de la baisse des prix fonciers d'ampleur modérée (de 20 % à 30 %), hypothèse généralement retenue, l'atterrissage devrait s'opérer sans trop de casse.

Selon une étude de la banque Mitsubishi, une chute de 50 % des prix des terrains se traduirait par 10 000 milliards de yens de dettes non remboursées. Le coup serait sévère. Mais s'il est moindre, il devrait pouvoir être encaissé : en 1985, le montant des faillites entraînées par l'appréciation du yen s'est chiffré à 4 000 milliards d'impayés. L'ardoise a été effacée. On peut penser que le système de solidarité japonais permettrait de circonscrire une nouvelle fois le sinistre. Il n'en reste pas moins qu'une frange de l'économie nationale (sociétés immobilières, entreprises trop exposées, crédits mutuels), gonflée artificiellement par la spéculation, va sombrer dans les mois qui viennent.

Réforme en préparation

Dans le cas des «non-banques», on s'attend à des faillites à la suite notamment de dépôts de bilan de promoteurs immobiliers : une cinquantaine seraient menacées, selon des estimations de Tokyo Shoko Research. Par un jeu d'enchaînement des garanties, les constructeurs peuvent aussi être touchés, comme le montre la récente faillite du promoteur immobilier Natatomi (300 milliards de yens de dettes), dont un tiers du capital était garanti par le constructeur Tobishima.

En ce qui concerne les banques, les plus fragiles ou les plus petites auront des jours difficiles : certaines risquent de ne pas survivre et sont destinées à fusionner ou à être absorbées. En général, les banques ont néanmoins comme garantie des actifs d'une valeur supérieure aux prêts consentis. Les plus grandes ont certes les reins solides, mais elles risquent d'être touchées par ricochet par les «non-banques» qu'elles ont dans leur mouvance. Comme d'ailleurs les grandes maisons de titres dont les filiales «non-banques» sont en difficulté : Nomura avec Nomura Finances ou Sanyo avec Sanyo Finances. Y aura-t-il une escalade, et la «règle» tacite selon laquelle une banque nippone ne doit pas faire faillite afin que l'épargne soit protégée sera-t-elle respectée quoi qu'il arrive ?

Les banques étrangères paraissent exposées à quelques déconvenues. Ayant une part réduite du marché (au total 4 %), elles héritent souvent de ce que ne veulent pas les banques nationales : aussi ont-elles considérablement augmenté leurs prêts aux «non-banques» qui se heurtaient au refus des banques nippones, soumises aux pressions des autorités. Selon l'enquête du ministère des finances, en septembre dernier, les banques étrangères avaient prêté 6 300 milliards de yens aux «non-banques». Leur capacité bénéficiaire étant plus réduite, la proportion des prêts aux «non-banques» est plus élevée. Récemment, la Banque du Japon a «suggéré» aux banques étrangères de surveiller de près leur risque crédit.

Le paysage financier nippon est appelé à changer sous la double pression des événements et de la volonté des autorités. Le ministère des finances prépare en effet une réforme, qui entrera en vigueur en 1993, visant à homogénéiser le système bancaire en permettant à toutes les catégories d'institutions d'agir dans des domaines qui leur étaient auparavant interdits : les banques ordinaires pourront, par exemple, émettre des obligations. Un autre objectif est de consolider le système en favorisant les fusions entre, notamment, une city bank et une long credit bank.

Plus profondément, c'est la pratique même des banquiers nippons qui est appelée à changer. Les scandales comme celui de la banque Sumitomo, qui témoigne d'une soif effrénée de profit, ne sont pas seulement à mettre au compte d'individus (en l'occurrence son ex-président M. Isoda). Toutes les banques ont agi de même, et aujourd'hui toutes ont leurs «casseroles».

Pendant des années, les banques japonaises ont été habituées à un marché tranquille. L'épargne se dirigeait naturellement vers elles et le financement bancaire prédominait, les entreprises disposant alors de peu de fonds propres. La baisse des taux d'intérêt exigée du Japon par Washington, à la suite de l'accord du Plaza en 1985 (afin que les investisseurs nippons financent 30 % du déficit budgétaire américain), conjuguée à la dérégulation, ont troublé cet ordre : les industriels se sont davantage tournés vers les marchés financiers pour lever des fonds à meilleur coût.

Victimes de ce désendettement bancaire des entreprises, les banques ont dû chercher de nouveaux clients (PME et «non-banques») et elles ont contribué ainsi à alimenter la spéculation. L'abondance des liquidités a, en outre, conduit les banquiers nippons à raisonner comme des industriels en termes de part de marché, de concurrence excessive et de profit (en cassant les marges). A l'étranger également, ils ont poursuivi une politique à risque.

Aujourd'hui, la fête est finie et l'heure est au repli (réduction des activités internationales : une timidité qui posera peut-être des problèmes lors des syndicalisations à venir), à la prudence (sélectivité dans les risques) et à la consolidation sinon, pour certaines, au sauvetage de ce qui peut l'être. L'ajustement forcé, et piloté jusqu'à un certain point par les autorités financières qui chevauche la vague, ne se fera pas sans douleur.

PHILIPPE PONS

La leçon d'épargne populaire du Québec

Deux Québécois sur trois détiennent un compte dans l'une des 1 340 caisses du Mouvement coopératif Desjardins

MONTRÉAL
de notre correspondante

AU cœur de presque tous les villages du Québec trônent deux institutions : l'Eglise et la caisse populaire du Mouvement coopératif Desjardins. La seconde est d'ailleurs un peu la fille de la première. Aussi bizarre que cela puisse paraître, les «caisses pop», comme on les appelle communément, ont, à leurs tout débuts, souvent été hébergées dans le sous-sol des églises, avec la bénédiction du clergé catholique, très influent à l'époque auprès de la majorité francophone de la province.

Aujourd'hui, la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins est devenue un véritable mastodonte. Deux Québécois sur trois, soit 4,7 millions de personnes, en sont membres, à titre de détenteur d'un compte dans l'une de ses caisses. Ses actifs de 50 milliards de dollars canadiens (1) classent cette institution financière, originale en Amérique du Nord, au premier rang dans la province et au huitième rang au niveau canadien.

Les 1 340 caisses populaires du Québec, regroupées en onze fédérations régionales (sans compter les fédérations de l'Ontario, du Manitoba et de l'Acadie, «membres auxiliaires» de la Confédération, et leurs 155 caisses), ne se contentent pas d'être de simples succursales bancaires. Elles proposent des contrats d'assurances depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elles offrent, par l'intermédiaire des filiales du Mouvement Desjardins, des services de «fiducie» depuis 1963 et font même du courtage en valeurs mobilières depuis 1988.

Revanche posthume

Le Mouvement Desjardins n'a pas attendu que sonne à Ottawa l'heure officielle du décloisonnement des institutions financières – actuellement en cours,– prenant ainsi une bonne longueur d'avance sur ses concurrents, en vertu d'une liberté que lui permet une charte accordée par les autorités québécoises mais refusée dès l'origine par le gouvernement fédéral canadien.

Belle revanche posthume pour le fondateur du Mouvement, Alphonse Desjardins, dont les idées n'avaient pas été prises au sérieux à Ottawa, à la toute fin du dix-neuvième siècle. Révolté de voir ses pairs, les «Canadiens français», vivre dans des conditions économiques catastrophiques, tomber sous la coupe des usuriers ou choisir de tenter leur chance dans les usines de l'est des Etats-Unis, ce modeste sténographe animé de grands idéaux rêvait de trouver un moyen pour *«soulager les pauvres des excès du capitalisme»*.

Au fil d'une correspondance suivie avec les pionniers européens du mouvement coopératif, il s'enthousiasme pour cette nouvelle formule et peaufine sa vision d'une *«coopérative d'épargne et de crédit»* à la québécoise, qui mettrait *«le capital au service des gens et non l'inverse, comme le font les banques»*, toutes anglophones à l'époque. Il faut, répétait-il, une institution qui *«garde l'argent dans les campagnes»*, où vivaient la majorité des francophones, serve de *«levier au développement du Québec»* et contribue à garantir la *«survivance d'un peuple menacé d'assimilation»*. *«Le coup de génie d'Alphonse Desjardins a été d'obtenir l'appui du clergé québécois, s'assurant ainsi la confiance des francophones, d'autant plus indispensable que les capitaux de départ manquaient cruellement»*, estime l'actuel président de la Confédération, Claude Béland.

La première caisse populaire ouvre ses portes en 1901 à Lévis, dans la banlieue de Québec. Depuis, les règles de base sont restées les mêmes : chaque détenteur de compte a droit à une part sociale et à une voix à l'assemblée générale annuelle, organe décisionnel suprême qui élit les administrateurs bénévoles de l'institution. Les caisses, associations de personnes et non de capitaux, sont donc la propriété de leurs usagers.

MARTINE JACOT

Lire la suite page 31

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,4 francs.

GROUPE HEC

Photo J.M. Blais

MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC

COMMUNICATION

La communication globale

En un an, une formation d'excellence pour concevoir, gérer et animer, au profit des entreprises, des programmes de communication dans leur dimension stratégique et opérationnelle.

Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles, DEA, DESS ou équivalent.
***Clôture des inscriptions* : Le 27 avril 1991.**

Renseignements et inscriptions
M.S. HEC
COMMUNICATION
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. (1) 39 67 70 00

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

AXIUM

AFFAIRES

Francfort, une place financière incontournable

Pour les sociétés françaises, une cotation à une Bourse allemande apparaît de plus en plus comme un tremplin idéal pour financer une expansion vers l'Est

FRANCFORT

correspondance

POUR Jürgen Reinmitz, membre du directoire de la Kommerzbank, l'Allemagne de l'Est ne saurait être une chasse gardée des sociétés ouest-allemandes : *« Il faut que les entreprises françaises soient plus agressives. »* Un moyen idéal, selon lui, pour une entreprise étrangère de soutenir ses activités en Allemagne tout en diminuant ses coûts de financement sur le marché domestique et l'euromarché, c'est en effet de procéder à une introduction à une Bourse locale. Elle permet à l'entreprise de faire connaître ses objectifs de développement et donc d'améliorer considérablement sa notoriété auprès des investisseurs, notamment institutionnels. Tout en diversifiant le choix des outils de financement : placement international ou réservé à l'Allemagne d'actions, ABSA, OBSA, obligations.

L'autre avantage, c'est d'avoir accès à de nouveaux partenaires financiers. L'une des caractéristiques du marché allemand, plus proche en cela du marché belge que du marché français, réside dans l'importance des investisseurs privés. Les commissions d'achat et de vente sont réduites pour les particuliers : elles représentent pour un investissement de 50 000 francs 1,3 % sur le marché domestique allemand. Par ailleurs, la non-taxation des plus-values en capital réalisées après une détention au moins égale à six mois est un facteur important de stabilité. Elle permet aux entreprises d'allonger la durée de détention moyenne des titres et de maximiser les chances que les petits actionnaires souscriront à toutes les augmentations de capital.

Malgré ces avantages et l'importance de l'Allemagne en tant que premier partenaire commercial de la France, peu nombreuses sont les entreprises françaises qui se sont décidées à franchir le pas *(voir tableau). « Plusieurs raisons expliquent cette présence française plutôt faible »,* précise Xavier d'Aligny, directeur de la succursale de la Deutsche Bank à Paris, responsable des activités de Corporate Finance pour les sociétés françaises. La méfiance des investisseurs allemands à l'égard des entreprises françaises, tant que le franc était faible vis-à-vis du deutschemark, a longtemps joué un rôle considérable. Sans parler de la pénible période des nationalisations au début des années 80 qui n'a rien fait pour améliorer l'image de marque des Français en Allemagne !

Mais, depuis cinq ans, la situation a bien changé, poursuit Xavier d'Aligny, et les entreprises françaises jouissent à nouveau d'une « cote d'amour » en Allemagne. D'où les trois introductions coup sur coup réalisées par la Deutsche Bank en 1987, dont celles de la CGE et de la Compagnie Saint-Gobain : malgré la crise du Golfe, l'actionnariat de cette dernière s'est considérablement accrue en Allemagne entre janvier et octobre 1990, passant de 8,4 millions d'actions détenues au début de l'année à 2,2 millions en octobre.

Efforts de modernisation

Une performance d'autant plus remarquable que, selon la brochure de la Kommerzbank, *Rund um die Börse, 1990*, l'invasion du Koweït par l'Irak a non seulement entraîné une stagnation du cours des actions – à partir d'août 1990, – mais elle s'est également traduite par une diminution du volume des échanges et des émissions réalisées sur la place allemande. *« Sans la crise du Golfe, un nombre beaucoup plus important d'opérations directes et indirectes de placement international d'actions françaises auraient eu lieu »*, selon Xavier d'Aligny. Ces opérations, la plupart du temps réalisées par un consortium de banques, se sont développées à un rythme soutenu depuis deux ans : il y en a eu treize jusqu'en juillet, la plupart concernant des sociétés françaises qui, malgré leur taille ou leur notoriété, ne sont pas cotées au marché officiel en Allemagne. Au total, vingt-huit sociétés françaises sont cotées sur le marché libre (*freiverkehr*) ou marché par téléphone regroupant la plupart des sociétés étrangères contre dix sur le marché officiel (*amtlicher Handel*) et aucune sur le marché réglementé (*geregelter Markt*) qui s'apparente au second marché français, avec des règles d'admission moins sévères que pour la cote officielle.

« Une introduction en Bourse ne s'impose pas dans tous les cas pour une société française », précise François de Belzunce, fondé de pouvoir à la Kommerzbank, à Francfort. La taille de l'actionnariat, la notoriété et l'activité en Allemagne sont des critères déterminants devant être discutés cas par cas. Une société comme Rémy et Associés, dont la Kommerzbank a assuré l'introduction au marché officiel de Francfort avant même que la société soit cotée à Paris, fait exception. Les problèmes juridiques rencontrés par cette société au moment de la succession ainsi qu'une activité importante en Allemagne – le premier marché européen pour le groupe – par l'intermédiaire de sa filiale de distribution Euromarken expliquent la démarche de Rémy.

Les trois grandes banques allemandes s'accordent toutefois pour reconnaître que s'il doit y avoir une introduction en Bourse, il vaut mieux que ce soit au marché officiel et de préférence à Francfort. Longtemps taxées d'anachronisme, les huit Bourses allemandes (1) ont mis les bouchées doubles depuis deux ans pour rattraper leur retard. Sur le plan législatif d'abord : l'impôt à la source a été supprimé en 1989, après la fuite spectaculaire des capitaux allemands au Luxembourg. La même année, la loi sur les Bourses a été modifiée par le Parlement, ce qui a permis au marché à terme (Deutsche Termin Börse, DTB) – inconnu auparavant – d'être opérationnel à Francfort en 1990. Enfin, la suppression de l'impôt sur les transactions boursières est entrée en vigueur le 1er janvier, ce qui renforce encore l'attractivité de l'Allemagne.

Par ailleurs, la libéralisation du marché des financements en deutschemarks pour les émetteurs étrangers s'est poursuivie. Le système Ibis (Interbanken Informations System) a été mis en route. Le système de trading automatisé en dehors des horaires de Bourse est désormais possible. A terme, le système bancaire Ibis devrait être intégré avec les systèmes de courtiers Matis et Midas. La centrale de données boursières allemandes (Deutsche Wertpapier Datenzentrale) a également mis en place un système informatisé de cheminement des ordres (Boss Order Leitsystem) qui devrait devenir opérationnel au printemps 1991.

Tous ces efforts de modernisation fort onéreux visent à faire de l'Allemange une place financière majeure en Europe et dans le monde dans la perspective du grand marché européen de 1993. Après tout, plus du cinquième des réserves monétaires détenues dans le monde le sont en deutschemarks et malgré les incertitudes provoquées par la réunification allemande, le volume des investissements étrangers réalisés en deutschemarks continue de croître.

Discussions sur « l'eurocotation »

La rivalité entre Paris et Francfort au coude à coude pour la deuxième place en Europe derrière Londres est révélatrice à cet égard. Une récente étude réalisée par l'Institut de recherches de l'université de Francfort laisse toutefois assez peu d'espoir aux deux challengers, ce qui provoque un débat virulent en Allemagne. Même si, en novembre, le DTB a récupéré les contrats sur les emprunts fédéraux allemands destinés aux investisseurs institutionnels qui assuraient jusqu'à présent 50 % de l'activité du LIFFE (London International Financial Futures Exchange), le marché à terme britannique, Londres devrait rester pendant encore de nombreuses années le leader incontesté en Europe. La rivalité entre les huit Bourses régionales allemandes affaiblit en effet la place de Francfort (2). C'est particulièrement vrai dans le cas des sociétés françaises dont la plupart sont cotées sur le marché libre de Munich ou de Stuttgart sans avoir au préalable donné leur assentiment. Une situation *« extrêmement dommageable »*, selon les trois grandes banques, que l'on ne peut pas accuser, dans ce cas précis, de vouloir monopoliser les profits dans la mesure où une introduction en Bourse n'est pas considérée comme une opération « rentable », à la différence des placements d'actions pour lesquels, il est vrai, le risque est plus grand. En effet, comme dans le cas des droits d'admission en Bourse, les entreprises étrangères jouissent d'un tarif préférentiel auprès des banques dans le cas d'une introduction en Bourse auquel se rajoutent des frais fixes pour le montage du dossier, l'impression et la publication du prospectus obligatoirement en allemand.

Celles-ci s'accordent également pour estimer que les discussions actuelles sur « l'eurocotation » – cotation automatique ou sur demande sur les différentes places européennes – ne préjugent en aucune façon de l'avantage concurrentiel offert par une cotation sur plusieurs places en termes de notoriété et de coût de financement. *« Aujourd'hui, plus que jamais, les entreprises françaises doivent perdre leurs complexes vis-à-vis de l'Allemagne et venir en plus grand nombre à Francfort »*, selon Jürgen Reinmitz. Car il est vraisemblable que l'intégration progressive des marchés européens profitera avant tout aux deux cents à trois cents actions et titres obligataires d'Etat dits « standards » qui auront su internationaliser leur marché et leur communication avant les autres, précise-t-il.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

(1) Les huit Bourses allemandes sont situées à Berlin, Brême, Hambourg, Hanovre, Munich, Stuttgart, Düsseldorf et Francfort, ces deux dernières représentent environ 80 % de l'activité totale.

(2) En 1989, 66 % de l'ensemble des volumes échangés sur les Bourses allemandes ont été effectués à Francfort, soit 2 179 milliards de deutschemarks dont 743 milliards en actions et 1 436 milliards en obligations. A titre de comparaison, le total du volume des échanges pour Londres a atteint pendant la même période 4 427 milliards de deutschemarks, et celui de Paris, en ne comptant que le marché officiel, 1 176 milliards de deutschemarks.

Les groupes français cotés au marché de Francfort

Société	Date d'introduction	Banque ayant procédé à l'introduction
Compagnie Saint-Gobain	1987	Deutsche Bank
Compagnie des machines Bull	1962	Dresdner Bank
Alcatel Alsthom (CGE)	1987	Deutsche Bank
DMC (Dollfus Mieg et Cie)	1988	Deutsche Bank
Elf Aquitaine	1979	Deutsche Bank
Lafarge Coppée	1973	Deutsche Bank
Pernod-Ricard	1980	Deutsche Bank
Remy et Associés	1989	Commerzbank
Sanofi	1987	Deutsche Bank
Thomson CSF	1963	Dresdner Bank

A ce total, il faut rajouter trois sociétés françaises introduites par la Deutsche Bank au marché officiel de Francfort : Paribas en 1959, Pechiney en 1960 et Compagnie de Suez en 1970, ainsi que la compagnie Thomson-Brandt introduite par la Commerzbank en 1976, qui ont toutes été retirées de la cote après les nationalisations de 1982.
Sources : banques allemandes

Le pari du second marché

Spécialisée dans les modems miniaturisés, Com 1, PMI girondine, va entrer en Bourse à Paris et à Stuttgart

BORDEAUX

de notre correspondante

LE 12 mars prochain, Com 1, une PMI girondine spécialisée dans la conception de modems miniaturisés, sera introduite simultanément au second marché français et au Freiverkehr de la Bourse de Stuttgart. Soixante mille actions représentant 10 % du capital seront proposées sous une procédure de mise en vente à un prix plancher de 105 francs. Com 1 a été créée en juillet 1987 par un ingénieur des télécommunications, Jacques Saubade, et un ingénieur électronicien, Michel Petit. Auxitex, institut de participation du Grand Sud-Ouest, puis France Télécom, via sa filiale Innovacom, ont pris chacun 15 % du capital. En 1987, Jacques Saubade et Michel Petit ont eu l'idée originale d'aller à contre-courant de la tendance dominante qui prévoyait un avenir très limité pour les modems. Ces boîtiers sont utilisés à la communication entre ordinateurs et télécopieurs.

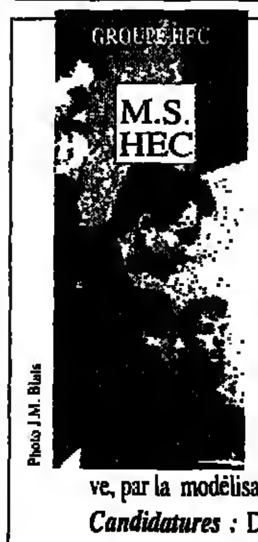
Le modem permet à un ordinateur qui travaille en numérique de communiquer avec un autre ordinateur grâce à une ligne téléphonique qui fonctionne, elle, par impulsions électriques analogiques. Com 1 a entrepris de miniaturiser les modems et d'en améliorer les performances. La société commercialise 53 % de ses produits sous son nom et fournit 41 % de sa production à de grands constructeurs. Parmi ses principaux clients figurent Toshiba, IBM, TRT et Landata Sistemas.

Doublement annuel du chiffre d'affaires

Com 1 estime avoir représenté 25 % du marché français des modems en 1990, ce qui représente 30 000 unités. La société a, par ailleurs, créé en avril 1990 une filiale à 51 % aux Etats-Unis, Com 1 Data Corp., qui est en fait un bureau de vente exclusif. Le chiffre d'affaires de Com 1 a pratiquement doublé chaque année depuis sa création : 11,8 millions de francs en 1987-1988, 22,6 millions de francs en 1988-1989, 41 millions de francs en 1989-1990 et 85 millions de francs en 1990-1991. Le bénéfice net est, parallèlement, passé de 0,56 million de francs à 2,3 millions puis 3,3 millions et enfin 7 millions de francs.

Ces résultats optimistes ne masquent cependant pas la petite taille de la société : Com 1 est en fait un bureau d'études et de marketing qui emploie trente-cinq personnes. Dans ces conditions, une introduction en Bourse ne constitue-t-elle pas un pari risqué ? *« Une société en forte croissance représente le gage de plus-values beaucoup plus attractives que des sociétés plus importantes mais arrivées à maturité sur leur marché,* explique la société Lyon Finances et Industrie, qui a monté le dossier d'introduction en Bourse. *Le marché de Com 1 devrait croître de 25 % à 30 % par an jusqu'en 1995. Loin d'être un créneau périmé, les modems sont en fort développement en raison à la fois de l'usage de plus en plus répandu des ordinateurs portables et de l'ouverture des marchés des pays de l'Est. »*

GINETTE DE MATHA



MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC

INTELLIGENCE MARKETING

Pour des scientifiques, la double compétence au croisement de la technique et du marché

En un an, une formation d'excellence pour mettre le marketing au service de la décision stratégique par l'application de méthodes d'analyse quantitative et qualitative, par la modélisation et la simulation.

Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles, DEA, DESS, agronomes, médecins, pharmaciens, vétérinaires...

Clôture des inscriptions : Le 27 avril 1991.

Renseignements et inscriptions
M.S. HEC
INTELLIGENCE MARKETING
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. (1) 39 67 70 00

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PORTRAIT

La sécurité en gants blancs

PDG de SPS, Hervé Courtaigne ne craint qu'une chose : faire mauvais genre

« *JE ne commettrai pas d'exactions pour un polar.* » Le patron de SPS, entreprise de sécurité du groupe ECCO, Hervé Courtaigne, n'a pas lu *Riot Gun* le numéro 2173 de la collection « Série noire ». Une façon de conjurer le sort ? Brisson, le personnage principal, est, tout comme lui, un ancien HEC, proche de la quarantaine, qui accepte, un peu par hasard, un poste à la direction générale dans une société de surveillance. Embauché par un président plutôt louche en quête de managers présentables, le malheureux Brisson se trouvera bientôt impliqué dans le meurtre d'un gréviste CGT, éliminé au fusil à pompe.

Le monde de la sécurité sent le soufre. Directeur de clientèle chez le publicitaire FCA, Hervé Courtaigne, fils d'un ancien président du bien-pensant Centre français du patronat chrétien (CFPC), n'avait, en toute bonne logique, que très peu de chances d'y frayer. Mais les voies désertées facilitent les ascensions rapides. Et, à vingt-neuf ans, les postes de direction générale se refusent rarement. *Résultat :* lorsqu'en 1981 le numéro deux d'ECCO lui propose de prendre en main SPS, société de sécurité que le groupe lyonnais vient de racheter au groupe Securitas, Hervé Courtaigne n'hésite pas : *« La décision n'a pas été difficile à prendre. »*

Badigeonnage éthique

Hervé Courtaigne est, à dire vrai, un personnage étrange. Alors que toutes les professions de la sécurité se frottent les mains et font du chiffre sur la guerre du Golfe, il est le seul à se désoler. *« La psychose de l'attentat va donner de l'oxygène à toutes les petites boîtes qui, dans le secteur, font du n'importe quoi. Pour satisfaire l'afflux de demandes, elles seront obligées de ramasser le premier type venu dans la rue et de lui coller un uniforme. »* Le patron de SPS, lui, il le clame assez fort, ne mange pas de ce pain-là. Son arrivée à la tête de SPS, c'est vrai, s'est traduite immédiatement par une mise en place de sérieuses procédures de recrutement auparavant quasiment inexistantes.

Hervé Courtaigne joue volontiers les « M. Propre » d'une profession dont l'image de marque est plutôt mauvaise.

Hervé Courtaigne a décroché son premier job chez Procter & Gamble. Ce passage chez le lessivier américain a visiblement laissé des traces. L'homme joue volontiers les M. Propre d'une profession dont l'image de marque est plutôt mauvaise. *« Notre meilleur atout, c'est la fiabilité de nos services. Elle nous permettra de marginaliser toutes les brebis galeuses du métier. »* Un peu outrées, parfois caricaturales, les envolées globalisantes de ce manager à l'encontre de ses collègues de la sécurité lui ont, en tout cas, valu des démêlés houleux avec la FFOPS, la très traditionnelle Fédération française des organismes de prévention et de sécurité. Il a donc fini par en claquer la porte et créer une instance concurrente.

Hervé Courtaigne, lui, connaît la portée symbolique du langage. Et les vertus nouvelles – en termes de marketing – du badigeonnage éthique. Les mots « vigiles » et « gardiennage » sont proscrits. SPS fait de la sécurité en gants blancs. Et s'est positionnée d'entrée sur la clientèle « entreprises », en misant sur la haute technologie et la prévention des risques industriels. Pas question d'accepter des missions de police, de surveiller les parkings ou de patrouiller dans les centres commerciaux et les zones HLM.

Administrateur d'ECCO Sécurité, sous-holding du groupe ECCO dont SPS représente 75 % du chiffre d'affaires, Hervé Courtaigne a multiplié cette année les opérations de croissance externe. Les frais de restructuration des sociétés acquises expliqueraient la baisse notable des résultats enregistrés, en 1990, au niveau de la sous-holding (15 millions de francs contre 30 millions de francs l'année précédente). Pas vraiment « high-tech », c'est l'activité transports de fonds (18 % du chiffre d'affaires d'ECCO Sécurité) qui, cette année, a joué le rôle de vache à lait du groupe. Les vieilles recettes ont parfois du bon. Même dans la sécurité.

C. M.

AFFAIRES

Querelle de famille chez Elm-Leblanc

Le « grand-père indigne » et l'« enfant terrible » se disputent 220 000 actions du dernier fabricant indépendant de chaudières murales. Décision de la cour d'appel de Paris le 19 mars

L'AFFAIRE pourrait prêter à rire, tant le conflit qui oppose depuis maintenant deux ans le président fondateur d'Elm-Leblanc à son petit-fils Laurent Dreux-Leblanc parodie les invraisemblables intrigues des *soap operas* à le « Dynasty » ou à la « Châteauvallon ». Un véritable maelström où se mêlent relents de cupidité, grand déballage d'affaires privées, interventions d'entourages dont on a peine à percer les réelles motivations sur fond d'actions répétées devant les tribunaux et prises à témoin de la presse.

L'objet du litige est la propriété de 220 000 actions, soit 20 % du capital du dernier fabricant indépendant de chaudières murales depuis la reprise de Saunier Duval par le britannique Hepworth et de Chaffoteaux et Maury par l'italien Noviceli. Des actions qui ont été cédées à Laurent Dreux-Leblanc par son grand-père en mars 1988 puis qui ont été récupérées, dix-huit mois plus tard, par ce dernier lorsque les relations entre les deux hommes, en désaccord sur leurs rôles respectifs dans l'entreprise, se sont brutalement détériorées.

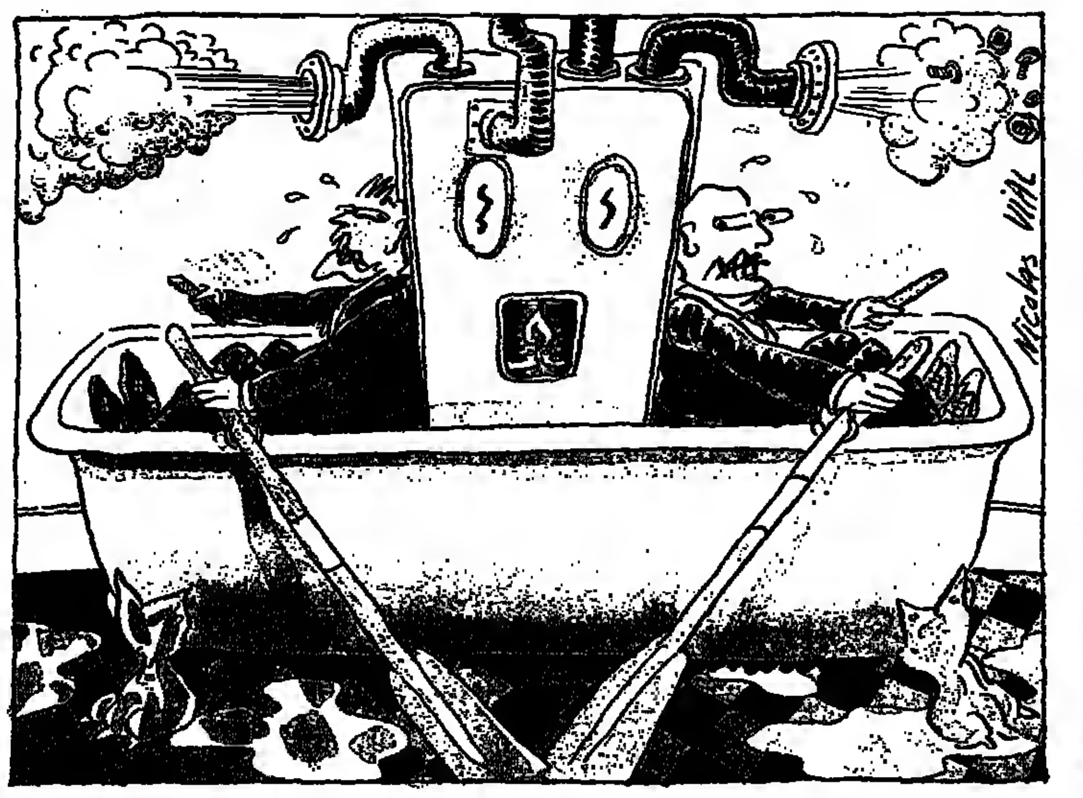
Donation classique

Bien déterminé à faire valoir son point de vue, Laurent Dreux s'est entouré de conseillers en relations publiques et n'a eu de cesse, depuis l'été dernier, de plaider sa cause dans les rédactions. Marcel Leblanc, pris de vitesse, a rétorqué sur le même terrain depuis le début de cette année et mène le combat sur le front de la presse avec l'aide d'une filiale du groupe publicitaire DDDB. Ce tapage médiatique a peu de chances d'influer sur la décision de justice finale.

Dans dix jours, la cour d'appel de Paris, saisie par Laurent Dreux, doit infirmer ou non le jugement rendu le 23 août dernier en sa défaveur. Le tribunal de grande instance de Paris avait en effet considéré que le transfert d'actions au profit de Laurent Dreux n'ayant pas pris la forme d'une donation classique, Marcel Leblanc avait le droit de reprendre les titres incriminés. Reste que le lobbying un peu maladroit des deux camps, qui s'accompagne d'anecdotes invérifiables sur les agissements de telle ou telle personnalité du clan adverse, n'incite guère à la sérénité.

L'argument de cette histoire de succession est classique. Et les personnages extraordinairement typés. Le premier à entrer en scène, Marcel Leblanc, qui court gaillardement sur ses quatre-vingt-quatre ans et qui préside toujours l'entreprise de chauffe-eau fondée à Drancy avec son père Emile (le « E » d'Elm-Leblanc), est un patron de choc. Il est fier de sa réussite : Elm-Leblanc, numéro deux du secteur en France, a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 900 millions de francs dont 40 % à l'exportation.

Habitué à être obéi dans sa famille comme dans son entreprise, colérique, volontiers paternaliste et un brin autoritaire, Marcel Leblanc n'aime pas qu'on l'interrompe et signifie assez clairement leur congé à ses interlocuteurs lorsqu'il estime avoir suffisamment « communiqué ». Laurent Dreux, gentil, poli, bien élevé, parle décisions stratégiques, joue la carte du manager moderne sans qu'on parvienne à en apprécier la consistance réelle.



Les seconds rôles sont également familiers. On trouve pêle-mêle un secrétaire général dont l'omniprésence auprès de Marcel Leblanc inquiète, une figure de l'ombre, Robert Dreux, le père de Laurent, remercié par Marcel Leblanc pour des motifs non encore éclaircis, et qui, affirme son grand-père, aurait poussé Laurent Dreux à la rupture... Les 1 300 salariés d'Elm-Leblanc, société cotée, jouent bien sûr les figurants et attendent l'issue de ce bras de fer, plutôt éberlués.

Pour comprendre cette affaire, embrouillée comme le sont toutes les histoires de famille, il est nécessaire de remonter dix ans en arrière. En 1981, Laurent Dreux, « appelé par son grand-père », affirment les uns, « sur pression de sa mère », disent les autres, rejoint l'entreprise familiale après le décès accidentel de son frère Philippe, alors désigné comme dauphin officiel. A l'époque, Laurent Dreux vient de passer son baccalauréat. Il a dix-huit ans à peine. Marcel Leblanc le prend sous son aile et le familiarise avec les rouages de l'entreprise. Un comité de direction restreint est chargé de mener la barque pendant une période indéterminée qui doit s'apparenter à une régence. Cette solution de transition en douceur est alors saluée par les milieux d'affaires pour sa sagesse et son côté novateur.

Brutale détérioration

Sept ans plus tard, Laurent Dreux est nommé directeur export puis directeur général adjoint. Marcel Leblanc et sa femme qui souhaitent régler le problème de leur succession décident alors de lui transmettre les fameuses 220 000 actions, soit à l'époque un peu plus de 20 % du capital d'Elm-Leblanc (une augmentation de capital intervenue depuis a ramené cette participation à 19,7 %). Pour contourner la fiscalité sur les droits de succession, ce transfert prend la forme d'un « *don manuel* » à un non-héritier direct.

La formule, astucieuse, permet d'éviter une imposition à 40 % en vigueur depuis 1984, préserve le contrôle familial sur Elm-Leblanc (Marcel Leblanc, sa femme, sa fille et son fils détiennent 66 % du capital et 76 % des droits de vote) et transforme Laurent Dreux en actionnaire principal. A partir de cette date, les relations entre le grand-père et le petit-fils se détériorent brutalement et sans explication valable.

Selon Paul Baudrillart, le secrétaire général du groupe, Laurent Dreux aurait mis un point d'honneur à intervenir intempestivement dans toutes les décisions stratégiques. N'avait-il pas son mot à dire en tant que directeur général ? Dans l'entourage de Marcel Leblanc, on explique désormais que cette fonction – purement factice – ne lui avait été attribuée que pour des raisons là aussi fiscales. Elle lui permettait de bénéficier de l'exonération de l'outil de travail prévue dans le cadre de l'ISF. Ce contrat était-il clair dès le départ ? Laurent Dreux s'est-il pris au jeu ou a-t-il été abusé ? Impossible de le déterminer. A la suite d'une escarmouche plus violente que d'habitude, en septembre 1989, il se voit conseiller de prendre un mois de vacances. Il ne remettra plus les pieds dans la société.

Mais il lui reste les 220 000 actions dont la propriété lui a été attribuée. Marcel Leblanc les récupère le 13 novembre 1989 en produisant l'un des trois « *papiers de retour* » qu'il a fait signer à son petit-fils lors du premier transfert de titres. C'est cette utilisation qui est aujourd'hui contestée en justice par Laurent Dreux. Ces trois papiers lui ont été demandés, explique-t-il, car Marcel Leblanc voulait pouvoir reprendre les titres en cas de décès prématuré de son petit-fils, conditions qui, évidemment, n'ont pas été remplies le 13 novembre 1989.

Dans l'entourage du fondateur, on estime au contraire que ces papiers faisaient partie de l'accord conclu entre Laurent Dreux et son grand-père et qu'il était acquis que le patriarche pourrait à tout moment en faire usage.

Ces 220 000 actions litigieuses sont pour le moment protégées. La justice a considéré qu'en cas de cession éventuelle de ces titres, la responsabilité civile du vendeur comme de l'acheteur serait engagée si la cour d'appel venait à invalider le premier verdict. Confiant, Marcel Leblanc affirme désormais qu'au lendemain du 19 mars il cédera son contrôle à un « *partenaire français* ».

Avec un tiers du marché des chaudières à gaz et un nom à la notoriété certaine, Elm-Leblanc est sans aucun doute une belle affaire. Mais la firme de Drancy – qui a plutôt bien résisté à deux années d'hystérie familiale – commence toutefois à présenter des signes de faiblesse : à l'inverse de Saunier Duval ou de Chaffoteaux et Maury, ses ventes plafonnent depuis bientôt deux ans. La progression du résultat comptable affichée en 1989 et 1990 masque une diminution des résultats d'exploitation, compensée par des crédits d'impôt favorables. L'entrée d'un partenaire extérieur à la mouvance Leblanc ne serait-elle pas, au final, une chose souhaitable ?

CAROLINE MONNOT

La leçon d'épargne populaire du Québec

Suite de la page 29

« *Le Mouvement doit principalement son succès à sa très forte emprise dans les collectivités. Les valeurs véhiculées par son fondateur et ses successeurs – vertus de l'épargne, nationalisme québécois et solidarité – ont séduit les élites rurales. Les caisses ont financé la construction d'églises, de routes et d'hôpitaux, bien avant que l'Etat ne prenne ces derniers travaux en charge* », résume Jean-Guy Desforges, professeur au centre de gestion des coopératives de l'Ecole des hautes études commerciales de Montréal.

Tout au long de son histoire, le Mouvement Desjardins a su accompagner l'évolution des besoins de ses membres et les transformations de la société québécoise, sans toutefois les précéder. Cantonnées dans les prêts agricoles (boudés par les banques) et hypothécaires jusque dans les années 60, les caisses se sont prudemment engagées dans le prêt à la consommation et ont attendu 1981, année de grave récession au Canada, pour s'attaquer – avec un grand succès – au marché du crédit industriel et commercial.

Sociétés de portefeuille

Le Mouvement Desjardins, qui a le premier ouvert des guichets automatiques de dépôt et de retrait au Québec après l'informatisation rapide de ses services, a véritablement pris son essor au début des années 80, au moment où les francophones québécois ont littéralement investi le monde des affaires, auparavant chasse gardée des anglophones. Ses actifs consolidés sont passés de 2 milliards de dollars en 1969 à 11,5 milliards en 1979, avant d'atteindre le double en 1985. Les caisses avaient beau recueillir 35 % de l'épargne des Québécois (niveau maintenu actuellement), le Mouvement dans son ensemble manquait toutefois de liquidités pour satisfaire les demandes de prêts. Il s'est donc doté en 1980 d'une caisse centrale, sorte de banquier des fédérations, habilité à émettre des obligations à l'étranger et à participer à des syndicats de prêts nationaux et internationaux. Depuis peu, les caisses peuvent d'autre part augmenter leur capital en émettant pour leurs membres des parts permanentes, plus chères que les parts sociales mais sans droit de vote.

S'estimant condamné à se développer, à l'étranger (2) en particulier, le Mouvement est allé beaucoup plus loin en obtenant en 1989 du gouvernement québécois le droit de créer des sociétés de portefeuille, qui chapeautent elles-mêmes des entreprises à capital-actions, dans une foule de domaines (assurances, services financiers et fiduciaires, crédit industriel, courtage, traitement des cartes de crédit, location de véhicules, service de transports de fonds, etc.). « *Le réseau coopératif, entièrement voué aux intérêts des Québécois, est limité à la province et à quelques fédérations francophones canadiennes, mais ses nouvelles entreprises n'ont pas de frontières. Ce sont elles qui vont faire le saut à l'étranger, aux Etats-Unis en particulier* », explique Claude Béland.

Les nouvelles entités créées sous sa houlette ont requis une restructuration complète du Mouvement et ont exigé du même coup plus de discipline de la part des caisses et des fédérations. Ces dernières, pourtant fort jalouses de leur autonomie, peuvent de moins en moins se permettre d'ignorer, comme autrefois, les décisions importantes prises par la Confédération, après un long processus de consultation. « *Pour qu'un mouvement coopératif puisse réussir à affronter les mastodontes de la finance, il doit y avoir unité de pensée et d'action. La stratégie ne doit pas être décentralisée, c'est l'action qui doit l'être* », estime Claude Béland. Les caisses offrent toutes les mêmes produits mais les taux d'intérêt qu'elles pratiquent varient parfois d'un demi-point, leur politique de prêt diffère, de même que leurs pratiques en matière de frais bancaires facturés aux usagers.

Une plus grande solidarité

Claude Béland se devait d'autant plus de demander aux fédérations une « *plus grande solidarité* » que le Mouvement, devenu, avec ses 35 000 salariés, le plus gros employeur privé de la province, paye en quelque sorte le tribut de ses forces. Le réseau des caisses – en situation de monopole dans la moitié des villages du Québec – coûte cher. Pour chaque tranche de 100 dollars d'actifs, les frais d'exploitation du Mouvement s'élèvent à 3,35 dollars, contre 2,16 dollars en moyenne pour les autres banques. Ce qui n'a pas empêché le Mouvement d'enregister en 1990 la meilleure année de son histoire, avec un « excédent » (profit) de 275 millions de dollars. « *La productivité doit néanmoins être améliorée et nous y travaillons* », assure Claude Béland.

La Confédération des caisses Desjardins est-elle en voie de perdre son âme sur l'autel de son expansion ? D'aucuns se posent la question. Les « caisses pop » ressemblent de plus en plus aux autres succursales bancaires et le militantisme n'est plus ce qu'il était : les assemblées générales mobilisent rarement plus du tiers des membres des caisses.

Devenue une importante institution financière, la Confédération et le Mouvement, que son président qualifie de « *social-démocrate* », sont à la croisée des chemins. « *La recherche de la souveraineté, processus dans lequel le Québec est plus que jamais engagé, n'est pas néfaste, au contraire, pour le message coopératif, toujours à relancer* », dit Claude Béland. Ce dernier a d'ailleurs pris position, au nom de son Mouvement toujours aussi nationaliste, en faveur de la proclamation unilatérale de la souveraineté politique du Québec, quitte à négocier ensuite le maintien des liens économiques avec le reste du Canada. Les intérêts en jeu sont, à ses yeux, trop importants pour que ces pourparlers échouent.

MARTINE JACOT

(2) Le Mouvement Desjardins a conclu en 1989 un accord de coopération avec le Crédit mutuel de France, qui devrait notamment déboucher sur la création d'un fonds mutuel commun, regroupant des titres européens et québécois.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.	12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.
ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6e T.l.j.	Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Dîners. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.
PAVILLON MONTSOURIS 45-88-38-52 20, rue Gazan, 14e TLJ Voiturier	Sous sa verrière 1900, en bordure du parc printanier, goûtez les joies d'une cuisine fraîche et raffinée. Une carte à 245 F. Salon particulier de 12 à 40 pers. maximum.

UNE CHARTE POUR L'EUROPE
L'UTOPIE
DE THOMAS MORE,
LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».
TEXTE INTÉGRAL, élucidé, commenté, traduit par André Prévost, docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIR : 250 F franco.
Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par CCP. A. Prévost 1462.61 Z Lille ou par chèque ou autochèque libellé en francs français à l'ordre de A. Prévost, 16, avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.
TÉL : 20-55-29-16. Dédicacé sur demande.

Photo J.M. Blais

MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC
FINANCE INTERNATIONALE
Les grands métiers de la finance
En un an, une formation d'excellence pour former des spécialistes de haut niveau à la maîtrise des techniques et produits financiers modernes adaptés aux besoins sans cesse renouvelés des entreprises.
Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs, DEA, DESS scientifiques ou équivalent.
Clôture des inscriptions : Le 27 avril 1991.
Renseignements et inscriptions
M.S. HEC
FINANCE INTERNATIONALE
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. (1) 39 67 70 00
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
AXIUM

MARCHÉS FINANCIERS

Reprise à petite vitesse de l'économie américaine

Suite de la page 25.

« Contrairement à ce que pensent beaucoup de gens depuis quelques jours, la récession de l'économie américaine devrait durer plusieurs mois encore », affirme M. Richard Berner, l'un des macroéconomistes de Salomon Brothers. *« Jusqu'au quatrième trimestre 1991, il ne faut rien attendre de vraiment significatif*, ajoute-t-il, *car tous les fondamentaux sont encore très défavorables. » « Pour l'instant, on relève surtout une euphorie économique liée à la victoire, mais la réaction à la hausse de Wall Street reste superficielle »*, indique pour sa part un conjoncturiste de Washington.

A la fin février, les indices de confiance des consommateurs, établis à la fois par le Conference Board et par l'université du Michigan, reflétaient un léger frémissement. Mais les spécialistes de ces deux organismes admettent que, même si la tendance s'accentue au cours des prochaines semaines, *« ce n'est pas de sitôt que sera effacée l'importante perte de confiance des consommateurs, qui a ramené les indices parfois à leurs plus bas niveaux depuis dix ans »*. De même, les indices des centrales d'achats de l'industrie (National Association of Purchasing Managers) ne prévoient pas de retournement de situation avant la fin septembre 1991.

La prudence de M. Greenspan

Dans l'intervalle, si les exportations continuent à se bien porter (le déficit commercial a été ramené à 60/70 milliards de dollars en base annuelle au quatrième trimestre 1990 contre 100 milliards l'année précédente), la demande intérieure reste fortement négative, tandis que les indicateurs composés établis par le département du commerce sont eux aussi dans le « rouge ». D'autres batteries d'indices vont dans le même sens, ajoute le même conjoncturiste, et les facteurs de relance ne sont pas nombreux, l'un des principaux étant cependant le bas niveau des stocks, qui devrait permettre de reprendre très vite la production si les agents économiques retrouvent confiance en eux.

Axés sur le redémarrage de la consommation – lequel, l'expérience de ces dernières années l'a prouvé, s'accompagne souvent d'un accroissement de l'endettement des ménages, déjà colossal, – la plupart des observateurs tiennent désormais pour quantité négligeable le phénomène inflation. Or, en janvier dernier, l'indice des prix à la consommation, hors postes alimentation et énergie, reflétait une hausse de 0,6 %, ce qui situe encore le « cœur de l'inflation » à un niveau trop élevé.

M. Alan Greenspan, lui, surveille avec attention cet indicateur, ainsi que le lui a appris son prédécesseur, M. Paul Volcker, et il continue à faire preuve de modération dans ses anticipations. *« La confiance des consommateurs revient lentement »*, a-t-il notamment déclaré, mercredi 6 mars, devant la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants, *« mais l'économie souffre encore de la contraction du crédit et d'un marché immobilier très déprimé »*, a-t-il ajouté, lors de sa première intervention depuis la fin de la guerre du Golfe. Pour autant, M. Greenspan ne se dit pas entièrement convaincu qu'il soit nécessaire de baisser à nouveau les taux d'intérêt pour faire repartir la machine économique. De quoi exaspérer l'administration Bush.

Sur ce chapitre, le patron de la Fed peut certes donner le *la*, mais il n'est pas seul à décider une baisse du loyer de l'argent. Les banques commerciales ont aussi leur mot à dire. A plusieurs reprises, l'administration, voire M. Bush en personne, a reproché aux établissements bancaires de ne pas consentir suffisamment de prêts à taux peu élevé. Pourtant, depuis décembre dernier, elles ont assez bien joué le jeu lorsque la Réserve fédérale donnait le signal de la baisse.

Mauvaise humeur

Mais, dans le même temps, elles ont cherché à étoffer leurs marges bénéficiaires afin d'établir leur assise financière et de se conformer aux ratios de solvabilité. Le résultat est un écart de trois points pour de nombreux établissements, entre le taux d'escompte (6 %) fixé par la Fed et le taux de base (8,75 % à 9 %) que pratiquent la plupart des banques. *« Trois points de marge, c'est beaucoup, pratiquement le double de l'écart normal en période de croissance »*, relève un spécialiste du secteur.

La logique voudrait que M. Greenspan fasse assaut d'autorité auprès des banques commerciales pour sortir du *credit crunch* (la pénurie de crédit) qui handicape l'activité du secteur productif. Comme il l'a fait à deux reprises au cours des dernières semaines, La Maison Blanche verrait très certainement d'un bon œil une telle initiative, mais le président de la Fed est un peu en froid en ce moment avec l'administration. Sa mauvaise humeur tient à un volet important de la réforme bancaire, présenté à la mi-février par M. Bush et qui prévoit que la banque centrale ne pourrait plus exercer son contrôle sur les méga-banques américaines appelées à bénéficier de la disparition de trop nombreux petits établissements.

De plus, la tendance sur d'autres marchés, en Allemagne d'abord, est plutôt à la hausse des taux d'intérêt, en raison de l'importance de capitaux qu'exigent à la fois la réunification du pays et la restructuration de l'Europe de l'Est. D'où le danger de voir les « capitaux nomades » se placer là où la rémunération est la plus forte, pas nécessairement aux Etats-Unis. De quoi faire réfléchir les autorités monétaires américaines, sans doute peu désireuses de nager à contre-courant en attendant une reprise qui, de toute évidence, n'interviendra pas aussi vite que prévu.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

icc

IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

Le Conseil d'Administration d'ICC, SICOMI du Groupe ISM SA, s'est réuni le 1er mars 1991, sous la présidence de Christian SABBE, pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990 et tirer les conséquences de la suppression à terme du statut fiscal particulier des SICOMI.

Conformément à la stratégie menée depuis plusieurs années, ICC n'a plus acquis en 1990 de nouveaux immeubles, la totalité de la trésorerie disponible de la société ayant été affectée à l'achèvement des dernières réalisations.

Comme prévu, la mise en exploitation en début d'exercice de deux importants immeubles à ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS-DE-SEINE) a permis d'enregistrer une forte hausse des recettes locatives (+ 13 %). Bien que la dotation aux amortissements soit accrue de 24 % par rapport à l'an dernier, le résultat net de 53.692.000 F est supérieur de 8,60 % à celui de l'exercice précédent.

La société a réagi très rapidement à l'annonce, en octobre 1990, du projet de suppression du statut fiscal particulier des SICOMI. Dès le 15 novembre 1990, elle était agréée comme établissement de crédit - société financière, ce qui lui permettait de consentir désormais des contrats de crédit-bail, tout en conservant la possibilité de continuer à proposer des contrats de location simple.

La nouvelle loi permettant sur option de poursuivre pendant cinq ans une activité de SICOMI, le Conseil d'ICC a pris deux importantes décisions. La première, de retenir la proposition d'ISM SA, sa société mère, de devenir le pôle privilégié de son Groupe pour l'activité de crédit-bail immobilier SICOMI et, dès lors, d'opter pour la poursuite de son activité sous ce régime. La deuxième, de proposer à la filiale d'ISM SA, CODETEL, d'absorber sa SICOMI CODEMIBAIL, dont cette dernière détient entièrement le capital. En effet, le Conseil d'ICC considère que l'avenir pour les SICOMI passe par l'accession à une taille importante que cette fusion permettrait d'assurer.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, convoquée au nouveau siège social, Grand Écran – Place d'Italie, à Paris, le 31 mai 1991, de mettre en distribution un dividende de 21,50 F contre 20,50 F en 1990.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 6 mars ↑

La pause

Le choc historique n'a pas eu lieu. Alors que tous les experts financiers internationaux pensaient que Wall Street allait franchir mercredi 6 mars la fameuse barre des 3 000 points, la grande Bourse new-yorkaise s'est bornée à rester en deçà. Non pas qu'elle n'ait pas tenté de réaliser l'exploit. Deux fois en séance, le mercure devait passer au-dessus, d'abord peu après l'ouverture à 3 003,22, puis en séance à 3 017,82. Mais sous les coups de boutoir des ventes bénéficiaires, le marché ne parvenait pas à maintenir son avance et, à la clôture, quand le niveau de la journée a été officiellement fixé, le Dow Jones s'inscrivait à 2 973,27, soit à 0,75 point seulement au-dessus de son niveau de la veille.

Le bilan général de la séance fut à peine de meilleure qualité. Sur 2 060 valeurs traitées, 890 ont monté, 766 ont baissé et 404 n'ont pas varié.

Déception ? Pas vraiment. L'enthousiasme n'a pas fait défaut mercredi autour du « Big Board ». Débarrassés des craintes suscitées par la guerre du Golfe, les investisseurs jouent la reprise économique d'un seul élan. *« La fin du conflit devrait renforcer les perspectives d'un redémarrage de la croissance »*, a déclaré M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, qui a toutefois estimé que le phénomène se manifesterait lentement *(lire par ailleurs)*.

VALEURS	Cours du 5 mars	Cours du 6 mars
Alcoa	67 1/2	68 7/8
ATT	33 3/4	34 1/8
Boeing	50 1/4	50 1/2
Chase Manhattan Bank	15 1/4	15 1/4
Du Pont de Nemours	39 1/4	39 3/4
Eastman Kodak	45 3/8	45 7/8
Exxon	54 3/4	54 7/8
Ford	33 3/4	34 1/4
General Electric	69	68 1/2
General Motors	40 3/8	40 1/2
Goodyear	23 5/8	23 5/8
IBM	133 1/2	133
ITT	57 1/4	57 3/8
Mobil Oil	62 1/2	63 1/2
Pfizer	107	105 3/8
Schlumberger	63 1/4	63 1/4
Texaco	64 1/8	65
UAL Corp. ex-Allegis	151 1/4	148
Union Carbide	20	19 7/8
USX	31	31 1/8
Westinghouse	29 1/2	30 1/8
Xerox Corp.	58	58

LONDRES, 6 mars ↑

Activité record

Après s'être enflammées grâce à des achats « de panique » encouragés par Wall Street et les espoirs de fin de la récession, les valeurs ont subi des prises de bénéfices et réduit leur gaine mercredi au Stock Exchange, pour clôturer légèrement en dessous de leur record historique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné jusqu'à 60,5 points pendant la séance avant de clôturer en hausse de 39,8 points (1,6 %) à 2 459,9, en dessous du record de clôture de 2 463,7 inscrit le 3 janvier 1990. Pendant la journée, le record absolu en séance a cependant été pulvérisé à 2 480,8 points contre 2 479,4 le 4 janvier 1990. Le marché a enregistré une activité sans précédent depuis l'adhésion britannique au Système monétaire européen (SME) le 8 octobre, avec 1 042,9 millions de titres échangés contre 681,1 millions la veille.

PARIS, 7 mars ↑

La hausse malgré tout

Pour la quatrième journée consécutive, la hausse a été au rendez-vous jeudi rue Vivienne. Mais après avoir fait, la veille, battre à tout rompre le cœur des boursiers par ses folles excentricités, elle a mis un bémol à ses ardeurs après être même un instant passé en coulisse dans la matinée. De fait, à l'ouverture, l'indice CAC-40 était revenu dans le rouge (– 0,65 %). Pas longtemps. Il remontait la pente pour se retrouver à 12 heures au point d'équilibre. En début d'après-midi, son avance était de 0,31 %. Quelques heures plus tard, elle était de 0,29 %.

Le marché cherche son second souffle, c'est évident. En quatre séances, il a monté de 4,8 %. Et déjà, les trois dernières heures de la séance de mercredi n'avaient pas suffi à éponger la vague de ventes bénéficiaires (d'origine américaine assure t-on) déclenchée tant par les déclarations assez tièdes de M. Alan Greenspan, patron de la Banque centrale des Etats-Unis, sur les perspectives de reprise économique outre-Atlantique que par les prévisions assez noires de l'INSEE sur la croissance en France pour 1991. Pour utiliser le jargon boursier, des « queues de ventes » ont pesé sur les cours. Néanmoins, les opérateurs ne veulent manifestement pas s'en laisser conter, assurent les professionnels. « Même si la reprise fait des couacs, elle aura bien lieu », entendait-on sous les colonnes. M. François Perigot, président du CNPF, ne dit pas autre chose : « Il n'y a aucune raison pour que la reprise ne soit pas au rendez-vous. » Le patron des patrons n'en appelle pas moins le gouvernement à créer les conditions favorables de son déclenchement.

TOKYO, 7 mars ↑

Reprise en fin de séance

Le Kabuto-cho a bien failli jeudi trébucher. Ouverte sous le signe de la baisse, la séance s'annonçait devoir être lourde, et, de fait, en début d'après-midi, l'indice Nikkei avait déjà reculé de 120 points. Sur une vague d'achats liés aux échéances boursières, il parvenait néanmoins à remonter le courant pour s'inscrire en clôture à 26 397,96, avec un modeste gain de 14,97 points (+ 0,06 %).

Il faut dire que les préoccupations sur l'arrivée à échéance des contrats et des options sur contrats de mars l'ont emporté sur l'optimisme déclenché par l'euphorie régnant à Wall Street. Par prudence, les opérateurs ont préféré prendre leurs bénéfices, une réaction saine au demeurant, qui a du reste été enregistrée sur plusieurs autres places financières internationales, à Paris par exemple.

VALEURS	Cours du 6 mars	Cours du 7 mars
Akai	778	770
Bridgestone	1 130	1 140
Canon	1 620	1 580
Fuji Bank	2 640	2 620
Honda Motors	1 530	1 530
Matsushita Electric	1 860	1 880
Mitsubishi Heavy	796	816
Sony Corp.	7 010	6 830
Toyota Motors	1 910	1 910

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Smithkline Beecham devient n° 1 mondial de la pharmacie.** – L'hégémonie exercée sur le marché mondial de la pharmacie par le groupe américain Merck aurait-elle touché à sa fin en 1990 ? S'il est encore difficile d'établir un classement des plus grandes firmes internationales pour l'exercice de l'année écoulée, il apparaît déjà que le nouveau groupe américano-britannique, Smithkline Beecham (SB), constitué en 1989, arrive en tête du classement avec un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de livres (45 milliards de francs), en progrès de 6 %. Dès janvier, Merck avait publié le montant de ses ventes, qui avaient atteint 7,67 milliards de dollars. Même en retenant un dollar à 5,25 francs, cela ne fait que 40 milliards de francs. Reste à savoir maintenant quelle est la part exacte des médicaments dans les chiffres d'affaires de ces deux géants. Une petite chance existe encore pour que ce soit toujours Merck, qui domine. Mais il y a un doute.

En attendant, SB annonce un bénéfice record après impôts de 860 millions de livres (8,6 milliards de francs) en hausse de 19 %. Encore une fois, le Tagamet, premier grand anti-ulcéreux du monde, a tenu la dragée haute à ses concurrents, le Zantac de Glaxo et le Losec (Oméprazol) d'Astra, avec un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars (5,2 milliards de francs).

□ **Air France cède 17,8 % de Servair à Clinvest.** – Après celui des hôtels Méridien, Air France vient d'ouvrir le capital de sa filiale à 94,5 % Servair (restauration aérienne et ferroviaire) à des établissements financiers par une augmentation de capital. Clinvest, banque d'affaires du Crédit lyonnais, déjà troisième actionnaire de Méridien (avec 9,43 %, après Air France et le Crédit foncier), va prendre 17,78 %, le groupe Union de Banques à Paris 3,95 %, la Société marseillaise de crédit 1,65 %, le groupe Edmond de Rothschild 1,38 %. L'opération va rapporter à Air France 122,9 millions de francs. Servair a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de francs en 1990, surtout dans les repas aériens, la restauration ferroviaire (notamment le TGV-Atlantique, pour lequel elle vient d'achever un nouveau centre de préparation) et les boutiques d'aéroports (par sa filiale Saresco).

□ **L.C.L. : *erratum*.** – Dans l'article paru dans *le Monde* daté du 5 mars sous le titre « Le géant britannique annonce une baisse de 36 % de son bénéfice », il avait été indiqué par erreur que le chiffre d'affaires du groupe s'était accru de 2 % à 13,17 milliards de livres sterling. En réalité, il a diminué de 2 % pour revenir à 12,90 milliards de livres.

□ **Philips : 22 millions de dollars d'économies grâce à la boîte à idées.** – Le groupe néerlandais Philips a fait 37 millions de florins d'économies (111 millions de francs) en 1990 grâce à des idées déposées par ses employés dans la « boîte à idées ». Le montant de ces économies a progressé de 16 % par rapport à celui réalisé grâce aux idées des employés en 1989. En 1990, près de 18 000 idées ont été déposées, dont un tiers ont été mises en application. Les employés ingénieux n'ont pas été oubliés : Philips a distribué non pas moins de 3,2 millions de florins aux inventeurs de bonnes idées. La boîte à idées existe depuis soixante-six ans chez Philips.

□ **Saab-Scania : bénéfice en hausse de 35 % en 1990.** – Le groupe industriel suédois Saab-Scania (avions, automobiles et poids lourds) a enregistré en 1990 un bénéfice avant impôts de l'ordre de 2,2 milliards de couronnes suédoises (2 milliards de francs), soit une progression de 35 % par rapport à l'exercice 1989. Le chiffre d'affaires a baissé de 2 % en passant de 29,6 milliards de couronnes à 29 milliards. La division automobiles ne fait plus partie du groupe pour l'exercice 1990, car General Motors possède 50 % des actions du deuxième constructeur suédois. Le groupe Wallenberg, qui détient 58 % des droits de vote, a annoncé qu'il allait lancer une OPA sur l'intégralité des titres.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3845	3785
Amault Associés	296 50	296 50
Asystel	105	....
B.A.C.	173 10	173 10
Bque Vernes (ex BICM)	845	849
Boiron (Ly)	395	400
Boisset (Lyon)	205	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1015	1020
Calberson	420	436 80
Cardif	545	535
C.E.G.E.P.	174	174
C.F.P.I.	321	320
C.N.I.M.	900	889
Codetour	295	295
Conforama	895	895
Creeks	260 20	261
Dauphin	418	489
Delmas	858	874
Demachy Worms Cie	400	....
Desquenne et Giral	279	272
Devanlay	1050	1033
Deville	399	413
Dolisos	149	145
Éditions Belfond	247	247
Europ. Propulsion	361	370
Finacor	128	....
Frankoparis	168	168
GFF (group.fon.f.)	296 50	305 30
Grand Livre	365	....
Gravograph	224 80	229
Groupe Origny	622	631

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Guintoli	1025	1000
I.C.C.	251 70	251 70
IDIA	304	298
Idianova	139	139
Immob. Hôtelière	809	810
I.P.B.M.	110	109
Loca investis.	283 50	281 10
Locamic	93	96 70
Matra-Comm.	150	156
Molex	123	....
Olivetti Logabax	590	599
Presbourg	77 10	....
Publ.Filipacchi	415	418 90
Razel	747	719
Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	299	....
St-H. Matignon	173 50	174
Select Invest (Ly)	93	....
Serbo	452	450
S.M.T. Goupil	163	167 80
Sopra	220	226 80
Thermador H. (Ly)	289	....
Unilog	175	180
Viel et Cie	112	112
Y. St-Laurent Groupe	800	824

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 mars 1991
Nombre de contrats : 108 824.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	105,94	105,66	105,96
Précédent	104,88	105,44	105,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept 91	Juin 91	Sept 91
106	1,06	1,40	1,36	1,82

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 11 528.

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 833	1 867,50	1 865
Précédent	1 813	1 824	1 808

CHANGES

Dollar : 5,2570 ↑

Le dollar a baissé jeudi à Tokyo clôturant à 135,63 yens en recul de 0,92 yen par rapport à la clôture de mercredi. Après une belle envolée la veille, le marché s'inscrivait en léger retrait jeudi matin sur le marché des changes parisien où il s'échangeait à 5,2570 francs contre 5,2545 francs au fixing de mercredi.

FRANCFORT	6 mars	7 mars
Dollar (en DM)	1,5433	1,5415
TOKYO	6 mars	7 mars
Dollar (en yens)	136,55	135,63

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (7 mars) .... 9 3/16-9 5/16 %
New-York (6 mars) .... 6 1/2 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

	5 mars	6 mars
Valeurs françaises	118,40	119,60
Valeurs étrangères	108,28	110,50
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	472,14	483,81
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 800,63	1 821,01

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	5 mars	6 mars
Industrielles	2 972,52	2 973,27

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	5 mars	6 mars
100 valeurs	2 420,10	2 459,90
30 valeurs	1 946	1 977,50
Mines d'or	142,50	142,70
Fonds d'État	84,74	84,94

FRANCFORT

	5 mars	6 mars
Dax	1 540,26	1 594,32

TOKYO

	6 mars	7 mars
Nikkei Dow Jones	26 382,99	26 397,96
Indice général	1 958,21	1 955,91

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,2360	5,2380	+ 113	+ 123	+ 233	+ 253	+ 675	+ 735
$ can.	4,5177	4,5233	– 31	– 3	– 29	+ 4	– 64	+ 21
Yen (100)	3,8571	3,8614	+ 21	+ 45	+ 63	+ 101	+ 285	+ 361
DM	3,4040	3,4079	+ 3	+ 20	+ 12	+ 36	+ 40	+ 100
Florin	3,0196	3,0225	+ 1	+ 15	+ 11	+ 33	+ 41	+ 95
FB (100)	16,5278	16,5445	– 35	+ 75	+ 5	+ 184	+ 69	+ 513
FS	3,9075	3,9119	+ 32	+ 48	+ 72	+ 98	+ 246	+ 313
L (1 000)	4,5560	4,5617	– 143	– 91	– 241	– 175	– 653	– 538
£	9,9170	9,9260	– 311	– 271	– 563	– 505	– 1230	– 1077

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	6 5/16	6 9/16	6 11/16	6 13/16	6 11/16	6 13/16	6 11/16	6 13/16
Yen	7 7/8	8 1/8	8 7/16	8 9/16	8 3/16	8 5/16	7 3/4	7 7/8
DM	8 11/16	8 15/16	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16
Florin	9	9 1/4	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16
FB (100)	9	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8	9 1/8	9 3/8
FS	7 3/4	8	8	8 1/8	8	8 1/8	7 7/8	8
L (1 000)	12	13	12 1/4	12 3/4	12 1/4	12 3/4	12 1/8	12 5/8
£	12 15/16	13 3/16	13	13 1/8	12 11/16	12 13/16	12	12 1/8
Franc	9 3/16	9 7/16	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8	9 3/8	9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Jeudi 7 mars
Hervé Courtaigne,
PDG de SPS.
Le Monde daté 8 mars publie dans ses pages « Affaires » un portrait du patron de SPS.

Vendredi 8 mars
François Blondot,
président du groupe
La Rochette.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 MARS

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3884	C.N.E 3%	3910	3905	3970	+1 53
926	B.N.P. T.P.	954	951	958	+0 21
940	Cr.Lyon. T.P.	930	935	935	+0 54
1420	Renault T.P.	1360	1360	1365	-0 37
1530	Rhône Poul. T.P.	1535	1520	1520	-0 98
1181	Saint Gobain T.P.	1100	1110	1110	+0 91
980	Thomson T.P.	970	980	971	+0 10
780	ACCOR	820	815	822	+0 24
670	Air Liquide	701	690	698	-0 43
676	Alcatel-Alsthom	607	608	619	+1 98

COMPTANT (sélection)

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bisrzy Ouest	2891	....
B T P	82	82
Cambodge	780	....
Carbone Lorraine	775	785
Case Pocian	15 90	15 60
C.E.G.F (Frigor.)	419 80	410
Centenaire Blanzy	512	....
Cerabati	99 20	97
Champex Ny	138	139
CIC (CP)	170	165
C.I.M.	835	811

SICAV (sélection) 6/3

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/3	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 254	5 257	5	5 600
Ecu	7	6 895	....	....
Allemagne (100 dm)	340 650	340 510	329	349
Belgique (100 F)	16 537	16 532	16 050	17 050
Pays-Bas (100 fl)	302 290	302 080	290	310
Italie (1000 lires)	4 560	4 556	4 300	4 800
Danemark (100 krd)	88 640	....	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 929	....	9 450	10 250
Grèce (100 drachmes)	3 159	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	391 270	....	379	399
Suède (100 krs)	91 850	....	87	95
Norvège (100 k)	87 170	....	83	91
Autriche (100 sch)	46 430	....	46 700	49 700
Espagne (100 pes)	5 475	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 613	....	3 400	4 200
Canada (1 $ can)	4 537	....	4 350	4 750
Japon (100 yens)	3 856	....	3 680	3 880

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/3
Or fin (kilo en barre)	61600	61950
Or fin (en lingot)	61750	61700
Napoléon (20f)	390	380
Pièce Fr (10 f)	410	410
Pièce Suisse (20 f)	418	418
Pièce Latine (20 f)	359	360
Souverain	489	481
Pièce 20 dollars	2170	2140
Pièce 10 dollars	1340	1285
Pièce 5 dollars	690	690
Pièce 50 pesos	2316	2330
Pièce 10 florins	373	366

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

Les répercussions du conflit dans le Golfe

L'Allemagne va verser 1 milliard de francs à la France

L'Allemagne va verser 300 millions de marks (environ 1 milliard de francs) à la France pour l'aider à financer les dépenses de l'armée française dans la guerre contre l'Irak, a-t-on appris mercredi 6 mars de source gouvernementale à Bonn. Cette somme s'ajoute aux 17,1 milliards de DM en aide financière ou matérielle déboursés jusqu'ici par Bonn au profit de la coalition.

Avant le déclenchement des opérations terrestres, M. Michel Rocard avait avancé une estimation de 6 à 7 milliards de francs pour le déploiement des forces françaises en Arabie saoudite et les missions aériennes jusqu'à la fin mars. Le versement de l'aide allemande a été discuté mardi à Paris par les ministres des finances français et allemand, Pierre Bérégovoy et Theo Waigel. Le Koweït avait déjà promis à la France une somme de 1 milliard de dollars. Les aides de l'émirat et de l'Allemagne permettront à la France de résoudre une partie des difficultés budgétaires provoquées par la crise du Golfe.

D'autre part, le Parlement japonais a approuvé mercredi le plan d'aide à la coalition, d'un montant de 9 milliards de dollars. – (*AFP.*)

□ **Aides humanitaires de la CEE à l'Irak et au Koweït.** – La CEE a annoncé mercredi 6 mars l'octroi d'une aide humanitaire de 3 millions d'écus (4 millions de dollars) pour l'assainissement de l'eau et la fourniture de médicaments à l'Irak. Cette aide a été autorisée par le comité des sanctions de l'ONU. La Communauté va également financer pour 340 000 écus la fourniture d'aliments pour enfants au Koweït. – (*AFP.*)

Un arrêt de la Cour de cassation
après la condamnation du chercheur du CNRS

M. Rolf Dobbertin sera rejugé

M. Rolf Dobbertin, cinquante-sept ans ce chercheur au CNRS condamné le 15 juin 1990, à douze ans de détention criminelle par la cour d'assises de Paris pour *« intelligence avec les agents d'une puissance étrangère »*, devra être rejugé.

L'arrêt rendu mercredi 6 mars par la chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la cour d'assises en considérant que cette juridiction ne pouvait *pas, sans violer la loi, rejeter, en ne* donnant aucune argumentation, les conclusions de la défense. Celle-ci avait demandé le témoignage de M. Werner Stiller, transfuge des services de renseignement, est-allemands dont les déclarations formaient la base du dossier d'accusation d'espionnage au profit de la République démocratique allemande.

Arrêté le 25 janvier 1979, après les révélations de M. Stiller, auquel il n'a jamais été confronté, M. Dobbertin aurait dû comparaître devant la Cour de sûreté de l'Etat. Mais celle-ci fut supprimée en 1981 et son cas devenait de la compétence du tribunal permanent des forces armées, supprimé à son tour, en 1982. Il a donc été jugé par une cour d'assises spécialement composée de magistrats après... sept ans de procédure comportant notamment cinq arrêts de chambres d'accusation cassés successivement.

Six mois après une condamnation ayant surpris la communauté scientifique, qui le soutient, et le parquet, qui avait seulement demandé *« de ne pas descendre en dessous de cinq ans »*, M. Dobbertin avait été remis en liberté le 27 décembre 1990 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, dans l'attente de la décision de la Cour de cassation. Il s'agissait d'une mesure extrêmement rare, désormais justifiée par la cassation. Mais M. Dobbertin n'a pas fini son marathon judiciaire. Il devra comparaître à nouveau devant la cour d'assises de Paris *« autrement composée »*.

M. P.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Encore nous

TOT, ce matin, coup de téléphone de mon amie Colette. Vous la connaissez, c'est une féministe enragée. Elle m'agresse bille en tête :

– Pourquoi c'est Lebaube, et pas toi, qui a fait ce papier génial dans *le Monde*, l'autre jour, sur la galère des femmes seules au travail ? Elles ont rien, elles ont personne, elles ont...

– Ah non ! Ras-le-bol de la débâcle des célibattantes entre trente et quarante ans. Je croule sous des tapées d'articles et de bouquins, un véritable mur des lamentations, la complainte des mal-aimées : Où c'est qu'ils sont, les mecs, que j'en mette un sous ma couette. Cherchez pas, ils se tapent des jeunettes, comme ils l'ont toujours fait. Là, au moins, vous avez...

– *Des salaires à la traîne, oui*, 30 % de moins qu'eux à tous les échelons, dans tous les domaines, sauf l'administration. Si tu ajoutes un ou deux lardons à charge, la double journée, pas de crèche, pas de débouchés... Tu sais combien il y a de nanas au Parlement, au Sénat, au gouvernement ? Même dans M^me^ le maire, t'en comptes à peine plus de 3 %.

– Et combien il y avait de M^me^ le juge, M^me^ le commissaire, M^me^ le major *de l'X ou de l'ENA*, M^me^ le professeur, M^me^ le ministre avant guerre, tu peux me dire ?

– C'est pas une raison pour se croiser les bras. Moi, ça me *révolte*, cette indifférence à nos différences, cette démission devant l'injustice, l'esclavage.

– *Non mais, où* tu vas, là ? Il n'est question que de ça, en ce moment, de libre choix entre la machine à écrire et la table à langer, de...

– Tu rigoles ou quoi ? T'imagines quand même pas qu'après avoir arrêté de bosser pour élever nos gosses on pourra retrouver du boulot ? Enfin, réveille-toi ! C'est un scandale, cette discrimination à l'embauche ! On nous traite pire que des beurs, pire que des blacks.

– *Qu'est-ce que tu veux que j'y fasse ?*

– Que tu gueules contre cette Journée internationale de la femme, victime de la société. Ils savent vraiment pas quoi inventer pour nous humilier.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
Journée de la femme : Un entretien avec M^me^ Catherine Trautmann ; Cour internationale de justice : « Le droit de dire le droit », par M. Olivier Russbach ; La disparition de Serge Gainsbourg : « Mort-Naissance d'un poète maudit », par Claude Fischler.... 2

La démission du gouvernement indien
Des élections générales semblent inévitables après le refus de M. Rajiv Gandhi de tenter sa chance 8

La crise albanaise
Plusieurs milliers d'Albanais essayent de se réfugier en Italie.. 9

M. Rocard à la Réunion
Le premier ministre se rendra dans l'île du 15 au 17 mars.... 10

Duel électoral à Biarritz
M. Didier Borotra (CDS) contre M. Bernard Marie (RPR).......... 10

Olympique de Marseille
Un excellent résultat nul face au Milan AC.......... 11

Le choléra au Pérou
L'épidémie menace d'autres pays d'Amérique latine.......... 12

SECTION B

LIVRES ♦ IDÉES

• La monde fêlé de Buzzati • Yeats réconcilié ? • Hopkins ou *l'invention du rythme* • Échos du génie de Keats • Retrouver Dickens • Jean Grenier, libre promeneur • La vie du langage, par Denis Slakta • Walter Benjamin entre mystique et politique • Le feuilleton de Michel Braudeau : Steven Millhausser • La chronique de Nicole Zand : Mike Nicol.......... 17 à 24

SECTION C

L'euphorie boursière
Les places flambent, anticipant sur la reprise des économies.. 25

Ménages surendettés
Les commissions créées par la « loi Neiertz » ont reçu 100 000 dossiers en un an.... 26

AFFAIRES

La délicate restructuration des banques nippones • La leçon d'épargne populaire du Québec • Francfort, une place financière incontournable • Querelle de famille chez Elm-Leblanc.......... 29 à 31

Services

Abonnements	8
Annonces classées	26
Bulletin d'enneigement	15
Carnet	15
Loto	15
Marchés financiers	32-33
Météorologie	16
Mots croisés	15
Radio-Télévision	16
Spectacles	14

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 mars 1991 a été tiré à 532 238 exemplaires.

Un déjeuner de remerciement à Matignon

M. Michel Rocard a convié à un déjeuner « amical », jeudi 7 mars à Matignon, tous ceux qui, au gouvernement, ont suivi la crise du Golfe au quotidien pendant de longues semaines, afin de les remercier.

A l'hôtel Matignon, on précise que les invitations ont été lancées il y a une dizaine de jours et que le président de la République, déjà retenu, ainsi que M. Gilles Ménage, directeur de cabinet à l'Elysée, et le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, actuellement en déplacement dans le Golfe, ont dû décliner l'*invitation*.

Ont notamment participé à ce déjeuner, les *ministres* des affaires étrangères, M. Roland Dumas, de la défense, M. Pierre Joxe, et de l'intérieur, M. Philippe Marchand, ainsi que leurs directeurs de cabinet. MM. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, et Hubert Védrine, porte-parole de la présidence, étaient également présents ainsi que les proches collaborateurs du premier ministre.

VIETNAM

Mort de Nguyen Van Hieu ancien secrétaire général du FNL sud-vietnamien

M. Nguyen Van Hieu, ancien secrétaire général du Front national de libération (FLN) sud-vietnamien, est mort mercredi 7 mars à Hô-Chi-Minh-ville (ex-Saïgon) à l'âge de soixante-neuf ans, a annoncé jeudi la presse vietnamienne. Originaire du sud du pays, il avait exercé ces fonctions dans la résistance sudiste pendant les années 60, alors que la guerre contre le régime pro-américain de Saïgon se développait.

M. Hieu avait été nommé en 1973 ministre d'État du gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) du Sud-Vietnam et avait remplacé M^me^ Nguyen Thi Binh à la tête de la délégation du GRP à Paris. En 1976, il avait été nommé ministre de la culture du gouvernement du Vietnam *réunifié*, fonction qu'il cumulait avec celle de député à l'Assemblée nationale. Ces dernières années, il était membre du comité central du Front de la patrie, qui regroupe de nombreuses organisations de masse dépendant du parti communiste. Il présidait par ailleurs l'association d'amitié Vietnam-France. – *(AFP.)*

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

De nombreuses manifestations pour le 8 mars

La Journée internationale des femmes sous le signe de la paix

Malgré l'arrêt des combats dans le Golfe, une vingtaine de groupes féministes de gauche et d'extrême gauche ont décidé de montrer, pendant la Journée internationale des femmes, vendredi 8 mars, leur opposition à la guerre. Ils organisent ce jour-là, à 18 h 30, place Saint-Germain-des-Prés à Paris, un rassemblement pour réclamer *« une paix qui assurera le droit des peuples du Moyen-Orient à l'autodétermination et à la démocratie, la reconnaissance des droits des Palestiniens, Kurdes, Libanais et qui donnera aux femmes toute leur place, leur assurera leur droits et leur libération »*.

Le premier ministre, M. Michel Rocard, offrira à Matignon une réception où seront invitées des femmes « représentatives » de milieux divers. L'après-midi, un comité interministériel se réunira sur les droits des femmes. M^me^ Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, participera ensuite à une « Drôle de nuit », organisée par l'Association internationale des femmes créatrices et le Festival de films de femmes de Créteil, à l'Entrepôt (7, rue Francis-de-Pressensé, 75014 Paris). De 20 heures à 2 heures du matin seront projetés des courts et longs-métrages réalisés sur ou par les femmes.

Parallèlement, à 19 heures, l'association Grain de sel organise un dîner-débat sur « Le pouvoir médical et les femmes » (L'Aristocrate, 35, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris). L'Alliance des femmes pour la démocratisation, un mouve*ment animé par M^me^ Antoinette* Fouque, propose, le 9 mars, un débat sur « La guerre, la femme, la paix », (de 15 heures à 18 heures, au théâtre Renaud-Barrault, 12-*bis*, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris).

Le secrétariat national aux droits des femmes du Parti socialiste, dont M^me^ Yvette Roudy est responsable, a *décidé* quant à lui, de renouer avec un thème qui fut à l'origine de la journée du 8 mars : « Travail, emploi, activité : où en sont les femmes » (Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris).

Cette journée du 8 *mars* est devenue Journée internationale des femmes en mémoire des couturières américaines qui, ce jour-là, en 1857, descendirent dans la rue pour réclamer une diminution de leur temps de travail (ce qu'avaient déjà obtenu les hommes) et une égalité de salaire. En 1910, le congrès international des femmes socialistes à Copenhague avait décidé de fêter tous les ans cette date. En France, c'est M^me^ Yvette Roudy qui, à son arrivée au ministère des droits des femmes, officialisa cette journée en 1982.

Ch. Ch.

Lire page 2, un entretien avec M^me^ Catherine Trautmann

Les aveux d'un médecin américain

Suicide sur ordonnance

Dans un article publié par The New England Journal of Medicine, un médecin américain, le docteur Timothy Quill, *interne* à l'université de Rochester (Etat de New-York), a reconnu qu'il avait prescrit à une malade une dose de barbituriques nécessaire pour mourir. Cette publication, explique-t-il dans son article, constitue une contribution au débat *« sur la mort et la souffrance »*.

Sa patiente, « *Diane* », *qui* était mariée et mère d'un enfant, s'est suicidée il y a un an, à l'âge de *quarante-cinq ans*, après avoir refusé une transplantation de moelle osseuse et un traitement *chimiothérapique. Le docteur Quill*, son médecin depuis huit ans, lui avait fait savoir qu'il n'y avait *qu'une chance sur quatre* pour qu'elle soit sauvée.

« Elle était convaincue qu'elle ne survivrait pas au traitement et qu'elle souffrirait de façon indicible, écrit le médecin. *Elle voulait maintenir son contrôle sur elle-même (...) et, quand elle a estimé que cela ne serait plus possible, elle a clairement exprimé le désir de mourir. »*

*Toujours selon le récit du méde*cin, « Diane » voulait que ce départ du monde se fasse de la façon la *moins douloureuse* possible. *« Je lui ai donc écrit une ordonnance avec un sentiment de malaise sur les frontières spirituelles, légales, professionnelles et personnelles que j'étais en train d'explorer. » « Mais, poursuit-il, je ressentais fortement* que, *ce faisant, je lui donnais la liberté de profiter pleinement du temps qui lui restait et de garder sa dignité comme elle l'entendait jusqu'à sa mort. »*

Cet article devrait relancer le débat sur l'euthanasie et le droit au suicide. Il y a trois ans, la même revue avait publié un article d'un médecin qui avait affirmé avoir administré une injection mortelle à un cancéreux à sa demande. L'an dernier, un médecin du Michigan, le docteur Jack Kervorkian, avait fourni à une patiente atteinte de la maladie d'Alzheimer une machine à suicide par injection. Accusé de meurtre, il avait bénéficié d'un non-lieu, mais la justice lui avait confisqué l'engin avec interdiction d'en reconstruire. – (*AFP.*)

Au sommaire du « Monde diplomatique » de mars

Golfe : vaincre sans convaincre

• Nouvel ordre, par *Ignacio Ramonet*.
• Penser l'après-guerre, par *Georges Corm*.
• Les milieux politiques français plus secoués qu'il n'y paraît, par *Paul-Marie de La Gorce*.
• Le prix de l'alignement sur Washington, par *Bernard Cassen*.
• M. Bush et les nostalgiques de l'empire, par *Norman Birnbaum*.
• Le relatif déclin de la puissance américaine, par *Marie-France Toinet*.
• De la frappe massive et du *génie militaire, par l'amiral Antoine Sanguinetti*.
• *Les médias en tenue camouflée, par Serge Halimi*.
• La grand débat à Moscou sur le guerre du Golfe, par *Amnon Kapéliouk*.
• Israël et les dividendes de la paix, par *Alain Gresh*.
• Comment l'Arabie saoudite prépare la relève à Bagdad, par *Faleh A. Jabbar*.
• Au Liban, fragile domination *syrienne, par Samir Kassir*.
• Pourquoi, en Tunisie, la rue a soutenu Bagdad, par *N. Khoury-Dagher* et *A. Dargouth Medimegh*.
• Téhéran, l'autre vainqueur, par *Yann Richard*.
• Refuser la tentation de l'insularité, *par Jacques Berque*.
• Premières méditations sur l'après-guerre, par *Avraham B. Yehoshua*.
• La déception est une arme positive, par *Emile Habibi*.
• Une nouvelle d'*Ammar Koroghly* : « Jours d'angoisse en banlieue ».

En vente partout. 18 F.

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990
200 pages - 47 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

UN HORS-SERIE DE
SCIENCES & AVENIR
LA NOUVELLE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE
UNE ANALYSE PROSPECTIVE COMPLETE SUR LE MONDE INDUSTRIEL DE DEMAIN
TECHNOLOGIE
Les promesses de l'intelligence artificielle
PRODUCTION
Le nouveau prix de la qualité
MARKETING
Le filon vert
RECRUTEMENT
Les ravages de l'irrationnel
COMMUNICATION
L'essor des réseaux
UN NUMÉRO INDISPENSABLE POUR VIVRE CETTE GRANDE RÉVOLUTION DU SAVOIR ET DU SAVOIR-FAIRE
EN VENTE PARTOUT 27 F

هكذا من الأصل